



Les relations extérieures de l'Union soviétique et l'aggravation de la crise financière

Les Sept proposent à l'URSS le report du remboursement de sa dette

Le retour de M. Chevardnadze

Le retour, annoncé mardi 19 novembre, de M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie soviétique tourne une sombre page de l'histoire récente à Moscou - celle que le ministre avait marquée par sa dramatique démission, il y a onze mois. Mais personne, pas même M. Gorbatchev, ne saurait y voir pour autant un retour au « statu quo ». Car tout a changé entre-temps : l'homme, le ministère qu'il retrouve, et jusqu'au pays qu'il représente.

Avant même cette nomination, M. Chevardnadze était sorti doucement du purgatoire qu'il s'était imposé. Ses prévisions de décembre dernier sur « la dictature qui s'annonce » ont été justifiées par le putsch du mois d'août, et, surtout, l'ancien « client » de M. Gorbatchev est devenu un homme politique à part entière, au point d'apparaître comme le protecteur de son ancien « patron ». Ce dernier, qui avait promis en janvier de ne « jamais pardonner » la défection de son ministre, est bien heureux de le retrouver aujourd'hui disposé à collaborer, malgré les critiques et les doutes que le géorgien avait formulés à son encontre au lendemain du putsch.

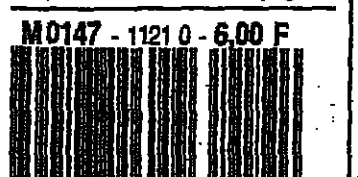
De fait, M. Chevardnadze, qui avait alors refusé d'être « ministre d'un pays qui n'admet plus », se livre ici à une véritable entreprise de sauvetage. Le « MID », l'orgueilleux ministère que lui avait légué en 1985 Andreï Gromyko, est devenu méconnaissable, et pas seulement parce que, transformé en ministère des relations extérieures, il va désormais gérer une bonne partie des rapports économiques avec l'étranger, donc l'épineux problème de la dette. Personne ne sait encore quel type de fédération se substituera à la défunte Union soviétique, et de toute manière le « centre » n'aura-t-il pas à s'efforcer de retrouver chaque jour un peu plus sous les coups de Boris Eltsine. Ce dernier ne demandait-il pas de réduire le personnel du MID de 90 % ?

Même si on s'arrête à 30 %, comme cela semble avoir été décidé, M. Chevardnadze hérite d'une fonction similaire à celle pour laquelle son nom avait été prononcé à New-York : celle d'une sorte de secrétaire général de l'ONU, en charge de coordonner les politiques étrangères de neuf ou dix Républiques toutes plus soupçonneuses les unes que les autres sur leur toute nouvelle indépendance. Et aussi d'atténuer aux yeux du monde ce qu'il a présenté mardi comme la plus grande menace du moment : celle, notamment nucléaire, que font peser les conflits latents en URSS.

Les acclamations dans les capitales occidentales l'ont aussitôt confirmé : le ministre des affaires étrangères du désarmement et de la perestroïka était seul à même d'assumer cette tâche, beaucoup mieux en tout cas que le terme Alexandre Bessmertnykh et l'ineffable Boris Fankina. Sans parler du poids que ce gros coiffeur de la politique et de la diplomatie aura face au jeune Andreï Kozirev, le ministre des affaires étrangères de la République de Russie.

Décidément, c'est un nouveau et très grand service qu'Edouard Chevardnadze vient de rendre à son « ami » Mikhaïl Gorbatchev.

Une nos informations et l'article d'ALAIN FRACHON page 4.



Les représentants des sept pays industrialisés réunis à Moscou ont proposé, mardi 19 novembre, un marché aux dirigeants des Républiques : s'ils acceptent leur responsabilité conjointe pour le remboursement de la dette extérieure (estimée à 70 milliards de dollars, soit près de 400 milliards de francs), ils bénéficieront d'un report d'un an pour le paiement des intérêts et recevront de nouveaux crédits. L'Ukraine, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan ont, pour l'instant, refusé de donner leur accord. Depuis l'échec du putsch, les douze Républiques et les trois Etats baltes tentent de définir leurs nouvelles relations économiques et monétaires. Tandis que ces négociations périclitent, la chute du rouble s'accroît sur fond de désordre monétaire.

Désunion monétaire

par Françoise Lazare

La Banque d'Etat (Gosbank) est au bord de la banqueroute ; les Républiques n'assurent plus leurs transferts financiers au « centre » ; la Biélorussie va introduire des tickets de rationnement ; le salaire minimum mensuel de la Russie permettra d'acheter à peine un ou deux paquets de cigarettes américaines. Chaque jour on presque, parvient une nouvelle effrayante sur l'état de la structure financière de l'URSS. On se demande comment le pays parvient encore à assurer quelques relations économiques avec l'étranger, comment les entreprises continuent à se faire payer, comment les citoyens de l'ancien géant soviétique subviennent à leurs besoins quotidiens. Trois mois après le putsch avorté du mois d'août, l'économie de l'URSS continue de s'enfoncer dans le chaos, tandis que l'architecture des futures structures de l'Union est toujours aussi floue, notamment dans le domaine monétaire.

Depuis le début des années 30, l'URSS avait maintenu un système de paiements échangé, presque unique au monde. Tous les comptes étaient centralisés et une seule institution, la Gosbank, gisait les finances du pays, ou plutôt appliquait les directives du ministère des finances ; elle collectait l'impôt, versait les salaires, empoignait les surplus de certaines entreprises, compensait les déficits de nombreuses autres. Aucune banque, aucun intermédiaire financier ne venait concurrencer ou troubler ces activités. Depuis la mise en œuvre des timides réformes économiques des deux dernières années, et surtout depuis le putsch du 19 août, le système est en ébullition. La chute de l'activité économique a provoqué une détérioration de la situation des entreprises, dont l'endettement s'est considérablement accru, tandis que les hausses des prix décidées début 1991 ont été accompagnées de compensations salariales à la population, financées par le budget. Plus récemment, plusieurs Républiques ont cessé, entièrement ou en partie, de verser à l'Etat le produit de leurs recettes fiscales ou des bénéfices de leurs entreprises.

La chute de l'activité économique a provoqué une détérioration de la situation des entreprises, dont l'endettement s'est considérablement accru, tandis que les hausses des prix décidées début 1991 ont été accompagnées de compensations salariales à la population, financées par le budget. Plus récemment, plusieurs Républiques ont cessé, entièrement ou en partie, de verser à l'Etat le produit de leurs recettes fiscales ou des bénéfices de leurs entreprises.

Lire la suite page 32

Les premiers feux de la Chine capitaliste

Les régions côtières regardent plus vers Hongkong et le Japon que vers Pékin

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Quand, le 19 août, le maire d'une grande ville chinoise de la côte sud apprend le putsch de Moscou, il ne s'interroge pas sur la renaissance éventuelle du communisme ou sur l'avenir des relations sino-soviétiques. Non, il a un réflexe de yuppie. Il saisit le téléphone pour demander à son banquier de Hongkong de vendre ses deutschemarks. Toute la nouvelle

réalité d'une certaine Chine est concentrée dans cette anecdote. Cette petite histoire - authentique - met d'abord en évidence le souci de la rentabilité qui anime, loin de toute préoccupation idéologique, la nomenclature politique ou économique de la Chine côtière, celle où les réformes commencent à la fin des années 70, ont eu les résultats les plus spectaculaires ; elle montre ensuite le rôle de poumon joué par Hongkong dans le développement du sud-est chi-

nois ; elle signale enfin la part prise par les organisations « sociales » de l'appareil communiste dans la vie économique et financière ; car les deutschemarks du maire n'étaient évidemment pas sa propriété personnelle. C'étaient ceux de sa municipalité, fruits d'une activité capitaliste astucieusement placée dans une banque de la colonie britannique.

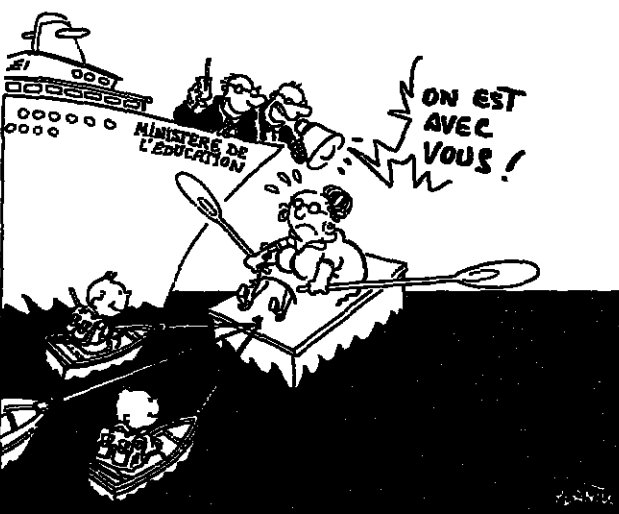
DANIEL VERNET

Lire la suite page 7

EDUCATION & CAMPUS

« Sauve qui peut les profs... »

Le début d'une enquête sur le malaise et les attentes des enseignants



Sauve qui peut les profs... Amoureux de leur métier et malheureux de leur sort, partagés entre l'enthousiasme et l'amertume : les enseignants se sentent mal aimés, incompris. Et trop souvent chargés des mille maux de la société : chômage, crises familiales, banlieues en déshérence. Bousculés par les réformes, submergés par la vague gros-

sissante des élèves, ils se retrouvent privés de repères quant à leur mission, leur statut et leur identité. Sur ce malaise des profs, nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'enquêtes et de reportages qui s'étaleront sur plusieurs semaines.

Lire page 15 l'article de CHRISTINE GARIN

La chute de Vukovar

Un grave échec pour les Croates

page 3

La réforme de la procédure pénale

La Chancellerie a choisi de maintenir la fonction du juge d'instruction, de renforcer les droits de la défense et d'instaurer une collégialité pour la mise en détention

page 13

Un nouveau Michael Jackson

Le « mutant permanent » lance un nouvel album : « Dangerous »

page 40

ARTS & SPECTACLES

■ Rencontre avec Henri Cartier-Bresson ■ Les voies nouvelles du cinéma iranien ■ La sélection de la semaine

pages 19 à 30

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

« Le Monde des carrières » page 35 - « Le Monde immobilier » pages 36 et 37

Le Monde EDITIONS

LA SANTE

Collection « Vos études » dirigée par Frédéric Gausson

La crise actuelle des professions de santé cache une profonde mutation de ce secteur où des besoins et des débouchés nouveaux apparaissent. Ce guide vous aidera à mieux les connaître pour mieux vous orienter dans vos études médicales.

Dans la même collection

LA GESTION
LE DROIT
L'INFORMATIQUE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

François Dalle, le « padre » paradoxal

L'ancien patron de L'Oréal est inculpé de faux, usage de faux et discrimination raciale dans l'affaire Frydman-Paravision

par Françoise Chirot
Laurent Greilsamer
et Agathe Logeart

Il y a des infortunes qui vous gâchent les vieux jours. Des infortunes comme des camouflets. C'est peu dire que François Dalle, ce jeune inculpé de soixante-troize ans qui bâtit l'empire des cosmétiques L'Oréal, emmène amèrement ce choc. Fâcheuse épreuve, pour ce compagnon d'études de François Mitterrand, que de se voir soupçonné d'avoir cédé aux pressions de la Ligue arabe et à ses menaces de boycottage ! Etrange revers que d'être le premier à étrenner les textes prévus pour sanctionner ceux qui, au nom de leurs intérêts économiques, acceptent de participer à la tentative d'isolement d'Israël.

Ce patron respecté pour ses cash-flows généreux, ce brasseur

d'affaires aux cigares rougeoyants est aujourd'hui épinglé comme un vulgaire délinquant, alors qu'il se sent « blanc-bleu ».

A vrai dire, rien ne destinait ce solide fils de brasseur du Nord, qui n'eut, dit-il, jamais un procès avec un membre de l'immense famille L'Oréal, à redouter soudain, au soir d'une vie qui pèse des milliards, la sévérité de la justice. In-cul-pé ! Mot terrible pour cet ancien élève des jésuites qui fit du latin.

In-cul-pé : « In culpa... dans la faute, c'est dans le mot ! » répète-t-il pour s'en étonner encore et découvrir - comme l'avait fait avant lui sa femme Geneviève, inculpée au mois de juin 1990 de délit d'initié dans l'affaire de la Société générale - les rigueurs d'un système qui font de lui, en fait sinon en droit, un présumé coupable. « Que je sois ou non condamné, le mal est fait. » Pris dans le maelström juridique de

l'affaire Paravision depuis maintenant un an, le voilà en quelque sorte piteux et furieux qu'on puisse le prendre « soit pour un salaud, soit pour un con ».

Car l'ancien PDG amateur de sociologie et de philosophie parle dru et sec. On imagine ses dialogues avec le président de la République moins directs. Lui-même assure ne plus tutoyer François Mitterrand depuis 1981. « La fonction de président crée une distanciation », explique-t-il. Ainsi confie-t-il ne voir son ami que de loin en loin, à l'occasion du repas annuel que prennent ensemble à l'Elysée les anciens pensionnaires étudiants des père maristes du 104, rue de Vaugirard. « Je ne veux pas le voir, par délicatesse », dit-il. Son nouveau statut d'inculpé n'est pas destiné à favoriser les rapprochements.

Mais les souvenirs restent.

Lire la suite et nos informations page 14

هذا من اصل

هنا من اجل

DÉBATS

Un appel de onze écrivains

Trois propositions pour la Yougoslavie

UNE nouvelle fois, les peuples de Yougoslavie se déchirent dans une guerre fratricide, sans issue, qui frappe Dubrovnik, Vukovar, et pourrait, demain, s'étendre ailleurs.

Passé contre passé, religion contre religion, peuple contre peuple, morts contre morts, le pays tout entier menace de sombrer dans une vendetta sans fin.

Quelle que soit la légitimité respective des causes en présence, le choix des armes et du sang interdit d'être une cause contre une autre, un nationalisme contre un autre, même si, aujourd'hui, la disparité des forces met les populations de Croatie à la merci de l'armée « fédérale ».

Pour tous ceux qui admettent que cette guerre est le pire moyen de régler les questions politiques et humaines entre les communautés, et que la tâche des hommes de bonne volonté est de s'efforcer au moins de « refroidir » les passions collectives, trois conséquences s'imposent :

1) En l'absence, à ce jour, de toute perspective de règlement politique du conflit, l'impératif numéro un est le gel sans conditions des opérations militaires, puis le passage sous garantie internationale des zones de crise. Les palinodies européennes n'ont que trop duré. La

Yougoslavie vaut bien le Koweït. L'Europe doit intervenir de tout son poids, avec ou sans le consentement des intéressés. Elle joue là son crédit et son avenir.

2) Loin de vouloir, à chaud, trancher des États, des frontières et des peuples, il faut installer du provisoire là où prévalent jusqu'au boutismes et rêves de solutions définitives. Néo-calédonienne hier, cambodgienne aujourd'hui, telle est la voie, demain, en Yougoslavie, si l'on veut arrêter la dérive vers le massacre généralisé. Otages des politiques et des propagandes, les populations, remises à leur passion et à leurs plaies, retisseront alors, et nécessairement, le fil de leur coexistence.

Le feu à la maison commune

3) Pour enrayer, à l'Est européen et au-delà, la montée des nationalismes et de la balkanisation, pour préserver, en même temps, les droits des minorités, il faut inventer d'urgence de nouvelles formes d'association entre les peuples appelés par la force des choses à vivre ensemble. Bicitoyenneté pour les populations mixtes de Croatie et d'ailleurs ; binationalité, nationale et européenne, pour les minorités allogènes ; supranationalité européenne,

temporaire ou définitive, pour toutes les minorités menacées : les chemins à explorer ne manquent pas, pour ceux qui refusent de céder aux délires identitaires et chauvins.

Au-delà de nos patries respectives, de nos opinions et de nos engagements, la paix, en cette circonstance, est le bien commun le plus précieux. Elle est l'intérêt et le devoir de tous.

Alors que, d'heure en heure, croît le nombre des victimes et se multiplient les destructions, nous appelons les soldats yougoslaves de tout bord à cesser le combat.

Nous appelons les citoyens yougoslaves, nos frères européens, à mesurer leur responsabilité devant notre avenir commun. Nous appelons les dirigeants européens à se ressaisir et à assumer la mission de paix qui revient à la communauté internationale.

Il y a, bel et bien, le feu à la maison commune. La guerre civile en Yougoslavie serait notre défaite et notre honte à tous.

Ce texte a été signé par Jean-Toussaint Desanti, Peter Handke, Israël Kadare, György Konrad, Bernard-Henri Lévy, Claudio Magris, Edgar Morin, Peter Schneider, Jorge Semprun, Mario Vargas Llosa et Elie Wiesel.

Une brochure du « Monde diplomatique »

« La ville partout, et partout en crise »

par Gilbert Bonnemaison

L'HISTOIRE du monde serait celle de la montée progressive puis accélérée de la ville à l'horizon de notre perception et de nos problèmes pour vivre ensemble.

En 1980, plus de 75 % des Français vivent dans les villes. En l'an 2000, plus de la moitié de la population mondiale sera urbaine, nous apprend le dernier numéro de la collection « Manière de voir » intitulé « La ville partout, et partout en crise » (1). Toutes les inégalités économiques et sociales engendrées par nos développements (ou nos sous-développements) se trouvent en effet concentrées dans ces espaces dont la maîtrise a été dans la plupart des cas abandonnée aux lois du marché, ou plus prosaïquement aux lois de la jungle. Normalement, les villes en faillite : la France vient d'échouer cette spirale en instituant la solidarité financière entre les communes, mais les États-Unis s'y enfoncent, sans parler des pays de l'Est. La ville est devenue un enjeu pour notre civilisation.

Qu'elle existe dans des équilibres retrouvés, ou les barrières se répandent : accroissement des sans-logis, enfants dans la rue, gangs, autodéfense, chasse au facilité. Cette brochure du Monde diplomatique illustre ce pari de façon saisissante. Autant notre civilisation accroît ses contrôles raffinés sur la vie, sur la mort, autant elle paraît en retrait pour organiser la vie, le lien social et son support privilégié, la ville.

Les problèmes de délinquance, de sécurité, de toxicomanies sont très révélateurs de cette inorganisation de la pensée, de l'action, mais aussi des possibilités de relever ce défi. Pas plus que ville ne se confond avec violence, chômage n'est synonyme de délinquance. L'Angleterre, avec moitié moins de jeunes chômeurs que la France, a un taux de délinquance d'un tiers plus élevé...

Les auteurs des articles de cette brochure nous mettent en garde contre les confusions, les amalgames : depuis la réalité du phéno-

mène, sa perception, la mise en œuvre des réponses légales, l'appréhension des résultats.

Ne succombons pas, en effet, à un fatalisme de crises sans fin. L'imaginaire doit être aussi au rendez-vous de l'invention d'une nouvelle culture dont la naissance est entre nos mains. C'est du travail de tous que surgissent les solidarités nécessaires face au défi de l'insécurité. Ceci vaut pour tous les problèmes que la ville porte, engendre, amplifie.

Donner la même carte routière livraison, la ville n'est pas le lieu obligé de toutes les violences, les exclusions, les pauvretés ; elle est aussi le lieu de nos libertés. Soyons les artisans de la libération de nos intelligences, de l'accès à la culture, à la formation. Libérons la ville !

(1) « La ville partout, et partout en crise », « Manière de voir » n° 13, Le Monde diplomatique, 98 pages, 42 F. » Gilbert Bonnemaison est vice-président du Conseil national des villes, député de la Seine-Saint-Denis.

Proche-Orient

Juifs-Arabes

par Daniel Sibony

QUELQUE chose rendait ces acteurs de Madrid étonnés - tous, quelles que soient leurs visées, sombres ou limpides, leurs calculs. C'est qu'ils sont débordés, dépassés par les symboles qui les portent, et que l'Histoire - gentiment, férocement - les force à jouer, leur imposant un paquet de rôles écrits du fond des temps, des temps inspirés, parait-il, mais qu'ils doivent, eux, interpréter en temps réel, ou rendre autrement jouables. On se demande d'où leur viendra l'inspiration, le « coup de folie » qui, au-delà des marchandages, permet d'enlever l'affaire, d'y prendre sa part. On se demande comment chacun trouvera la force de boire la potion qui est la sienne au lieu de la jeter à la face de l'autre...

Les paradoxes ne manquent pas. Le refus arabe d'Israël a fait de celui-ci un État fort pour des raisons vitales ; le refus hébreu des Palestiniens a fait d'eux un vrai peuple, apte à assumer ses droits, surtout s'il cesse d'être le seul moyen pour le monde arabe de dire son rejet d'Israël. Cette coupure est-elle possible ? Si un jour les Palestiniens cessent d'être l'ennemi du « non » arabe à Israël, s'ils cessent de payer pour l'idée de « nation arabe », un cercle vicieux peut être rompu. Un cercle vicieux et un étrange tourbillon où la puissance d'Israël le fait rejeter par les Arabes et le rend impuissant, et où la force des Arabes soulève la Oumma dans un grand fantasme unitaire qui l'amène à la défaite. Entre deux, les Palestiniens attendaient, en souffrance, symptôme des uns et des autres. Leur reconnaissance d'Israël n'avait rien « inscrit » car, sur fond de refus total entre Arabes et Israël, ça ne comptait pas.

Cet arrière-fond reste essentiel. On a là deux monothéismes, juif et arabe (musulman). Leur rencontre fut conflictuelle par essence - chrétien, marchand, protestant, - dont la monnaie plane le credo. « In God we trust », dit chaque dollar à tous ces pauvres qui n'ont que Dieu et pas de trust. Mais Dieu, ils l'ont bafoué bien sûr, mais, qu'ils soient croyants ou pas, Shamiir ou Hafez El Assad ne semblent pas de grands dévots. Car il s'agit moins de religion que d'origine, d'identité - bien que les religions tentent comme elles peuvent de gérer ça. Cette prégnance de l'origine en ce qu'elle a d'arabes, qu'ils soient croyants ou pas, libère les laïcs, qui n'aiment pas trébucher sur des bonheurs. Mais, à y voir de près, il se peut que ces archaïsmes concernent chacun, athée ou pieux.

Peuple élu Or voilà que cette idée heurte de plein fouet l'idée de la nation arabe (arabo-islamique). Il faut prendre la mesure de ce que l'existence d'Israël a de traumatique pour la conscience arabe. C'est que son texte fondateur, le Coran, avise si bien rigide leur compte aux Juifs, pour justement leur arracher le message et le remettre aux vrais croyants, que les Juifs comme tels ne pouvaient plus exister qu'à l'état de débris. C'est pourquoi leur retour à pour le monde arabe quelque chose d'irréel, de spectral, d'absurde. Certains l'intègrent vaillamment, mais pour la mentalité elle-même, c'est très dur.

Un recteur de zénoué le rappelle à la télé : nous bénissons « Israël » en tant que prophète biblique, mais comme État, non, il y a un drapeau entre nous ! (Je

drapeau d'Israël). Et c'est logique : l'islam englobe ce qui le précède, puisque selon lui Abraham, Isaac, Jacob (dont l'autre nom est Israël), Moïse, Jésus étaient « soumis » à Dieu, c'est-à-dire musulmans (qui, en arabe, veut dire soumis). C'est ainsi qu'il englobe Israël ; celui-ci n'a donc pas vocation de souveraineté. Or son retour s'est fait sous forme d'État souverain, et moderne, et démocratique, et technologique, comme l'Occident récemment colonisateur.

Devant cette horreur, et pour mieux supporter le choc, l'idée fut inventée qu'Israël est une pure création de l'Occident, qui a découpé sur le dos du monde arabe un bout de terre, et l'a jeté aux Juifs pour se racheter de l'Holocauste. C'est vrai qu'il a fallu les camps de la mort pour que les Nations unies acceptent qu'il y ait Israël ; mais pourquoi là ? à cet endroit ? L'Holocauste fut une conséquence de l'événement, mais était-ce sa cause ? Sa cause serait plutôt cette idée de lien symbolique à la terre, idée qui tire sa force (inconcevable, semble-t-il) de sa fragilité ; idée précaire comme l'instance symbolique elle-même, qui semble fondée sur... son absence de fondement « naturel ».

Autant les Israéliens ont une peur « réelle » des Arabes (des centaines de millions d'hommes hostiles...), autant les Arabes ont une peur symbolique des Juifs ; ils les voient comme un point d'insoumission dans leur origine soumise ; comme un trou, un corps étranger dans cette origine ou cette identité qui, sinon, serait sans faille, pleine et entière.

D'un côté, Israël doit supporter la faille du temps, l'éternité. On ne peut revenir à son lieu symbolique et faire comme si entre-temps il ne s'était rien passé. De l'autre côté, le monde arabe doit supporter la faille de l'espace : l'ennemi, faite à son corps marquant et homogène ; ce qui l'amenait à sacrifier une certaine idée de la terre, totale et physique. Quand une partie est soumise, tout le tout qui est, tout.

de même manque

Si chacun intègre sa faille, alors les deux protagonistes, Juifs et Arabes, pourront se reconnaître comme enfants du même manque, rejoints de la même fissure - le manque d'espace ou de temps - n'étant que des figures d'un manque radical, intrinsèque à toute origine, impossible à combler.

Et toute cette impasse n'est peut-être qu'une image de ce que chacun endure avec son origine. Elle n'est pas comme il la voudrait, jamais, et déjà elle est double : un père et une mère, une parole et un corps, une loi et une bécasse. Bref, on est toujours pris dans des entre-deux béants qui nous défilent de passer, d'avoir le courage de passer. Ces « entre-deux » sont un partage de l'origine, partage qui, de toute façon, a lieu - qui peut nier aujourd'hui que la Palestine soit partagée ? - mais ce partage doit être pensé en profondeur, car c'est non pas le partage d'un gîte ou d'un terrain, mais le fait que chacune des deux parties est marquée d'un certain vide. Advenir à soi, ce serait alors boire l'amère potion de ce vide - au goût violent comme une drogue qui donne des forces, - c'est endosser ce vide et ce manque au lieu de l'imputer à l'autre.

» Daniel Sibony est psychanalyste et écrivain.

COURRIER

La France et l'Orient

Interrogé le 22 octobre, à France-Inter sur l'absence de la France à la conférence de Madrid, le président de la République a déclaré : « Mes prédécesseurs, depuis 1947, n'ont jamais pu obtenir que la France fut présente ».

Certes, M. Mitterrand n'était plus « aux affaires » à la fin des années 60, ce qui peut expliquer qu'il soit mal informé sur le rôle du plus illustre de ses prédécesseurs. Le général de Gaulle avait quelques idées sur la question d'Orient. Il jugeait que les quatre membres permanents du Conseil de sécurité ayant des intérêts traditionnels dans cette région (États-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne) devaient prendre leurs responsabilités et donner leur garantie à une paix juste, au besoin par la présence de leurs forces. Il y avait, en filigrane,

l'idée d'une « solution imposée ».

Le 16 janvier 1969, Paris proposait l'ouverture de conversations entre les quatre puissances pour mettre en œuvre la fameuse résolution 242. Richard Nixon, qui tenait de Gaulle en grande estime, entra à la Maison-Blanche. Il accepta aussitôt la suggestion française et Moscou fit de même. Se déroula alors à New-York ce qu'on a appelé la concertation quadripartite, qui fut poursuivie par Pompidou et marqua des progrès significatifs dans la définition d'un règlement. Elle inspira le « plan Rogers », du nom du secrétaire d'État américain, proche de nos vœux, un plan qui fut accepté par Nasser - succès presque inespéré - et accompagné d'un cessez-le-feu.

La crise jordanienne et la mort du Raï, en septembre 1970, ont brusquement modifié le paysage politique. A Washington, Kissinger l'emportait progressivement sur Rogers (qu'il détestait) dans la faveur de Nixon. Or il était hostile à la solution globale et ne voulait

pas qu'on fit pression sur Israël. La concertation quadripartite ne s'arrêta pas, mais fut mise progressivement en veilleuse.

La France n'en demeura pas moins très présente. Anouar El Sadat nous demandait de prendre des initiatives : conférence israélo-arabe avec participation « active » des quatre, retrait israélien de la rive orientale du canal, assorti d'un « cessez-le-feu éternel » (sic), idée reprise par Rogers sous le nom de « solution intermédiaire ». L'intransigeance d'Israël fit tout échouer. Sadat en tira la conclusion que l'Égypte devait tout compter sur elle-même et ce fut la guerre du Kippour.

De cette période demeure en Orient l'image d'une France qui, dans le concert des puissances, était la seule à « dire le droit » et pouvait se faire entendre, une image que peu brônille par la suite, au Liban en particulier.

FRANÇOIS PUAUX de l'Institut, ancien ambassadeur de France au Caire

Rétrospective

au Grand Palais
22 février - 1er juin 1992

Toulouse-Lautrec

Réservation

3615 Lautrec
(1) 48 04 38 86

Fnac

Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.



Réunion
des Musées
Nationaux



Béghin-Say

avec le concours de Béghin-Say, société du groupe Ferruzzi

YUGOSLAVIE : la guerre civile

La présidence yougoslave, restreinte aux représentants de la Serbie et de ses alliés, s'est opposée, mardi 19 novembre, à la présence dans l'Adriatique de navires de guerre étrangers censés garantir la sécurité des convois humanitaires. Selon l'agence Tanjug, la présidence a lancé cette mise en garde à la suite de la réunion, lundi à

Bonn, des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe occidentale (le Monde du 20 novembre). Les pays membres s'étaient déclarés prêts à intervenir individuellement pour évacuer par terre ou par mer sous pavillon national les populations civiles menacées par les combats. Selon la présidence, ces con-

dors humanitaires « fonctionnent parfaitement et ne sont nullement menacés ». Le navire de soutien de la marine française la Rance a quitté, mardi soir, le port de Brindisi, dans le sud de l'Italie, à destination de Dubrovnik, où il doit porter secours à la population civile. Le bâtiment-hôpital est chargé de vivres et de médicaments et pourrait

ramener des réfugiés. Par ailleurs, l'administration américaine a approuvé la mise en place d'un pont aérien pour acheminer également des vivres aux civils de Croatie. Les marchandises seront transportées par avion jusqu'en Autriche ou en Italie, puis par camion ou bateau vers plusieurs régions de la République sécessionniste. — (AFP, Reuter.)

La chute de Vukovar est un grave revers pour les Croates

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Les Croates ont subi un grave revers, mardi 19 novembre, avec la chute de Vukovar, cette ville de l'est de la Croatie adossée au Danube et à la Serbie, que l'armée fédérale ainsi que les irréguliers serbes assiégeaient depuis trois mois.

Lundi déjà, une partie des combattants croates, qui défendaient les quartiers sud, étaient rendus; quelque trois mille habitants — sur les quinze mille encore bloqués sur place — avaient alors pu évacuer la ville.

Mais le centre et les quartiers nord, où se trouve notamment l'hôpital, tenaient encore. Mardi matin, il semble que les derniers défenseurs aient négocié leur reddition, pour cesser toute résistance dans l'après-midi, déclenchant un nouvel exode, tandis que des membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) parvenaient enfin à atteindre l'hôpital de la ville, où, selon les chiffres

officiels croates, se trouvent quatre cents blessés environ ainsi que cent dix enfants et deux cents femmes, personnes âgées et handicapées. Depuis des semaines déjà, médicaments et matériel sanitaire manquaient, et plusieurs tentatives de ravitaillement avaient échoué en dépit des nombreux appels du personnel médical.

Un accord conclu à Zagreb entre les autorités croates et les représentants de l'armée yougoslave devait permettre de confier à l'hôpital le statut de zone neutre et d'éviter ainsi qu'il soit le théâtre d'excès.

En outre, l'établissement devait commencer à être évacué, mercredi matin, sous le contrôle du CICR, une opération qui aurait déjà dû avoir lieu mardi mais qui avait été reportée à la dernière minute. Blessés et malades devaient être conduits, à bord de véhicules de l'armée, vers les zones tenues par les Croates. Quant à la population civile, extrêmement éprouvée par les pénuries et les

semaines qu'elle a dû passer dans des abris souvent de fortune, son évacuation est également assurée, en principe, par l'armée, jusqu'aux lignes croates.

Nouvelle mission de M. Cyrus Vance

Dès dimanche, alors que les délégués se trouvaient dans une situation désespérée, le gouvernement croate avait manifesté son inquiétude quant au sort de la population civile de Vukovar et appelé l'armée à faire en sorte qu'aucun massacre ne soit commis par les irréguliers serbes (le Monde du novembre). Il avait implicitement menacé les militaires de représailles au cas où des exactions seraient commises lors de la chute de la ville. « Le massacre des habitants de Vukovar signifierait le début du chaos », avait-il averti, ajoutant que les autorités de Zagreb ne seraient plus, alors, en mesure d'assurer la sécurité des soldats et officiers yougoslaves sur le territoire croate. La fin de la bataille de Vukovar — à peine

conclu le treizième accord de cessez-le-feu — a coïncidé avec un regain de violence sur à peu près tous les fronts, de la Slavonie à la côte dalmate, les unités yougoslaves intensifiant leurs bombardements sur les villes croates. Et ce, à l'heure où l'envoyé spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, accomplissait une nouvelle mission, qui l'a mené à Belgrade puis à Zagreb.

YVES HELLER

■ Selon le président de la Bosnie-Herzégovine, la Yougoslavie a besoin d'une nouvelle direction. Au cours de sa visite à Athènes, lundi 18 novembre, le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic a estimé que « les gens comme le président serbe, Slobodan Milosevic, et le président croate, Franjo Tudjman, devaient quitter leur poste ». M. Izetbegovic estime que ces deux dirigeants nationalistes doivent laisser la place à « une nouvelle génération de personnes qui voient les problèmes de la Yougoslavie d'un point de vue européen ». — (AFP.)

Les rues jonchées de cadavres...

Des cadavres de civils gisaient, mardi 19 novembre, dans les rues de Vukovar, où l'armée yougoslave « nettoie » les dernières poches de résistance croates. Jusqu'en milieu d'après-midi, des tirs sporadiques étaient encore entendus dans le nord de la ville.

Sur le place de la Libération, un immeuble est la proie des flammes. Dans une rue adjacente, les cadavres de deux hommes et d'une vieille femme gisent par terre, apparemment depuis plusieurs jours. Toute la ville offre des scènes similaires.

Vukovar, qui abritait autrefois 50 000 habitants — Serbes et Croates — n'est plus que ruines après trois mois de combats. « Je ne pense pas que les dirigeants serbes et croates réalisent vraiment ce qu'ils ont fait », déclare un représentant du gouvernement croate, Marin Vidic. « Quelqu'un devra répondre de toute cette destruction. Quelqu'un s'est rendu à Vukovar doit comprendre que cette guerre est une folie, dit-il. Nous devons nous assoir et discuter. »

Marin Vidic participe à l'évacuation des civils et des patients bloqués dans

l'hôpital, qui est très endommagé. Selon son directeur, le Dr Vesna Bosanac, il y a dans l'établissement 420 malades et blessés, dont 100 enfants. Dans les couloirs, on bute sur des patients aux membres plâtrés et aux crânes bandés. Environ 400 civils se sont réfugiés dans l'hôpital, situé dans le quartier où les derniers résistants croates se sont retranchés. L'évacuation devait commencer mercredi.

Des camions militaires circulent dans les rues de Vukovar pour recueillir les civils qui se cachent dans les caves depuis des mois. Ils sortent par groupes, et les soldats portent les vieillards et les malades incapables de marcher. « Je ne peux pas y croire », déclare un Croate, Petar Kalina, « on nous disait que les soldats nous tueraient, mais ils ont été très gentils. »

On découvre de nombreux cadavres dans les arrière-cours. Dans l'une d'elles, 33 corps sont empilés. Pêle-mêle, des civils, des gardes nationaux croates ou des volontaires serbes. Certains ont eu la tête ou un membre arraché par une explosion ou sont carbonisés. L'air est irrespirable. — (Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE

Les conférences grassement rémunérées de M^{me} Thatcher

Le débat sur l'Europe organisé à la Chambre des communes mercredi 20 et jeudi 21 novembre donne l'occasion à M^{me} Margaret Thatcher de faire sa rentrée politique. Depuis son départ du pouvoir, il y a un an, l'ancien premier ministre s'est surtout exprimé à l'étranger, afin, notamment, de réunir des fonds pour la fondation qui portera son nom.

LONDRES

de notre correspondant

Brusquement découverte, désorientée, après son départ du pouvoir le 22 novembre 1990, « Maggie » n'avait aucune intention de suivre l'exemple de James (Lord) Callaghan, reconverti en gentleman-farmer, ni même celui de cet autre ancien premier ministre, Edward Heath, dont les hobbies — la voile et la direction de chorales — occupent la semi-retraite politique.

Sans goût pour la vie mondaine, sans autres intérêts que la chose publique, M^{me} Thatcher décide de repartir en campagne, autant pour elle-même que pour son pays. En défendant bec et ongles, bien entendu, ses propres idées — sur l'Europe, le libéralisme, le goût de l'effort et la responsabilité individuelle — elle avait l'intime conviction d'œuvrer pour le bien de la Grande-Bretagne. Elle fit donc fructifier — au vrai sens du terme — l'héritage de... ses convictions. La fondation Margaret Thatcher, dont le but très officiel est de répandre la bonne parole de l'ancien premier ministre à travers le monde, commença à prendre son essor.

Un nouvel ordre mondial

Une telle ambition nécessitant beaucoup d'argent, M^{me} Thatcher prit son bâton de pèlerin et, moyennant de solides cachets, entreprit une tournée de conférences et de rencontres internationales. En un an, treize villes sur quatre continents furent visitées. Son premier déplacement, en février dernier, fut pour les États-Unis, où son ami « Ronnie » Reagan fit ses quatre-vingts ans. Invitée à séjourner — privilège rare — à la Maison Blanche par le président Bush, elle fut, à l'occasion de ce

retour sur la scène internationale, entourée d'honneurs et d'attentions.

Partout elle eut le sentiment que rien, ou si peu, n'avait changé. Cette consécration honorifique s'accompagna de compensations financières. Pour chaque conférence, M^{me} Thatcher reçoit une indemnité évaluée entre 30 000 et 50 000 dollars (160 000 à 280 000 francs). Elle dispose outre-Atlantique d'un « impresario » attentif en la personne de son fils Mark. Au Japon, une tournée de conférences et d'interviews a rapporté plusieurs centaines de milliers de dollars, un pactole auquel seul l'ancien président Reagan peut prétendre. A Hongkong, le milliardaire Li Ka-shing, vieil ami et bailleur de fonds du Parti conservateur, aurait de nouveau été mis largement à contribution.

La fondation Thatcher rencontre cependant des difficultés : pour mieux attirer des capitaux, elle doit bénéficier du statut de « charity » (œuvre de bienfaisance), lequel autorise de larges exonérations fiscales. La Charity Commission ayant estimé que l'initiative de M^{me} Thatcher ne pouvait prétendre à un tel statut, les avocats de l'ancien premier ministre étudient un montage juridique qui permettrait à une autre fondation de servir d'intermédiaire. Une authentique œuvre de bienfaisance — The Margaret Thatcher Charitable Trust — existe depuis trois ans, mais son but est de financer des actions humanitaires ou d'intérêt public, grâce à des réserves estimées à 600 000 livres (6 millions de francs).

A l'avenir, M^{me} Thatcher pourra, d'autre part, compter sur les royalties que lui rapporteront ses Mémoires — à coup sûr un best-seller — dont son éditeur, Harper Collins, attend un bénéfice de plusieurs millions de livres. La fondation Thatcher n'a pas encore vu officiellement le jour. Lorsqu'elle existera, son ambition est de proposer un nouvel ordre mondial et aussi d'encourager les pays riches à investir dans les démocraties naissantes de l'Europe de l'Est. Ainsi, faute d'être toujours prophète dans son propre pays, M^{me} Thatcher a au moins retrouvé sur la scène internationale un auditoire à sa mesure.

LAURENT ZECCHINI

BELGIQUE : les élections législatives du 24 novembre

Le coup de poker de M. Martens candidat à Bruxelles

La campagne en vue des élections législatives du dimanche 24 novembre en Belgique est dominée par les antagonismes entre Flamands et francophones, problème qui a été à l'origine de la chute du gouvernement de M. Wilfried Martens, qui n'exclut pas une reconduction de la coalition sortante (social-chrétiens, socialistes francophones, nationalistes flamands). M. Martens est candidat au Sénat à Bruxelles.

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Wilfried Martens, le premier ministre belge (anquel les Wallons contestent le droit de parler seul au nom du royaume à l'occasion du sommet francophone à Paris...) a sans doute l'esprit ailleurs qu'au palais de Chaillot. Dimanche 24 novembre, l'attend le résultat du plus grand coup de poker de sa carrière : ce Flamand, sorti de son fief de Gand, est candidat aux élections législatives à Bruxelles.

Comme il s'agit d'un scrutin de listes à la proportionnelle, dans une capitale qui compte quand même 15 % de Flamands, il ne fait pas de doute que le candidat tête de liste obtiendra le siège de sénateur qu'il convoite (les deux Chambres sont renouvelées). La question est de savoir s'il ratifiera plus large et prendra un nombre de voix significatif aux francophones, en raison de son passé, de son poids politique, et des thèmes de sa campagne : réconcilier les deux communautés en assignant à la capitale une « fonction de liaison » entre elles; faire de Bruxelles « la capitale politique de l'Europe » en réunissant sur son sol, la Commission, le Conseil — qui y sont déjà — mais aussi le Parlement européen, dont le siège théorique demeure Strasbourg.

«Comique, ambiguë et dangereuse»

M. Martens possède un avantage sur ses adversaires francophones : il peut faire campagne dans leur langue. Pas toujours d'une façon grammaticalement impeccable, certes, mais avec assez de vocabulaire et de rouerie pour leur tenir tête. Dimanche dernier, sur la chaîne nationale de télévision francophone, il s'est payé le luxe d'un face-à-face avec un « gros calibre » : M. Guy Spitaels, président du PS.

Ce fut un grand moment dans une campagne plutôt terne. D'un côté, l'idéologue de la gauche wal-

lonne, élégant, presque précieux à force de virtuosité dans le langage. De l'autre, le chrétien venu du Nord, mal fagoté, fixant l'adversaire de ses petits yeux de chat qu'une récente opération a bridés à la chinoise.

M. Spitaels n'a pas été aimable. Il trouve la candidature du premier ministre « comique, ambiguë et dangereuse ». Selon lui, elle sert à camoufler une dérobade après un score peu glorieux à Gand en 1987; elle ne clarifie pas les intentions des Flamands à l'égard d'une entité qui bénéficie d'une relative autonomie depuis 1989; elle est à double tranchant car, en cas de mauvais score, M. Martens sera affaibli pour défendre son dossier devant les instances communautaires. Celui-ci fait valoir que l'option démocratique rend sa démarche plus cohérente et qu'on ne peut pas bien défendre une ville sans être son élu.

Une carrière européenne?

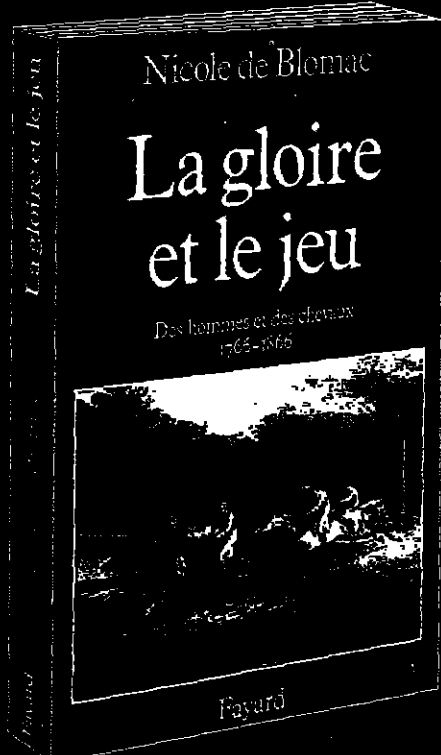
Les réactions des Bruxellois francophones sont contrastées. Les uns voteront pour le chef du gouvernement, « parce qu'il incarne l'Etat unitaire, au-dessus de nos misérables querelles linguistiques ». Les autres promettent une veste au « cheval de Troie des Flamands ». Quoi qu'il arrive, M. Martens accomplira son mandat. « Il cherche un appartement en location à Bruxelles », confie son entourage.

Oui, mais au-delà du mandat de sénateur de Bruxelles, que fera M. Martens si les résultats nationaux ne sont pas favorables à son parti social-chrétien (CVP)? Si l'on comprend bien, un jour, le moment venu, ce « Flamand qui est beaucoup plus que cela », comme dit une de ses collaboratrices francophones, se verrait assez bien à la présidence du Parlement européen. Après douze ans de bons et loyaux services au 16 rue de la Loi — le Matignon local — il n'est pas exclu que M. Martens, cinquante-cinq ans, qui a dirigé... neuf gouvernements, en ait un peu assez du ragout politique belge et qu'il songe déjà à un destin communautaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

■ Précision. — L'ambassade de Hongrie à Paris tient à préciser que l'événement romain Laszlo Tokes n'a pas été l'« hôte » de l'ambassade lors de son récent passage en France (le Monde du 14 septembre), mais a simplement été invité à titre privé à l'ambassade.

PRIX PEGASE 1991



Turfistes et amis de la race équine, vous seriez impardonnables de ne pas lire ce livre qui raconte comment commença en France la sélection des races de chevaux. L'auteur sait de quoi il parle, il est éleveur. Surprise, parce que le cheval symbolisait la noblesse, on le rejeta pendant la Révolution. Bonaparte inversa le mouvement pour cause d'efficacité des cavaliers pendant la bataille. Découvrez aussi les premières courses du XIX^e siècle. Passionnant.

Le Journal du Dimanche

L'Histoire
chez
FAYARD

هذا من اصل

سكنا من الحاح

EUROPE

URSS : onze mois après sa démission

Le retour de M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie

Accepter à nouveau la direction de la diplomatie soviétique fut plus difficile encore que de démissionner, a déclaré au soir de sa nomination, mardi 19 novembre, M. Edouard Chevardnadze au quotidien *Komsomolskaïa Pravda*. C'est en effet par un décret signé de M. Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS, donné pour défunte, que celui qui a dirigé pendant cinq ans la diplomatie de la perestroïka a été nommé au poste dont il avait démissionné avec fracas il y a onze mois.

M. Boris Pankine, qui avait occupé le poste en août (il avait été le seul ambassadeur à s'être démarqué du putsch, au troisième jour de celui-ci, il est vrai), a été nommé ambassadeur à Londres. Une façon d'adoucir la disgrâce de celui qui, de l'avis général, n'était pas à la hauteur de sa tâche. M. Gorbatchev a d'ailleurs pris la précaution de téléphoner lui-même à M. John Major pour lui demander s'il acceptait la nomination de M. Pankine et a reçu la réponse rapide qu'il demandait, la Grande-Bretagne participant au soulagement général en Occident de voir le retour de M. Chevardnadze.

L'agence Tass publiait alors le texte de la résolution du Conseil d'Etat - groupant les dirigeants des Républiques - adoptée jeudi dernier sur la création du nouveau « ministère des relations extérieures », qui hérite aussi de l'ex-ministère des relations économiques extérieures et doit achever la reorganisation de ses structures au premier janvier 1992.

Elle doit comprendre la réduction de 30 à 50 % des effectifs et un vaste mouvement, marqué dès mardi par une décision attendue, de M. Gorbatchev relevant de leurs fonctions plusieurs ambassadeurs mis en cause pour leur attentisme lors du putsch : M. Iouri Doubinaïev, à Paris, a été « nommé à d'autres fonctions » non précisées et M. Léonid Zamiatine, à Londres, a été mis à la retraite, de même que M. Lev Voronine, en poste auprès de la CEE à Bruxelles et M. Alexandre Barychev, en Guinée-Bissau. Sont aussi relevés les ambassadeurs en

Irlande, Grèce et Suède, alors qu'un libéral notoire, Iouri Pavlov, en poste au Chili, a démissionné.

« Stopper le processus de désintégration »

Dès jeudi dernier, la télévision russe donnait pour probable le remplacement de M. Pankine par M. Chevardnadze, qui avait notamment reçu la délégation algérienne à Moscou avant, et plus longuement, que le ministre en titre. Un remplacement qui « peut stopper le processus de désintégration et la montée en pouvoir du ministère des affaires étrangères de Russie », commentait mardi soir

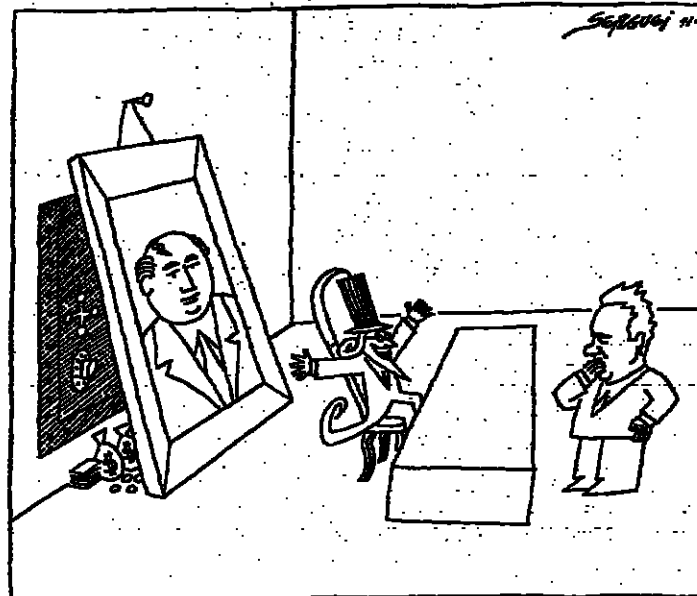
un responsable soviétique sous le sceau de l'anonymat. Le même jour, M. Boris Eltsine, qui avait bataillé pour que le nouveau ministère des relations extérieures ne soit qu'un organe de « coordination » des politiques menées par les Républiques, nommait son premier représentant à l'étranger. M. André Kolosovski est désormais « représentant plénipotentiaire spécial » de la Russie aux Etats-Unis, en poste, avec le rang de ministre conseiller, dans les locaux de l'ambassade soviétique de Washington, comme le prévoit la reorganisation du ministère.

Dans un entretien télévisé à Moscou, accordé avant sa nomination

et diffusé dès l'annonce de celle-ci, M. Chevardnadze soulignait le « professionnalisme » du personnel du ministère des affaires étrangères, un « patrimoine national (...) qu'il faut sauver ». Et il est revenu sur ses mises en garde contre « la plus grande menace » nucléaire actuelle « pour le monde entier (...) : les conflits à l'intérieur de l'URSS ».

S. Sh.

► La traduction française du livre de M. Edouard Chevardnadze *L'avenir s'écrit liberté*, avec un avant-propos inédit sur le coup d'Etat d'août 1991, est parue dans la collection « Points Actuels ».



Satisfaction à Washington, où se poursuit la controverse sur les investissements américains en Union soviétique

Souhaitant le maintien d'un « centre » dans l'ex-URSS - on ne dit pas encore l'Union des Etats souverains, - les Etats-Unis ne pouvaient que se féliciter du retour d'une personnalité de l'envergure d'Edouard Chevardnadze à la tête de la diplomatie « soviétique » (du moins de ce qui en reste).

WASHINGTON
de notre correspondant

Cette nomination paraît devoir conforter Mikhaïl Gorbatchev - objectif éminemment souhaité par George Bush, - au moment où nombre de soviétologues américains - y compris dans l'administration - s'interrogent de plus en plus sur la réalité du pouvoir du président soviétique. Elle semble encore indiquer qu'un « politique » aussi fin que le Géorgien Chevardnadze

parie sur un certain avenir pour M. Gorbatchev et croit en la préservation d'une certaine forme de « pouvoir central » dans la future Union des Etats souverains.

Ce sont là autant de « signes » que l'on accueille à bras ouverts à Washington, où M. Chevardnadze bénéficie depuis longtemps d'un crédit exceptionnel. « Nous avons un grand respect pour lui et travaillerons en étroite coopération avec lui », a déclaré le président Bush, soulignant que M. Chevardnadze disposait d'un « ami » en la personne de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain.

M. Chevardnadze, également titulaire du portefeuille des relations économiques extérieures, pourrait être notamment chargé de solliciter d'urgence une aide économique et financière accrue pour son pays. Le dossier est particulièrement d'actualité aux Etats-Unis où l'on paraît traîner les pieds sur cette question. MM. Bush et Baker ont commenté la nomination de

M. Chevardnadze en recevant, mardi 19 novembre, à la Maison Blanche un des plus proches conseillers du président soviétique, M. Alexandre Iakovlev, précisément venu aux Etats-Unis pour mobiliser - voire secouer - l'administration, le Congrès et les milieux d'affaires.

« Vous avez perdu le sens du risque »

M. Iakovlev est déçu. « Vous avez perdu le sens du risque », lançait-il la semaine dernière à un parterre de banquiers et d'industriels américains réunis au siège d'une grande banque d'affaires new-yorkaise, Bear Stearns and Co. Leur reprochant de se désintéresser de son pays, il ajoutait : « Vous faites une erreur (politique) et vous avez tort car l'URSS est un bon risque ». Le même reproche était formulé cette semaine, et en termes tout aussi vifs, par l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, M. Robert Strauss, ancien avocat d'affaires, et qui, lui aussi, regrette l'extrême timidité des investisseurs américains. Dans un entretien accordé à plusieurs correspondants

américains à Moscou, M. Strauss déclare notamment : « Si j'avais votre âge et si j'avais 100 000 dollars, je vendrais ici et j'investirais ces 100 000 dollars ». L'ambassadeur est âgé de soixante-trois ans et possède une fortune qui doit se chiffrer en millions de dollars.

Plus sérieusement, M. Strauss tire la sonnette d'alarme. Il évoque les tensions sociales croissantes en URSS, à l'approche d'un hiver plein d'incertitudes : « A coup sûr, ça peut facilement nous exploser au visage dans les six mois qui viennent ». M. Strauss stigmatise l'attitude du Congrès, tout aussi réservé que le secteur privé. Au début du mois, les parlementaires, sensibles à l'humeur « isolationniste » de l'opinion, ont enterré, sans même en débattre, une proposition de deux de leurs chefs de file - un républicain et un démocrate - visant à accorder un milliard de dollars à l'URSS, pris sur le budget de la défense.

L'ambassadeur, qui détecte « un climat d'animosité latente dans la société soviétique », juge le comportement du Congrès irresponsable - « une incroyable injustice » - et a encore indiqué : « Dans l'intérêt de

notre pays, je préférerais risquer deux milliards de dollars ici (en URSS) même pour constater, in fine, que ça ne marche pas, plutôt que de ne pas le faire et d'avoir à observer la montée d'une situation de type vraiment fasciste et de se dire alors « Bon Dieu, si seulement on avait dépensé deux milliards de dollars ».

Lentement, les Etats-Unis mettent, cependant, en train une série de mesures d'aide. Le gouvernement a déjà donné sa garantie pour des prêts bancaires de 2,5 milliards de dollars destinés à financer des achats de produits alimentaires. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué, mardi, que l'administration étudiait, en outre, l'octroi de crédits directs d'un montant de 1,5 milliard de dollars, là encore pour l'achat de produits agricoles. Un des problèmes encore à régler, a-t-il poursuivi, est la répartition des crédits entre le « centre » et les Républiques - précisément le genre de question à adresser au nouveau ministre des relations économiques extérieures, M. Chevardnadze.

ALAIN FRACHON

ALLEMAGNE

M. Boris Eltsine attend des retombées économiques de sa visite à Bonn

Le président russe, M. Boris Eltsine, devait arriver jeudi 21 novembre à Bonn pour une visite très attendue de trois jours en Allemagne, où il avait été invité par le chancelier Kohl après le putsch raté des conservateurs communistes en août dernier. Il s'agit de sa première visite à l'étranger depuis l'effondrement de l'URSS. Bonn espère obtenir des concessions sur deux questions importantes : l'expulsion de M. Honecker et la mise en place d'une République autonome pour la minorité allemande de la Volga.

BONN

de notre correspondant

Le retour de M. Edouard Chevardnadze à la tête de la diplomatie de l'Union soviétique, aux côtés de M. Mikhaïl Gorbatchev, au moment où M. Eltsine veut confirmer à Bonn que c'est désormais avec lui qu'il faut compter, n'est pas sans importance. M. Chevardnadze bénéficie d'un énorme prestige en Allemagne ; c'est lui qui avait mené toutes les négociations sur la réunification allemande et le désengagement de l'URSS de l'ex-RDA. Tout aussi inquiets que les autres capitales occidentales sur le vide laissé par l'effacement de l'ancienne Union, les Allemands souhaitent, eux aussi, que le désir de souveraineté des Républiques, à commencer par celle de Russie, s'accompagne néanmoins du maintien d'un « centre » capable d'opérer sur la scène internationale.

La visite du président russe n'est pas une visite d'Etat et se situe protocolairement un cran en dessous. Hôte officiel, non du président de la

République, mais de M. Helmut Kohl, il aura droit aux honneurs militaires à son arrivée, jeudi 20 novembre à la chancellerie. Son programme prévoit ensuite une série de rencontres avec le président Richard von Weizsäcker et le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

L'affaire Honecker

Deux déclarations doivent être signées au cours de la visite. Un premier texte portera sur la coopération entre l'Allemagne et la République de Russie. Il traitera aussi bien des relations économiques et de l'aide que de la délicate question de la reconstitution d'une République autonome, sur la Volga, pour la minorité allemande de l'ex-URSS. Un deuxième texte devrait instituer un système de consultations entre les ministères allemand et russe des affaires étrangères. Certains critiques ont émis l'hypothèse que ce texte pourrait être interprété - par M. Eltsine et ses amis - comme un acte de reconnaissance formelle d'un Etat russe. Mais le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, a indiqué, lundi, que Bonn souhaitait le maintien d'une forme de relation avec l'ancienne Union et qu'il n'était pas question pour le moment de reconnaître officiellement la Russie.

L'affaire Honecker a donné prétexte au gouvernement russe, avant l'arrivée de M. Eltsine, de signaler à Bonn qu'il entendait désormais être l'« interlocuteur principal ». Le sort de l'ancien numéro un est-allemand fait manifestement l'objet d'une épreuve de force entre M. Eltsine et M. Gorbatchev, qui est hostile à sa remise à la justice allemande. M. Erich Honecker avait été secrètement transporté au début de l'année d'une base militaire soviétique

de l'ex-RDA en URSS. Bonn avait protesté officiellement contre sa « disparition ».

Porté aux nues lors de la tentative avortée de putsch, le président Eltsine est loin de disposer en Allemagne du capital de sympathie de M. Gorbatchev. On ne s'attend certainement pas à Bonn à un interlocuteur facile. L'affaire Honecker, mais aussi la question de la minorité allemande, incitent, à la prudence. Après voir promis monts et merveilles, le président russe s'est montré beaucoup moins empressé ces dernières semaines à résoudre les problèmes que soulève la reconstruction de la République allemande de la Volga. S'il a besoin des Allemands pour résoudre son pari économique, M. Eltsine a aussi clairement déclaré qu'il ne venait pas à Bonn en migrant.

HENRI DE BRESSON

Vous voulez offrir des compact-disc pour Noël, vous préférez :

- Vous noyer dans tout Schubert à la recherche de la truite (p. 30)
- Ecouter votre petit doigt pour trouver la Mano Negra (p. 49)
- Lire la sélection des 140 meilleurs compact-disc dans *Télérama* (p. 16 à 65).

Avant de vous mettre au diapason, lisez *Télérama* cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.



DIPLOMATIE

Le sommet de la francophonie à Paris

M. Mitterrand a concédé aux pays du Sud « le droit de fixer les modalités et le rythme de leur démocratisation »

Le quatrième sommet francophone a été ouvert mardi 19 novembre à Paris au palais de Chaillot par un discours-programme de M. Mitterrand, en présence d'une cinquantaine de délégations étrangères. Les travaux de la conférence ont ensuite commencé à huis clos au Centre des conférences internationales où ils doivent se poursuivre jusqu'au jeudi 21 novembre.

Méandres obscurs du protocole, ou exigence de tel ou tel dirigeant, ou ne sait trop ce qui a conduit les organisateurs de la séance d'ouverture, la seule séance publique du moins télévisée, à donner la parole - outre la nécessaire allocution d'accueil française - à sept chefs de délégation (Cameroun, Canada, Bénin, Côte d'Ivoire, Laos, Sénégal, Tunisie), dont les interventions proposent de convenance ont fait soupçonner plusieurs de leurs collègues.

Occasion ratée, pour une francophonie qui souffre d'être méconnue en France (le Monde du 19 novembre), de donner accès au petit écran aux invités les plus « épiques » : tels les présidents Jélev de Bulgarie ou Mlescu de Roumanie, relégués, au contraire, à l'arrière-plan, ou même le simple ambassadeur délégué de Phnom-Penh par le prince Sihanouk, lequel mourait d'envie d'être là.

Assence des « mauvais élèves »

Les téléspécialistes n'auront donc eu droit qu'à des propos académiques. Quant aux milliers d'automobilistes parisiens retenus par de gigantesques encombrements (certains journaux télévisés ont fait leurs choix gras de ces bouchons, bon moyen de rendre poignante la francophonie) dans le triangle Chaillot-Elysée-Axe de la République, le dernier site est proche du Centre des conférences internationales, nombre d'entre eux ont exprimé le simple bon sens en émettant : « à Versailles, à Rambouillet, à Fontainebleau ».

Faut-il signaler aussi ce faux-pas, d'une autre nature, ayant consisté - lors du déjeuner offert mardi au Musée des monuments français à plusieurs dizaines de journalistes étrangers couvrant le sommet - à

servir du porc dans le plat de résistance alors que les deux-tiers des États francophones sont à majorité musulmane.

En contrepartie, aucune fausse note parmi les rangs des délégués, puisque l'arrivée redoutée de « mauvais élèves » (non pas en matière de langue, mais de démocratie...), tels que l'amiral-président Didier Ratsiraka (Madagascar) et le maréchal-président Sesse Soko Mobutu (Zaïre) ne s'est pas produite. Le père Anis-

tide, président déchu d'Haïti, était en revanche présent, en bonne place parmi ses anciens pairs.

Après avoir exalté « l'ambition » et « l'avenir » francophones qui attirent de plus en plus de pays (50 participants de divers statuts, contre 42 au premier sommet en 1986) et salué « la passion pour le français, longtemps gardée secrète » par Cambodgiens, Roumains et Bulgares, M. Mitterrand s'est lancé dans un véritable discours-programme

pour la francophonie. Il a égrené les réalisations sur le point d'aboutir ou projetées : extension à l'Afrique noire de la chaîne internationale francophone TV5, fonds de soutien à « Images du Sud », université audiovisuelle par satellite, Institut informatique d'Hanoï, Centre de recherches agroalimentaires ivoiriennes, etc.

Après s'être félicité que, lors de la réunion ministérielle de Tunis en avril 1991, les francophones aient adopté une attitude commune en matière d'environnement (1), en prévision de la conférence mondiale sur ce thème, fixée en 1992 à Rio-de-Janeiro, le président a annoncé une nouvelle mutation institutionnelle de la francophonie. Désormais, les divers « comités » existants seront remplacés par un « conseil ministériel annuel » et un « conseil permanent », dont l'intérêt apparaît peut-être après coup. M. Mitterrand n'a pas repris l'idée, agitée notamment en 1990 à la conférence franco-africaine de La Baule, d'une « prime à l'aide aux pays se démocratisant » : il a préféré, cette fois, accorder à chacun le soin de fixer « en toute indépendance les modalités et le rythme qui lui conviennent ». Il a laissé à M. Mulrony, premier ministre canadien, le soin de préciser, pour le compte d'Ottawa, que « l'aide au développement doit être de plus en plus canalisée vers les États travaillant à développer les droits de la personne chez eux ».

Le numéro un français n'a rien annoncé de précis à propos d'une éventuelle augmentation des concours de Paris pour la francophonie, choisissant plutôt de fustiger « le saupoudrage des crédits » et d'inviter les gouvernements du « Sud » (le mot « tiers-monde » tend à disparaître du vocabulaire diplomatique depuis l'effondrement du « deuxième monde » communiste) à édicter des « mesures favorables à l'épargne locale et à son investissement sur place ».

Le côté « bon père de famille » l'a alors emporté sur l'utopie et le lyrisme, qui furent longtemps les deux manières les plus sollicitées de la francophonie. Dehors, le concert de klaxons ramenait aussi à la réalité...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Cinquante Etats ou entités

Vingt chefs d'Etat assistent au sommet :

Bénin : M. Nicéphore Soglo ; Bulgarie (1) : M. Jélev ; Burkina : M. Blaise Compaoré ; Burundi : M. Pierre Buyoya ; Cameroun : M. Paul Biya ; Centrafrique : M. général André Kolingba ; Comores : M. Saïd Mohamed Djohar ; Côte d'Ivoire : M. Félix Houphouët-Boigny ; France : M. François Mitterrand ; Gabon : M. Hadj Omar Bongo ; Guinée-Bissau : M. João Bernardo Vieira ; Haïti : M. Jean-Bertrand Aristide ; Laos : M. Kaysone Phomvihane ; Liban : M. Elias Hraoui ; Mali : M. lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré ; Mauritanie : M. colonel Mousa Ould Sid-Ahmed Taya ; Roumanie (1) : M. Ion Iliescu ; Rwanda : M. général Juvenal Habyarimana ; Sénégal : M. Abdou Diouf ; Tchad : M. Idriss Deby.

Quatorze chefs de gouvernement sont présents :

Belgique : M. Wilfried Martens ; Canada : M. Brian Mulroney ; Congo : M. André Milongo ; Luxembourg : M. Jacques Santer ; Malaisie : M. Anwar Ibrahim ; Niger : M. Amadou Cheiffo ; Nouvelle-Zélande : M. Frank McCreagh ; Québec (province canadienne) : M. Robert Bourassa ; Sainte-Lucie : M. John Compton ; Togo : M. Kokou Joseph Koffigoh ; Tunisie : M. Ahmed Karoui ; Vanuatu : M. Donald Kalpokas ; Val d'Aoste : M. Gianni Bonzad (2) ; Wallonie-Bruxelles : M. Vainy

Feaux, ministre-président de la Communauté française de Belgique.

Seize autres chefs de délégation :

Cambodge (1) : M. Kheuk Syeda, ambassadeur itinérant du prince Sihanouk ; Cap-Vert : M. Enrico Monteiro, ministre de la justice ; Djibouti : M. Mourine Bahdon Farah, ministre des affaires étrangères ; Dominique : absent à l'inauguration du sommet ; Egypte : M. Boutros Boutros-Ghali, vice-premier ministre pour les relations extérieures ; Guinée : M. colonel Jean Traoré, ministre des affaires étrangères ; Guinée-Equatoriale : M. Isidoro Eij Mensuy-Andeme, vice-premier ministre ; Louisiane (2) : M. Allan Barres, sénateur ; Madagascar : M. Honoré Rakotonmanana, président de la Haute Cour constitutionnelle ; Maroc : M. Mohamed Benabass, ministre des affaires culturelles ; Monaco : M. René Novella, ambassadeur de la Principauté en Italie ; Nouvelle-Angleterre (2) : M. Paul Laframboise, président de l'Action pour les Franco-Américains du nord-est des États-Unis ; Seychelles : M. Danielle de Saint-Jorre, ministre du plan et des relations extérieures ; Suisse : M. René Felber, vice-président de la Confédération ; Vietnam : M. Nguyen Huu Tho, vice-président du Conseil d'Etat ; Zaïre : M. Bukani Bukavu, ministre des relations extérieures.

(1) Etat ayant provisoirement le statut d'observateur.

(2) Communauté présente au sommet à titre d'invité spécial.

Le ministre allemand des affaires étrangères devant les députés français

L'intégration européenne doit franchir un pas « global et décisif », affirme M. Genscher

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a été entendu, mardi 19 novembre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française à laquelle s'étaient joints les députés de la commission de la défense et ceux de la délégation pour les Communautés européennes.

La rencontre entre le chef de la diplomatie allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, et les députés fran-

çais a revêtu, à quelques jours du sommet européen de Maastricht, une portée symbolique que chacun s'est plu à souligner. C'est un événement « d'une grande charge symbolique », a souligné le ministre allemand au cours d'une conférence de presse.

Puissance invitante, le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vazzelle, a également insisté sur l'importance de cette rencontre, première du genre, alors que « l'Europe va franchir une nouvelle étape » les 9 et 10 décembre à Maastricht (Pays-Bas). Pour le

ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, il « était important de faire le point » à un moment où le couple franco-allemand semble retrouver une vitalité qui fait espérer aux plus européens qu'elle forcera les obstacles (notamment britanniques) encore accumulés sur la route du prochain conseil européen.

Les députés français, qui devraient, mercredi 27 novembre, entendre une déclaration du gouvernement sur ce sujet, ont salué, après l'audition, « l'intensité du lien franco-allemand ». L'impression fut d'autant plus positive, que les commissaires français ont pu constater que la complexité affichée entre MM. Dumas et Genscher traduisait une détermination politique dont ils ont eu un aperçu à travers l'intervention du ministre allemand.

« Si la division de l'Allemagne a été un élément de la division européenne, nous voulons que l'unité allemande devienne le ferment de l'unité de l'Europe », a affirmé M. Genscher en insistant sur l'importance du double volet « politique étrangère et sécurité commune » et « défense commune » qui sera au cœur de Maastricht : « sans une défense européenne, la politique étrangère et de sécurité européenne resterait incomplète ».

L'intégration européenne devra donc, selon lui, franchir dans quelques jours « un nouveau pas global et décisif ». Au passage, le ministre allemand a mis en garde ceux qui seraient tentés de rester sur le bord de la route : « La maxime selon laquelle celui qui arrive trop tard est puni par la vie vaut également pour les deux Etats qui se réuniront à Maastricht ».

Le ministre français s'est montré, quant à lui, raisonnablement optimiste quant aux chances de succès du sommet de Maastricht. « Je ne suis pas d'un optimisme béat. L'en-

jeu est grand. Un échec serait ressenti dans l'Europe tout entière comme quelque chose de cruel, de cuisant », a-t-il rappelé sans explicitement préciser que son message, comme celui de M. Genscher, était adressé tout particulièrement à Londres...

PIERRE SERVANT

CEE : les citoyens pourront demander des dommages et intérêts en cas de non-respect du droit communautaire. - La Cour de justice de la Communauté européenne (Luxembourg) a accordé, mardi 19 novembre, aux citoyens européens le droit de réclamer des dommages et intérêts à leur Etat en cas de non-respect du droit communautaire. Jusqu'ici, les citoyens européens pouvaient seulement introduire un recours contre leur gouvernement.

L'ambassadeur de France a présenté ses lettres de créance au président de Madagascar M. Didier Ratsiraka. - Le nouvel ambassadeur de France à Madagascar, M. Gilles d'Humières, a présenté, samedi 16 novembre, ses lettres de créance au président Didier Ratsiraka, ce qui implique un soutien de fait de Paris au compromis récemment conclu entre le chef de l'Etat malgache et ses opposants politiques et, a contrario, le refus de Paris de soutenir la fraction des contestataires, hostiles à cet accord aux termes duquel M. Ratsiraka demeure chef de l'Etat et le gouvernement de transition est chargé de préparer une réforme constitutionnelle et électorale. - (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

Le conseil des ministres de l'UEO et l'Europe spatiale

L'Espagne accueillera la future agence d'observation militaire

En juin dernier, à Luxembourg, les ministres de l'UEO avaient décidé de créer, le 1^{er} janvier prochain, un Centre satellitaire, chargé, à titre expérimental, d'interpréter les données recueillies par des satellites d'observation militaire en orbite. C'est en quelque sorte la première étape de ce qui doit devenir une agence européenne d'observation spatiale à des fins de sécurité (gestion des crises, vérification des accords de désarmement, surveillance de l'environnement, etc.).

Réunis à Bonn, cette fois-ci, lundi 18 novembre, les mêmes ministres de l'UEO ont choisi le site - il s'agit de la ville de Torrejón, en Espagne, qui était en compétition avec Toulouse (France) et Farnborough (Grande-Bretagne) - et le directeur - qui sera un Britannique nommé pour trois ans et sous l'au-

torité du Conseil de l'UEO. L'investissement consenti pour 1992 ne devra pas dépasser 38,25 millions d'écus (soit 265 millions de francs). En plus de ce budget, il a été réservé 5 millions d'écus (35 millions de francs) pour des études visant à préciser les besoins des pays de l'UEO dans le domaine du renseignement.

An cours de la première phase d'application de cet accord des Neuf, il est prévu de former une vingtaine de photo-interpréteurs des images et des données ainsi recueillies dans l'espace. La France a accepté de mettre à la disposition de cet organisme les détecteurs enregistrés par le satellite SPOT (aujourd'hui en service) et par le satellite Helios (prêt à partir de 1994) à la construction duquel participent l'Espagne et l'Italie.

J. I.

PIERRE GRIMAL de l'Institut

Le triomphe de Grimal, c'est le portrait de Marc Aurèle en stoïcien, en empereur et en homme. Grâce à une familiarité inégalée avec les textes, il reconstitue avec richesse et précision la personnalité de son héros, formée par l'exemple vivant plus que par les raisonnements théoriques, fait la part respective des lectures et des rencontres, dépeint sa vigilance et son souci de concorde, très romains, à l'extérieur, ses abandons, en grec, dans l'intimité.

Voici un livre de sagesse - bel hommage au plus conscient des empereurs.

Pierre Chuvin, Le Monde



458 p.
150F

Du même auteur

Cicéron
Sénèque
Tacite

L'Histoire
chez
FAYARD

هذا من الكتب

هنا في الوطن

ASIE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk reconnu comme chef de l'Etat

Le régime de Phnom-Penh a reconnu, mercredi 20 novembre, le prince Norodom Sihanouk comme chef de l'Etat. « Désormais, nous reconnaissons le prince comme le chef de l'Etat de tout le Cambodge (...) jusqu'à la tenue en 1993 de l'élection présidentielle libre et équitable », a annoncé le ministre des affaires étrangères, M. Hor Nam Hong. « Le Parti du peuple et l'Etat du Cambodge (...) déclarent solennellement que Norodom Sihanouk a toujours été le chef de l'Etat, légal et légitime du Cambodge, comme avant le coup d'Etat du 18 mars 1970 », a souligné le ministre, faisant allusion au putsch du général Lon Nol, qui avait provoqué le premier exil du prince.

M. Hong a appelé tous les Cambodgiens « à soutenir et plus tard à voter pour le prince comme président du Cambodge ». Il a toutefois précisé que M. Heng Samrin restait président du Conseil d'Etat de l'Etat du Cambodge, la faction de Phnom-Penh soutenue par les Vietnamiens.

Recevant les lettres de créances du chef de la mission diplomatique américaine, M. Charles Twining, le prince a demandé à

Washington de « ne pas le renverser à nouveau ». Espérant que « les Etats-Unis pourront éviter ce qui s'est passé en 1970 quand le président Nixon a soutenu Lon Nol contre Sihanouk », il leur a demandé « de ne pas s'ingérer dans la dispute entre les Cambodgiens », mais plutôt de les aider à reconstruire un pays dévasté tout en veillant à ce que l'argent n'aille pas « dans les poches d'officiels cambodgiens corrompus ».

D'autre part, tandis que deux dirigeants de la résistance khmère, le nationaliste Son Sann et le khmer rouge Khieu Samphan, étaient attendus à Phnom-Penh mercredi, un porte-parole khmer rouge à Bangkok a annoncé que M. Pol Pot avait regagné secrètement l'ouest du Cambodge. Il y a rencontré, la semaine dernière, M. Khieu Samphan. Cette annonce confirme les déclarations du ministre thaïlandais des affaires étrangères selon lequel l'ancien dirigeant khmer rouge, officiellement à la retraite mais qui reste le véritable chef du mouvement, avait récemment quitté sa maison en territoire thaïlandais. — (AFP, Reuters).

CHINE : après la visite de M. Baker à Pékin

Déception à la Maison Blanche à propos des droits de l'homme

La Maison Blanche a fait savoir, lundi 19 novembre, sa profonde déception que les derniers entretiens du secrétaire d'Etat James Baker en Chine n'aient fait apparaître aucun progrès sur la question des droits de l'homme (le Monde du 19 novembre). « Nous sommes très déçus », a déclaré le porte-parole, M. Martin Fitzwater. « L'une des principales tâches de James Baker était de tenter d'obtenir des progrès sur les droits de l'homme ».

Il a ajouté que M. Baker avait remis à M. Deng Xiaoping une lettre du président Bush dont « l'objectif central était de favoriser des progrès sur les droits de l'homme ». Pour sa part, M. Baker

a estimé que ses conversations sur cette question avaient été « difficiles » et que les progrès n'ont pas été « tels que nous l'espérions ».

Par ailleurs, l'une des deux dissidentes chinoises qui avaient disparu à la veille de la visite de M. Baker a réapparue dimanche soir après avoir été retenue deux jours dans la banlieue de Pékin. M^{me} Hou Xiaotian est l'épouse du prisonnier politique Wang Jintao. L'autre opposante, la journaliste Dai Qing, a disparu samedi alors qu'elle se rendait à un rendez-vous avec un diplomate américain. Les autorités chinoises ont démenti son « arrestation ». — (Reuters, UPI, AFP).

○ M. Alain Vivien « conteste » la conception des droits de l'homme de Pékin. — M. André Vivien, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, en visite officielle en Chine pour une semaine, a évoqué, mardi 19 novembre, la question des droits de l'homme avec son homologue chinois, M. Tian Zengpei. Il a « contesté » le point de vue chinois selon lequel ces droits « seraient liés au degré de développement de chaque nation et aux spécificités nationales » et a qualifié « d'insuffisant » le « Livre blanc » présenté récemment par Pékin. — (AFP).

○ Visite d'une délégation commerciale israélienne. — Une importante délégation d'hommes d'affaires israéliens est arrivée, mardi 19 novembre, à Pékin, pour une visite de onze jours destinée à promouvoir la coopération économique bilatérale. Ce voyage, une première pour les deux pays qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques, est le signe d'une nouvelle étape dans le rapprochement entre Pékin et Jérusalem, entrepris dès février 1989 avec l'ouverture d'un bureau chinois de tourisme à Tel-Aviv. — (AFP).

PAKISTAN

Scandale politico-sexuel au « Pays des purs »

Le sénateur Sami Ul Haq, vice-président de l'Alliance démocratique islamique (IJI), la coalition au pouvoir au Pakistan, a démissionné de ses fonctions le 13 novembre, en raison d'un scandale auquel son nom était mêlé.

ISLAMABAD

de notre correspondant

Étonnante affaire au « Pays des purs » (telle est la signification du nom de Pakistan). Une des personnalités politico-religieuses les plus connues du pays, le sénateur Sami Ul Haq, auteur d'un projet d'application de la charia (loi coranique), a dû démissionner en raison d'un scandale mêlant sexe et politique, argent et islam.

Le nom du sénateur avait été lié par la presse à celui d'une maison close, fréquentée, selon plusieurs journaux, par le tout islamabad : parlementaires, ministres, fonctionnaires, diplomates... Le scandale a éclaté à la suite des « confessions de M^{me} Tahira », animatrice présumée de cet établissement situé dans un quartier chic de la capitale. Cette femme avait affirmé à la police que le sénateur était un

habitué de la maison et qu'il venait régulièrement y chercher de jeunes femmes en échange de « coquettes » sommes d'argent.

Toujours selon les révélations de la presse, M^{me} Tahira a ajouté qu'elle avait été protégée par des personnalités politiques influentes et des responsables gouvernementaux. « S'ils ne viennent pas à ma rescousse, pourquoi égarerai-je leur honneur ? », avait-elle déclaré pour justifier sa décision de « passer à table ». Une cassette vidéo de ses déclarations aurait été envoyée au premier ministre, M. Nawaz Sharif.

M. Sami Ul Haq n'est pas n'importe quel Secrétaire général d'un parti religieux membre de la coalition au pouvoir, l'Alliance démocratique islamique, il était aussi vice-président de l'IJI. Ce moule — une sorte de docteur à sciences islamiques — a été à l'origine d'un projet d'application de la charia adopté par le Sénat en 1990. Très orthodoxe, son texte avait pourtant été abandonné au profit d'une version plus libérale au printemps dernier. La charia et les lois liées aux mœurs (shariat) prévoient des peines allant de l'amende à la prison ferme, en passant par

la flagellation en public, pour tous les personnes fréquentant des maisons closes. La prostitution n'en est pas moins fort bien établie au Pakistan.

Les militants des droits de l'homme s'étaient emparés de l'affaire, dénonçant « l'hypocrisie de la société » : les dirigeants du pays « restent impunis, tandis que de nombreuses femmes innocentes croupissent en prison sous la fausse accusation d'adultère », avait déclaré une activiste féministe, M^{me} Asma Jahangir.

M. Sami Ul Haq n'en a pas moins assuré qu'il n'abandonnerait pas sa lutte pour « une stricte application des lois islamiques ». « Le gouvernement sait qui est derrière cette campagne », a-t-il encore dit, s'adressant à la presse. Selon certaines sources, les services de renseignement ont été très actifs dans l'organisation des fuites liées à ce scandale, survenu alors que M. Nawaz Sharif, le successeur de M^{me} Benazir Bhutto, se trouve déstabilisé un an après son arrivée au pouvoir (le Monde du 8 novembre).

GAD SUTHERLAND

TIMOR ORIENTAL

Manifestation à Djakarta après le massacre de Dili

Environ deux cents personnes ont manifesté, mardi 19 novembre, dans le centre de Djakarta, pour protester contre le massacre perpétré le 12 novembre dernier par l'armée indonésienne à Dili, capitale de Timor oriental. Soixante dix d'entre elles ont été arrêtées après avoir déployé des banderoles réclamant « l'autodétermination » de leur territoire et refusant « l'intégration » à l'Indonésie, en cours depuis l'annexion forcée de 1976.

Par ailleurs, le président Suharto a constitué la commission qui devra enquêter de façon « libre, juste et approfondie » sur le drame, qui a fait dix-neuf morts selon Djakarta, soixante-douze selon l'évêque de Timor oriental, et de cent quinze à deux cents selon des organisations de défense des droits de l'homme. Cette instance sera présidée par un général à la retraite, juge à la Cour suprême, M. Jaelani.

Le 12 novembre, l'armée avait tiré sur une foule rassemblée dans un cimetière pour commémorer la mort, trois semaines plus tôt, d'un jeune indépendantiste. Le Portugal, à qui l'ONU reconnaît toujours la souveraineté sur le territoire, a observé un deuil national mardi. — (AFP, UPI).

AFRIQUE

MAROC : dans la perspective des élections

Les deux principaux partis d'opposition décident d'agir ensemble en faveur d'une « démocratie authentique »

Les deux plus importants partis d'opposition, l'Union nationale indépendante, neutre et intégrale (UNII) et l'Union nationale pour le développement (UNPD), ont décidé, mardi 19 novembre, de créer un front commun pour l'instauration d'une « démocratie authentique ».

Au cours d'une conférence de presse à Rabat, ces deux formations ont annoncé leur volonté d'obtenir la refonte de la Constitution de 1972 dans le sens du « renforcement de l'Etat de droit » et la possibilité pour le Parlement de remplir pleinement son rôle dans la détermination des orientations politiques, économiques, sociales et culturelles. Elles ont réclamé la formation d'un gouvernement « représentatif de la majorité populaire », une « réelle séparation des pouvoirs » et une « indépendance effective du système judiciaire ».

L'Union nationale indépendante, neutre et intégrale (UNII) pour organiser et promouvoir les résultats des élections législatives prévues à la mi-1992. Ils ont, en outre, réclamé l'abaissement de l'âge du vote de vingt à dix-huit ans et celui de l'éligibilité de vingt-cinq à vingt et un ans, l'établissement de nouvelles listes électorales ainsi qu'un nouveau découpage électoral. Ils ont, enfin, appelé de leurs vœux un assainissement du climat politique et social, marqué par un « respect effectif » des droits de l'homme, une amnistie générale en faveur des détenus « incarcérés pour leurs opinions ou leurs luttes politiques et sociales » et le retour des exilés politiques. — (AFP).

ALGÉRIE : à l'approche des législatives

La candidature des chefs islamistes détenus a été rejetée

Statuant en référé, le tribunal d'Alger a rejeté, mardi 19 novembre, la candidature aux élections législatives du 26 décembre, des deux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benbadji, arrêtés le 30 juin et incarcérés à la prison militaire de Blida. Les juges se sont notamment appuyés sur une nouvelle disposition de la loi électorale qui oblige ceux qui briguent un siège à présenter en personne leur dossier de candidature. D'autre part, l'inter-

diction qui frappait, depuis le 15 août, les journaux du Front islamique du salut (FIS), *El Moudjahid* et *El Forqane*, a été levée, a annoncé, lundi 18 novembre, le bureau de presse de ce parti. *El Moudjahid* reparaitra dès la fin de la semaine tandis que *El Forqane* est en vente, depuis quelques jours, autour des mosquées intégristes. En dépit de cette interdiction, le FIS diffusait déjà un bulletin intérieur et ses militants utilisaient les colonnes d'un hebdomadaire en langue arabe, *El Balagh*. — (AFP).

KENYA : mis en cause dans un assassinat

Le numéro deux du régime a été limogé

Le président Daniel Arap Moi a limogé, mardi 19 novembre, le ministre de l'Industrie, M. Nicholas Biwott, numéro deux officiel du régime, mis en cause après l'assassinat en février 1990 de l'ancien ministre des affaires étrangères, Robert Ouko.

Lundi, un détective de Scotland Yard, chargé de l'enquête, avait déclaré que les deux principaux suspects de ce meurtre étaient, selon ses conclusions, M. Biwott et l'ancien secrétaire général pour la sécurité intérieure, M. Hezekiah Oyugi.

M. Tiny Rowland, propriétaire du groupe britannique Lonrho, avait également dénoncé les activités de M. Biwott dans une lettre au vice-président kenyan, M. George Saitoti, publiée par la presse locale. « Chacun sait au Kenya que M. Biwott a amassé des dizaines de millions » dans des affaires de corruption, avait écrit M. Rowland.

Membre de l'ethnie Kalenjin, comme le président Moi, nommé ministre d'Etat dans son cabinet en 1979, ministre de l'énergie en 1982, M. Biwott — actuellement absent du Kenya — avait été « rétrogradé » à l'Industrie au cours du dernier remaniement ministériel (le Monde du 31 octobre).

Selon des sources diplomatiques, les bailleurs de fonds avaient fait savoir à M. Biwott et Saitoti qu'il n'était pas question que des représentants du gouvernement participent à la réunion du groupe consultatif sur le Kenya, la semaine prochaine à Paris, si M. Biwott faisait toujours partie du gouvernement. — (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Si vous deviez faire un petit programme sur-mesure, ce serait :

■ Le Couturier de ces dames, sur M6 (p. 194)

■ Givenchy au Musée de la Mode (p. 84)

■ Le Manteau de pluie, de Jean-Louis Murat (p. 53)

Avant de tout essayer, lisez Télérama cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

ASIE

Les premiers feux de la Chine capitaliste

Suite de la première page

Si la Chine est saisie par le capitalisme, ce ne sont pas seulement les particuliers, petits entrepreneurs ou petits boutiquiers, qui en profitent. Les organisations du régime, les ministères, les collectivités locales, se sont lancées dans les joint-ventures avec des sociétés étrangères; les unes pour construire des usines dont la production exportée est une source appréciable de devises, les autres pour bâtir des hôtels de luxe où les étrangers trouvent un confort aux normes internationales.

C'est ainsi qu'à Pékin par exemple, tel hôtel aux cinq cents chambres luxueuses, aux quatre restaurants où des serveuses accortées proposent la cuisine de tous les continents, est le résultat d'une association entre le ministère de l'intérieur et des capitaux américains, tandis que tel autre est le fruit d'une alliance entre l'armée populaire de libération et des Chinois de Taiwan.

Le « blanchiment » de l'argent

Dans cette aventure, Hongkong tient une place essentielle. C'est une source de financement irremplaçable : 80 % des investissements dans la province de Canton, soit la moitié des investissements étrangers en Chine. C'est une porte vers l'extérieur que le régime chinois ne pourra pas fermer sans danger quand, le 1^{er} juillet 1997, il prendra le relais de la couronne. C'est enfin un lieu de « blanchiment » de l'argent chinois : les devises gagnées à l'exportation y sont placées plus sûrement qu'à la Banque de Chine, mais surtout peuvent être réinvesties sur le continent à des conditions beaucoup plus favorables.

Si une entreprise chinoise, qu'elle appartienne à l'Etat ou à une collectivité locale, se lance directement, en Chine, dans une nouvelle activité, elle est traitée selon la loi commune : pas de conditions particulières pour les investissements, renversement de la totalité des profits à l'Etat. Si au contraire elle a fait le détour par

mique. Aussi est-il difficile de faire la part entre l'argent « étranger » qui s'investit en Chine à travers Hongkong, Taiwan ou Macao, et l'argent chinois qui retourne au bercail après ce détour. Toujours est-il que dans la zone de développement économique et technique de Minhang, à 40 kilomètres au sud-ouest de Shanghai - qui ne bénéficie pas des mêmes avantages que les zones économiques spéciales de la province de Canton, - les investisseurs les plus nombreux viennent de Hongkong, Macao ou Taiwan, devant les Etats-Unis et le Japon, l'Europe étant réduite à la portion congrue. La Chine côtière est un énorme réservoir de main-d'œuvre que les industriels de

les nationalistes de Taipei! Plus de 80 % de l'industrie taiwanaise de la chaussure s'est installée sur le continent, pour profiter des bas prix de revient.

C'est ce qu'on appelle la « délocalisation ». Le capitalisme asiatique se répand comme une tache d'huile : parti du Japon, il a d'abord gagné les « quatre dragons », puis les zones économiques spéciales, avant de pénétrer le cœur même de la Chine.

Statistiques truquées

Les ouvriers chinois sont formés, avec plus ou moins de réussite, aux exigences de l'économie moderne, au-delà même des tâches répétitives de la confection ou de l'emballage. Dans les zones de développement ou dans les entreprises sino-étrangères, leurs rémunérations sont théoriquement plus élevées que la normale (deux à quatre fois). Les ouvriers sont mis à la disposition des employeurs par un organisme officiel chinois qui collecte les salaires et leur en reverse une partie. La productivité est en tout cas largement supérieure à ce qu'elle est dans les usines d'Etat.

Dans les grandes villes fleurit un petit commerce alimentant des boutiques où la production strictement locale ou à base de pièces étrangères est à la disposition de tout le monde. On est loin du spectacle désolant des villes soviétiques où des vitrines désertées ne proposent aux chalands que des rayonnages vides ou quelques poussiéreuses boîtes de conserve.

Shanghai, avec 1 % de la population chinoise (13 millions d'habitants) représente 10 % de la production nationale et 15 % des revenus de l'Etat central. En dix ans, la production y a été multipliée par deux et le revenu par deux et demi. Bien sûr, toutes les statistiques chinoises sont fausses ou truquées. Mais les ordres de grandeur ne trompent pas et peuvent être vérifiés par les investisseurs étrangers. La province de Canton, grâce au voisinage de Hongkong et à l'interpénétration de plus en plus poussée avec la colonie britannique, a la croissance la plus élevée du monde.

Après la reprise en main consécutive à l'écrasement du mouvement démocratique, les vieux dirigeants de Pékin ont tenté de freiner le mouvement. Pour des raisons économiques, car l'inflation commençait à galoper; et pour des raisons politiques, car le développement d'un véritable pôle économique capitaliste dans le sud et l'est du pays n'est sans doute pas compatible, à terme, avec le maintien d'un régime totalitaire.

La gérontocratie régnante

Les raisons idéologiques jouent un rôle mineur. La référence au communisme est de plus en plus rare dans la bouche même des membres du bureau politique, qui, en recevant les visiteurs étrangers, paient plus souvent tribut à M. Deng Xiaoping qu'aux pères fondateurs du socialisme. La gérontocratie régnante peut bien se faire plaisir en regardant à la télévision les images mobilisatrices des brigades de choc ou en décrétant l'enseignement du marxisme-léninisme dès l'école maternelle, ses propres enfants sont déjà dans le business. La réalité du pays en effet est tout autre et, dans sa partie « utile » au moins, plus tournée vers l'Occident que vers la Cité interdite.

A Canton ou à Shanghai, l'impression prévaut que l'ouverture de la Chine vers le marché capitaliste extérieur a atteint un point de non-retour et que, quand bien même le voudraient-ils, les dirigeants de Pékin sont dans l'incapacité d'y mettre un terme. Leurs décisions risqueraient d'être purement et simplement ignorées par les dirigeants provinciaux, ces apparatchiks-entrepreneurs qui tirent un profit pas uniquement politique de leurs relations avec l'étranger.

Leur souci principal est plutôt de sauver ce qui peut l'être de leur pouvoir, d'échapper à la contradiction de plus en plus flagrante entre une forme moderne de développement et un système politique figé. La décomposition de l'URSS a conforté la vieille garde dans son refus de toute évolution politique et sa volonté de maintenir un centre fort, sans lequel, disent-ils, la Chine retomberait dans l'anarchie. Contrairement à Mikhaïl Gorbatchev, ils ne veulent pas d'eux-mêmes ouvrir la boîte de Pandore, tout en sachant au fond qu'ils ne pourront pas éternellement rester assis sur le couvercle.

DANIEL VERNET



Hongkong et revient en Chine avec l'aurole de la société « étrangère », elle bénéficiera de nombreux avantages, dont le moindre n'est pas une imposition beaucoup plus favorable, taxes de 30 % dans la région côtière, de 15 % dans les zones de développement écono-

Hongkong, de Taiwan, du Japon, etc., regardant avec envie. Certains y voient déjà une nouvelle Corée, peuplée de 400 millions d'habitants.

Foin des divergences idéologiques ou des haines historiques entre les communistes de Pékin et



Couleur Bleue parne vous remonte le moral. C'est la couleur de l'optimisme et de la confiance.

L'Afrique a toujours réservé à ses personnages importants des marques de reconnaissance.

Air Afrique crée aujourd'hui, le Club Préférence.

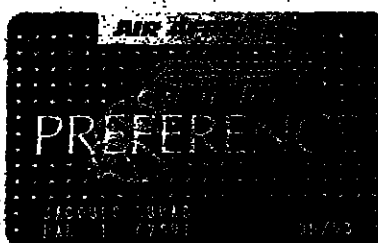
Vous voyagez souvent pour vos affaires.

Pour vous Air Afrique a créé le Club Préférence afin que vos nombreux voyages soient plus agréables et plus privilégiés.

Membre du Club Préférence, vous êtes prioritaire.

Vous bénéficiez pour vos réservations d'une réelle priorité et d'une garantie de place à bord. Vous avez aussi à votre disposition une ligne directe et personnelle de réservation.

Le Club Préférence, une marque de reconnaissance.



Membre du Club Préférence, votre fidélité est récompensée.

Vous obtenez des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages en voyageant régulièrement sur nos lignes.

Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence.

Vous êtes enregistré au comptoir supérieur, vous avez accès aux salons Affaires ou Première, et vous bénéficiez d'une assurance bagages. Vous êtes enfin informé personnellement de l'actualité d'Air Afrique.

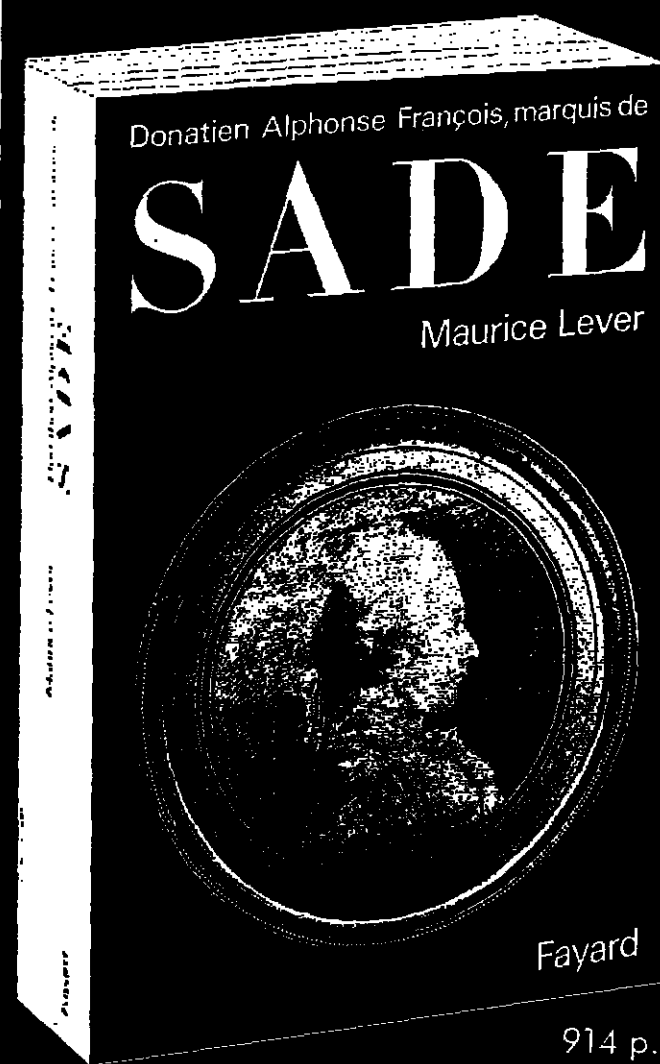
AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

SADE

Un livre d'une touchante et constante beauté.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express



914 p.
198 F

À personnage unique, biographie exceptionnelle. Avec Maurice Lever, le marquis de Sade a enfin trouvé un portraitiste à sa mesure.

Didier Sénégat, Lire

Une biographie scrupuleuse.

Philippe Sollers, Le Monde

Répétons-le: cette biographie est un chef-d'œuvre.

Michel Crépu, La Croix

Une aventure des plus exceptionnelles survient aujourd'hui à Sade: 177 ans après sa mort, le voici non seulement fondu dans l'histoire mais expliqué par elle, par la volonté et le plaisir d'un historien. Maurice Lever.

Arlette Forge, Libération

La nouvelle biographie de l'auteur de "Justine" fera désormais autorité.

Pierre Enckell, L'Événement du Jeudi

FAYARD

سادة من الأدب

PROCHE-ORIENT

Après la libération de MM. Terry Waite et Thomas Sutherland

Israël craint que ses soldats disparus soient oubliés

Pas de nouvelle de ses quatre derniers soldats disparus, aucune allusion aux quelque trois cents chétiens libanais qu'il détient par alliés miliciens interposés, pas de référence non plus au cheikh Obeid, ce prédicateur religieux pro-iranien que ses commandos ont enlevé en 1989, précisément pour constituer, le moment venu, une précieuse monnaie d'échange... C'est avec une certaine appréhension, liée à la possibilité de se retrouver écarté des grands marchandages en cours, qu'Israël a accueilli la libération de MM. Terry Waite et Thomas Sutherland.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Certes, selon M. Yohanan Bein, un haut fonctionnaire des affaires étrangères, les autorités d'Israël étaient « prévenues » de la bonne nouvelle concernant MM. Waite et Sutherland. Mais, pour la première fois depuis que le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, s'est chargé de la question des otages en août dernier, l'Etat juif n'est absolument pour rien dans le heureux dénouement enregistré lundi. Et c'est l'inquiétude.

Le secrétaire général de l'ONU a bien tenté, mardi, de rassurer les autorités israéliennes, mais sans succès. Il a confirmé qu'il y avait un accord avec les preneurs d'otages du Liban pour la libération des six derniers Occidentaux avant Noël.

M. Perez de Cuellar a fait part de son « espoir » d'obtenir rapidement des nouvelles des disparus israéliens, mais ceci, a-t-il souligné, « n'est pas lié » à l'affaire des otages occidentaux. « D'intenses négociations » se poursuivent, a encore dit le secrétaire général, mais il s'agit « d'un problème complexe ».

M. Moshe Arens, ministre de la défense, n'a pas caché une certaine perplexité. « L'imagine-t-on ? L'affaire des otages se termine sans qu'Israël ait obtenu les informations qu'il réclame sur le sort de ses soldats disparus. « Il faut souligner que nous n'avons jamais demandé que les otages occidentaux ne soient pas libérés tant que les nôtres ne le seraient pas non plus » : cette grandeur d'âme mise en évidence, M. Arens a précisé que l'Etat hébreu « attend du secrétaire général des Nations unies qu'il agisse pour la libération de tous, y compris les nôtres ».

Craint-il-on, en Israël, que M. Perez de Cuellar, dont le mandat se termine à la fin de cette année, ait « oublié » la dimension israélienne du quadrilatère international en cours ? M. David Lévy a évoqué la « discrimination » dont l'Etat juif ne veut pas être victime à propos du « traitement international » de l'affaire des otages. « Israël,

a ajouté M. Lévy, a suffisamment accompli de gestes généreux pour espérer du secrétaire général des Nations unies qu'il obtienne la libération de tous les prisonniers, israéliens compris. » M. Netanyahu, vice-ministre, est même allé plus loin que jamais mardi : « Nous sommes prêts à libérer tous nos prisonniers pour obtenir, ne parlons même pas de leur élargissement, mais de simples informations sur le sort de nos disparus, en particulier Ron Arad, qui se languit sûrement quelque part. » Sans jamais avoir officiellement obtenu l'assurance que cet aviateur, disparu au-dessus du Liban en 1986, est encore en vie, les autorités israéliennes en ont toujours été convaincues.

Jusqu'ici le Hezbollah pro-iranien, réputé servir de « parapluie » aux preneurs d'otages, n'avait jamais

manqué de réclamer la libération de son prédateur. Cette fois, rien. Pas un mot sur le cheikh, pas un mot sur les autres chétiens détenus dans un camp du Liban, sud par une milice aux ordres de Jérusalem.

De deux choses l'une, estime-t-on dans les milieux diplomatiques : ou bien le Hezbollah a décidé de tirer un trait sur son mollah kidnappé et ses militants et sympathisants prisonniers, ou bien le mouvement intégriste compte au contraire sur de futures pressions occidentales pour obtenir leur libération à tous.

On craint ouvertement en Israël qu'une fois tous les otages occidentaux libérés l'opinion internationale et les dirigeants de la planète se désintéressent définitivement du sort des éventuels prisonniers israéliens.

PATRICE CLAUDE

Un officiel saoudien évoque l'éventualité d'une reconnaissance de l'Etat juif

L'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, le prince Bandar Ben Sultan, a évoqué, lundi 19 novembre à New-York, l'éventualité de la reconnaissance d'Israël par l'Arabie saoudite au cours de sa première rencontre officielle avec des représentants de la communauté juive américaine, selon l'organisateur de cette rencontre, le président du Congrès juif américain, M. Henry Sigman.

Le prince Bandar « n'a pas dit que l'Arabie saoudite était sur le

point d'établir des relations diplomatiques avec Israël, mais il a bel et bien dit que l'existence de l'Etat d'Israël n'était plus un problème pour l'Arabie saoudite », a précisé M. Sigman, interrogé au téléphone par l'AFP.

La réunion a d'abord été limitée au Congrès juif américain, puis elle a ensuite été élargie aux vingt-cinq représentants de la conférence des présidents des principales organisations juives américaines, qui fédère la plupart des mouvements sionistes du pays. — (AFP)

Les mesures de rétorsion contre la Libye

M. Bush envisage de prendre une décision « prudente »

« Je serais étonné que d'ici lundi il n'y ait pas de nouveau sur ce plan-là », avait déclaré M. Mitterrand, vendredi 15 novembre, à Bonn, à l'issue du sommet franco-allemand.

Il n'en a rien été : les mesures de rétorsion contre la Libye auxquelles le président faisait allusion n'ont pas encore été prises. M. George Bush a simplement répété, mardi 19 novembre, qu'il n'excluait aucune option contre Tripoli, accusé d'avoir commandité les attentats contre un Boeing de la PanAm en 1988 à Lockerbie et contre un DC-10 de UTA en 1989 au Niger.

M. Bush a promis de prendre une décision « prudente ». « Je suis confiant que, lorsque ce sera fait, le peuple américain me soutiendra. C'est une question qui va bien au-delà de la politique partisane, a-t-il ajouté. Nous avons étudié des réponses possibles allant au-delà des tentatives de traduire en justice les

deux personnes accusées. Nous n'avons rien exclu. »

D'autre part, M. Mitterrand s'est entretenu, mardi à Paris, avec son homologue égyptien, de l'affaire libyenne. M. Hosni Moubarak a fait part de sa « préoccupation » face à la perspective d'une intervention militaire contre Tripoli. Le chef de l'Etat français a rappelé que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en savent « désormais assez pour estimer qu'il y a une responsabilité libyenne » dans les deux attentats.

Interrogé à l'issue d'une audition devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, le chef de la diplomatie allemande, M. Hans Dietrich Genscher, a admis, lui aussi, qu'il y avait « des indices très nets » d'une responsabilité libyenne. A son avis, « on ne peut pas fermer les yeux sur de telles actions comme s'il s'agissait d'un simple accident de la circulation... ». — (AFP)

AMÉRIQUES

CANADA : une réunion d'Indiens du nord et du sud du continent

« Que faire de la sagesse des anciens ? »

Cinq siècles après avoir « découvert » l'Amérique, Christophe Colomb aura au moins donné l'occasion aux Amérindiens du continent de se rencontrer et de s'unir dans la défense de leurs valeurs. Le thème — « Renouveler la force spirituelle » — a inspiré les quelque deux cent cinquante délégués indiens venus d'une vingtaine de pays du Nord et du Sud à Hull, près d'Ottawa, pour participer, du 10 au 14 novembre, à la première d'une série de trois conférences baptisées « Indigènes 500 » organisées par le Conseil mondial des peuples indigènes et par l'UNESCO.

OTTAWA

de notre envoyée spéciale

Les séances avaient à peine commencé que les « anciens », respectés comme il se doit, se sont plaints de l'organisation des travaux en quatre grandes tables rondes (sur les questions des femmes, des jeunes, des aînés) et des dirigeants politiques). En quelques heures, la rébellion contre un « agenda imposé par les Blancs et portant sur une division artificielle fondée sur le sexe et l'âge » a pris de l'ampleur, sous les vociférations en courbes du Musée des civilisations de Hull, où se tenait la conférence. Les travaux ont été suspendus et les plus âgés ont pris les choses en main en organisant une cérémonie traditionnelle avec tambours et fumées de tabac pour éclairer les esprits d'une assemblée bigarrée, où les jeunes étaient néanmoins beaucoup plus répandus que les plumes ou les ponchos. « Nous n'arrivons jamais à l'autonomie si nous nous laissons encore diviser », a tranché le

vieux Art Solomen, de la tribu des Ojibwes du Canada. « Ne tombons pas dans les pièges qu'a tendus pour nous Christophe Colomb », a renchéri Salvador Palomino Flores, de l'Alliance inca du Pérou. Sous le regard un peu étonné des quelque trois cents observateurs présents, il fut alors décidé de travailler « unis », en séances plénières, plus conformes à la culture indienne.

Les débats n'en furent pas moins fructueux, autour de la volonté affirmée de sauver l'héritage et de faire valoir des droits trop souvent bafoués, à travers « cinq cents ans de domination, de discrimination, de guerres, de maladies et de génocide culturel et physique ».

Ecartelés

entre deux mondes

Les propos tenus par les Indiens du Sud et ceux du Nord témoignaient de réalités bien différentes, les premiers dénonçant volontiers l'« impérialisme américain » ou les « positions dominantes de la bourgeoisie » dans certains de leurs pays où ils n'ont pas même le libéré de parole, tandis que les seconds mettaient l'accent sur la protection de la « mère nature » menacée par un « désastre écologique », l'accélération de négociations sur leurs revendications territoriales et la reconnaissance de leurs droits « innés » à l'autonomie gouvernementale, pour laquelle les quelque sept cent mille Amérindiens du Canada ont engagé une bataille constitutionnelle, en bonne voie d'être gagnée.

Les jeunes du Nord surtout ont exprimé leur détresse d'être écartelés entre deux mondes, perdant leur identité à passer sans transition d'une « cérémonie traditionnelle à une soirée rock bien arrosée ». « Que faire, dans le monde actuel, de la sagesse de nos

ancêtres ? » a lancé, au cours d'un témoignage émouvant, Janet August-Martin, une jeune Indienne de vingt-deux ans, violée à huit ans par son instituteur, retirée de sa famille puis adoptée par des Blancs. Devenue très tôt alcoolique, elle s'en est sortie, dit-elle, par le travail et les études qu'elle poursuit actuellement à l'université, dans le domaine social. « Si y a toujours tant de jeunes Indiens qui se suicident, qui ne vivent pas, c'est que nos structures familiales et notre mode de vie ont été détruits », a estimé la jeune femme, qui préside le Conseil des jeunes autochtones du Canada.

« Nous ne célébrerons pas 1992 mais nous ne nous mettons pas en deuil et n'allons pas désespérer », a répliqué le grand chef de l'Assemblée des premières nations du Canada, M. Ovide Mercredi, invitant ses « frères et sœurs » à se prendre en main. Il a d'ailleurs annoncé la création prochaine d'une Agence internationale pour le développement des premières nations d'Amérique, qui interviendrait directement pour « améliorer les conditions de vie » des Indiens, « sans attendre les ressources des gouvernements ».

Une « Déclaration des premières nations » a par ailleurs été adoptée par les délégués, qui demande notamment l'intervention des casques bleus des Nations unies pour mettre fin aux conflits ou aux massacres au Guatemala, au Salvador, en Colombie et au Pérou, ainsi que l'approbation en 1992 par l'ONU de la « Déclaration universelle des droits des peuples autochtones » en cours d'élaboration. La prochaine conférence aura lieu en octobre 1992 à Mexico mais il ne sera pas, cette fois, établi de programme préalable.

MARTINE JACOT

ETATS-UNIS

Un juge suspend la décision du gouvernement de refouler 1 800 réfugiés haïtiens

A la demande du centre des réfugiés haïtiens de Miami, un juge fédéral de Floride a ordonné, mardi 19 novembre, la suspension temporaire de la décision du gouvernement de refouler les quelque 1 800 réfugiés haïtiens, repêchés en mer ou arrivés aux Etats-Unis dans des embarcations de fortune depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre dernier à Port-au-Prince. Plus de cinquante « boat people » haïtiens ont déjà été ramassés à Port-au-Prince lundi et mardi, à la suite d'une décision que le département d'Etat avait justifiée, en affirmant : « Nous croyons que toute mesure prise par les Etats-Unis pour accueillir un grand nombre d'Haïtiens, qui ne remplissent pas les conditions pour obtenir l'asile, entraînerait un flot important de réfugiés, avec un

grand nombre de morts en mer ».

Avant le putsch, les Etats-Unis refoulaient systématiquement les émigrés démocratiques, qui l'ont ceux à qui l'asile était accordé. Washington a ensuite essayé de trouver d'autres solutions pour ces « boat-people », qui continuent de fuir la répression et la dégradation de la situation économique, particulièrement grave depuis l'application sévère de l'embargo décrété par la communauté internationale. Belize, le Honduras, Trinité et Tobago et le Venezuela ont accepté de recevoir chacun une centaine de réfugiés, solution jugée « insatisfaisante » à Washington, où l'on ne « croit pas que les personnes réfugiées vers Port-au-Prince seront persécutées ».

Critiquée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfu-

giés de Genève, la décision du département d'Etat a suscité les vives protestations des parlementaires démocrates noirs, qui l'ont qualifiée d'« ouverture raciste, inhumaine et cruelle ».

Par ailleurs, les représentants de l'Assemblée nationale haïtienne ont annoncé mardi, à Port-au-Prince, qu'ils ne reconnaissent pas le président élu Jean-Bertrand Aristide comme chef de l'Etat (voir page 10), à moins que l'Organisation des Etats américains n'atténue l'embargo commercial décrété contre Haïti. Déclaré « indésirable » par les autorités de Port-au-Prince, l'ambassadeur de France dans ce pays, M. Jean-Raphaël Dufour, a quitté ce pays mardi pour Paris, où il a été rappelé « pour consultations ». — (AFP, Reuters, AP)

Vous pensez tuer l'ennui avec :

- Trompe la mort, des Pixies (p. 49)
- Panique à Needle Park, sur Canal + (p. 155)
- La Mort aux trousses, sur FR3 (p. 167)

Avant de tout éliminer,
lisez Téléràma cette semaine.

Téléràma

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

APPEL A CONCOURS PUBLIC NATIONAL ET INTERNATIONAL

COMMISSION NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

On appelle à un concours national et international pour la fourniture, mise en service et opération d'un système de satellite dans le service fixe par satellite et radio-diffusion par satellite, dans les positions orbitales de 80 à 85 degrés de longitude ouest et bandes de fréquence associées, d'accord avec les publications anticipées effectuées par la République argentine auprès de l'Union internationale de communications (UIT) et pour la fourniture des services de satellites du système précité.

Le cahier de charges peut être acheté personnellement à Rue Sarmiento 151, 4^e étage. Local 416 de la ville de Buenos-Aires (République argentine), des lundis aux vendredis, de 10 heures à 16 heures.

Par courrier : adressé à Commission nationale de télécommunications, rue Sarmiento 151, 4^e étage, local 416, CP 1000, BUENOS-AIRES (République argentine).

Mode de paiement : en espèces, par chèque ou virement postal ou bancaire, à l'ordre de la Commission nationale de télécommunications.

PRIX DU CAHIER : vingt cinq mille dollars américains (US \$ 25 000).

RÉCEPTION DES OFFRES : à la commission nationale de télécommunications, des lundis aux vendredis, de 10 heures à 16 heures, du 1^{er} février 1992 jusqu'à la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.

OUVERTURE DES PLIS : elle aura lieu dans la salle des fêtes de la commission nationale de télécommunications, rue Sarmiento 151, 4^e étage de la Ville de Buenos Aires, le 31 mars 1992 à 11 heures, un acte public.

POLITIQUE

Le débat sur la réforme des institutions

L'opposition prépare sa réponse aux propositions de M. Mitterrand

Le bureau politique de l'Union pour la France se réunit, jeudi 21 novembre, sous la présidence de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, pour apporter une réponse aux propositions institutionnelles de M. François Mitterrand. S'ils acceptent d'envisager l'étude de certaines modifications de la

Constitution de 1958, les responsables des deux formations de l'opposition n'ont pas encore pris d'attitude commune concernant un éventuel quinquennat. Le RPR et l'UDF, dont les groupes parlementaires se sont réunis mardi, ont confirmé, d'autre part, qu'ils refusent toute réforme du mode de scrutin

avant les élections législatives de 1993. Les socialistes devaient discuter de cette réforme mercredi, alors que MM. Laurent Fabius et Michel Rocard, qui s'en sont entretenus le 16 novembre, sont hostiles au système proportionnel à deux tours envisagé par M. Pierre Mauroy.

Mieux définir les pouvoirs

par André Passeron

UNE sorte de révérence inattendue entoure aujourd'hui la Constitution, pourtant naguère tant critiquée, et nul n'ose dire ouvertement qu'il convient d'en changer. Hormis les lois de 1975 qui ont régi la France pendant soixante-cinq ans, jamais, il est vrai, le pays n'avait vécu aussi longtemps que depuis 1958 sous le régime de la même Constitution. Celle-ci est ainsi devenue une sorte de tabou. On préfère donc parler d'aménagement, de réforme, d'adaptation, de toilettage, qui respecteraient la carcasse de l'édifice tout en modernisant sa façade. Toutefois, si les retouches sont aussi importantes, c'est bien une nouvelle Constitution qui sera établie.

C'est une habitude bien française, et sans doute latine, que d'imaginer des constructions constitutionnelles. On s'inquiète aujourd'hui de la dérive des institutions. On accuse le président de la République de s'occuper de tout et de traiter également les grands problèmes et les petites affaires. Mais s'il a accentué la tendance, M. Mitterrand n'a pas innové. On juge aussi le premier ministre trop docile et trop dépendant du chef de l'Etat, au point qu'il a cessé d'être pour ce dernier un paravent ou un fusible.

pourquoi exclure, alors qu'on pourrait mélanger?

Plutôt que des retouches imposées par la conjoncture, pourquoi ne pas fonder une Constitution qui tienne compte de l'expérience et dont la mise en œuvre exigeait seulement cette qualité éminemment républicaine : la « vertu », au sens romain du terme que lui donnaient les philosophes politiques d'il y a deux siècles ? Un système dans lequel les pouvoirs retrouveraient leurs compétences respectives et seraient soumis au contrôle démocratique de leurs mandants, conformément à la formule de Montesquieu dans l'*Esprit des lois* : « il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ».

On pourrait ainsi imaginer, comme le proposent certains spécialistes, que le président de la République soit élu pour cinq ans, renouvelable une fois (puis rééligible après un délai de cinq ans), quelques jours avant l'élection de l'Assemblée nationale (au scrutin majoritaire, tempéré d'une dose de proportionnelle). Le premier ministre, nommé pour cinq ans par le président de la République, devrait obtenir la confiance de

l'Assemblée nationale. Pour éviter la confusion des pouvoirs au sein même de l'exécutif, une précision plus grande devrait être donnée des compétences respectives du président de la République (article 5 de la Constitution) et du premier ministre (article 20) en s'inspirant des exemples faits au sujet de cette « dyarchie », notamment par de Gaulle, de façon à ne verser ni dans le présidentielisme à l'américaine ni dans le parlementarisme à l'ancienne.

Le gouvernement, qui ne pourrait plus user de l'article 49-3 lui permettant de se passer des votes du Parlement, ne pourrait être renversé que par l'Assemblée nationale, et non « viré » par le chef de l'Etat, selon l'expression de M. Rocard. Toutefois, il ne pourrait être contraint à la démission que si l'hostilité de l'Assemblée à son égard était confirmée et ne résulterait pas d'un simple accès de mauvaise humeur. Sa chute ne serait effective qu'après deux votes de censure obtenus à une majorité qualifiée et intervenant en un temps donné (soit au moins un an après le début de la législature, et au plus tard un an avant sa fin).

En contrepartie, la censure du

gouvernement entraînerait la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections. Ainsi les risques de blocage qui pourraient naître de la concomitance des deux mandats (celui des députés et celui du président) ne seraient-ils pas réduits.

L'Assemblée serait automatiquement dissoute à chaque élection présidentielle. On imagine mal — le cas ne s'est d'ailleurs jamais produit — qu'après l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel le même corps électoral désigne une majorité parlementaire différente. Si toutefois cela survenait, le président de la République pourrait, soit s'accommoder en acceptant une « cohabitation », soit démissionner pour que son successeur soit en harmonie avec la volonté la plus récente du corps électoral.

Les principes d'une telle réforme peuvent permettre d'assurer à la fois l'autorité du pouvoir exécutif, la responsabilité du gouvernement, le contrôle des élus, le respect du vote populaire, l'efficacité du travail parlementaire, et un meilleur équilibre des institutions.

La « vertu » républicaine

On constate enfin que le volet parlementaire des institutions s'est peu à peu érodé, moins en raison de l'existence d'une majorité qui soutient toujours le gouvernement que de l'usage maximaliste que fait le pouvoir exécutif de certaines dispositions de la Constitution. Les protestations des députés demeurent vaines et développent en eux le sentiment de leur inutilité. On cherche la cause de ce blocage dans la durée du mandat présidentiel, ou dans le mode de scrutin. On dénonce les défauts de la V^e République, on refuse les torts de la IV^e, on invente une VI^e mythique. Mais pourquoi choisir, alors qu'il faudrait inventer.

Aux élections consulaires

M. Trémège (PR) déloge M. Giacard (RPR) dans les Hautes-Pyrénées

TARBES

de notre correspondant

Expert-comptable, conseiller général et municipal de Tarbes, M. Gérard Trémège, quarante-sept ans, président départemental du PR, sort vainqueur des élections consulaires. Il a réussi à déloger M. Marc Giacard, soixante-dix ans, conseiller régional RPR, de la présidence de la chambre de commerce et d'industrie des Hautes-Pyrénées que ce dernier occupait depuis vingt ans.

L'opération de séduction que M. Trémège avait lancée avec le soutien de deux cents membres du conseil des chefs d'entreprise bigourdans, crée pour la circonstance par l'ex-député UDF, a parfaitement mobilisé l'électorat consulaire : il y a eu 60 % de votants à Tarbes, 50 % à Lannemezan et Lourdes, 42 % à Bagatres-de-Bigorre, 40 % à Vic-Bigorre. Tous les records de participation ont ainsi été battus par rapport à 1988, où il n'y avait eu que 28 % de votants. M. Trémège et ses quatorze colistiers ont été élus au terme d'une campagne marquée par de nombreux incidents et de vifs affrontements verbaux.

L'accession au perchoir de la chambre de commerce et d'industrie des Hautes-Pyrénées va permettre à M. Trémège de retrouver un nouveau souffle politique après sa défaite aux législatives de 1988 face à M. Claude Gais (MRG). Il bénéficiera d'une place de numéro trois sur la liste RPR-UDF aux élections régionales dans les Hautes-Pyrénées, ce qui le remettra en selle pour les autres échéances.

J.-J. R.

Lors d'une rencontre publique à Lyon

M. Poperen : « Nous ne nous résignons pas au libéralisme »

Vu de gauche, revue animée par M. Jean Poperen, a organisé, en novembre, huit rencontres publiques autour du thème « Repenser la gauche ». Cette série se conclut, mercredi 20, à Paris. Mardi, à Lyon, devant quatre cents personnes, le ministre des relations avec le Parlement a souligné que la gauche ne saurait « se résigner au libéralisme ».

LYON

de notre bureau régional

Faut-il du marxisme faire table rase? Sans aucun doute, a répondu M. Poperen, mais en réfléchissant à « une stratégie du compromis social basée sur la dialectique du rapport de forces ». Bien évidemment, a expliqué M^{me} Blandine Barret-Kriegel, qui a résisté, en universitaire, les enjeux

« d'une démocratie et d'une République » inséparables. M. Pierre Bergé a trouvé « étrange de se poser la question après dix ans de gouvernement socialiste ». M. Bernard-Henri Lévy, dont « la biographie intellectuelle » a été marquée par cet « horizon indépassable », s'est félicité de l'effacement de cette « religion ».

Mardi 19 novembre, à Lyon, les quatre orateurs ont ainsi tenté de « retrouver le goût du débat », « en ces temps de basses eaux politiques », selon l'expression du ministre des relations avec le Parlement. Devant près de quatre cents personnes, dont de nombreux socialistes proches de M. Poperen — il est l'un des chefs de file de la fédération du Rhône — M. Lévy a rangé, « sans honie », les textes philosophiques de Karl Marx sur les rayons de sa bibliothèque, entre Aristote et Spinoza. M^{me} Barret-Kriegel a évoqué « la nostalgie de la « solidarité » que portait le marxisme. M. Bergé s'est bien gardé de tout regret, puisqu'il n'a jamais eu la moindre accointance avec cette idéo-

logie, ayant préféré, un temps, « l'anarchie ». Les orateurs ont surtout exprimé, avec des nuances, les risques de la période : la chute des régimes de l'Est leur fait craindre, en retour, des remontées de nationalismes, des résurgences de fascisme ou l'étouffement dans un consensus qui ne pourrait que favoriser l'extrême droite. « Si nous nous écartons de la stratégie de rupture révolutionnaire, nous ne nous résignons pas au libéralisme », a précisé M. Poperen, qui a ajouté : « Le champ de notre réflexion est large. La recomposition politique sera impossible sans une recomposition des idées ».

Le dialogue avec la salle s'est limité à trois interventions de « poperenistes » pas toujours très sensibles aux arguments de la tribune. Les propos de M. Bergé ont même été qualifiés de « démagogiques ». Mais M. Poperen a été très satisfait de cette soirée et de ses « éléments de stimulation intellectuelle ».

BRUNO CAUSSE

Un colloque autour du « projet » socialiste

La démocratie représentative touche-t-elle à sa fin?

Les minoritaires de Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, en désaccord avec ce dernier depuis la guerre du Golfe et réunis au sein d'Espace socialiste, ont fait de la rénovation de la doctrine du PS, à travers le « projet » actuellement soumis aux militants, leur point de ralliement. M. Michel Charzat, député de Paris, chargé de l'élaboration du « projet » au secrétariat national du PS, a organisé, samedi 16 novembre, un colloque avec quelques-uns des intellectuels dont il avait sollicité l'avis dans la phase de consultation qui avait précédé la rédaction du texte. Cette réunion, dont le maître d'œuvre était Edgar Morin, était destinée à prolonger la réflexion, à un mois du congrès extraordinaire qui doit adopter le nouveau texte de référence du PS.

Les débats ont montré que la question des institutions, à laquelle le président de la République a annoncé qu'il donnera un débouché sous la forme d'un projet de révision constitutionnelle soumis à référendum, est la principale de celles que se posent les intellectuels lorsqu'ils

s'intéressent à la politique, même si elle ne les résume pas toutes. Comment faire en sorte de soumettre au contrôle démocratique les nouveaux centres de pouvoir que sont les organismes financiers, économiques ou techniques, les lieux où s'élaborent et se prennent des décisions scientifiques ou technologiques, notamment en matière médicale? Quel équilibre peut s'établir entre les experts et les citoyens, entre la science et l'opinion, puisque, comme l'a dit Cornélius Castoriadis, approuvé par Paul Ricoeur, la politique ne relève pas de la première, mais bien de la seconde?

La critique du totalitarisme — commune à Cornélius Castoriadis, qui avait dénoncé le stalinisme dès la fin des années 40, à Edgar Morin, qui, à la même époque, s'en était détaché, et à des intellectuels comme Paul Ricoeur et Jacques Julliard, qui n'avaient jamais été sensibles à la séduction du marxisme — inspirait la plupart des propos tenus à la tribune. Pour Cornélius Castoriadis, le « conformisme généralisé », qui se cache derrière un « individualisme de façade », procède d'un « totalitarisme

mou », toujours fondé sur la prétention des détenteurs de pouvoir à faire le bonheur de leurs semblables, prétention à laquelle doit s'opposer la politique, dont « l'objet n'est pas le bonheur, mais la liberté ». Edgar Morin a insisté, notamment, sur la « conflictualité nécessaire de la démocratie ». Paul Ricoeur sur la reconstitution d'un « espace public de discussion », où les citoyens puissent recouvrer la maîtrise des décisions dont la démocratie représentative les dessaisit.

« Tout le problème de la politique, aujourd'hui, c'est d'inventer des formes politiques nouvelles, compatibles avec la responsabilité », a résumé Jacques Julliard, après avoir diagnostiqué un déclin général des structures caractéristiques de la démocratie représentative : le Parlement, les partis, le suffrage universel. Le débat aboutissait alors à une question paradoxale : cela a-t-il un sens, aujourd'hui, d'adhérer à un parti et d'y élaborer quelque chose comme le « projet » socialiste, par exemple, afin de le proposer aux suffrages de ses concitoyens?

PATRICK JARREAU

KLM vous propose davantage de vols entre l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol et l'Extrême-Orient. Et vous pourrez désormais relier sans escale, en Boeing 747-400, Bangkok et Singapour, portes de l'Asie, Kuala Lumpur, Séoul et Tokyo.

KLM vous offre en outre des liaisons plus fréquentes avec 67 destinations européennes. Au total, le réseau KLM dessert maintenant 150 destinations dans 77 pays, sur cinq continents.

Pour plus de détails, appelez votre agence de voyages, votre bureau KLM Paris (+2 66 57 19) ou le centre de réservations internationales à Amsterdam, à votre disposition 24 heures sur (int) 31-6-8 747 747. Empruntez la voie royale KLM. Et vivez la différence.

La Ligne de Confiance:

هنا من الأصل

هكذا من الجدل

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

A l'unanimité, les députés légalisent l'infiltration des réseaux de trafiquants de drogue

Les députés ont adopté à l'unanimité, mardi 19 novembre, le projet de loi renforçant la lutte contre le trafic de stupéfiants. Le texte, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, met à l'abri de poursuites pénales les enquêteurs infiltrant les réseaux de trafiquants.

«Missions périlleuses», «procédés offensifs», «pratiques nécessaires», «méthodes dangereuses». Après quelques formules allusives, M. Michel Sapin a fini par lâcher le mot : infiltration. Car on ne démantèle pas, selon lui, les réseaux de trafiquants sans prendre quelque liberté avec le droit commun. Encore faut-il que les enquêteurs - policiers, gendarmes ou douaniers - bénéficient de toutes les garanties. Les récentes affaires de Bel-fort, de Dijon et de Lyon avaient bien montré que tel n'était pas le cas.

Le projet de loi proposé par le gouvernement a précisément pour objet de combler ce vide juridique en apportant des retouches au code de la santé publique et au code des douanes. Il autorise ainsi les douaniers et les officiers (et agents) de la police judiciaire à «procéder à la surveillance de l'acheminement» des stupéfiants et des produits du trafic. Il s'agit là d'un alignement sur les orientations édictées en matière de

«livraisons surveillées» par certains textes internationaux, tels la convention des Nations unies signée en décembre 1988 à Vienne et aux accords de Schengen.

Mais l'aspect le plus novateur du projet de M. Sapin est de permettre aux enquêteurs d'«acquiescer», de «détourner» ou de «transporter» les objets délictueux, à la condition expresse d'avoir préalablement recu l'aval du procureur de la République et du magistrat instructeur saisi du dossier. Après l'approche passive, les méthodes actives : la gamme devient complète.

Ce dispositif a été bien perçu par les députés. M. Jean-Pierre Baldyck (PS, Nord) a considéré que le texte «conciliait rigueur et pragmatisme».

tandis que M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis) a estimé qu'il «donnait aux services de la lutte contre la drogue les moyens de son action». L'opposition de droite - y compris la représentante du Front national - l'a également jugé favorablement, tout en émettant, ici et là, des réserves. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a regretté que les propositions de M. Sapin soient trop «circonscrites» et plaidé pour davantage d'«ambition». Il a ainsi proposé - sans succès - un amendement visant à alléger les sanctions encourues par les «repentis» dénonçant leur complicité.

Au nom du Front national, M^{me} Marie-France Stirbois (non-inscrit, Eure-et-Loir) n'a évidemment

pas manqué l'occasion de réclamer le «rétablissement de la peine de mort pour les trafiquants de drogue». De son côté, M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) a déploré le «décalage entre les déclarations et les actes» en matière budgétaire, avant d'appeler le gouvernement, d'une manière fort énigmatique, à la plus grande vigilance à propos des joueurs de football colombiens transférés en France. Enfin, M. Jean-Jacques Hystel (UDC, Seine-et-Marne) a suggéré que la latitude concédée aux enquêteurs infiltrés dans les réseaux aille jusqu'à la «fourmiture».

Ce fut la seule véritable divergence entre M. Sapin et l'Assemblée. Si les députés ont estimé que les enquêteurs devaient se livrer à un double jeu total, seul moyen d'éviter d'être démasqués, le ministre s'est déclaré résolument hostile à toute idée de fourmiture, ou de «provocation à la vente». «Je ne peux pas accepter, a-t-il souligné, que les agents de l'État alimentent un circuit avec des quantités de drogue qui échappent ensuite à leur contrôle». Les députés se sont finalement ralliés au mot de «livraison» proposé en guise de compromis par M. Jean-Pierre Michel (PS, Drôme). Fourmiture, livraison? Le Palais Bourbon est parfois le théâtre d'étourdissantes batailles sémantiques.

FREDERIC BOBIN

Amnistie des enquêteurs en délicatesse

Les députés ne se sont pas contentés, mardi 19 novembre, de rendre hommage aux enquêteurs qui ont eu maille à partir avec la justice pour avoir poussé l'investigation jusqu'à infiltrer des réseaux de trafiquants. Joignant l'acte à la parole, la représentation nationale a adopté à l'unanimité un amendement au

projet de M. Sapin les amnistiant. A condition, bien sûr, que ces «officiers ou agents de la police judiciaire ou agents des douanes» soient agi «aux seules fins de constater et de rechercher les infractions à la législation sur les stupéfiants». Voilà qui met un terme à quelques rocambolesques affaires.

Les parlementaires renforcent la prévention des risques professionnels

Les députés ont adopté, dans la nuit du 19 au 20 novembre, un projet de loi renforçant la prévention des risques professionnels en application de sept directives européennes.

Le moment était particulièrement bien choisi. L'Assemblée a été convoquée à se mettre à l'heure européenne en matière de prévention des risques professionnels au moment où tous les députés s'inquiètent de la hausse des accidents du travail, évaluée à + 4 % depuis trois ans. M. Alain Vidalies (PS, Landes), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a imputé cette dégradation de la sécurité dans l'entreprise à «la stagnation des contrôles de l'inspection du travail» et aux «formes d'emploi précaires», notamment la «fausse sous-traitance».

Comme de coutume, les députés ont regretté que le Parlement ait été négligé dans l'élaboration du droit communautaire, mais ils ont soutenu les mesures présentées par le ministre du travail, à l'exception des communistes qui les ont jugées insuffisantes.

Ce texte fixe les obligations de l'employeur et du salarié en matière de prévention. Il prévoit également un renforcement de la mission des comités d'hygiène, de

sécurité et des conditions de travail (CHSCT) institués par les lois Auroux en 1982. Les députés y ont ajouté un amendement donnant à l'inspecteur du travail le pouvoir d'arrêter immédiatement un chantier de bâtiment et de travaux publics «en cas de risque grave et imminent».

M^{me} Aubry a indiqué que ce dispositif allait au-delà de la simple application des directives européennes puisqu'il renouvellerait le système existant en France. «L'année 1992 sera l'année européenne de la sécurité et de la santé, a-t-elle déclaré. J'entends qu'elle soit marquée dans notre pays par un net recul des accidents du travail et des atteintes à la santé».

F. B.

Unanimité pour le renforcement de la protection sociale des pompiers volontaires. Les députés ont adopté à l'unanimité, mardi 20 novembre, le projet de loi visant à renforcer la protection sociale des sapeurs pompiers volontaires en cas d'accidents ou de maladies contractées en service. Le texte, déjà adopté à l'unanimité par le Sénat (le Monde du 11 octobre), prévoit d'aligner le régime de protection sociale des 210 000 sapeurs pompiers volontaires sur celui des 20 000 pompiers professionnels.

M. Léotard en campagne

«En toute modestie...»

Depuis «Le grand jury RTL-le Monde» du 1^{er} septembre, François Léotard est officiellement candidat aux «primaires» de l'opposition pour l'élection présidentielle. Amiens a été, mardi 19 novembre, la première étape d'un tour de France d'un nouveau style.

Sans tambours ni trompettes, François Léotard a commencé de semer les premiers cailloux blancs sur son long chemin de présidentielle. Cela s'est passé, mardi, dans la bonne ville de son bon ami Gilles de Robien, Amiens, première étape d'un tour de France qui le conduira le semaine prochaine à Rouen, puis à Poitiers.

Un an presque jour pour jour après s'être démis spectaculairement de la présidence du Parti républicain, François Léotard s'est mis en route, tel un nouveau missionnaire de la politique qui aurait fait vœu d'humilité et d'abstinence médiatique. En d'autres temps, on eût mobilisé micros et caméras, organisé maintes conférences de presse pour présenter la belle et grande entreprise, dressé sur place chapiteau pour mobiliser les troupes béarnaises.

Mais pour François Léotard, ces temps-là sont vraiment révolus. Il ne croit plus «aux grand-messes avec laser et tam-tam», à ces déplacements mis en scène avec une mèche médiatique accrochée aux basques du grand homme : «Les gens en ont marre de voir que l'on utilise leurs histoires pour notre propre histoire».

Il croit au contraire que, «pour redonner corps et élan à cette société», il faut «retourner vers elle sans mentir», retrouver «les vertus du dialogue» et «un chemin de dignité», se persuader que «c'est à partir de la vie locale que la politique peut se restaurer» et persuader les autres que la politique n'est pas faite que «de manœuvres et de turpitudes». Alors, avouant suivre l'exemple de Raymond Barre, celui de la période rose de 1982-1984, François Léotard a décidé, «en toute modestie», de labourer le grand champ de la France dans l'espoir de récoltes prometteuses.

Un seul collaborateur à ses côtés, des journalistes acceptés au compte-gouttes, la limousine que l'on cache par une pratique nouvelle de la marche à pied, une telle ascèse implique beaucoup de zèle... A Amiens, François Léotard a tenu à se présenter «comme un maire du

Sud visitant un maire du Nord». La méthode s'est posée entre les grandes barres HLM du quartier nord, mal sentie de la flambée de violence de la semaine précédente. Trente mille personnes, des milliers d'immigrés, une forte communauté harlée. François Léotard s'est surtout contenté d'écouter.

Durant plus d'une heure, les responsables des associations locales ont accepté de discuter avec lui. Echange simple et parfois ému. A la fin, un jeune baur s'est tout de même inquiété. N'avait-il pas récemment applaudi les propos de Giscard sur l'immigration ? «Oui, je l'ai applaudi au conseil national de l'UDF, parce que par rapport à son article du Figaro il venait de battre en retraite. Mais je ne regrette pas d'avoir parlé de lâcheté. J'ai reçu des milliers de lettres après cet article (1), mais sachez-le, le plus souvent pour m'injurier et me menacer de mort».

Une bouffée d'oxygène

Ce sera le seul échange politique de la journée. Déjeuner confidentiel avec des jeunes chefs d'entreprises, balade dans les rues de la ville pour découvrir le nouveau secteur piétonnier, arrêt au stand des infirmières en grève, séance de travail avec les représentants des comités de quartier, dour sur le feu d'un ministre causé par une explosion de gaz, François Léotard pourra s'épargner les petites phrases. Nul passant pour solliciter son avis sur le 49/3, la réforme constitutionnelle ou l'entretien de ses rapports avec Giscard.

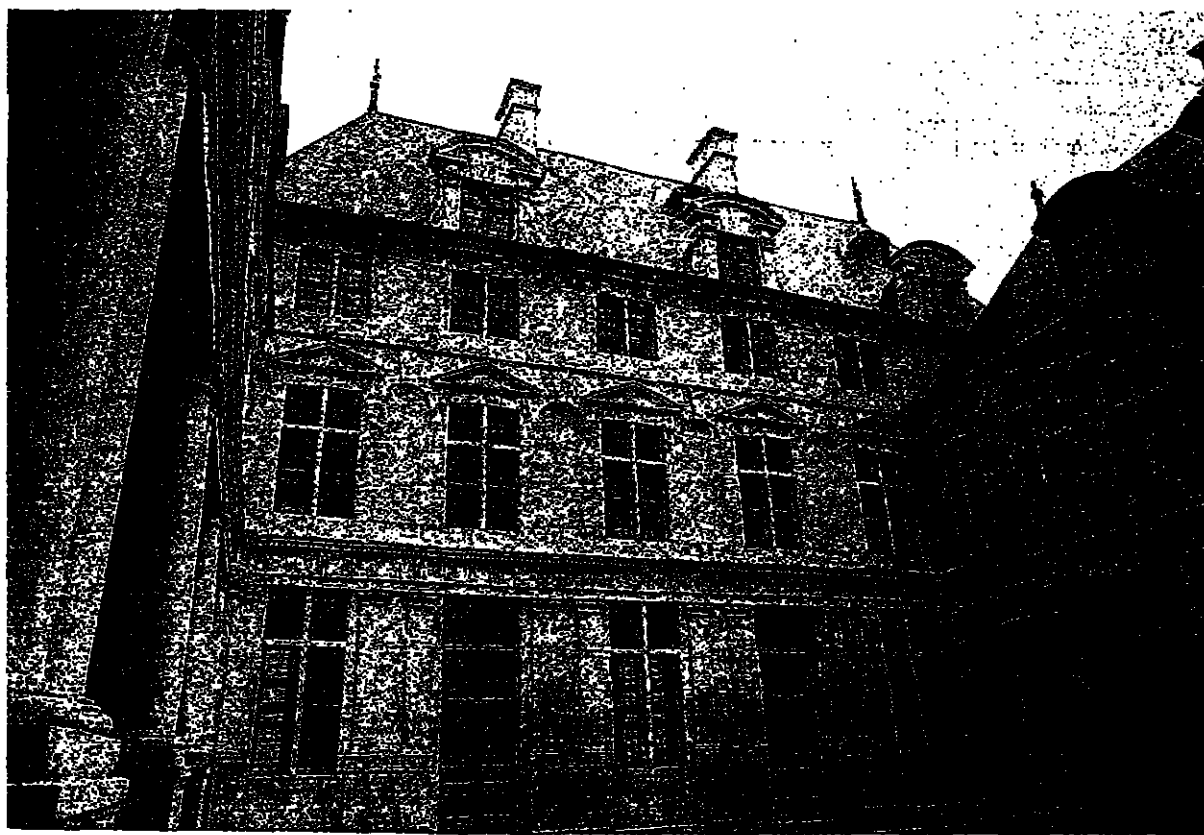
En terre-picarde, François Léotard a pris une bouffée d'oxygène. On a parlé de fiscalité locale, d'architecture, d'une nouvelle citoyenneté pour les immigrés, de culture, de tout et de rien. Il a invité ses interlocuteurs à s'engager dans les associations, les partis, de gauche ou de droite, qu'il importe, a-t-il répété «pourvu qu'on ne boisse pas les bras devant l'Inivivisme». Dans la cathédrale d'Amiens dont la visite s'imposait, Jean, son dévoué gardien, a loué les mérites de ses bâtisseurs, «ces gens qui avaient la foi, la motivation et la patience». Un ange est passé...

DANIEL CARTON

(1) «Lâcheté» était le titre de l'article signé par M. Léotard dans le Monde du 24 septembre.

INVESTISSEMENT PIERRE

LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER D'ART EST IMPERTURBABLE.



Depuis 15 ans, nous guidons les investisseurs dans les placements les mieux adaptés à leur situation personnelle et à leur fiscalité.

Notre philosophie repose sur quatre principes : rentabilité immédiate, sécurité du placement, fiscalité avantageuse et constitution d'un patrimoine générateur de plus-value à terme.

Nous proposons des investissements dans des immeubles de qualité, situés dans les meilleurs emplacements de Paris et à des prix bien placés dans le marché (il suffit de les comparer).

Selon votre situation - imposition fiscale élevée, capacité d'investissement mal évaluée, volonté

de procéder à un arbitrage patrimonial - nous déterminons avec vous la solution la mieux adaptée et nous vous conseillons dans le choix financier le plus judicieux, avec une possibilité de crédit à 100%.

Investissement immobilier avec garantie locative.

Nous vous faisons bénéficier : - d'un rendement de votre investissement, en vous assurant une rentabilité, adossée à une caution bancaire, pendant une durée de six ans, les loyers étant réévalués en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Une garantie unique en France.

- d'une plus-value à terme en raison du caractère exceptionnel des

placements immobiliers "haut de gamme" proposés à la vente.

Pour vous aider dans votre réflexion, nous avons édité une brochure présentant une vue d'ensemble de nos placements (investissement immobilier avec garantie locative, statut de loueur professionnel en meublé, opération de restauration réalisée dans le cadre de la Loi Malraux, placement bénéficiant des incitations fiscales de la Loi Méhaignerie).

Pour vous la procurer, envoyez-nous votre carte de visite.

JRH Conseil

4, rue de Castiglione 75001 Paris

Tél. 42 61 52 58 - Fax. 42 60 81 20.

JRH
CONSEIL

Notre Passion, l'Immobilier d'Art

هنا من اجل

SOCIÉTÉ

SCIENCES

A la conférence européenne de Munich

Accord politique minimal sur l'Europe spatiale

Les treize ministres réunis du 18 au 20 novembre à Munich pour la Conférence spatiale européenne sont, après des discussions épuisantes, parvenus à un « accord politique » minimal sur la poursuite de l'Europe spatiale, qui prévoit un réexamen annuel du budget. Une ultime réunion devait avoir lieu, mercredi 20 novembre, pour régler les derniers détails des rôles et des résolutions finales.

MUNICH

de notre envoyé spécial

« Nous encourageons l'adoption d'un texte qui soit clair », disait, voici deux jours, le conseiller fédéral suisse René Felber lors de la séance d'ouverture de la Conférence spatiale européenne de Munich. Un texte qui se prononcera de manière ferme sur des démarrages immédiats de programmes. « Nous ne voulons pas, ajoutait un autre, d'un texte final creux qui, à terme, laisserait la voie ouverte au démantèlement progressif du plan d'activité à long terme » qui conditionne l'existence de l'Europe spatiale jusqu'en 2005.

Quant à la Belgique, bien que consciente des difficultés budgétaires de chacun, elle rappelait par la voix de son ministre, M. Viviane Demeester-De Meyer, que « les programmes ne sont pas indéfiniment compressibles. Si nous décidons de les continuer, nous devons prendre l'engagement de leur consacrer les fonds nécessaires ». Finalement, ils auront tous été partiellement entendus.

En demi-teinte

Certes, les treize ministres de l'Europe spatiale sont parvenus à un accord politique. Non sans mal. Mais le résultat obtenu n'a rien de l'accord spectaculaire que la plupart d'entre eux rêvaient de signer il y a encore six mois. Un accord par lequel les États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) se seraient engagés

pour quatre ans sur trois ambitieux programmes (navette Hermes, station Columbus, satellites de télécommunications à haut débit DRS) avec rendez-vous pour en 1995 pour faire le point.

Soumis à la pression de l'austérité budgétaire et confrontés aux réelles difficultés économiques d'une Allemagne en pleine réunification, les ministres ont dû faire la preuve de leurs capacités à trouver quand même un consensus. Le résultat est donc un peu en demi-teinte, mais sous le signe du plus grand réalisme. « Faire les choses sans froisser les Allemands », reconnaissait un des négociateurs.

Deux résolutions ont été retenues : la première, adoptée assez rapidement, autorise l'ESA à engager un important programme d'études de l'environnement d'environ 8 milliards de francs devant donner lieu au lancement en 1998 d'un satellite spécialisé (la plateforme polaire POEM, portée par les Britanniques) permettant de poursuivre les études menées avec les satellites radars ERS-1 et 2.

On poursuit sur la lancée

La seconde consisterait en un texte plus général reconnaissant le bien-fondé du plan d'activités à long terme (1997-2005) de l'Agence spatiale sans qu'il soit fait mention d'engagements spécifiques en faveur d'Hermès, de Columbus ou de DRS. Seule certitude, les travaux nécessaires seront engagés « selon la logique de développement des programmes », ce qui, en d'autres termes, signifie que les activités prévues pour 1992 démarreront. La fameuse « phase II » de démarrage des travaux pour quatre ans devient donc plus modestement une phase 1992 avec un butoir : la réunion des ministres en terre espagnole à la fin de l'année prochaine pour venir compte de la nouvelle donne mondiale et rajuster si nécessaire les programmes.

« Il n'est pas question de revoir chaque décision chaque année et de remettre en cause les programmes », a précisé M. Jean-Marie Lutton,

directeur général de l'ESA. Plus simplement, il s'agit, chaque année de faire le point en fonction de nouvelles informations. A commencer par ces possibilités de coopération avec d'autres pays qui, comme l'Union soviétique, pourrait apporter son savoir-faire dans bien des domaines (le Monde du 20 novembre). Il faut se pencher sur les éventuelles coopérations extra-européennes dès maintenant, et pas dans trois ans, quand la distribution des rôles de chacun sera figée, soulignent les industriels.

Toutes ces décisions ne vont pas de soi, et le directeur général de l'ESA a dû tenir compte déjà pour 1992 des difficultés financières d'un certain nombre de pays à honorer leurs créances. Aussi pour maintenir la cohésion, a-t-il été décidé de réduire de 5 % (840 millions de francs) le budget de l'Agence pour l'année prochaine. Ce difficile équilibre a pu être obtenu par un effort financier des « plus démunis » et par une réduction des ambitions de l'ESA.

Pour les industriels, la situation n'est guère confortable. « Une décision sur l'engagement pour quatre ans de l'Agence spatiale nous aurait facilité la tâche et aurait donné à nos équipes un réel coup de fouet, dit l'un d'entre eux. Il est toujours difficile de faire miroiter une belle aventure à de jeunes ingénieurs qui, avec le temps, se rendent rapidement compte que le grand dessin est devenu un boulot à la petite semaine ».

Malgré tout, « on s'accommodera de ces nouvelles procédures ». « On avait l'habitude en Europe d'avoir des décisions tous les dix ans sur les grands programmes spatiaux. Les temps changent. Nous pouvons le comprendre, mais que les politiques se souviennent qu'il faut quand même un certain élan et que les contrats à l'année pour des projets aussi ambitieux ne sont guère viables. L'ambition politique affirmée à Munich doit donc être claire ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

DÉFENSE

Qualifiant son abandon « d'erreur majeure »

Un rapport du Sénat réclame la relance du projet de missile nucléaire S 45

En conseil de défense, M. François Mitterrand a indiqué récemment qu'il ne serait pas le président duquel on pourrait dire plus tard qu'il a pris l'initiative d'abandonner les missiles du plateau d'Albion. Il a souhaité qu'on lui propose une solution dans le cadre d'une nouvelle réflexion sur le sort de l'arsenal nucléaire français. Dans un rapport publié mercredi 20 novembre, le Sénat demande au chef de l'Etat de revenir sur l'abandon du missile stratégique S 45.

L'abandon, par la France, de son projet de missile nucléaire S 45 est « une erreur majeure », car il constituait l'outil d'une dissuasion européenne autonome, élargie – sous l'autorité du seul gouvernement français – au territoire des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et adaptée à la persistance et à l'éloignement géographique de la menace soviétique. Ce programme aura coûté à ce jour entre 3 et 4 milliards de francs. Il devient urgent de relancer le projet dès lors qu'il n'est pas envisageable d'édifier une défense européenne – « pilier » de l'alliance atlantique – sans la doter d'un « volet » nucléaire. Cette thèse est développée dans le rapport d'information que M. Xavier de Villepin, sénateur (centriste) représentant les Français de l'étranger, soumet au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, à l'avenir des forces nucléaires françaises.

Dans ce document parlementaire de quatre-vingt-dix pages, M. de Villepin, dont les rapports sont connus pour faire état d'informations de la cour et du pouvoir, déclare, mardi 19 novembre, à l'AFP que cet avis « n'avait pas d'incidence sur la poursuite de l'information ». « Cela ne peut avoir d'incidence que sur la présence ou non de la partie civile Gérard Monnier-Besombes s'agissant de Michel Pezet, a-t-il noté. Je ne compte pas, pour l'instant, prendre de nouvelles réquisitions dans cette affaire extrêmement délicate ». Dans une lettre adressée mardi au vice-président du Conseil d'Etat, M. Marc Laroche, M. de Villepin-François Divier, l'avocat des Verts, demande au Conseil d'Etat, « avant que l'irréparable ne soit fait », de « reconsidérer sa position à la lumière des pièces qui lui auront été préalablement communiquées sur sa simple demande à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ».

MARC AMBROISE-RENDU

Monde daté 21-22 juillet) le programme S 45 d'un missile sol-sol nucléaire à tir tendu, déplaçable le cas échéant et destiné à remplacer les actuels missiles S 3D du plateau d'Albion.

Le sénateur constate que « le débat sur l'avenir de notre défense sera tranché bien avant l'examen de la programmation militaire par le Parlement en avril 1992 ». Or, observe-t-il, l'abandon du S 45, le « gel » des missiles nucléaires préstratégiques Hadès stockés (non déployés) à trente exemplaires et le retrait des bombes nucléaires AN 52 larguées d'avion ont pour effet de maintenir à moins de cinq cent cinquante le nombre des charges stratégiques et préstratégiques de la France face aux dizaines de milliers de têtes qui resteront en service en Union soviétique et aux États-Unis en dépit des accords de désarmement START.

Il faut donc adapter – sans nécessairement bouleverser – la doctrine et les moyens de la dissuasion française, écrit M. de Villepin, en pensant davantage à une Europe qui ne doit pas se laisser dénucléariser unilatéralement sous la pression conjuguée et intéressée de Moscou et de Washington.

Un outil européen

Autrement dit, il convient, en France, de faire évoluer l'actuelle stratégie anti-cités en une stratégie anti-forces grâce à des armements plus sélectifs, d'allonger la portée des forces préstratégiques (là où se trouvent désormais les menaces potentielles à l'Est comme au Sud) et de composer, indépendamment seule ou de préférence avec le Royaume-Uni, le « pilier » européen d'une dissuasion atlantique que rendront nécessaire le départ des GI et le « découplage » de la défense alliée d'avec le nucléaire américain.

Dans cette perspective, une dissuasion européenne ne peut plus se cantonner aux seuls arsenaux classiques, et l'avenir dépendra de l'existence, ou non, d'un « volet » nucléaire de la dissuasion à vocation européenne. Après tout, remarque M. de Villepin dans son rapport, le traité de l'UEO prévoit « une assistance militaire automatique entre ses membres en cas d'agression de l'extérieur ».

Comment matérialiser cet échelon européen de la dissuasion ? Par le moyen du S 45. C'est-à-dire un missile apte à « une frappe d'ultime avertissement, sélective mais décisive, sur le cœur du seul dispositif militaire menaçant l'Europe occidentale ».

JACQUES ISNARD

Suspendu depuis l'été

Le programme Hadès aura coûté 10 à 11 milliards de francs

Dans son rapport, M. de Villepin approuve le « gel », décidé cet été par M. François Mitterrand, du programme de missiles nucléaires préstratégiques Hadès, censés succéder aux Pluton en service dans l'artillerie jusqu'en 1993. Pour autant, il en a analysé le coût depuis le début.

Au départ, il était envisagé de produire cent vingt missiles sur soixante véhicules-érécuteurs. Progressivement, le projet a été réduit pour être aujourd'hui limité à trente missiles et à quinze lanceurs antipersonnels, sans être déployés, dans les mains d'un régiment d'artillerie au camp de Suresnes (Seine). Un PC de transmissions sera installé à Lunéville (Meurthe-et-Moselle). Mais l'ensemble de la panoplie ne pourra pas devenir opérationnelle avant six mois.

Crédité d'une portée de 350 kilomètres à 500 kilomètres, le Hadès avait été conçu pour embarquer une charge nucléaire dont la puissance est

réglable (de quelques kilotonnes à moins de 80 kilotonnes) selon l'effet recherché sur le terrain. La mobilité – en tout ou partie – du système a été rendue possible par la mise au point de charges explosives de sécurité, dites « insensibles », à des chocs imprévus, à des accidents ou à l'épreuve du feu, qui sont la spécialité du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

A l'origine, le programme Hadès devait coûter 17,5 milliards de francs. Sa limitation actuelle en ramène le prix à quelque 10 à 11 milliards de francs (hors les dépenses pour les transmissions). M. Mitterrand a justifié son initiative en considérant que le Hadès était une monnaie d'échange dans des discussions sur le désarmement, dont la France serait partie prenante. « Cela aura été cher payé », se contente de conclure M. de Villepin, qui rappelle que les trente missiles en question devraient être livrés en 1991 et 1992.

ENVIRONNEMENT

La mise en place de l'Institut français

Une banque de données à la disposition des décideurs

Dès le début de 1992, une vingtaine de statisticiens et d'économistes, dotés de matériel informatique, s'installeront à Orléans (Loiret) avec un vasière d'environ 30 millions de francs. Mission de cette petite équipe : rassembler en un même lieu et rendre accessible tout ce que l'on peut savoir sur l'environnement en France. Sur leur porte, ils placeront le nom d'un nouvel organisme dont le décret de création est paru au Journal officiel du 19 novembre : l'Institut français de l'environnement (IFE). Ce type d'établissement, chasseur de données, qui existe aux Pays-Bas et en Allemagne, faisait défaut en France, et le plan national pour l'environnement,

publié en 1990 en avait relevé à la fois l'absence et la nécessité. D'autant plus qu'il faudra bien un correspondant à l'Agence européenne de l'environnement dont la création se fait toujours attendre faute d'une décision sur sa ville d'accueil.

L'Institut, qui est un établissement public, va commencer par remettre de l'ordre dans les statistiques rassemblées par chacune des six agences de l'eau et des vingt-trois réseaux de surveillance de la pollution atmosphérique et les rendre comparables entre elles puis compatibles avec les données européennes. Ensuite, l'IFE recevra les données numérisées qui servent à traiter les cartes de l'Institut géographique

national. Ces équipes vont aider à la création de l'observatoire écologique de la Loire et des réseaux de surveillance du littoral récemment décidé. Enfin, ils rendront accessible tout ce qu'ils auront rassemblé et digéré en publiant chaque année un état de l'environnement.

Le trésor d'informations accumulées par l'Institut devrait ainsi permettre aux responsables politiques d'y voir plus clair, de décider donc quelles sont les priorités en matière d'environnement et de se présenter dans les négociations européennes et internationales avec des dossiers mieux étayés.

MARC AMBROISE-RENDU

IMMIGRATION

Ancien ministre des affaires sociales

M. Philippe Séguin approuve le limogeage de M. Jean-Claude Barreau

M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, ancien ministre des affaires sociales de 1986 à 1988, « approuve » la décision prise par M. Jean-Louis Bianco de démettre M. Jean-Claude Barreau de ses fonctions de président de l'Office des migrations internationales (OMI), après la publication, par celui-ci, d'un livre contesté sur l'Islam (le Monde du 14 novembre). « Dans des circonstances identiques, j'aurais agi de même », a déclaré, lundi 18 novembre, M. Séguin, en précisant que « le devoir de réserve du serviteur de l'Etat est une nécessité absolue, trop souvent perdue de vue ». Ce devoir, a poursuivi M. Séguin, « qui est une condition de l'Etat impartial, s'applique à l'âme de l'importance des fonctions exercées et de la nature des responsabilités assumées ». « La meilleure illustration de cette réalité, selon M. Séguin, est que l'intéressé pourra continuer à exercer les fonctions de président de l'Institut national des études démographiques ».

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration for International Management

- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme approuvé en Asie - Pacific C. of HONOLULU OHI

TOUT POUR REUSSIR en MEDICINE ou PHARMACIE

Classe préparatoire d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1^{er} année "à blanc".

70% à 80% de réussite au 1^{er} concours!

CEPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

SOCIÉTÉ

La réforme de la procédure pénale au conseil des ministres

La mise en détention sera décidée par un collège de magistrats

Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, devait présenter une communication sur la réforme de la procédure pénale, mercredi 20 novembre, au conseil des ministres. Après des mois de discussions, la chancellerie a renoncé à bouleverser l'ensemble du système : M. Sapin, qui a choisi de maintenir la fonction du juge d'instruction, propose plutôt de renforcer les droits de la défense et d'instaurer une collégialité pour la mise en détention. Sur ce dernier point, le projet s'inspire de la réforme engagée en 1985 par M. Robert Badinter, qui était alors garde des sceaux. La présence d'un avocat dès le stade de la garde à vue, souvent débattue, a en revanche été écartée.

Un projet de loi préparé sur ces bases sera présenté au Parlement à la session de printemps. Les nouvelles dispositions devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993, soit quelques mois avant le nouveau code pénal.

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, M^{me} Mireille Delmas-Marty, regrettant le manque d'audace du projet retenu par le gouvernement.

Les gardes des sceaux qui se sont succédé place Vendôme, ces dernières années, ont tous rêvé, un jour ou l'autre, de remodeler l'instruction. M. Robert Badinter, constatant qu'*« elle ne répondait plus aux exigences de notre temps »*, avait choisi en 1985 de privilégier la collégialité à travers la création de « chambres d'instruction ». M. Alain Chabaudon, lui, avait proposé en 1987 de mettre en place des « chambres des demandes de mise en liberté provisoire ». Tous deux avaient échoué : faute de moyens, de conviction et de volonté politique, ces idées de réforme lancées au nom des libertés et de la limitation de la détention provisoire étaient restées lettre morte.

M. Michel Sapin, qui a promis, dès son arrivée à la chancellerie, une « grande et large » réforme de la procédure pénale, espère aujourd'hui conjurer le mauvais sort qui pèse depuis des années sur les réformes de l'instruction. Depuis les printemps derniers, il travaille sur les réflexions, projets et suggestions accumulés ces dernières années. Il dispose également d'un état qui n'existe pas encore lors des tentatives de réformes de ses prédécesseurs : les deux rapports de la commission Delmas-Marty (1). Mise en place par M. Pierre Arpaillange en 1988, cette commission avait proposé de bouleverser la procédure pénale en instaurant un « juge des libertés ». Les changements évoqués étaient ambitieux (le Monde du 29 juin 1990). Quelques mois après la remise du second rapport, lors des premières discussions sur le projet, M. Nallet puis M. Sapin s'étaient dit adieu.

La révolution proposée n'est

pourant plus, aujourd'hui, à l'ordre du jour. Plutôt que de bouleverser la procédure pénale, ce qui supposerait une modification du statut du parquet, la chancellerie a choisi d'adapter les structures existantes en en développant le caractère contradictoire. Le pari est clair : M. Sapin espère modifier comportements et mentalités en multipliant les changements, petits ou grands, à chaque étape de la procédure pénale. La séparation des fonctions d'enquête et des fonctions juridictionnelles proposées par la commission Delmas-Marty a ainsi été abandonnée, comme a été abandonnée l'idée d'introduire l'avocat dès le stade de la garde à vue.

Travail en équipe

Le pivot de la réforme proposée par M. Sapin est donc la collégialité : d'inspirant du système envisagé en 1985 par M. Robert Badinter, la chancellerie propose aujourd'hui d'instaurer dans chaque tribunal de grande instance une collégialité comprenant le juge d'instruction, le président du tribunal ou un magistrat délégué par lui, et un autre magistrat du siège pour la mise en détention et la prolongation de celle-ci. Le « travail en équipe » des juges d'instruction sera en outre développé pour les « affaires complexes, difficiles ou dangereuses ». L'instauration de cette collégialité suppose des moyens : la chancellerie, qui refuse de donner un chiffre de créations de postes, estime toutefois que cette réforme sera moins coûteuse en effectifs que celle de M. Chabaudon, qui nécessitait 65 créations

de postes de magistrats, ou celle de M. Badinter, qui en prévoyait environ 150.

Cette réforme décevra sans doute tous ceux qui avaient espéré, ces dernières années, un véritable bouleversement de la procédure pénale (défense et partie civile ne peuvent actuellement le faire) et étonné à l'architecture actuelle du système est conservée. Ce projet va cependant nettement plus loin que ce qui avait été proposé par M. M. Badinter et Chabaudon : il comporte à la fois des mesures de bon sens, qui font l'unanimité – la suppression du privilège de juridiction et la réforme des nullités (le Monde du 5 octobre) –, des dispositions symboliques – la suppression du système actuel de l'inculpation (le Monde du 17 octobre) – et deux modifications importantes : le renforcement des droits de la défense et l'instauration d'une collégialité comprenant le juge d'instruction. La garde à vue sera légalement touchée, elle aussi, par cette réforme.

• La suppression des privilèges de juridiction : magistrats, maires et maires adjoints, préfets, et officiers de police judiciaire, sont actuellement poursuivis et jugés par des juridictions désignées par la chambre criminelle de la Cour de cassation (704 requêtes en 1990). Le projet prévoit de soumettre ces « personnes protégées » au droit commun de la procédure pénale, qui permet toutefois des renvois en cas de « suspicion légitime » ou dans d'autres cas d'une « bonne administration de la justice » (cette dernière disposition sera aménagée afin de permettre sa mise en œuvre à l'initiative de toutes les parties).

• La réforme du régime des nullités : le régime actuel, qui conduit parfois à des annulations de procé-

dure pour des problèmes de pure forme, ralentit et complique certaines instructions. Le projet ouvre aux parties le droit de soulever les nullités au cours de l'instruction (défense et partie civile ne peuvent actuellement le faire) et étend à l'ensemble de la procédure pénale le système actuel des dossiers criminels : la purge des nullités avant l'audience.

• La suppression de l'inculpation : le projet dissocie la notification des charges et l'exercice des droits de la défense. Trois étapes sont donc prévues : une « mise en examen » qui ouvre les droits de la défense dès l'ouverture de l'information, une « mise en cause » lorsque les charges sont précises et concordantes (la personne peut alors être mise en détention), et une « mise en accusation » lors de la clôture de l'information. Le terme de « mis hors de cause » se substitue au terme de non-lieu. Sur les 73 649 inculpations prononcées en 1990, 7 762, soit 11,12 %, ont fait l'objet de non-lieu.

• Le renforcement des droits de la défense : le projet propose d'étendre les droits de la défense et de la partie civile au cours de l'instruction. Toutes deux auront le droit de demander au juge d'instruction de procéder à certaines investigations (notamment les auditions et les expertises), ce qui leur est actuellement interdit, et les refus du juge d'instruction donneront lieu à une ordonnance motivée susceptible d'appel. Les décisions de placement sous contrôle judiciaire seront également susceptibles d'appel, ce qui n'est pas le cas actuellement.

• L'instauration d'une collégia-

lité pour la mise en détention et la prolongation de celle-ci : constituée par le président du tribunal, elle sera composée du président ou d'un magistrat délégué par lui, du juge d'instruction chargé du dossier, et d'un magistrat du siège. La présence du juge d'instruction dans cette collégialité est justifiée, selon la chancellerie, par le fait qu'il est « le mieux à même » d'éclairer ses collègues sur l'affaire en cours. Les décisions de cette collégialité seront susceptibles d'appel devant la chambre d'accusation.

• Le travail en équipe des juges d'instruction : dans le cas d'affaires « complexes, difficiles ou dangereuses », les juges d'instruction pourront travailler en équipe dès l'ouverture de l'information – le président nomme alors un, deux, ou trois juges, chargés de l'instruction – ou en cours d'instruction. L'accord du juge saisi étant alors nécessaire à la désignation d'autres juges.

• La réforme de la garde à vue : le projet propose de déterminer un critère légal de placement en garde à vue en enquête préliminaire et d'harmoniser les conditions de fond du renouvellement de garde à vue, et en flagrant délit lors de l'enquête préliminaire. La personne placée en garde à vue pourra solliciter un examen médical dès le début de la mesure et avant toute audition. Les autorités judiciaires seront informées « sans délai » de la mesure de placement en garde à vue.

A. C.

(1) Ces deux rapports ont été publiés à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75384 Paris Cedex. La Mise en état des affaires pénales. Rapport 120 francs.

« La chancellerie semble avoir renoncé à une véritable réforme des structures »

nous déclare M^{me} Mireille Delmas-Marty
présidente de la commission Justice pénale et droits de l'homme

M^{me} Mireille Delmas-Marty, professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), était à la tête de la commission Justice pénale et droits de l'homme instituée en 1988 qui avait rendu deux rapports sur la « mise en état des affaires pénales » à M. Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux.

« Quel jugement portez-vous sur le projet présenté par M. Sapin ? »

« Ce projet contient des mesures qui sont bonnes en elles-mêmes, mais qui risquent de manquer leur objectif parce qu'elles se greffent sur des structures qui auront de grandes difficultés à s'adapter : plus le législateur a voulu renforcer les garanties de l'instruction en imposant au juge de nouvelles contraintes, plus la durée des procédures, source première du nombre excessif de détentions provisoires en France, s'est accrue, et plus le recours à l'instruction s'est trouvé marginalisé (1). La commission avait donc choisi une autre méthode : plutôt que de s'en tenir à des réformes ponctuelles sur les questions techniques les plus sensibles, nous avions commencé par définir l'esprit de la réforme par référence à des principes fondamentaux (2), dont nous avions déduit ensuite, et ensuite seulement, les structures, puis les règles techniques.

« La chancellerie a pourtant annoncé, lors du congrès du Syndicat des avocats de France, la reprise de certains de ces principes.

« C'est vrai, mais elle n'en a pas tiré toutes les conséquences. Prenons l'exemple du principe d'égalité. Il est contredit par les pratiques du classement sans suite : d'un parquet à l'autre, des affaires comparables sont traitées différemment, parfois renvoyées à un médiateur. Il faut donc, si l'on entend promouvoir l'égalité, introduire une vraie transparence dans les directives de politique pénale, ce qui n'a pas été annoncé jusqu'à présent. De plus, certains de ces principes semblent avoir été oubliés. C'est le cas du principe de célérité, qui est pourtant indispensable : la France s'est trouvée plusieurs reprises condamnée à Strasbourg en raison de procédures d'une durée jugée excessive au regard de la Convention européenne.

« Le projet de réforme vous paraît donc décevant ? »

« J'ai surtout du mal à comprendre pourquoi la chancellerie semble renoncer à une véritable réforme des structures, si ce n'est en raison de résistances corporatives. Les conditions préalables exposées dans notre rapport sont pourtant en voie d'être remplies : la loi sur l'aide juridique a été adoptée et, malgré ses insuffisances, elle rend possible une réorganisation de la défense en matière pénale. En outre, est également envisagée la décentralisation des délits de chaque, l'un des plus importants des « contentieux de masse » auxquels sont affectés des fonctionnaires à temps plein et des magistrats qui pourraient se voir confier d'autres tâches. Enfin, le président de la République vient d'annoncer une vaste réforme des institutions qui comporte « la relation entre les différents grands corps de magistrats, le siège, le parquet, et le gouvernement par le canal du garde des sceaux ». C'est dire qu'il devient possible d'instituer un « nouveau ministère public » dont la liberté d'action par rapport au pouvoir exécutif serait, comme il est indispensable, renforcée.

« La commission avait travaillé dans une perspective européenne. Avez-vous l'impression que ce souci est présent dans le projet de M. Sapin ? »

« En tout cas, il n'est pas très visible. Je suis pourtant convaincue que la France peut jouer un rôle pilote en proposant des principes susceptibles de devenir communs à toute l'Europe. Je peux témoigner de l'intérêt porté aux rapports de la commission : le texte va être prochainement publié en italien et traduit en anglais, et d'anciens membres de la Commission ont été invités dans divers pays pour présenter les grandes lignes de ces rapports.

« Par-delà les dix principes définis par la commission, cet intérêt me paraît lié à la volonté, qui émerge un peu partout en Europe, de dépasser l'opposition entre système système accusatoire de type anglo-saxon et inquisitoire comme sur le continent, pour s'efforcer de retenir le meilleur de chaque système. Le meilleur du système inquisitoire, c'est la reconnaissance de l'importance de la phase préparatoire au procès et l'affirmation de règles strictes commandant, pendant cette phase, la recherche et la préservation des preuves. Et cela, les Anglais l'admettent aujourd'hui. Comme nous devrions admettre en France que le meilleur du système accusatoire, c'est de promouvoir le juge comme véritable arbitre neutre en séparant les fonctions juridictionnelles des fonctions d'enquête, ce qui permet un réajustement entre l'accusation et la défense. Telle est d'ailleurs la tendance qui se développe depuis une quinzaine d'années en Europe. Il ne faut pas manquer la chance d'une réforme suffisamment ambitieuse pour préfigurer un modèle européen de procédure pénale. »

propos recueillis par ANNE CHEMIN

(1) La part des affaires portées à l'instruction par rapport aux affaires poursuivies est passée depuis 1960 de 20 % à moins de 10 %. Dans plus de 90 % des affaires pénales, l'enquête est donc menée par la police et le parquet, et directement portée devant le tribunal pour être jugée.

(2) Ces dix principes, qui se dégagent principalement du bloc de constitutionnalité (qui comprend la déclaration des droits de l'homme de 1789) et de la Convention européenne des droits de l'homme sont : la légalité, l'égalité entre les justiciables, la garantie judiciaire, la dignité de la personne humaine, la protection de la victime, la présomption d'innocence, l'accès à l'expertise, les droits de la défense, l'équilibre entre les parties, la proportionnalité, et la célérité de la procédure.

POINT DE VUE

Libertés : une nouvelle avancée

par Michel Sapin

L'INSTRUCTION, définie par un dictionnaire usuel comme « la mise en cause d'une personne présumée coupable », est vécue comme infamante et attentatoire au principe de la présomption d'innocence. Or, pour bénéficier des droits de la défense, il faut être inculpé.

La lutte contre le trafic de drogue mobilise tous nos efforts, mais il suffit qu'une signature manuscrite au bas d'une pièce de procédure pour que des trafiquants soient libérés à l'audience. Il faut trois juges pour condamner un voleur de pommes à 500 F d'amende, mais un juge d'instruction seul peut mettre une personne en détention provisoire pendant plusieurs mois.

Il faut des conditions précises pour que des policiers effectuent un contrôle d'identité, mais il suffit d'invoquer les « nécessités de l'enquête » pour placer quelqu'un en garde à vue pendant vingt-quatre heures.

Quatre exemples, quatre illustrations des contradictions de nos textes et de leurs insuffisances au regard des droits de l'homme ou du bon fonctionnement de la justice. On pourrait en citer bien d'autres encore.

Ces règles figurent dans le code de procédure pénale, qui se doit d'être le livre de la protection des libertés. Le temps est venu, au moment où le Parlement poursuit l'examen du nouveau code pénal, d'en modifier les principales dispositions.

La réflexion a été relancée en 1988, à l'initiative du gouvernement, sur ce qu'on appelle la mise en état des affaires pénales. Depuis, le débat se développe dans un climat d'écoute, de dialogue et d'échange. Il appartient aujourd'hui aux responsables politiques de décider.

Dans toute entreprise ambivalente, il faut une boussole. La mienne s'appelle Déclaration des droits de l'homme. C'est à la lumière des grands principes républicains que doivent évoluer nos textes, afin de mieux encore garantir les libertés, respecter l'égalité, la présomption d'innocence et les droits de la défense.

S'agissant de la structure même de l'instruction, cette réforme s'inspire de la loi préparée en 1985 par M. Robert Badinter : maintien d'une juridiction de l'instruction, travail en équipe des juges d'instruction, création d'une collégialité chargée de statuer sur la détention et dont fera partie le juge d'instruction.

L'architecture ainsi retenue est

complétée par un grand nombre de propositions issues des travaux de la commission présidée par M^{me} Delmas-Marty : réforme de la garde à vue, des privilèges de juridiction, des nullités, équilibre des armes entre les parties au cours de l'instruction.

J'y ai ajouté la suppression de l'acte et du mot même d'inculpation, que je propose de remplacer par une procédure plus respectueuse de la présomption d'innocence.

La dernière réforme portant sur l'ensemble des étapes de la procédure pénale, de la garde à vue à l'audience, remonte à 1897. Depuis cette date, la nécessité d'une nouvelle avancée est constamment restée à l'ordre du jour, mais, malgré plusieurs tentatives, seules des modifications ponctuelles ont abouti.

Les droits essentiels de la personne

Alors, ne rien faire ? Après tant de réformes avortées et de propositions contradictoires, grande était la tentation. D'autant que le débat a pris un tour théologique, entre les tenants de la pratique accusatoire anglo-saxonne et ceux de la tradition inquisitoire à la française.

Fallait-il au contraire, comme on l'a proposé, chambouler nos textes et nos structures, supprimer le juge d'instruction et transférer à la police le soin de mener les investigations judiciaires ? Je ne le pense pas.

A ceux qui regrettent qu'on ne mette pas à bas l'instruction et le juge qui en a la charge, je recommande de se pencher sur les exemples étrangers. Un bouleversement de cette ampleur équivaut à peu près à inverser les réacteurs d'un avion de ligne en plein vol. Or, pendant la réforme, notre justice pénale devra poursuivre ses missions.

Et si, en France, certains juristes défendent le modèle pénal anglo-saxon, il suffit de traverser la Manche pour s'entendre dire par les plus hautes autorités judiciaires britanniques que les meilleurs juristes, là-bas, pensent du bien de nos juges d'instruction et de notre procédure inquisitoire. Ils voient même dans nos méthodes la possible réponse aux questions qu'ils se posent.

Dans le débat sur la procédure pénale, certains reconnaissent honnêtement n'avoir pas tranché. D'autres, qui n'ont pas moins réfléchi, ont des idées définitives, au point de préférer le statu quo à

toute réforme qui ne serait pas intégralement celle pour laquelle ils militent. Allons-nous voir des révolutionnaires du droit préférer le conservatisme à une réforme qui les rapproche tant de leurs objectifs ?

Le garde des sceaux, Henri Nallet, et moi-même sommes convaincus que c'est en modifiant profondément la procédure sous ses multiples aspects qu'on pourra transformer l'état d'esprit dans lequel se déroule l'instruction. C'est ainsi qu'on aboutira, en faisant l'économie d'une révolution, aux importants changements que tous les hommes de bonne volonté appellent de leurs vœux.

Que vaudra en fin de compte ce projet que j'ai la faiblesse de considérer comme ambitieux ? Ce sera au Parlement d'en décider. Un tel sujet, qui touche au plus profond l'organisation de notre société, mérite un débat d'ampleur devant l'opinion publique. C'est pourquoi je prêterai une grande attention aux propositions que députés et sénateurs ne manqueront pas de faire.

Derrière ce terme de procédure pénale, peu familier du grand public, se cachent en réalité des questions qui touchent aux droits essentiels de la personne. Le débat n'est pas technique, il est politique au sens le plus noble du terme. Les principes fondateurs de la République, jamais entièrement accomplis, sont toujours actuels : il faut chaque jour en tirer de nouvelles conséquences. C'est ainsi que d'autres étapes seront franchies, pour que s'approfondissent encore les libertés et la démocratie.

► Michel Sapin est ministre délégué à la justice.

Recueil biographique de la Francophonie
512 pages, 430 F
Toute la Francophonie, les institutions, les organisations, associations, jurys littéraires, académies et les 5 000 personnes qui les animent (noms et adresses).
Médiologie
72, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Des prix à vous faire partir !
NEW YORK
prix à partir de **2690 F**
+ Taxes aéroport
Aller et retour Vols réguliers
D'abord, en vous conseillant...
Tél. : 40 53 07 11
181, bd Pereire, 75017 PARIS

لدينا من لاجل

EDUCATION • CAMPUS

Sauve qui peut les profs...

I. - Le malaise

Amoureux de leur métier et malheureux de leur sort, partagés entre l'enthousiasme et l'amertume, passionnés et grincheux : les enseignants se sentent mal aimés, incompris, dénigrés. Rendus responsables de mille maux, comme le chômage ou les banlieues en déshérence, bousculés par d'incessantes réformes, submergés par la vague grossissante des élèves, ils se retrouvent privés de repères sur leur mission, leur statut, leur identité. C'est pourquoi nous consacrons à ce malaise une série d'enquêtes et de reportages qui sera publiée au fil des prochaines semaines dans les pages « Education-Campus ».

FICHU métier. Mais si c'était à refaire... Ainsi vont les enseignants. Sur leur métier, leurs élèves, et l'étrange alchimie qui se noue dans la classe, ils se montrent souvent enthousiastes, presque intarissables. Evoquez, en revanche, le « système », le statut, le salaire, le poids de l'administration, les parents d'élèves et l'échec scolaire, alors rien ne va plus. Amertume, désarroi, inquiétude : la plupart des enseignants n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la médiocrité de leur condition sociale, l'indigence de leur salaire, le mépris dans lequel les tient l'administration de l'éducation nationale, la somme des minuscules mesquineries et des grandes frustrations qui rythment leur quotidien de « profs » (1).

Les parents, la hiérarchie, le ministère

« Un enseignant, c'est une espèce de sucre lent, expliquait récemment Patrick Grainville, romancier-professeur au lycée de Sartrouville (Yvelines) devant un parterre d'inspecteurs généraux. Comme enseignant de français, je prépare le terrain, je sème, je nourris mes élèves. C'est cela mon plaisir. Ensuite, vogue le navire, j'allais dire la galère. Mais sur l'aspect politique et social de l'école, en revanche, je me sens infirme. J'ai des doutes, je nage, je culpabilise. Alors, fausse de comprendre le système général, je suis ramené à mon enseignement dont je fais avant tout une affaire personnelle. »

Le sondage effectué par la SOFRES pour le ministère de l'éducation nationale (voir encadré) illustre parfaitement cette double expérience des professeurs. Indivi-

duellement, ils sont le plus souvent satisfaits de leur sort, et les deux tiers recommanderaient si c'était à refaire. Ils sont heureux quand ils peuvent « tirer un élève et le sortir d'affaire ». Ils « assurent », aiment leur métier, leurs élèves et jugent même ces derniers plus mûrs qu'il y a dix ans.

Collectivement, en revanche, ils gémissent. Ils se sentent mal aimés, dénigrés comme boucs émissaires, perpétuellement mis à nu, pris dans un réseau de contradictions insurmontables, dépossédés d'un univers professionnel - l'école, le savoir, les apprentissages - dont ils étaient jusque-là les seuls maîtres. Alors les profs accumulent les griefs vis-à-vis des parents, de la hiérarchie, du ministère.

« Nous ne sommes ni des saints ni des héros, résume un enseignant de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). C'est au moment où les structures de l'école vacillent, tirent à hue et à dia, qu'elle devient paradoxalement le lieu de tous les espoirs pour les familles. Face à cela, nous les profs, nous ne sommes plus sûrs de rien. » Les missions de l'école, la culpabilité d'avoir à trier les élèves, le vacarme des réformes enfin, qui se succèdent et passent, quant à eux restent à leur poste : pour la majorité des profs, tout cela reste flou, incertain, douloureux.

Leur image sociale est une source d'amertume plus forte encore. « Prof, c'est un métier qui réclame d'avoir la pêche, affirme un enseignant d'un collège d'Orly (Val-de-Marne). C'est un investissement, une tension constante. Je suis épuisé quand j'entends dire en permanence que les profs se la coulent douce. » Mais qui le dit ? Deux enquêtes successives ont montré en 1988 puis en septembre 1991 (2) que les Français, au contraire, étaient dans leur immense majorité (81 %), satisfaits de leur école et qu'ils faisaient confiance aux maîtres. Alors que les enseignants sont une minorité (43 %) à estimer que le système se porte plutôt bien. Et ils ne sont que 6 % à conseiller à leurs enfants de devenir professeurs à leur tour.

La crise du recrutement les touche, les blesse. Ils l'invoquent fréquemment comme preuve parmi d'autres de la baisse « immense », « totale », « insurmontable » de leur prestige social, mais ils ne sont finalement l'un des meilleurs agents, au moins auprès de leurs propres enfants, voire de leurs élèves. « Qui renvoie, sinon les profs eux-mêmes, l'image d'un milieu professionnel frileux, arborescent sur des principes, des prérogatives intouchables, s'exclame un agrégé de sciences économiques du lycée Turgot, à Paris. Il y a une

attitude de façade : pas touche à ma discipline, à mon statut, à mes horaires. Mais les mêmes travaillent autrement dans leur classe, ils allègent les programmes, ils soutiennent les élèves et travaillent sans compter leur temps. »

Tout le monde est certifié

Le sentiment d'avoir perdu leur magistère traditionnel est d'autant plus aigu que d'autres repères très forts s'estompent. L'augmentation considérable du nombre des enseignants, en accélérant l'unification

certifié », commente un enseignant entré par la petite porte dans l'éducation nationale : surveillant puis maître auxiliaire, puis PEGC, « versée » récemment dans le corps des certifiés. Les certifiés étaient en effet moins de trente mille à l'aube des années 60, ils sont près de cent mille aujourd'hui. Du coup, les clivages se déplacent : même si les agrégés restent une caste enviable, la vraie frontière entre « collègues » est moins aujourd'hui à l'intérieur du lycée ou du collège qu'entre profs du technique et profs d'enseignement général.

gants des collèges sont habitués depuis quinze ans à accueillir tous les élèves. Dans la plupart des collèges où se conjuguent difficultés sociales et échec scolaire, la solidarité, le travail en équipe et les heures supplémentaires sont, de toute façon, une question de survie pour les élèves comme pour les professeurs.

Néanmoins, l'ouverture massive des portes du lycée et la quasi-suppression du palier de fin de cinquième ont accru récemment difficultés et désarroi. La grogne est forte en particulier contre les nouvelles procédures d'orientation qui renforcent le pouvoir des chefs d'établissement et des familles. La plupart des enseignants vivent les nouvelles dispositions comme un renoncement supplémentaire, une nouvelle rupture de contrat. Il en va, à les écouter, de leur crédibilité, du sérieux de leur travail et, bien sûr, de leur pouvoir au sein d'une institution qu'ils veulent continuer d'incarner.

On ne sert plus à rien

Les syndicats de tous bords l'ont bien compris, qui ont promptement enfourché ce cheval de bataille en dénonçant dans un même élan, en juin dernier, sur fond de crise des banlieues, la politique volontariste du ministère et de certains recteurs, la limitation des redoublements et la montée de la violence dans certains établissements. « On a l'impression qu'on ne sert plus à rien dans les conseils de classe », explique un professeur de collège où les taux de passage en seconde sont passés, en deux ans, de 38 % à 60 %. Et il interroge, approuvé par ses collègues : « Combien d'élèves se casseront la figure ? Combien sont envoyés au casse-pipe au lycée ? »

Cette inquiétude est massive, unanime, spontanément évoquée par tous les enseignants de collège. Et l'enjeu dépasse d'ailleurs largement, pour certains, le débat sur l'allongement des études. « Si l'on ne peut plus trier, écrier les élèves, dit crûment un enseignant de Vaux-en-Velin (Rhône), quel modèle de réussite donne-t-on aux adolescents ? Le passage à l'ancien régime ? Pourquoi ne pas dire que dans certains collèges le redoublement a aussi une fonction de rappel de la loi, des limites à ne pas franchir ? »

La revalorisation, notamment financière, entamée en 1988, devait « regonfler » le corps enseignant, atténuer son divorce - réel ou supposé - avec la société. Trois ans plus tard, il semble bien que le rendez-vous ait été manqué. Le milieu, en un tour de main, a absorbé et digéré un « plus » financier vécu par tous comme un rat-



des statuts, a fait voler en éclats les identités professionnelles.

Certifiés et agrégés représentent aujourd'hui trois enseignants sur quatre au lycée, un sur trois au collège, où le corps PEGC est encore important bien qu'en voie d'extinction.

Les enseignants du secondaire étaient 7 000 en 1930, ils sont 350 000 aujourd'hui, avec peu ou prou la même formation et le même niveau d'études. Les concours de recrutement, très sélectifs et prestigieux au moment où la plupart des enseignants en poste s'y sont frottés, sont aujourd'hui largement ouverts, au moins en ce qui concerne le CAPES. Trop largement même, suggèrent bien des enseignants.

Traditionnellement atomisé en de multiples catégories et sous-catégories, chaque diplôme conférant grade, statut, salaire et horaire, le milieu enseignant s'unifie sous l'effet du nombre. L'instauration de la voie interne pour l'accès aux concours du CAPES et de l'agrégation - farouchement combattue par la Société des agrégés - a fait partiellement sauter le verrou du concours.

« Tout le monde aujourd'hui est

Reste le syndicat comme ultime rempart pour la défense du statut. C'est un garde-fou rassurant qui rappelle inlassablement les limites à ne pas franchir, les « acquis » à préserver. « Mais les rôles ne sont pas figés, fait remarquer un principal de la région parisienne. L'évolution du métier, dans un collège difficile comme le mien, c'est devenu une évidence. Le plus actif pédagogue de l'établissement, c'est le délégué du SINES. Il y a les discours, les positions de principe et puis il y a l'effet d'entraînement du terrain. »

Les enseignants « se plaignent volontiers de l'interventionnisme autoritaire » de leur chef d'établissement ou de « leur repli frileux et irresponsable », écrit le sociologue François Dubet (3), « comme si l'administration ne trouvait jamais la bonne distance ». À écouter les enseignants, particulièrement ceux des collèges, l'ajustement est au moins aussi délicat avec les parents d'élèves.

Contrairement à leurs collègues des lycées qui découvrent une situation nouvelle, un public d'élèves moins homogène, plus rétif à la culture scolaire, les ensei-

travage légitime, après d'assez longues années de régime sec. Echec aussi du côté de la tentative, inédite, de distinguer les enseignants particulièrement actifs, innovants, investis. En choisissant le statu quo, les enseignants se sont peut-être condamnés à quelques années supplémentaires d'amertume. Ainsi vont les profs...

CHRISTINE GARIN

(1) La violence de l'abandon courtois des lecteurs-enseignants du Monde est souvent stupéfiante.
(2) Voir le sondage CSA-Ido, la Ligne de l'enseignement, décembre 1988 ainsi que le sondage SOFRES réalisé en septembre 1991 par le ministère de l'éducation nationale.
(3) Les Lycéens, de François Dubet, Le Seuil, 1991.

818 600

Toutes catégories confondues, les enseignants des établissements publics sont aujourd'hui 730 600, dont les deux tiers sont des titulaires et 61 % sont des femmes. S'y ajoutent 88 000 enseignants du privé sous contrat.

Dans l'enseignement public, les 298 128 instituteurs, dont les trois quarts sont des femmes, représentent 41 % de l'ensemble. Dans la secondaire (collèges et lycées), on compte 351 000 enseignants, parmi lesquels 35 % sont certifiés, c'est-à-dire titulaires du CAPES ou du CAPET (enseignement technique), 19 % PEGC (professeurs d'enseignement général de collèges, parmi lesquels beaucoup d'anciens instituteurs), 15 % professeurs du technique, 11 % adjoints d'enseignement et 7 % agrégés.

Depuis trente ans, les différents corps d'enseignants n'ont pas suivi les mêmes évolutions. Les certifiés sont aujourd'hui quatre fois plus nombreux qu'au début des années 60, tandis que les agrégés sont seulement deux fois plus nombreux. Le nombre des PEGC, en forte augmentation jusqu'en 1977, où ils étaient 80 000, décroît fortement depuis 1985, date de l'arrêt du recrutement dans ce corps. Quant aux instituteurs, rebaptisés récemment professeurs des écoles, leur nombre s'est stabilisé depuis le début des années 1980.

La semaine prochaine :

II. - Les bizuts

L'amour du métier

DES classes plus hétérogènes, des élèves plus remuants, des parents d'élèves plus exigeants : le métier de prof, depuis dix ans, est devenu plus difficile. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par la SOFRES pour le ministère de l'éducation nationale en avril 1991 (1) dont les résultats détaillés n'ont pas encore été rendus publics.

Les enseignants du secondaire sont particulièrement sensibles à l'évolution du public scolaire : 72 % des enseignants de collège et 81 % de ceux de lycée considèrent, en effet, que l'hétérogénéité des classes a accru, depuis dix ans, les difficultés du métier.

La plainte sur la fameuse « baisse du niveau » apparaît généralement comme le corollaire de cette ouverture latente et massive de l'accès aux études secondaires. Pourtant, toutes catégories confondues, les enseignants interrogés ne sont que 29 % à estimer que le niveau de connaissance de leurs élèves a reculé depuis dix ans et 36 % à juger, au contraire, qu'il a progressé.

Cette tendance - légère - à l'optimisme dissimule néanmoins des opinions très divergentes selon la fonction exercée. Les instituteurs sont, et de loin, les plus indulgents : pour la moitié d'entre

eux, le niveau de connaissance de leurs élèves a progressé depuis dix ans. Les enseignants des lycées et collèges sont plus méfiants. Un quart seulement sont d'accord pour dire que le niveau de connaissance de leurs élèves a progressé, cette proportion tombe à 18 % si l'on considère les seuls professeurs agrégés et à 10 % chez les enseignants travaillant dans un lycée professionnel.

Pas moins savants qu'il y a dix ans, plus mûrs mais ayant, en revanche, d'énormes difficultés en français : c'est ainsi qu'apparaissent les élèves du secondaire à leurs professeurs. Les compétences en expression écrite et orale seraient en chute libre : c'est l'avis, en tout cas, de 53 % des enseignants de collège, de 66 % de ceux de lycée et de 75 % des enseignants de lycée professionnel.

Malgré ces difficultés croissantes, les enseignants aiment leur métier et plus encore qu'il y a dix ans. Ils sont 80 % à s'estimer satisfaits ou très satisfaits d'exercer cette fonction (ils n'étaient que 72 % dans ce cas en juin 1980 (2)). Et cet indice de satisfaction varie peu d'une catégorie d'enseignants à l'autre.

Pourquoi choisit-on d'exercer ce métier ? D'abord, parce qu'il permet d'être « en contact avec

les jeunes » (60 %), ensuite, par « vocation » ou simple « attirance » pour la fonction enseignante (52 %), enfin, pour l'autonomie que procure ce travail (41 %). Les enseignants qui mettent en avant la souplesse des horaires, les fameuses vacances et la garantie de l'emploi sont minoritaires (respectivement 21 %, 20 % et 15 % des réponses).

Le salaire, enfin, n'a été incitatif que pour... 1 % des enseignants interrogés.

Manque de reconnaissance

Les enseignants aiment leur métier, mais, quels que soient leur grade, leur âge, leur statut ou leur appartenance syndicale, ils ne se sentent pas reconnus. Leur salaire, bien sûr, insuffisant pour 66 % d'entre eux, mais surtout le « plaisir qui leur est fait dans la société » (83 % de mécontentes) sont source d'insatisfaction et de malaise.

Reste que, si c'était à refaire, et bien que la majorité (63 %) juge que les conditions de travail sont mauvaises, deux enseignants sur trois recommenceraient sans hésiter. Je me sens « très à l'aise » ou « plutôt bien » avec mes élèves, affirment la quasi-totalité d'entre eux (92 %), tandis qu'ils ne sont que 8 % à estimer qu'ils

« sont du mal » et qu'aucun n'avoue avoir « de gros problèmes » avec les élèves. L'immense majorité déclare d'ailleurs n'avoir jamais de problèmes avec la drogue et la violence, plus d'un sur deux n'a jamais de problèmes de discipline.

Ce portrait assez serein renvoie finalement des enseignants une image plutôt positive. Au vu de ce sondage, ils semblent moins perdus, moins malheureux qu'on n'imagine ou qu'ils ne voudraient, parfois, le faire croire. Le jugement global qu'ils portent sur le système éducatif est loin d'être négatif, puisque, pour 43 % des enseignants interrogés, l'enseignement en France se porte plutôt bien. Les optimistes ne sont pas, bien sûr, encore majoritaires. Mais, en juin 1980, les enseignants n'étaient que 29 % à juger globalement positif l'état de santé du système éducatif.

Ch. G.

(1) Le métier d'enseignant : sondage effectué en avril 1991 sur un panel de 809 personnes représentatives de l'ensemble des personnels enseignants, membres du panel des enseignants de la SOFRES (non publié).
(2) Certaines questions avaient déjà été posées en juin 1980 lors d'une précédente enquête ministère de l'éducation/SOFRES.

Les clefs du savoir

Tous les aspects de la politique et de l'économie, modes de gouvernement, institutions, relations internationales, idées politiques, syndicats et groupes de pression, police, environnement, collectivités locales, fiscalité, économie internationale.

Collection dirigée par Dominique Chénoulaud, Professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon et Yves Mény, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Volumes de 160 pages. Prix unique : 60 F

Le système politique français
Yves Mény

CLEFS

Montchrestien
20 rue Valenciennes
59100 Lille
Tél. (03) 20 33 01 47
Télécopie (03) 20 33 07 42

كلنا من لاند

EDUCATION • CAMPUS

SOURCES

Marasme des musées

Le sort réservé aux rapports officiels est éloquent. Certains arrivent avant l'heure et sont rapidement versés au chapitre des utopies sans lendemain. D'autres après l'heure et sont rangés au magasin des accessoires. Certains confortent l'action des responsables politiques. D'autres brouillent un peu les pistes. Le rapport réalisé à la demande du ministre de l'éducation par M^{me} Françoise Héritier-Augué sur « Les musées de l'éducation nationale » réunit toutes ces qualités.

S'il est une chose en effet que l'on ne peut reprocher à l'auteur, ethnologue et professeur au Collège de France, c'est de faire preuve de complaisance. Au terme d'une mission qui l'a conduite à arpenter de fond en comble les quatre grands établissements dépendant de l'éducation nationale (Palais de la découverte, Musée national des techniques du CNAM, Muséum national d'histoire naturelle et Musée de l'homme) et quelques-uns des 187 musées d'histoire naturelle répartis en province et placés sous la tutelle du Muséum, le bilan est extrêmement sombre.

M^{me} Héritier-Augué n'a pas de mots assez sévères pour qualifier « l'état d'abandon, l'état de sinistre » dans lequel, depuis des décennies, le ministère de tutelle a laissé ces établissements. Pénurie et délabrement des locaux sont le symptôme le plus visible et le plus désolant. Le manque de personnel qualifié est aussi alarmant : « Aucun des musées que nous avons visités ne "tourne" avec un personnel suffisant, que ce soit en nombre ou en qualification. » Le nombre de missions indispensables qui ne peuvent être correctement assurées dans ces établissements laisse rêver : restauration et entretien des collections, renouvellement et présentation des objets, accompagnement pédagogique de pointe et la recherche. A quel s'ajoute un inextricable enchevêtrement de statuts de personnels hétéroclites, à la limite de la cancanerie.

Le tout sur fond de budgets « dérisoires ». Ainsi le Musée national des techniques dispose d'un budget de fonctionnement environ cent fois inférieur à celui de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Une telle différence de traitement, estime M^{me} Héritier-Augué, est « scientifiquement injustifiée, culturellement, socialement et intellectuellement dangereuse et donc politiquement infondée ».

D'autant que, malgré cette situation affligeante, les musées de l'éducation nationale attirent, bon an mal an, quelque huit millions de visiteurs — dont un tiers

de scolaires — et répondent à un intérêt croissant de tous les publics et des jeunes en particulier pour toutes les questions liées à leur environnement naturel, humain et technologique. Or, malgré la vétusté des locaux et des conditions de présentation, ces établissements recèlent « d'immenses trésors » et des collections d'une richesse souvent unique en France.

Constat obsolète, diront certains, tant il est vrai que depuis deux ans le gouvernement — sous la houlette du président de la République — s'est engagé dans une réelle politique de réhabilitation. La restauration de la grande galerie du Muséum d'histoire naturelle devrait être achevée en 1993 (pour un budget de 500 millions de francs). De même le Musée national des techniques devrait bénéficier d'une sérieuse remise à flot et d'une extension en banlieue parisienne (250 millions de francs au total). D'autres projets concernent le Musée de l'homme et le Palais de la découverte (le Monde du 26 avril 1991).

Entre la recherche et la pédagogie

Si ces initiatives récentes redonnent « espoir » à l'auteur du rapport, elles n'enlèvent rien à l'intérêt de bon nombre de recommandations. Ainsi la création d'agences régionales de concertation chargées de dynamiser et de coordonner les musées installés en province. Ainsi la nécessité de « déposséder et déloger », voire de fermer pour les réorganiser, certains de ces « anti-musées » qui risquent de décourager bien des curiosités plutôt que de les stimuler. Ainsi encore de la suggestion de couper en réseau « les musées de l'éducation nationale pour renforcer les échanges » et les moyens.

Au-delà de ces propositions concrètes enfin, le rapport développe un plaidoyer convaincant en faveur de la mission pédagogique de ces musées qui devraient constituer « un élément essentiel du système éducatif ». « Faire voir, mais aussi faire savoir », montrer mais aussi expliquer, apprendre à raisonner, faire comprendre, notamment aux jeunes, les tâtonnements, les erreurs, les contradictions des chercheurs, tout comme l'histoire des sciences et des techniques : autant de traits originaux qui devraient être à la base d'une véritable modernisation de ces établissements et de leur muséographie. Le risque est grand, semble craindre à demi-mots M^{me} Héritier-Augué, que tout cela soit occulté par de prestigieuses opérations architecturales.

GÉRARD COURTOIS

► Les Musées de l'éducation nationale, La Documentation française, 176 p., 115 F.

Après la publication du projet de réforme des collèges... pour comprendre et agir
ESF éditeur propose les livres clés

- Pédagogie différenciée. "groupe de besoin" ...
- "L'école, mode d'emploi"
- "Apprendre, qui... mais comment"
- "Enseigner, scénario pour un métier nouveau"
- "Le choix d'éduquer"

... quatre ouvrages de Philippe MEIRIEU

- "Mini-collèges", suivi des élèves ...
- "Innové pour réussir"
- ... un ouvrage coordonné par Charles HADJI sur le collège expérimental de la Villeneuve à Grenoble.

- Référentiels, évaluation ...
- "Construire la formation"
- ... un ouvrage coordonné par Pierre GILLET et rédigé par les formateurs du CEPEC.

- Apprentissage au travail personnel ...
- "Développer la capacité d'apprendre"
- ... Un ouvrage-outil de Jean BERBAUM



Collection "Pédagogies"
Les livres qui font l'actualité éducative
Disponibles chez votre libraire

L'école à la petite semaine

Deux mois après leur entrée en vigueur, les nouveaux rythmes hebdomadaires ne font pas l'unanimité dans le Rhône

LYON

de notre bureau régional

EST-CE à cause de son nom, qui semble faire écho à la « semaine des quatre jeudis » ? Deux mois et demi après son installation en fanfare dans plus de la moitié des écoles élémentaires du Rhône, la semaine scolaire de quatre jours fait de nouveaux adeptes. Sur les traces de Lyon et des 112 communes qui ont déjà opté pour cette formule, c'est Villeurbanne, à son tour, qui se penche sur la modification des rythmes hebdomadaires. Dans cette agglomération de 120 000 habitants, qui était restée à l'écart du grand chambardement de la rentrée, c'est par un vote que les parents d'élèves ont proclamé leurs préférences. Jeudi 14 novembre, après des semaines de débats et de consultations, plus de la moitié d'entre eux se sont prononcés en faveur d'un allègement de la semaine scolaire.

Les conseils d'école devront se prononcer dès le 7 décembre, puis donner leur avis sur la date d'application de cette mini-révolution. Car dans leur enthousiasme, près d'un quart des votants souhaiteraient sauter le pas dès le début de l'année scolaire. Fût-ce au prix d'un raccourcissement des vacances scolaires : toute médaille ayant son revers, la nouvelle formule ne peut libérer les mercredis et les samedis qu'en mordant assez sensiblement sur les congés (1).

Solution de facilité

Mais qu'importe ce léger nuage, pour ceux qui rêvent de ne plus se lever des potron-minet le samedi. Ailleurs, dans les communes qui ont opté pour les quatre jours dès la rentrée, les sorties d'écoles fourmillent de parents ravis. Ils évoquent les longs week-ends passés avec leurs enfants, l'impression d'avoir « retrouvé une vie de famille », la joie de voir leurs petits se reposer. Satisfaction aussi du côté des autorités catholiques, pour qui la nouvelle organisation règle l'épineux problème de la catéchèse, à un moment où « cette formule accorde la civilisation des loisirs », explique Vincent Feroldi, directeur du service diocésain de catéchèse de Lyon. Les familles parent plus volontiers en week-end, au détriment des célébrations du dimanche.

Les enseignants, pour leur part, sont nombreux à se réjouir de cette

innovation qui les ramène à une vie plus ordinaire. « Personne ne travaille le samedi, hormis les enseignants et les commerçants », explique ainsi une institutrice : nous avons l'impression d'être marginalisés. » La semaine de quatre jours leur permet aussi de se sentir « plus détendus, plus calmes en classe » et, disent certains, d'affronter des bambins plus attentifs.

Une fois apaisées les premières frayeurs de ceux qui craignaient de « ne pas avoir le temps de tout faire », ce rythme de croisière les satisfait souvent. Le resserrement du temps scolaire aurait enfin l'avantage de couper court à une

s'est dessinée entre la mi-juin et le début juillet, à la grande frustration des conseils d'école. Les bonnes intentions de la ville de Lyon, qui a organisé une conférence d'information sur les rythmes scolaires à la mi-novembre, semblent arriver un peu tard. Et l'audat commandé par la municipalité à un professeur de physiologie pourrait mettre en lumière bon nombre de critiques. Celles, notamment, qui dénoncent une décision prise en fonction d'intérêts catégoriels, étrangers au bien-être des enfants. « C'est la solution de facilité », commente ainsi M. Francis Allard, responsable pour le Rhône de la Fédération des

ment, eux aussi, que le nouveau rythme ne sera pas forcément de tout repos pour leurs élèves. « La durée des vacances n'est pas modifiée au premier trimestre », constate M^{me} Elizabeth Claudy, directrice de l'école catholique du centre, à Sainte-Foy-les-Lyon. Mais ensuite, les enfants n'auront que deux semaines de congé entre le 1^{er} janvier et le 10 juillet, ce qui est extrêmement peu. »

Le troisième trimestre, traditionnellement difficile, risque donc de devenir une épreuve de force. Sans oublier que des formes nouvelles d'absentéisme peuvent faire leur apparition. « Les parents qui ont des enfants inscrits dans des cycles différents, avec des dates de vacances dissimilaires, seront tentés, par commodité, d'aligner les congés des petits sur ceux des plus grands », explique M^{me} Maryvonne Chapel, elle aussi directrice d'école élémentaire.

La disparition d'une matinée de classe est un autre travers du système. Bien des instituteurs estiment en effet que le meilleur travail s'effectue dans la première partie de la journée. Or la matinée supprimée du samedi permettrait de revoir calmement des leçons apprises durant la semaine. « Les enfants travaillent bien ce jour-là, ils étaient attentifs, détendus et les heures de cours portaient leurs fruits », souligne M. Gérard Dessertine, directeur du groupe scolaire Michel Serret, dans le premier arrondissement de Lyon.

Responsable d'un établissement situé au cœur d'une zone d'éducation prioritaire (ZEP), où sont inscrits beaucoup d'enfants issus de familles défavorisées, M. Dessertine s'inquiète enfin du sort de ses élèves en dehors de l'école. « Cela leur fait une matinée de plus dans la rue, à traîner leur ennui », observe-t-il, avant d'ajouter que le budget affecté aux activités périscolaires n'a pas été modifié par rapport à l'année précédente.

Dans ce contexte, quel sera l'avenir de la semaine de quatre jours ? Il est difficile d'établir le bilan d'une expérience encore fraîche, mais la tentation de généraliser la formule semble forte. Au risque d'occulter une partie de l'épineux débat sur les rythmes scolaires.

RAPHAËLE RÉROLLE

(1) Les congés d'hiver seront raccourcis de quatre jours, ceux d'été de trois jours et la fin de l'année scolaire se fera avec deux jours de retard.

Saint-Fons en continu

Les adversaires de la semaine de quatre jours ne manquent pas d'idées. A ceux qui proposent des rythmes alternés (un samedi travaillé sur trois, par exemple), s'ajoutent les tenants de l'expérience menée à Saint-Fons depuis une dizaine d'années. Dans cette commune du sud-est lyonnais, les élèves des écoles vont en classe tous les jours, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures, puis de 13 h 30 à 15 h 30. Seule l'après-midi du mercredi est libérée. Soit en tout vingt-cinq heures trente de cours par semaine, sans modification des vacances scolaires.

Les instituteurs, de leur côté, doivent consacrer 18 heures par an à la concertation avec les dif-

férents partenaires de l'école élémentaire (parents, animateurs...). Et comme l'aménagement du temps scolaire doit, s'il est bien conçu, tenir compte du temps passé en dehors des salles de classe, les activités telles que le football, le tennis ou l'équitation sont gratuites pour tous de la fin des cours jusqu'à 17 h 30. Résultat : dans cette commune, qui compte plus de 65 % d'étrangers, la fréquentation de la bibliothèque municipale a augmenté et plus de la moitié des jeunes de six à dix-huit ans participent à la vie associative. Le tout pour un coût de 3,5 millions de francs par an, sur les 120 millions que comprend le budget de l'agglomération.

R. R.

forme bien connue d'absentéisme. « Les enfants manquent moins, affirme une maîtresse. Avant, les parents prenaient des libertés avec le samedi matin, et je le supportais mal, car cela perturbait la classe. »

Ce concert de louanges ne peut venir cependant pas à étouffer les voix de ceux qui dénoncent le système. Car la semaine restreinte ne fait pas l'unanimité, loin de là. Elle inquiète même beaucoup, à commencer par les associations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants, qui n'ont toujours pas digéré le caractère expéditif des décisions prises par les municipalités. Il est vrai que les modifications dans l'ordonnancement de la semaine scolaire ont été mises en place au grand galop, « à la hussarde » murmurent d'aucuns. Tout

conseils de parents d'élèves de l'enseignement public (FCPE). Cela permet aux collectivités locales de ne pas remettre en cause leur fonctionnement dans le domaine de la petite enfance, aux parents de partir en week-end et à des instituteurs en difficulté de passer une demi-journée de moins dans les classes. »

Des journées trop longues

Rejoint par les responsables du Syndicat national des instituteurs (SNI) et par certains enseignants, M. Allard déplore surtout que ce débat en masque un autre, beaucoup plus important à ses yeux : la durée de la journée scolaire, jugée trop longue par beaucoup. Sur le terrain, les directeurs d'écoles esti-

Droits de l'homme en amphithéâtre

Cette discipline cherche à sortir du carcan juridique pour répondre aux enjeux actuels

A U moment où Amnesty International fête son trentième anniversaire et rappelle l'actualité de son combat, les mouvements démocratiques qui s'étendent à l'Est et cherchent leur voie au Sud reprennent la question des droits de l'homme et de leur contenu. Les anciens satellites de l'URSS réfléchissent aux moyens de garantir les libertés conquises. En Afrique, on s'interroge sur leur mise en œuvre. Ainsi, le 8 novembre, réunis pour la première fois lors de la conférence sur la démocratie et le droit au développement à Dakar, les jeunes mouvements africains de défense des droits de l'homme ont suggéré la création de « cours » de formation.

Or l'enseignement apparaît encore mal armé pour aider au développement des droits de l'homme. Traditionnellement cantonné dans le domaine juridique, l'étude des droits de l'homme ne répond pas aux nouvelles interrogations. Comment assurer le passage vers la démocratie après des décennies de régime autoritaire ? Comment garantir la cohésion nationale lorsque le pouvoir central renonce à la dictature ? Comment permettre l'expression de chacun lorsque les relais ne sont pas encore mis en place ? De la même façon, elle ne permet pas aux démocrates de résoudre de nouveaux problèmes dans des domaines aussi divers que l'éthique biomédicale ou celle des affaires.

De cours de droit international public en séminaire de libertés publiques, de dissertation sur la Déclaration universelle en adhésion à la Convention européenne, les droits de l'homme ont fini par paraître réservés aux étudiants en

droit et en sciences politiques. « L'enseignement reste à dominante juridique et a beaucoup de mal à dépasser le cadre étatique », note M. Jean-Bernard Marie, directeur de recherche au CNRS. On étudie comment tel ou tel Etat garantit les libertés publiques, très peu leur internationalisation.

Une approche pluridisciplinaire

Le résultat n'est pas neutre. La défense et la mise en œuvre des droits de l'homme semblent affaire de spécialistes, inaccessible au commun des mortels.

Virage à 180 degrés. « Désormais, l'enseignement des droits de

l'homme repose sur une approche pluridisciplinaire », souligne-t-on volontiers à l'UNESCO. L'organisation internationale soutient le projet de troisième cycle universitaire d'un historien français, M. Marc Agi. Ce diplôme d'études approfondies (DEA) en droits de l'homme et démocratie, qui espère démarrer dès la rentrée prochaine, bouscule les habitudes. Tout d'abord parce qu'il serait ouvert à tous les titulaires du niveau bac + 4, quelles que soient leur discipline d'origine et leur nationalité, pourvu qu'ils puissent suivre un enseignement en langue française. Ensuite, parce qu'il demanderait à plusieurs universités de collaborer. Basé dans un

établissement d'enseignement supérieur (vraisemblablement Paris-1), ce DEA supposerait la circulation des étudiants afin d'assurer l'interdisciplinarité.

« Il n'existe aucune discipline spécifique aux droits de l'homme. L'histoire, le droit mais aussi la médecine, l'architecture, la biologie ou la théologie sont concernés. Leur développement est lié à cette pluralité. Ainsi, ils s'intègrent à la culture. » La barbe courte et les lunettes cerclées de fer, M. Agi se défend d'être un intellectuel. Auteur d'une thèse sur René Cassin, qu'il a rencontré durant dix années, il se définit comme un homme d'action dont la vie est au service de la notion, certes abstraite, de droits de l'homme.

Fondateur de la Librairie des libertés, qui diffusait durant les années 80 des ouvrages sur les droits de l'homme dans les pays de l'Est, ce membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme sait que son projet est novateur. Seule l'université catholique de Lyon dispense pour l'instant une formation pluridisciplinaire dans le cadre d'un Institut des droits de l'homme. Pour M^{me} Pascale Boucaud, qui le dirige, cette singularité est due à la difficulté de faire coopérer différentes universités dans le secteur public.

Mais M. Agi n'est pas homme à se laisser décourager. Il travaille à une encyclopédie des libertés depuis... vingt ans. « J'ai terminé le sommaire. Il me reste dix ans de travail, explique-t-il, les yeux rieurs. Mais si nous sommes dix sur le projet, nous pourrions le terminer en un an. »

MICHELLE AULAGNON

Former les maîtres

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a examiné, vendredi 15 novembre, avec le ministre de l'éducation nationale, les moyens de mettre en œuvre un avis de cette commission, placé auprès du premier ministre, sur l'éducation aux droits de l'homme en France. Indiquant que « le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme nécessitent, pour que chaque être humain les assume et les défende, une éducation », l'avis de la commission met en exergue un « certain nombre d'obstacles restant à vaincre ».

Déplorant que l'éducation aux droits de l'homme ne soit pas considérée comme une des

fonctions de l'école, la CNCDH demande que ce domaine soit pris en compte lors de la formation initiale et continue des enseignants. Concrètement, la commission souhaite que les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) dispensent un savoir « au moins minimum » des textes relatifs aux droits de l'homme. Les missions académiques de formation des personnels de l'éducation nationale (MAFEN) sont invitées de leur côté à organiser des stages de formation continue dans ce domaine. Lors de cette rencontre, les représentants du ministère ont déploré l'usage de termes « sévères dans l'avis, alors que nous cherchons à atteindre les mêmes objectifs ».

EDUCATION • CAMPUS

La mer fait ses classes

En plein développement, les classes de mer veulent renforcer leur image de marque et créer un label de qualité

PONT-L'ABBÉ

de notre envoyé spécial

Le grand Jef, d'un trait de coquillage sur le sable, s'est inventé un tableau. Trente paires d'yeux convergent sur l'astina-
teur au ciré jaune et le petit tas de crustacés au centre du tableau, dont on cherche à distinguer les formes, la texture, les familles. Ici, point d'odeurs de préau, point de sonnerie. Le vent seul, iodé à s'en battre les poumons, et le ressac, pour ponctuer la classe.

Oubliés les horaires et la routine écolière. Au centre Rosqueno de Pont-l'Abbé, c'est la météo qui commande. Hier, jour de tempête, les enfants de CM1 ont scruté à la longue-vue l'hypothétique envoi des canards migrateurs et des oies du Grand Nord. Aujourd'hui, bortes aux pieds et pieds dans l'eau, ils découvrent tout à la fois la météo et l'estran, s'inventent, à deux encablures du petit port de Locudy, des pêches miraculeuses et prennent pour le large la rivière de Pont-l'Abbé. Demain, ce sera le manège de la crie, le ballet des chalutiers rantant au port, le chant des sirènes, des mouettes et des goélands.

Dans ces conditions, qu'importe le froid sur le thermomètre, l'humidité sur l'hygromètre et la pression sur le baromètre — qu'on observe tous les jours, — on pense aux kungs, ces épaisses crêpes bigoudènes, qu'on savourera en fin d'après-midi, avant la classe, la vraie, celle du tableau noir, des cahiers et des lignes faites pour ne pas oublier, de retour chez soi.

Depuis 1964, date de leur création par un instituteur breton, M. Jacques Kerghoas, les classes de mer n'ont cessé de se multiplier. Trois mille classes environ, soit soixante-quinze

mille enfants, partent ainsi chaque année, la plupart du temps avec l'aide financière des collectivités locales (communes en tête), à la découverte du milieu marin. On compterait actuellement deux bonnes centaines de centres d'hébergement, toutes côtes confondues. Et un projet de classe de découverte sur cinq serait aujourd'hui consacré à la mer, deux fois plus qu'il y a dix ans.

Une émotion, un déclic

A l'inverse des classes de neige, qui sont à 85 % le fait des municipalités, les classes de mer demeurent encore le fruit d'une démarche majoritairement enseignante : 80 % des initiatives viennent des instituteurs, qui choisissent eux-mêmes leur point de chute. Contrairement aux classes de neige qui trop souvent dans la pratique se confondent avec de simples classes de ski — poids de la Fédération française de ski oblige, — les classes de mer ne sont pas que des classes de voile, même si dans la pratique elles incluent toutes dans leur programme une activité nautique (voile, canot et plus rarement sentiers sous-marins).

Les artisans des classes de mer insistent bien sur la notion de classes de découverte axée sur le milieu marin, qu'il soit entrevu sous l'angle économique (la pêche), humain (les métiers, les traditions locales), écologique (découverte de la faune et de la flore) ou culturel (découverte du patrimoine). « On ne demande pas aux enfants de connaître le détail du milieu marin, précise M. Kerghoas. Pourvu seulement qu'il y ait une émotion, un déclic, et que celui-ci permette à certains élèves de se révéler. »

« Comme toute classe de découverte, explique M. Chevrier, instituteur à Bourg-la

Reine (Hauts-de-Seine) et inconditionnel des classes de mer depuis trois ans, il faut tirer profit d'une rupture. C'est la première séparation d'avec le milieu familial. Les enfants gagnent rapidement en autonomie (habillage, travail), le groupe en cohésion. » Et l'initiative est d'autant plus appréciée qu'elle s'opère dès septembre. De retour en classe, ses élèves de CM2 exploiteront leurs expériences de la mer... et leurs émotions. Lancement d'un journal-souvenir, fabrication d'une maquette de bateau mise en bouteille, exploitation philatellique, approche de la peinture de Gauguin, reprise à Rungrin de la chaîne de distribution des produits de la pêche commencée à la criée de Concarneau et qui échoue invariablement sur l'étal du poissonnier. « Pour les enfants, confie M. Chevrier, c'est un investissement sur plusieurs années. »

Une formation mieux adaptée

Convaincu qu'au travers de ces « classes de vie » se jouait une phase-clé de l'apprentissage des élèves du primaire, l'Association de promotion des classes de mer (APCM), parrainée par « Thalassa » et la Fédération des industries nautiques, vient de publier une charte nationale pour l'organisation des classes de mer. Objectif : créer un vaste réseau de centres d'accueil dont les membres s'engageraient à respecter le label de qualité. Si aujourd'hui l'agrément délivré par l'éducation nationale porte sur la conformité des bâtiments et les garanties de sécurité, rien en revanche n'atteste de la qualité des animations dispensées.

L'APCM a donc engagé le fer sur deux terrains : l'harmonisation d'une réglementation vague et souvent contradictoire du fait de la kyrielle d'administrations dont dépendent les classes de

mer (éducation nationale, jeunesse et sport, affaires maritimes...) et dont la mission interministérielle pour la mer s'est déjà saisie. Mais aussi la formation des personnels des centres d'accueil, qui prennent en charge sur place les enfants en collaboration avec les enseignants. L'APCM souhaite conduire systématiquement ces intervenants au niveau du récent brevet d'Etat d'animateur de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP), option technicien du milieu marin, plus solide (900 heures) et mieux adapté que l'ancêtre brevet d'aptitude à la fonction d'animateur (BAFA).

Les collectivités locales ont déjà emboîté le pas. Le conseil général du Finistère par exemple, premier département d'accueil en France, relayé sur le terrain par l'active association Nautisme en Finistère (NEF), devrait renouveler bientôt son plan triennal de rénovation et de construction des centres d'hébergement (10 millions de francs). En trois ans, celui-ci a permis de doubler les capacités d'accueil et de mettre au point des formations d'animateurs sanctionnées par le BEATEP.

Reste à convaincre cependant, pour parfaire cette louable « défense de la qualité », l'un des principaux intéressés : l'administration centrale de l'éducation nationale, dont l'absence, lors du premier congrès des classes de mer organisé fin octobre à Rochefort, n'est pas passée inaperçue.

JEAN-MICHEL DUMAY

Association pour la promotion des classes de mer, Port de la Bourdonnais, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-55-10-49.

REPÈRES

ARTOIS ET LITTORAL. Annoncées depuis plus d'un an, les deux universités nouvelles du Nord-Pas-de-Calais sont enfin formellement créées par deux décrets publiés au Journal officiel du 14 novembre. L'université d'Artois, dont le siège est à Arras, sera multipolaire puisqu'elle regroupe l'institut universitaire de technologie de Béthune, un pôle en sciences humaines, lettres et langues à Arras, des sciences économiques et de la technologie à Béthune, du droit à Douai et des sciences à Lens. L'université du Littoral, dont le siège est à Dunkerque, exercera ses activités sur les sites de Boulogne-sur-Mer, Calais, Dunkerque et Saint-Omer.

Les universités d'Artois et du Littoral sont dotées de statuts provisoires, dérogatoires de la loi de 1984 et prévoyant la mise en place de deux instances de gouvernement : d'une part un conseil d'orientation où les représentants des collectivités locales et des milieux économiques sont majoritaires et d'autre part un conseil d'université dominé par les enseignants et personnels de l'établissement.

FRANCO-ALLEMAND. Lors du sommet franco-allemand qui s'est déroulé à Bonn les 14 et 15 novembre, MM. Jospin et Lafontaine ont examiné la coopération franco-allemande en matière d'éducation. Plusieurs actions nouvelles sont envisagées pour favoriser le développement de l'enseignement du français dans les nouveaux Länder de l'Est (accueil d'enseignants en France, affectation de VSNA sur des postes d'enseignants dans les nouveaux Länder, contribution de la France au développement de l'université européenne de Francfort sur l'Oder, créée par le Land de Brandebourg). En outre, les deux ministres ont envisagé le développement de la coopération entre les responsables d'IUP (instituts universitaires professionnalisés) et de Fachhochschulen ainsi que l'organisa-

tion d'une conférence européenne sur les conditions de vie des étudiants.

IUP. Cela avait été indiqué à l'origine et un peu oublié depuis : les instituts universitaires professionnalisés mis en place cette année à l'instigation du ministère de l'éducation nationale ne seront pas cantonnés dans les formations à bac+4. Ils pourront conduire à deux diplômes : soit au titre d'« ingénieur-maître », à bac+4, soit au titre d'« ingénieur-docteur » après un travail de recherche de deux années supplémentaires, incluant la participation active au dépôt d'un brevet. M. Jospin l'a précisé, le 12 novembre, lors de l'inauguration de l'IUP de Rouen.

UNIVERSITÉ-VILLE. Les ministères de l'équipement et de l'éducation nationale organisent, du 26 novembre au 20 décembre, dans la chapelle de la Sorbonne, une exposition sur « L'Université et la ville ». Cette exposition présentera les projets des 231 équipes d'architectes et urbanistes — et en particulier des quinze équipes retenues ou citées par le jury — qui ont participé, au printemps dernier, au concours du programme d'architecture nouvelle sur « L'Université et la ville ». Ces projets témoignent, parallèlement au plan Universités 2000, du renouveau de la réflexion des architectes sur ce thème.

► Exposition du lundi au samedi de 12 à 19 heures et le jeudi jusqu'à 22 heures.

VIDEO. L'association Festival des jeunes reporters sur Paris, créée à l'initiative d'étudiants de l'Institut supérieur de gestion, organise pour la deuxième fois un concours de vidéo amateur pour des reportages et fictions ayant la Ville de Paris pour thème : Ouvert aux jeunes de 18 à 25 ans, ce concours donnera lieu à un festival, les 16 et 17 mai prochain à la Vidéothèque de Paris.

► Inscriptions avant le 15 janvier 1992. Rens. : 40-56-35-36.



FOR YOUR BUSINESS



Vous pouvez compter sur Cariplo pour toute opération bancaire, financière et commerciale, pour une assistance complète ainsi que pour un ensemble de prestations tout aussi rapides qu'efficaces. Vous pouvez compter sur l'expérience d'une banque née et grandie à Milan, banque qui aujourd'hui est connectée en temps réel à 450 succursales dans toute l'Italie. Vous pouvez compter sur la solidité de ses fonds propres qui se chiffrent à 5.099 millions de dollars. Vous pouvez aussi compter sur le professionnalisme d'un réseau présent à Berlin, Bruxelles, Budapest, Chicago, Francfort, Grand Cayman, Hong Kong, Londres, Luxembourg, Madrid, Moscou, New York, Paris, Pékin, Seoul, Tokyo et qui est en contact avec plus de 1800 banques correspondantes. Pour toute question ou même seulement pour un avis vous pouvez toujours compter sur Cariplo en toute confiance et tranquillité.

CARIPLO
CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE
SINCE 1823 WE KNOW HOW.

هذا من الاموال

هنا من الاول

18 Le Monde • Jeudi 21 novembre 1991 •

DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



Partout dans le monde, la Visa Premier,
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures
en cas de perte ou de vol à l'étranger.
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

VISA PREMIER.
SOYEZ PREMIER PARTOUT.

ARTS • SPECTACLES

RENCONTRE AVEC HENRI CARTIER-BRESSON



Le photographe, dont une photo d'identité de 1938 nous restitue les traits de sa jeunesse et tel qu'un autoportrait dessiné en 1990 nous décrit la maturité.

La jouissance de l'œil

INTOUCHABLE en France, où il a fondé la prestigieuse agence Magnum, chef de file d'un style humaniste et géométrique dont on ne compte plus les adeptes, auteur d'une vingtaine de livres, prosélyte convaincu du Leica, auréolé aux États-Unis depuis sa rétrospective au Musée d'art moderne de New-York (MOMA) en 1947, régulièrement célébré aux quatre coins de la planète, Henri Cartier-Bresson est un personnage secret qui déteste être photographié et qui s'exprime rarement, mais avec force.

Nous avons rencontré cet « écologiste libertaire » séduit par la « philosophie bouddhiste » dans son atelier, qu'il occupe depuis 1937, près du marché Saint-Honoré à Paris, où il dessine tous les après-midis. Parquet blanc, une grande bibliothèque, un sofa, une photo de toits de Paris intitulée *Nagère*, quelques toiles aux murs dont une de son oncle – son « père mythique » – un grand chevalier au milieu du siècle.

Il y a un paradoxe Cartier-Bresson. Considéré, à quatre-vingt-trois ans, comme l'un des plus importants photographes vivants, le plus connu du grand public, il ne fait pratiquement plus de photos depuis près de vingt ans, préférant se consacrer au dessin. Et si cette légende vivante n'a « jamais appartenu à la famille de la photo », son nom revient régulièrement dans l'actualité. Comme en cette fin d'année 1991, où deux livres et une exposition lui sont consacrés. Ses images des États-Unis sont rassemblées dans l'Amérique furtive et sont exposées à la FNAC-Étoile, à Paris (lire l'article de Patrick Roegiers, page XX). Son album, *Premières photos*, qui couvre les années 1929-1934, est préfacé par Peter Galassi, le nouveau responsable de la photographie au MOMA. Assagi, « HCB », comme beaucoup le surnomment affectueusement ? Surtout pas. L'homme est toujours indocile et la voix s'empare lorsque la question le ramène à la photographie.

« A regarder l'ensemble de votre travail, on n'apprend rien de votre personnalité. On s'aperçoit seulement que vous n'avez jamais tenu en place. »

– C'est vrai, il faut éviter de se faire mettre le grappin dessus, et sauve qui peut. J'ai aussi beaucoup de mal à écouter. Regarder, je ne m'en lasse pas, mais c'est difficile de faire deux choses à la fois. Parler et chanter, écouter et regarder... Ce que j'ai retenu du surréalisme, c'est une révolte, une remise en question permanente, le pouvoir de l'imagination. Quant à savoir qui je suis à travers mes images, ça n'intéresse personne.

– Dès votre adolescence, vous étiez révolté ?

– Oui. Comme je n'ai pas voulu entrer dans les affaires textiles de mon père, il m'a dit : « Tu feras ce que tu voudras, mais tu ne seras jamais un fils à papa. » Il ne me donnait presque pas d'argent, et il avait bien raison. Ça voulait dire que si je sortais une fille au cinéma, j'étais obligé d'économiser sur mes cigarettes. Quand j'avais quinze ans, sur la glace en bois doré de ma chambre, j'avais découpé ces mots : « D'où vient l'argent ? » La question me préoccupait encore.

– Comment avez-vous acquis cette indépendance ?

– Par la lecture et la peinture. Quand j'étais à l'école Fénélon, qui nous conduisait au lycée Condorcet, j'ai lu en première tout ce qui me tombait sous la main : tout Proust, les romans russes, Joyce, Freud, Mallarmé, Romain Rolland... Rimbaud évidemment, que je place au sommet et que je relis toujours. Saint-Simon plus tard. En ce moment, je lis Nietzsche – *le Gai Savoir* – et pour palier le déluge de courrier publicitaire, la *Correspondance* de Flaubert. Et toujours de la poésie. Mon surveillant général, un laïc ami des poètes symbolistes, était heureux de voir « mal tourner » un jeune bourgeois, car, à seize ans, je passais mon temps au Louvre et dans les galeries : Kahnweiler rue d'Astorg et Barbazange, Percier, etc. J'avais de

qui tenir. Mon père et mon oncle – mon « père mythique » – dessinaient très bien. Et, plus tard, chaque fois que je me retrouvais dans un nouveau pays pour faire des reportages, ma récompense, c'était d'aller au musée. Toute ma vie, j'allais au musée. J'ai joué à un jeu idiot avec Alberto Giacometti : « Quels sont les trois peintres que tu préfères ? » On est tombés sur deux noms qui étaient les mêmes : Van Eyck, le premier peintre à l'huile, et Cézanne. Nous étions divisés sur Uccello et Piero Della Francesca. J'ai été élevé dans le culte du Quattrocento. J'ai une passion pour Degas, Bonnard, Matisse, Goya, le Velasquez des *Ménines*. J'ai toujours vécu dans ce monde-là, et dans d'autres, pas particulièrement dans celui de la photo. La photo est un instrument merveilleux, mais ce n'est qu'un instrument.

– Cette formation vous a servi dans votre activité de photographe ?

– Evidemment. Tant de gens qui prennent des photos ne sont pas visuels ! Ils ne regardent pas. Ils enregistrent, mais ce n'est pas ça un regard ! C'est très difficile de regarder, de saisir les proportions. C'est une interrogation perpétuelle, une jouissance de l'œil, une exaltation merveilleuse. Les gens ont des yeux qui ne jouissent pas. C'est leur cerveau qui jouit.

– Mais on apprend aussi à regarder en dehors des livres et des tableaux.

– Bien sûr. J'ai fréquenté très jeune les cercles surréalistes, à « la Dame Blanche ». Il y avait un retour en bout de table. J'étais là, je regardais, j'étais un gamin, je n'avais rien à dire. J'y allais avec Pierre Josse, qui a été un merveilleux sculpteur et grand ami des Giacometti. On passait les nuits à s'amuser ensemble. J'ai été introduit vers mes vingt ans par Jacques-Emile Blanche au salon de Marie-Louise.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

Lire la suite pages 20 et 21

CINÉMA 22
Les voies nouvelles du cinéma iranien

DISQUES 29
Keltia Musique, un label breton

DANSE 30
Joëlle Bouvier et Régis Obadia à l'heure de la consécration

Lire pages 24 à 28 notre sélection des rendez-vous de la semaine

THEATRE

NANTERRE

Enfant du Siècle

Fantasio

Les Caprices de Marianne

Alfred de Musset

Mise en scène
Jean-Pierre Vincent

du 15 octobre
au 20 décembre

AMANDIERS

لکڑی می لکڑی

هكذا من الحظ

20 La Monde • Jeudi 21 novembre 1991 •

PHOTOGRAPHIE

RENCONTRE AVEC HENRI CARTIER-BRESSON

La jouissance de l'œil

Suite de la page 19

Bousquet, rue Boissière, une femme remarquable qui jouait un rôle important dans le monde politique et académique. Là encore, je n'ouvrais pas la bouche, regarder les gens me suffisait.

— Votre premier grand voyage, c'est l'Afrique en 1930, à l'âge de vingt-deux ans. Pourquoi partez-vous ?

— Parce que je suis un aventurier et que j'en avais assez de l'Europe. J'avais beaucoup appris pendant mes deux ans à l'atelier du peintre André Lhote, mais son côté théoricien m'ennuyait. Ajouté à cela une histoire sentimentale, et je suis parti comme le Bardamu de Céline, avec Rimbaud, Laytrémont et l'Anthologie nègre de Cendrars sous le bras. L'Afrique que j'ai connue, c'est celle, mot pour mot, du *Voyage au bout de la nuit*. C'était une époque de voyageurs et non de touristes. J'avais un appareil bricolé mais je n'ai pas fait de photos. Je chassais avec un fusil à un coup et je vendais moi-même la viande que je salais. J'ai gagné de l'argent, mais je suis tombé malade, une bilieuse hématurite. On dit que 95 % des gens en meurent. Mon urine était noire. Je n'avais qu'un médicament contre la gueule de bois. Heureusement, Doua, le Noir avec qui je chassais, connaissait bien les plantes médicinales. Il s'en était même servi pour empoisonner une femme blanche arrogante...

— En rentrant, au lieu de poursuivre votre activité de peintre, vous détruisez toutes vos toiles et vous vous mettez à la photographie. Comment se fait ce passage ?

— En rentrant d'Afrique et pour guérir ma nostalgie, retrouver un peu de chaleur, éviter Paris et le passé, j'ai été à Marseille — les Goudes et la rue Bouterie — et Barcelone — plaza Macia et le Barrio, — nouvelles forêts vierges pour moi, avant de passer à autre chose. Et puis j'ai vu une photo de Martin Muncaszi, trois grosses noires qui se jettent dans les vagues, au Congo. J'étais émerveillé ! Je me suis dit : « Bon Dieu, on peut faire ça avec un appareil ! » Et je suis sorti dans la rue. La photo de Muncaszi, c'est comme un lanceur de fusée qui vous met sur orbite, c'est d'ailleurs la seule photo accrochée au mur chez moi, dans ma chambre...

— Dans son texte de présentation à vos *Premières photos*, Peter Galassi, le conservateur de la photo du Musée d'art moderne de New-York, trouve des références à Eugène Atget. Qu'en pensez-vous ?

— Je ne connaissais pas l'œuvre d'Atget. Je ne vivais pas dans le monde de la photo et je voyais peu de photographes avant guerre : Capa, Seymour, Doisneau, Eli Lothar, qui était mon copain. J'avais un 6x9 et il se trouve que j'ai photographié, place Denfert-Rochereau, un cheval en carton-pâte, grandeur nature, sur le tréteau d'un cirque, et je n'ai vu la photo d'Atget que longtemps après. Est-ce suffisant pour faire des correspondances ? Non. Je ne crois ni à Dieu ni au diable, mais aux coïncidences. C'est fou le nombre de coïncidences qui jalonnent la vie !



« L'homme aux chaussures », Santa-Clara, Mexico (1934). L'une des deux photos sur lesquelles « HCB » est intervenu pendant la prise de vue.

— Vous voyagez ensuite en Roumanie, Italie, Espagne et enfin au Mexique. Toujours l'aventure ?

— Toujours. Je voyageais de façon précaire. Le tourisme en cohorte est une pollution contagieuse. J'ai eu la chance d'être le premier photographe européen à pouvoir se rendre en URSS après la mort de Staline. En 1954, grâce au metteur en scène Youtkevitch, qui mon livre d'images à la sauvette sous le bras, m'a fait obtenir mon visa. Je demandais partout à rencontrer les photographes pour mieux comprendre le pays. Un dentiste qui va rendre visite à un autre dentiste en Birmanie comprendra très rapidement la Birmanie. Le Mexique en 1934 était une belle aventure. J'avais une amie à Mexico et une fiancée à Juchitan. La fiancée,

c'est la jeune fille avec qui on dansait. Elle s'appelait Lupe Cervantes et ne parlait que le zapotèque. Le privilège du danseur était de pouvoir passer le bras en dansant sous sa blouse, c'est-à-dire sur son torse nu et surtout d'être son unique partenaire de danse. Sinon « *sas te malto* », « je te tue ». Un an plus tard, j'ai reçu via Renato Leduc, mon ami (qui avait été télégraphiste dans les troupes de Pancho Villa) de l'ambassade mexicaine à Paris, de grandes gallettes faites par ma fiancée. Je suis retourné à Juchitan, trente ans plus tard. Elle était là, sans mari, comme tant de femmes de cette société matriarcale, entourée de ses enfants. J'avais apporté des cadeaux. Elle avait appris l'espagnol. En me voyant arriver après trente ans, elle me dit sans surprise : « *Comment sais-tu que je ne suis pas au Panthéon ?* » Le Panthéon, c'est le nom du cimetière.

— Peter Galassi montre très bien la densité de vos *Premières photos* qui n'ont rien à voir avec de simples œuvres de jeunesse. Le Mexique marque la fin de ces *early works*. Et tout de suite votre conception de la photographie est en place : le tir, la géométrie, l'instant, l'émotion. Vous n'avez jamais varié ?

— Jamais. Pour moi, la photo ne s'apprend pas. Quand Braque m'a offert le *Zen dans l'art* cherchant le tir à l'arc de Herrigel, je me suis dit : « Mais c'est un manuel de photographie ! » La photo, c'est d'abord le tir : faire le vide et viser juste, être la plaque sensible et se fondre complètement. Ensuite, il y a la préoccupation du regard, mettre les choses en place. La géométrie est une joie, la base de tout. C'est pour ça que je ne recadre pas. Une photo est bonne si elle est proprement cadrée. Si elle ne l'est pas, je ne la tire pas. Le cadrage préoccupe beaucoup de photographes, alors que ça doit être instinctif. Le Leica a été et reste une invention merveilleuse qui tient dans la main, sans télémetre ni cellule, avec un seul objectif 50 mm f 3,5 qui ne se dévissait pas de l'appareil. La photo était comme un coup de crayon dans un instant. Enfin, je me suis aperçu que la photo n'était qu'une direction dans la vie. Il y a l'instant et l'éternité. Prendre, c'est saisir intuitivement. On ne peut pas tout expliquer. Comme s'il fallait expliquer une photo ! C'est pour ça que gloser sur la photo ne m'intéresse pas. De Gaulle disait : « *Les photographes doivent viser juste, tirer vite, comme les artilleurs, et foutre le camp. On vous a assez vus !* » Il avait raison !

— Vous avez toujours adhéré à l'éthique surréaliste. Mais n'y a-t-il pas une contradiction entre cette révolte et la mise en place d'une géométrie dans les images ?

— La géométrie, c'est la reconnaissance d'un certain ordre qui existe. Elle est là, ce n'est pas quelque chose qu'on impose. Que dirait-on d'un chef d'orchestre qui ne serait pas sensible au rythme ? Je n'ai pas d'appareil avec moi, mais je vous regarde, et je vois que vous venez de bouger : votre doigt était là, il était en rapport avec la verticalité de la bibliothèque. « Ça collait. »

— Peter Galassi affirme que vous êtes intervenu sur deux images alors que vous avez la réputation de ne pas bousculer le réel ?

— Je suis intervenu sur la photo de l'homme aux chaussures au Mexique (*voir ci-dessus*), et sur celle du bordel, à Alicante en 1933, où on voit la maquerelle, la bonne et un homosexuel. Ils me disaient : « Ho, et la photo ? vous ne faites pas de photo ? Et comme ça ? », en changeant de pose. En général, quand les gens m'interpellent, je fuis. En 1955, j'ai photographié, place du Tertre, un monsieur qui déjeunait en face de son chien. J'attendais que « ça se cadre », et juste après avoir déclenché, je l'ai entendu grogner : « *Il commence à me courir cet Américain-là...* » J'ai tourné la tête et je suis parti.

— Du Mexique, vous allez à New-York, où vous vous installez pendant un an, en 1935, pour étudier le cinéma avec Paul Strand. Comment pouvez-vous stopper net la photographie alors que vous êtes reconnu et que vous avez déjà fait l'objet de plusieurs expositions ?

— Une fois de plus, c'est une rupture. Comme lorsque j'avais détruit ma peinture. Comme lorsque j'ai coupé net avec le reportage photographique vers 1973. Je n'ai jamais été marié avec la photographie. On oublie aussi qu'on faisait de la photo « comme ça » dans les années 30. C'était un à-côté. Brassai et Lartigue ont fait des déclarations qui vont dans ce sens. Jacques Boiffard, surréaliste, peintre, photographe, faisait, je crois, aussi sa médecine. Ça n'a guère de rapport avec l'époque actuelle. En arrivant à New-York, j'avais envie de faire du cinéma, la photo ne m'intéressait plus beaucoup.

— Pas du tout, puisque vous devenez professionnel après la guerre avec la création de l'agence Magnum, en 1946. Comment s'est faite cette évolution ?

— Un jeune bourgeois qui a passé trois ans de captivité à bourrer les traverses de chemin de fer et à faire d'autres travaux de ce genre — les KG, *Kriegsgefangener*, prisonniers de guerre, étaient une main-d'œuvre bon marché — change d'attitude. Quand je me suis évadé en 1943 avec Claude Lefranc après deux échecs et après avoir travaillé avec des copains dans une ferme près de Loches, je me suis occupé dans la clandestinité d'aider aux prisonniers évadés (KG était un peu ma nationalité). J'ai fait quelques portraits de peintres à Paris — Braque, Matisse, Bonnard... — et quand je suis retourné à la planque, à la Libération, tous mes copains avaient été dénoncés et tués. Aujourd'hui, je n'ai aucun problème avec les Allemands plus jeunes que mes quatre-vingt-trois ans !

— Dans mon travail aussi il y a une rupture. Dès le début de la guerre, j'ai découpé toutes mes photos une par une, j'en ai détruit les trois quarts et j'ai conservé les bonnes dans une boîte à biscuits que mon père a mise à la banque. Il reste, à peu de choses près, ce qui est publié dans le livre *Premières photos*. Je n'ai même pas gardé les amorces des négatifs qui précédaient et suivaient les « bons », ce qui ne facilite pas le tirage pour mes amis de Picto chargés des agrandissements. Après guerre, les préoccupations ont changé avec l'espoir d'un monde différent. Le reportage m'a alors passionné, cette envie de flairer, mais toujours avec la même attitude, car pour moi, être

La Belle Noiseuse
dans la version du Festival de Cannes - 4 heures
Seul au Saint Germain des Prés

La Belle Noiseuse
dans la version "Divertimento" 2 heures
Gaumont Ambassade
Gaumont Les Halles
Gaumont Parnasse

Courte ? Longue ?
Desormais, on aura le choix entre deux versions.

PHILIPPE ROYER / LA CROIX

PHOTOGRAPHIE

photojournaliste, ça voulait dire tenir son journal. Lorsque j'ai eu mon exposition dite « posthume » au Musée d'art moderne de New-York, Capa m'a dit : « Si tu as une étiquette surréaliste, tu vas devenir un photographe. » Je déteste le maniérisme de notre époque. Aujourd'hui encore, quand je pense aux photographes, j'ai une affection pour les reporters. Il y a en général chez eux une réserve, un respect de la vie.

— Magnum, c'était aussi une volonté de se retrouver avec des photographes ?

— De ne pas être isolé, oui, tout en restant solitaire, car le reportage est un travail de solitaire. « Chim » Seymour et moi étions amis, nous partagions les mêmes livres, les mêmes préoccupations philosophiques. Capa était un camarade. On s'était rencontrés tous les trois avant la guerre, à Ce soir, où Aragon nous fichait une paix royale. On s'entendait parfaitement, bien que nous étions très différents. Capa était le vif-argent. Je le retrouvais le matin à l'hôtel Lancaster, où il prenait son bain en lisant la presse. « Chim » était son contraire : plus profond, une sorte de professeur Nimbus, toujours sensible et pessimiste. Il est devenu très bon photographe à la fin de sa vie. Au début, il me semble qu'il réfléchissait beaucoup à l'appareil. Chim est injustement méconnu par rapport à ses travaux et à ceux de Capa. On se demandait avec Chim : « Comment faire vivre Capa ? », tant il menait grand train. Sa générosité était légendaire. En fait, c'était lui qui, de Kitzbühel ou d'un autre endroit chic, nous décrochait du boulot en jouant au gin-rummy avec un propriétaire de magazines. Quand je suis revenu d'Orient en 1931, après trois ans de voyages, une grosse somme pour l'époque, en dollars, m'attendait mais Capa m'a dit : « On est à la veille de la faillite, j'ai dû prendre ton argent. » Devant mon étonnement, il disait toujours « Gigote pas ! » et me proposait dix idées : huit ne valaient rien, la neuvième était bonne et la dixième excellente. Je prenais mon appareil et je filais.

— Ernst Haas de Magnum a écrit que vous avez fait prendre conscience aux autres photographes de l'importance de la planche de contact.

— C'est passionnant, la planche, mais c'est très indiscret. Tout y est ! C'est comme si on avait enregistré ses propres paroles, toute une vie durant ! On peut reconstituer, dit-on, la vie intime d'un photographe à partir des planches, voir par exemple quand il change de compagnie. Il faut donc savoir trier, éliminer. La planche est très dangereuse car pleine d'épiphures. C'est très facile de démolir n'importe quel photographe en sélectionnant les photos épouvantables.

— Pourrait-on donner une autre philosophie de votre travail en faisant un autre choix d'images sur les planches ?

— Pour finir, mes amis qui ont étudié mes planches de contact sont arrivés aux mêmes choix. Que ce soit Teriade, Delpire, Roger Théron de Paris-Match, Peggy Sargent de Life et tant d'autres.

— Vous avez quitté Magnum en 1966. Que représente aujourd'hui l'agence qui diffuse toujours vos photos ?

— Un cordon ombilical. Je souhaite que Magnum conserve le côté aventureux d'une petite affaire. Je pense aussi que les gens qui y travaillent ont une communauté de vision, tout en restant différents les uns des autres, heureusement.

— Vous avez dit : « Si je suis connu, je le dois à l'Amérique », faisant référence à votre première grande rétrospective, au Musée d'art moderne de New-York en 1947. Comment voyez-vous les États-Unis ?

— Un critique du New York Times a écrit que ma vision de l'Amérique était celle d'un étranger qui regarde les étrangers. « Est-ce qu'il nous aime ou pas ? » se demandait-il. Le problème n'est pas là. J'ai bien dû passer cinq ans aux États-Unis depuis 1947. J'ai toujours trouvé là-bas un aspect pionnier, d'entraide, qui contraste avec un côté très dur. J'y ai rencontré des gens merveilleux dans leur travail mais qui, sortis de leur spécialité, sont moins à l'aise dans les idées générales : le bien et le mal, le noir et le blanc. Ils n'ont pas cette subtilité des Napolitains. Mais je ne vais pas faire des photos pour expliquer cela.

— J'ai passé quinze jours dans le bureau de Robert Kennedy, quand il était ministre de la justice. Il me demandait : « Vous avez votre tasse de thé, votre whisky ? » J'ai entendu dans ce bureau des conversations qui étaient loin de m'être destinées. C'est une question de confiance. J'ai aussi photographié, pour Life, le Sénat de Lincoln, Nebraska, dont les membres passaient leur temps à mettre au point un règlement pour jouer au loto. Et ils me demandaient sans cesse : « Hello, Frenchie ! Do you want an ice cream ? » Difficile de faire un livre sur un pays aussi contradictoire.

— Votre portrait de Marilyn Monroe ?

— Pratiquement tous les photographes de Magnum se sont succédés sur le tournage des *Misfits*. J'y étais avec Inge Morath. Invité pour le dîner, je pose mon Leica sur la chaise vide. Marilyn Monroe, qui était tout le temps en retard, arrive, me regarde et remarque l'appareil. Je lui demande : « Voulez-vous lui donner votre bénédiction ? » Et elle a juste effleuré le Leica en faisant semblant de s'asseoir.

— Dans « votre » Amérique, il n'y a pas une volonté critique ?

— Je n'ai jamais mis mon travail au service d'une idée, d'un parti, et j'ai horreur des pièces à thèse, à

message. Vouloir « penser » quelque chose, non, non et non. De toute façon, les photos n'expliquent rien, ne prouvent rien.

— On vous oppose souvent à Robert Frank...

— C'est bête, tant nos visions sont proches. Nous vibrons de la même façon et avons la même joie visuelle. C'est ça qui compte. Ça l'emporte sur nos différences de sensibilité. Sa vie et la mienne ont été bien différentes.

— Depuis près de vingt ans, vous vous consacrez au dessin. Pourquoi avoir arrêté la photographie ?

— La nécessité de se remettre en question. Et d'autant plus si on est connu. Le danger du pouvoir. J'avais dit ce que j'avais à dire. Tériade l'avait compris : « Arrête la photo, tu ne peux que dégringoler. » Saul Steinberg aussi m'a écrit après ma première exposition de dessins au Musée d'art moderne de Paris : « Je vois que pour toi la photographie a été un appauvrissement, une gymnastique et un alibi pour ton vrai truc, le dessin. »

— Beaucoup ont interprété votre passage au dessin comme une rupture. Vous y voyez une continuité linéaire. Comment l'expliquez-vous ?

— Pour moi, qu'on se serve de l'appareil photo ou du crayon, peu importe, c'est la même chose car seul le regard est important. Il n'y a que les instruments qui changent. La photo est un instrument du regard qui saisit merveilleusement l'instant immédiate alors que le dessin est plus une méditation, une graphologie. Est-ce qu'on reproche à un peintre de faire de la sculpture ? La photographie n'est donc, pour moi, qu'un moyen de dessiner. Ça ne va pas plus loin. Jean Clair l'a fort bien défini dans sa préface de mon

sieur qui n'a pas osé dire que pour ses baigneuses il avait besoin de corps de femmes. » Toujours ce point de vue moral. Passons. Mais après, il m'a dit pis que pendre d'Alberto Giacometti. Alors, c'était fini. Alberto était mon maître à penser.

— Vous connaissez la critique des gens d'images : le photographe le plus célèbre du monde nous trahit en arrêtant la photo. Il nous laisse tomber !

— Quand je me suis mis à dessiner, ça a choqué certains photographes, comme si je crachais dans la soupe. Ce n'est pas mon problème. Quand j'étais photographe, on me laissait la paix. Maintenant que j'en suis sorti, pourquoi donc toujours m'interroger sur la photo ? C'est la vie qui m'intéresse. Dessiner, rechercher, voir. Sinon, c'est la pierre tombale.

— Pourtant, vous avez dans le passé défendu le statut des photographes...

— C'est vrai. Quand on est célèbre, il faut redonner. C'est pour ça que j'avais accepté d'être président de l'Association des photographes. Aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de photographier dans la rue car tout le monde se dit « propriétaire de son image ». C'est préoccupant. Si on n'a pas un avocat accroché à son Leica, on risque des procès au nom du respect de la vie privée. Ce sens de la propriété est monstrueux ! C'est peut-être pour ça que tant de photographes se lancent dans la photo conceptuelle...

— Que vous n'affectionnez guère...

— Ce qui m'intéresse, c'est la réalité. C'est toujours un point d'interrogation : de quoi s'agit-il, qu'est-ce que c'est ?

— Vous faites encore des photos ?

— J'ai un appareil tout le temps. Je l'utilise rare-

porte comment, que Pierre Gassmann lavait dans sa cuvette pour servir plus vite les magazines, et qu'on oubliait le plus souvent de récupérer. Cette époque n'avait vraiment rien à voir avec notre monde. J'ai la chance de gagner ma vie en vendant des photos que je vendais difficilement quand j'étais gosse. Mais pour rien au monde je n'avalerais mes négatifs pour faire grimper la valeur des tirages. Le vintage, c'est du marchandage pur. Les seuls tirages que j'ai faits, au Mexique en 1934, et avant, valent une fortune, mais ils sont pitoyables. Pour moi, ça ne vaut rien ! Je ne sais pas bien tirer ! J'ai dit à un marchand trop empressé : « OK, on va prendre rendez-vous, je vais préparer les tirages et on frotera les photos avec tous les ingrédients qu'il y a dans le ruisseau, et vous les aurez vos vintage... »

— Vous ne photographiez plus, mais deux livres vous sont consacrés ainsi qu'une exposition. Vous préparez un nouveau voyage ?

— Des Japonais, très aimablement, ces jours-ci, voulaient m'inviter pour une exposition. Je leur ai dit que si l'on faisait encore un effort technologique et que l'on puisse voyager par le fax, alors, je viendrais... Je n'ai pas reçu de réponse. Mais j'ai repris mon ticket de Carte orange il y a deux jours. Je prends beaucoup le métro. J'aime aussi beaucoup le fax, c'est une réhabilitation de l'écrit, important avantage d'une technologie qui nous enseigne et qui permet de réfléchir avant de répondre.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

L'Amérique d'un libertaire

« On dirait que les photographes d'HCB découragent le discours critique des gens qui quittent la célébration pour l'analyse », écrit Gilles Mora en exergue du numéro spécial des *Cahiers de la photographie* consacré au maître de « l'instant décisif ». Ce point de vue sous-tend son approche de l'Amérique de Cartier-Bresson qu'il aborde en observateur complice, ayant accès, entre autres, au sacro-saintes planches-contact que Pierre de Fenoyl fut un des seuls à pouvoir consulter avant lui.

L'originalité de la démarche de Gilles Mora est d'avoir osé mettre sur un même plan l'Amérique qu'il connaît bien et le mythe Cartier-Bresson en les considérant chacun comme « une chose familière, presque privée » et en jugeant les tirages sans préjugé, pour ce qu'ils sont d'abord : des pièces visuelles. Ayant pour but avoué de rafraîchir le regard qu'inspire un pays « travaillé par l'image », Mora opère dans les marges et vise non pas à vider les images de leur contenu mais à déplier le poids de leur force visuelle. L'arranca géographique, l'indécision de l'instant, la désagrégation du banal, l'abandon des gestes et des attitudes, le dilettantisme de l'approche, l'absence d'événements révélant la face cachée d'une Amérique trop souvent montrée comme vaillante et héroïque. L'attente, la misère et le chômage, l'attention accordée aux Noirs, restituent les sentiments de frustration et d'étrangeté qu'il a lui-même ressentis.

A côté des instantanés classiques

tel que celui de la vieille femme drapée dans la bannière étoilée à Cap Cod (1947) ou le prisonnier du New-Jersey brandissant le poing, on découvre près d'un tiers d'inédits comme la vue panoramique des gosses jouant dans une décharge de l'Upper East Side (1959) ou ces spectateurs en contre-plongée dans un stade à New-York (1947) qui pourraient faire songer à Robert Frank. Sans briser ni même entamer le monolithisme d'une œuvre monumentale et rigoureuse, nourrie par un appétit visuel constant, sur laquelle son auteur veille jalousement, ces instantanés sans enjeu laissent filtrer la vision d'un Cartier-Bresson saisi par l'incongruité d'une Amérique humaine, complexe, parfois insignifiante, qu'il arpente et parcourt en tous sens, en « libertaire ».

A l'image du portrait de Marilyn à Reno, en 1961, prise lors du tournage des *Misfits*, Mora dévoile l'invisible charpente de l'œuvre et assouplit l'impérialisme de la géométrie, l'agencement soigneusement ordonné des lignes et des formes, leur intriquée fermeté qui permettent à Cartier-Bresson de composer intuitivement ces images. Ainsi que le suggère un texte de présentation brillant, résolument autobiographique, cet album dont on ne critiquera que le découpage arbitraire en six sections, insufflé une dynamique inattendue à cette œuvre étonnamment jeune et trop souvent momifiée.

PATRICK ROEGERS



Portrait de Marilyn Monroe à Reno, Nevada (1961).

livre de dessins *Trait pour trait*. Je dessine d'après nature : paysages, nus, natures mortes. La nature est tellement plus riche que tout ce qu'on peut imaginer. Il y a une continuité totale entre la photo et le dessin. Je dessine tous les jours l'après-midi, tant qu'il y a de la lumière. Il y a une grande tradition de photographes-dessinateurs. Boiffard était photographe, peintre et surréaliste. Izis, quel peintre ! Bischof était un merveilleux dessinateur.

— Comment jugez-vous l'art contemporain ?

— Il y a de tout, des merveilles ainsi qu'un nouvel académisme, de nouveaux pompiers. Parfois, la forme et l'émotion ont été remplacées par le concept et le marché. J'apprécie beaucoup Duchamp et sa pirouette : « L'art est mort. » C'était un homme intelligent, fin, drôle, qui ne se prenait pas au sérieux. Je ne sais pas s'il se reconnaîtrait à travers certains de ses enfants spirituels. J'ai toujours adhéré à l'éthique du surréalisme (*Nadja*, *L'Amour fou*), moins à son esthétique, qui bien souvent, en peinture, n'est que la résolution d'une anecdote littéraire. Breton par exemple, la dernière fois que je dinais avec lui, d'un grand geste me dit : « Vous aimez Cézanne ? Ce mon-

ment car je ne me concentre pas. Le secret, c'est de se concentrer. Le reportage, c'est fini, mais je fais des paysages de temps à autre, pour m'amuser. J'ai surtout une grande joie à faire un portrait. C'est la chose la plus difficile car c'est un duel sans règles, un viol délicat. Un portrait, c'est comme une visite de politesse de quinze, vingt minutes. On ne peut pas déranger les gens longtemps comme un moustique qui va piquer. Je cherche surtout un silence intérieur, à traduire la personnalité et non une expression. Et en même temps, il faut la géométrie.

— Comment jugez-vous le phénomène photographique ?

— Il y a une telle folie avec la photo ! Tout le monde est photographe maintenant. Pourquoi pas ? Mais c'est tellement rare une bonne image vivante et rigoureuse.

— Pourquoi n'avez-vous jamais joué le jeu du « vintage », les tirages d'époque que le marché de la photo a mis en place pour donner de la valeur aux images ?

— Je trouve choquant de limiter les tirages à partir du moment où la pellicule ne s'est pas comme c'est le cas de la plaque de cuivre pour la gravure. On veut aujourd'hui glorifier des images tirées un peu n'im-

★ *Premières photos, de l'objectif hasardeux au hasard objectif*, une étude de Peter Galassi traduite par Pierre Leyris. Arthaud, 152 p., 395 F. Cette étude a d'abord été publiée en 1987, dans le cadre d'une exposition au Musée d'art moderne de New-York.

★ *L'Amérique furivement*, texte de Gilles Mora. Le Seuil, 150 p., 390 F. Exposition à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle FNAC Étoile, 24-30, avenue des Ternes, 75017, Paris. Jusqu'au 18 janvier.

★ Gilles Mora est également le rédacteur en chef des *Cahiers de la photographie*, dont le n° 18, consacré à Henri Cartier-Bresson (162 p.), vient d'être réédité au prix de 120 F.

★ *Le Bon Plaisir d'Henri Cartier-Bresson*, précédé de *Renseignements généraux*, par Vera Feyder, coffret de quatre disques compacts reprenant une émission diffusée le 14 septembre dernier sur France-Culture (codécision Radio France et la FNAC), 260 F jusqu'au 1^{er} janvier. 300 F ensuite. Vente exclusive à la FNAC Étoile.

★ A paraître : *la Sente étroite vers tout*, texte d'Yves Bonnefoy, lithographies d'Henri Cartier-Bresson. Éditions La Sétérée, Jacques Clerc, 4, rue de Cromer, 24400 Crest. Tél. : 75-25-06-48.

لنا من الصور

هنا من اجل

Entre les lignes du Coran

La récente sortie parisienne de deux films remarquables, « Close-up » et « Devoirs du soir », réalisés par Abbas Kiarostami, a confirmé ce qui, de festivals en distributions plus ou moins confidentielles, se dessinait depuis quelque temps : l'Iran a rejoint le « concert des nations » du cinéma. Presque un siècle d'histoire et les censures, politiques ou religieuses, ont instauré un cadre rigide dans lequel quelques auteurs ouvrent des voies originales.

C OUP de théâtre, il y a quelques mois, sur la scène culturelle iranienne. Le film *Autour de l'amour*, de l'enfant chéri du cinéma depuis la révolution, Mohsen Makhmalbaf, est interdit par le ministère de l'orientation islamique, sur l'insistance du puissant groupe de presse pro-islamiste Keyhan. Celui que l'on a salué pendant toutes les années 80 comme l'un des plus talentueux chantres de la cause révolutionnaire est aujourd'hui vivement pris à partie par des médias d'obédience religieuse qui, pour la première fois, enlèvent au gouvernement l'initiative de la censure cinématographique. Et tout cela « à cause, à cause d'une femme », aurait pu dire Verlaine, l'héroïne du film, déchirée entre un mariage arrangé et l'expérience du sentiment amoureux.

Le cinéma n'a pas la vie facile en Iran. Les censures se suivent et ne se ressemblent pas. A peine commence-t-on à s'habituer à l'une, à l'apprivoiser, qu'une autre vient imposer des règles du jeu complètement différentes. Pendant le règne du shah, le contrôle était particulièrement strict sur les thèmes politiques et sociaux. Il était impossible de dévaloriser, dans un scénario, un personnage dont la profession dépendait de l'Etat. Impossible de remettre en question l'architecture de la société et en particulier le principe de la royauté.

La censure bloqua ainsi en 1974 le premier film d'Abbas Kiarostami, *Le Passager*, sous prétexte que le portrait du shah, obligatoirement présent dans tous les livres scolaires, était montré la tête en bas. Nombreux furent les films occidentaux caviardés sans complexe, parce qu'ils traitaient de la vie de la cour et des souverains, même aux siècles lointains (la diffusion du *Jules César* de Mankiewicz, d'après la pièce de Shakespeare, fut longtemps interdite sous prétexte que l'empereur y finit assassiné!).

LE SHAH IMPORTE LE CINÉMA

Les réalisateurs issus de l'intelligentsia entretiennent à cette époque des relations ambiguës avec la censure. La plupart d'entre eux ignorent les problèmes sociaux pour privilégier une recherche esthétique formelle. On chercherait en vain en leur sein un pendant à cette littérature engagée dont l'un des plus illustres représentants est Alié Akhmad, qui prend le pouls tout au long des années 60-70 d'une crise politico-religieuse croissante. Il faut dire que leurs films, jamais rentables, sont souvent subventionnés par l'Etat. Il est toujours difficile de critiquer un bienfaiteur... si ce n'est sous le masque d'un langage symbolique assez hermétique, qui ne touche guère le grand public iranien.

Une solution fut de réaliser, sciemment ou non, des films séduisants pour le public international. Parce qu'ils flattaient le pouvoir établi en assurant un certain prestige culturel au pays, ces films peuvent se permettre plus de liberté : leur diffusion est interdite ou différée en Iran s'ils sont jugés trop dangereux, mais leur inscription sur la liste des festivals étrangers est en revanche acceptée. En 1972, le très beau *Voyage de Bahrām Beyzāi* connaît ce sort paradoxal : né grâce aux subsides de l'Etat, il met en évidence diverses injustices sociales... et suggère que la censure en Iran n'est finalement pas si terrible.

Aujourd'hui, les cinéastes doivent se plier aux lois de l'islam. La critique des faiblesses sociales est plus facilement admise, celles-ci apparaissant alors comme un héritage de la politique des Pahlavi. Il est toujours possible d'utiliser une astuce relativement simple : situer le scénario à l'époque encore récente et connue de Mohammad Reza Pahlavi. Le film *Les Locataires*, de Dariush Mehrjui, qui met cruellement l'accent sur la crise du logement à Téhéran, est le type même du film dont la projection eût été prohibée pendant le règne du shah. Il a réalisé depuis sa sortie en 1987 un nombre d'entrées encore jamais atteint en Iran.

Le cinéma actuel dispose ainsi d'une gamme de sujets théoriquement plus vaste : aux innombrables situations susceptibles de se dérouler sous le régime du shah s'ajoutent les scénarios relatifs à la guerre Iran/Irak. Les bouleversements socioculturels impliquent un contexte nouveau où le statut du personnage féminin (qui n'est pas à confondre avec celui de la femme) est traité avec plus de sérieux. La figure de la paysanne intègre ainsi le monde du cinéma, et Beyzāi, dans son film *Bashu*, le

petit étranger (1990), donne pour la première fois presque tout l'espace dramatique à une seule femme.

Mais ces scénarios doivent s'intégrer dans un carcan formel – contraintes vestimentaires, obligation de laisser dans le champ de la caméra un espace d'au moins « une main » entre personnage féminin et personnage masculin – qui frustre les réalisateurs de toute la dimension privée de l'existence : si, dans la réalité, les femmes peuvent enlever leur voile une fois rentrées à la maison, elles ne sauraient s'en départir sous aucun prétexte à l'écran. Dans *Hamoun*, Mehrjui est ainsi obligé de ruser pour remplacer, l'espace d'une séquence, voile et foulard traditionnels par un curieux drap de bain érigé en turban.

La plupart des réalisateurs ont accepté, bon gré mal gré, les nouvelles règles imposées par la République islamique, puisque sur les quelque vingt cinéastes majeurs d'avant la Révolution seuls trois ou quatre ont choisi de s'exiler et que la plupart des autres ont continué à travailler. Pourtant, aujourd'hui comme hier, il paraît difficile de parler d'un cinéma iranien possédant sa propre esthétique, au sens où l'on peut parler d'un cinéma japonais par exemple. Le cinéma en Iran n'a, semble-t-il, toujours pas trouvé son identité. Par la faute de l'omniprésence de la censure et ses volte-face ? La réponse n'est pas si simple.

Alors que le cinéma, aussitôt né, est largement populaire en Occident, il fait une entrée très prudente sur le territoire perse, dans le cercle prestigieux mais étroit de la cour royale. C'est Mozaffar al-Din Shah, grand amateur de curiosités en tout genre, qui découvre les joies du cinématographe en 1905, alors qu'il prend les eaux à Contrexéville. Séduit d'emblée par cet appareil grâce auquel, selon ses propres termes, « les hommes bougent sur le mur », le souverain en achète un modèle et, lors de son retour au pays, organise des projections privées



Cinéma commercial volontiers paillard de l'époque du shah (« Mon cher mari est amoureux », de N. Vahdat, 1976), cinéma islamiste (« Le Camelot », de M. Makhmalbaf, 1987), cinéma du conte (« Au-delà du feu », de Kiarostami, 1987).



de films français (transitant par la Russie). Des films comiques essentiellement, dont l'effet burlesque dut être pour les aristocrates de la dynastie Qadjar singulièrement décapité par les vertus de l'exotisme.

Mais, au début du siècle, les ulémas sont encore nombreux à réprocher la pratique de la photographie. La transgression, au nom de l'art, de l'interdit religieux de la représentation des êtres animés n'a jamais été acceptée. Difficile alors d'imaginer qu'elle le soit au bénéfice d'une technique venant de l'Occident et tributaire de la « machine » – a priori suspecte aux yeux des religieux, – qui reproduit en outre plus fidèlement que jamais le réel en mouvement. Fait révélateur, ce sont des non-musulmans, juifs ou arméniens, qui profitent en 1906 de la trêve libérale d'une monarchie parlementaire, plus favorable au « progrès occidental », pour ouvrir les premières salles de cinéma à Téhéran.

Les « sources d'imitation » (1) consignent explicite-

ment leur opposition au septième art. Pendant les décennies suivantes, les Iraniens musulmans continueront donc à s'en désintéresser. Il y aura bien, en 1932, l'arrivée remarquée des films tournés à Bombay par le réalisateur Sepantā. Mais les compagnies américaines, redoutant que le dynamisme de la production en Inde coloniale ne fasse tache d'huile en Iran, freinent à cette époque délibérément l'essor d'un cinéma national.

Il faut attendre la fin de la seconde guerre mondiale, et par là même la fin des occupations russe et anglaise, pour que l'Iran commence à produire ses propres films de fiction, à l'intention d'un public exclusivement urbain. Des films essentiellement commerciaux et populaires, souvent bourrés de fautes techniques grossières. Mauvais raccords et erreurs de synchronisation ne perturbent guère les producteurs, qui manifestent une prédilection certaine pour les bagarres au couteau, les scènes de café et les personnages marginaux : prosti-

tutes ou « chapeau de velours », type de voyou vaguement chevaleresque parodiant quelque Robin des Bois de la ville. Ces films ne risquent pas de réconcilier l'art cinématographique avec l'islam iranien.

D'autant que la censure du shah se révèle relativement souple à leur égard. Bien qu'interdisant officiellement de mettre en cause les préceptes éthiques de la religion musulmane, elle tolère pour les besoins du marché de séquences entières à l'orthodoxie chaste. Elle accepte notamment des personnages féminins dont l'intérêt dramatique est purement érotique, des femmes presque toujours exagérément fardées, conformément aux exigences des producteurs. Cette façon d'attirer le regard sur la femme ne peut que renforcer la désapprobation des musulmans convaincus.

Jusqu'à la révolution, ce cinéma commercial sera marqué, aux yeux des religieux et des couches les plus traditionnelles de la société, d'une image vulgaire et amoralisée ineffaçable. L'apparition, dès les années 60, d'un cinéma artistiquement plus ambitieux ne modifie en rien cette attitude hostile. Les œuvres d'intellectuels formés dans les écoles étrangères (*La Brique et le Miroir*, d'Ebrahim Golestan, 1964, *Siavach à Pérsepolis*, de Freydoon Rahmani, 1964) sont plastiquement irréprochables, mais leurs dialogues compliqués et leurs décors austères les rendent très hermétiques. Ils demeurent par ailleurs dépourvus de toute référence à l'héritage religieux du pays.

Même l'autodidacte Massoud Kimiai, qui, avec la sortie de *Queisser*, en 1969, rompt pour la première fois le clivage installé entre cinéma commercial et cinéma intellectuel pour réunir dans une même salle bourgeois, gens du peuple et mandarins, n'attire pas cette composante importante de la population que forment les traditionalistes.

La révolution islamique, prenant en main des moyens de production devenus considérables, légitime en quelque sorte aux yeux des plus réticents le genre cinématographique. Et il est vrai que jamais public si hétérogène ne s'est précipité avec autant d'ardeur devant les guichets que depuis ces dernières années. Mais les réalisateurs, eux, ont-ils réconcilié leur art avec l'islam ? De ce point de vue, l'arrivée de Mohsen Makhmalbaf avec *Boycott* (1985), puis surtout *Le Camelot* (1987), constitue un phénomène sans précédent.

Alors que, dans une Union soviétique communiste et sans dieu, un Tarkovski et un Paradjanov auraient permis aux Russes ou aux Géorgiens croyants de trouver leurs références, le cinéma iranien doit attendre Makhmalbaf pour se découvrir une tendance authentiquement musulmane. Cependant, le tumulte déclenché par son dernier film montre que le vieux débat théologique entre « loi » et « voie », entre dogme et interprétation mystique, frappe aussitôt à la porte d'un courant de ce type.

L'HÉRITAGE DE LA MINIATURE

En l'absence du cinéma américain et d'une grande partie du cinéma européen, la sortie chaque année d'une soixantaine de films nationaux garantit à peu près la politique d'autosuffisance de l'Etat. La rareté des modèles occidentaux et la réurgence, dans la vie réelle, de valeurs ancestrales conduisent insensiblement ce cinéma national à s'inventer une expression différente. L'art de l'image iranien par excellence, celui de la miniature, pourrait bien fournir un cadre de référence.

Afin de respecter l'interdit divin d'une représentation humaine et animale, les miniaturistes persans, plutôt que de se priver du sujet des êtres animés, élaborèrent une esthétique pour le contourner. Absence de réalisme imitateur dans son ensemble, absence de jeux d'ombre et de lumière, d'individualisation et de perspectives conventionnelles, qui leur permirent de créer un contexte très singulier, sans commune mesure avec le monde réel.

Les réalisateurs actuels sont peut-être en train de renouer avec l'esprit de cette peinture ancienne, alors même que le genre cinématographique est mieux accepté par le clergé chiite. En choisissant le conte comme support narratif, les films de Beyzāi ou Kiarostami (*Au-delà du feu*) ne participent-ils pas en effet de cet effort pour créer un espace artistique indépendant de la réalité ? En accordant une présence très importante à l'enfant, moins déterminé socialement et sexuellement, plus proche que ses aînés du concept de l'humain, ils s'inscrivent dans le droit fil de la miniature persane.

L'enjeu d'une telle filiation esthétique est important. Il touche à l'existence d'une singularité iranienne à l'intérieur d'un langage cinématographique par essence typiquement occidental.

S. HASHEMI
et C. CHÉRIGNY

* *Close up* et *Devoirs du soir* sont projetés au cinéma Utopia, 9, rue Champollion (59) à Paris. Tél. : 43-26-34-65.

(1) Traduction littérale des mots persans *mardjah inghid*, qui désignent les grands ayatollahs dont les prises de position fondent une jurisprudence religieuse.

CINÉMA

DU CINÉMA IRANIEEN

Ces films dont les princes sont des enfants

Les films avec des enfants, les films pour les enfants (et les jeunes adultes) constituent une part importante du cinéma iranien. Les réalisateurs y trouvent la possibilité de s'exprimer plus librement qu'avec des personnages adultes, plus naturellement confrontés aux tabous religieux et sexuels. Mais ce « genre », qui date d'avant la révolution islamique, traduit aussi les préoccupations d'un pays dont plus de la moitié des habitants ont moins de vingt ans.

ISPAHAN

de notre envoyé spécial

Le septième art iranien a développé, dès avant la révolution islamique de 1979, un genre où il excelle : les films pour enfants, sous l'égide en particulier du Centre pour le développement intellectuel des enfants et des jeunes adultes. Créé à la fin des années 60, financé par l'Etat jusqu'à la fin des années 80, il a produit, surtout depuis dix ans, près de sept cents films dans cette veine, toutes catégories confondues : longs-métrages de fiction, dessins animés, films courts.

Destinée à un public âgé à 50 % de quinze à vingt ans, cette production était le thème du 7^e Festival international du film pour enfants et jeunes adultes d'Ispahan, qui s'est tenu du 6 au 12 octobre dernier. Grand rendez-vous, convivial et libre d'esprit, de toutes les composantes de la profession iranienne, il présentait des films d'Europe occidentale et orientale (et, cette année, un brillant hommage à l'animation hongroise), du Japon, de Taiwan, etc., et même un hommage très suivi à Walt Disney, malgré le ban quasi total mis sur les films américains dans le pays.

Pour la première fois, un jury d'enfants, venus de tout le pays, y ont « élu » le meilleur des prix. Le cinéma iranien était à l'honneur, en particulier le vétéran Akbar Sadeghi, qui a cessé de produire depuis la révolution : son œuvre, marquée par une grande virtuosité technique et esthétique (dessins, décors, costumes), parfois par une humour dévastateur, s'inspire largement de légendes iraniennes pré-islamiques et du *Shah Nameh* de Ferdowsi (onzième siècle) : ainsi *Tempêtes de fleurs*, *Déjà*, *le Rokh*, *Malek Khorshid*, *Zal* et *le Simourgh*.

Un des jeunes érudits de Sadeghi, dans le domaine de la marionnette cette fois, Abdollah Alimorad, a vu couronner le *Perroquet* et le *Marchand*, époustouflante reconstitution de la vie urbaine traditionnelle persane. Les longs-métrages, qui s'adressent autant aux adultes qu'au jeune public, avaient déjà été vus en France, grâce



Le réalisateur Abbas Kiarostami avec deux élèves de « Devoirs du soir ».

aux efforts du Festival des trois continents de Nantes, du Festival de Dunkerque, et du cinéma Utopia, à Paris (qui a récidivé au mois d'octobre et continuera en novembre).

Les films de cette veine obéissent peu ou prou aux impératifs de la censure islamique (*lire l'encadré ci-dessous*) et tout autant à l'autocensure des créateurs. Ils se déroulent dans un cadre réaliste, mais se résolvent généralement sur un mode magique, grâce à la vertu du héros, son esprit de sacrifice l'emportant sur les instincts mauvais. Rares sont les méchants qui n'y connaissent pas la rédemption !

Caractéristique de cette tendance est le grand prix (Papillon d'or) iranien (1) de cette année : *la Nécéssité*, d'Alireza Davoudnizhad. Solidement construit et bien interprété, il conte l'histoire de deux adolescents contraints de subvenir aux besoins de leur famille respective et qui se trouvent mis en compétition sur l'unique poste disponible dans une imprimerie : le plus digne, découvrant finalement que son rival est encore plus désolé que lui (les « déshérités » constituent un thème récurrent de l'idéologie islamique), décide de lui céder la place et prend un emploi plus dur. Cette issue, bien éloignée de notre *struggle for life*, est perçue

comme normale par le public iranien qui y reconnaît une de ses vertus cardinales, le *hissar*, le sacrifice pour autrui.

Les deux films les plus caractéristiques du genre cinéma des enfants sont certainement *le Coureur* et *Bashu, le petit étranger*. Le premier, réalisé en 1985 par Amir Naderi (et découvert au Festival de Nantes en 1986) met en valeur la détermination salvatrice d'un gosse solitaire et marginal. Habitant d'un port du golfe Persique, il s'inscrit au cours du soir pour comprendre le fonctionnement de ce qu'il voit quotidiennement, les navires et les avions. Il substitue ainsi une course pour le savoir à celle, physique, à laquelle il était contraint pour assurer sa subsistance au jour le jour.

Quant à *Bashu*, également réalisé en 1985, il est dû à un vétéran du cinéma iranien, déjà célèbre avant la révolution, Babram Beyzaei. Interprété par la sublime Susan Taslimi (qui s'est exilée en Suède, « pour ne pas porter le voile »), c'est une merveilleuse parabole sur la tolérance : l'histoire d'un petit iranien arabophone du Khuzistan, jeté, orphelin de la guerre avec l'Irak, sur les routes du pays et qui se retrouve dans la riche province sub-tropicale du Guilan, près de la mer Caspienne. Sa langue incompréhensible pour les habitants, sa couleur foncée trahissent des préjugés des villageois grâce à sa dignité et au combat de sa mère adoptive, dont le mari travaille en ville, et qui l'élève avec ses propres enfants.

Sur un registre moins unanime, il faut voir l'époustouflant *la Gale* (1983) d'Abdolhaziz Jahili, plongée dans l'univers d'une maison de correction téhéranaise. Un adolescent pris en train de vendre des publications subversives (contre la République islamique) y est incarcéré. Si des solidarités naissent entre les adolescents, le jeune prisonnier, qui s'estime innocent, finira par refuser de coopérer avec les autorités judiciaires et restera derrière les barreaux. La rédemption est ici moins évidente.

Mais le maître du film sur et avec les enfants est

incontestablement Abbas Kiarostami. Fin et anticonformiste, habile à jouer avec la censure, maître du « documentaire-fiction » (il refuse de trancher entre les deux genres), il est l'auteur d'une quinzaine de courts-métrages et de sept longs-métrages, tous tournés avec des acteurs non professionnels et situés dans le monde de l'enfance à l'exception de trois (dont cette magistrale interrogation sur la vérité et le mensonge qu'est *Close-up*).

Depuis son premier film, *le Passager* (1974) – les mille-uses d'un petit cancre de province pour prendre le bus de nuit vers Téhéran (la ville des merveilles) afin d'assister à un match de football – jusqu'à celui qu'il vient d'achever, *la Vie et rien d'autre*, hymne à l'appât de vivre des enfants (et des adultes) atrocement frappés par le tremblement de terre de 1990 dans le nord de l'Iran, toute son œuvre témoigne d'une immense tendresse pour un monde d'enfants-individus, nettement démarqué de celui des adultes, dans une société patriarcale dont les gosses subissent la brutalité, ouverte ou feutrée.

Ainsi *Où est la maison de mon ami ?* (1987), ou l'un de ses films les plus forts, *Devoirs du soir* (1989), qui vient de sortir à Paris. En apparence documentaire pédagogique sur le vécu des écoliers, il se révèle film-réquisitoire contre l'endoctrinement scolaire et religieux (ce qui lui valut une interdiction temporaire et cinq minutes de coupe) et sur les responsabilités non assumées des parents et des éducateurs.

Caractéristique du cinéma iranien, cette importante production destinée à la jeunesse, malgré un certain angélisme, est riche d'enseignement pour nos propres pratiques dans nos nations vieillissantes, où le cinéma tend à considérer les jeunes comme de futurs consommateurs ou comme des adultes en réduction, sans véritables valeurs et mobiles qui leur soient propres.

YVES THORAVAL

(1) Deux autres Papillons d'or ont récompensé deux films britanniques, de Colin Cragg et Gavin Miller.

Censure, censures

La censure iranienne est régie par des textes, mais aussi par des usages que les cinéastes ont appris à anticiper. Jusqu'en 1988, un court synopsis devait être soumis au Comité de contrôle des scénarios, puis un scénario complet. A chaque étape, ce comité accordait ou refusait son visa. Le film achevé était soumis au comité ad hoc de la Fondation Farabi pour le cinéma (organisme dépendant du ministère de la culture et de la conformité à l'islam, animé par des religieux réputés « ouverts »), qui demandait des modifications mineures, ou, dans les cas graves, le refus de le voir.

Depuis trois ans, la première instance a été supprimée (considérant que les cinéastes ont désormais soumis aux principes, la seconde, seule, touche du destin des films. Mais lorsqu'un film concerne un organisme public, tel que la police ou l'école, il doit d'abord recevoir l'aval du ministère de tutelle.

Certains films interdits ont fait l'objet de projections de « contre-programmes », organisées par la Fondation Farabi devant des assemblées nombreuses de professionnels. Si plusieurs d'entre eux, « blacklistés » pour leur faiblesse, ont finalement été autorisés, d'autres, qui transgressaient les règles, ont vu leur condamnation confirmée.

Il est recommandé d'éviter les actions trop folles, et les réalisateurs doivent s'abstenir de cadrer de trop près les jeunes femmes. Aucune vedette féminine célèbre avant la Révolution ne peut apparaître à l'écran. Les personnages féminins doivent porter des habits simples, de préférence sombres, et qui ne révèlent pas les courbes du corps. Seules les interprètes de personnages négatifs peuvent porter des vêtements colorés et à la mode.

En aucun cas les cheveux d'une iranienne ne doivent être visibles, même si le film se déroule avant la Révolution et donc avant que cette pratique soit devenue obligatoire – au cas où il serait vraiment impossible de respecter cet interdit, pour certains films en costumes d'époque, les cheveux visibles doivent être des perruques.

Si deux époux vont se coucher, ils auront des lits séparés. Aucun contact n'est autorisé entre eux – sauf

si les deux acteurs sont, dans la vie, mari et femme, auquel cas il est toléré qu'ils se touchent la main.

Les danses et les chansons sont interdites, à deux exceptions près : des danses traditionnelles peuvent être montrées, mais uniquement interprétées par des hommes ; des chansons traditionnelles ont également été parfois utilisées, à la condition qu'on ne voie jamais leur interprète. Sur ce sujet, il subsiste un désaccord entre les autorités islamiques, aussi est-il recommandé d'éviter la question.

Il arrive que le refus d'un projet de film repose sur des considérations plus abstraites, telles que « structure dramatique faible », « personnages mal définis », « manque de motivations claires ». Les cinéastes iraniens se sont élevés contre de tels jugements, qui outrepasseraient les compétences des instances de censure.

Commentant le peu de films sur la Révolution et sur la guerre Iran-Irak, Mohammad Beheshti, président de la Fondation Farabi, affirme avoir espéré que de tels événements engendreraient des œuvres magnifiques, mais que tout ce qui a été réalisé était nul. Désormais il recommande aux cinéastes de raconter des histoires intimes, citant en modèle... *Oui*.

Après une période relativement ouverte juste après la Révolution, beaucoup de films étrangers ont été interdits ou coupés. Toutes les scènes d'amour ont ainsi disparu, et il faut, après de longs débats, un « décret islamique » pour statuer sur l'épineux problème des cheveux : « Si la représentation des cheveux d'une femme musulmane est un péché, montrer les cheveux d'une non-musulmane est licite dans la mesure où elle n'est pas exhibée de manière lascive. »

Tout ce qui ressemblait à de la propagande étrangère, en particulier sur des thèmes religieux ou philosophiques, a également été supprimé... ou modifié, transformant en fervents islamistes des personnages qui n'avaient rien à voir avec l'Islam, parfois même d'ardents militants communistes. Mais de grands cinéastes européens ont récemment reçu des offres de production en provenance de l'Iran. Théo Angelopoulos vient ainsi de décliner la proposition d'une superproduction adaptant l'*Amélie* à l'écran.

IL Y A DES FILMS
QU'ON AIME VOIR,
PUIS REVOIR,
PUIS REVOIR,
PUIS REVOIR.

LA DISCRETE enfin en cassette vidéo. En vente partout.



PATHE VIDEO

سکرتا می ایستد

MUSIQUES

Sélection Paris

Mercredi 20 novembre

Mozart

Sonate pour piano n° 7

Beethoven

Sonates pour piano n° 1, 2 et 3

Melvin Tan (piano-forte)

Le piano-fortiste de Roger Norrington, vraie star outre-Manche, se produit pour la première fois à Paris.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 100 F.

Dutilleul

Thèmes, espaces, mouvement

Chausson

Symphonie

Beethoven

Triple Concerto

Brigitte Engerer (piano),

David Chailor (violin),

Orchestre philharmonique de Paris

Comme chaque année, l'Orchestre philharmonique de Paris de la Loire présente ses talents à la cause des Petits Frères des pauvres. Bons programmes. Bons solistes.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 70 F à 250 F.

Jeudi 21

Mozart

Sonate pour piano n° 15

Granados

Goyescas

Chopin

Valère

Jean-Marie Lussada (piano).

Par le jeune espoir français de l'époque, le cycle de Granados, jamais donné par des pianistes non hispaniques, et que Lussada va bientôt enregistrer. Schumann reconnaît, l'interprète s'efforce de souligner les filiations, et revivra à Chopin en conclusion, ces Valère qu'il veut d'immobiliser sur CD.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-06-07. De 150 F à 210 F.

MUSIQUES DU MONDE

75 F



LUN. 25 NOV. 20H30

TRIO ERIK

MARCHAND

ET QUINTET

CLARINETTES

Bretagne

avec la participation de

Yann Fanch Kemener

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

42 43 17 17

dans une interprétation qui doit beaucoup à Alfred Cortot. Il y a toujours du nouveau chez Lussada.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Varèse

Intégrales

Arco

Busoni

Berenson Médias

Strauss

Schneitz de Götter

Severini Gessandori (soprano),

Orchestre national de France,

Ken Nagano (direction).

Retour de Nagano dans des esthétiques bien antinomiques, à la fois d'un orchestre qu'il faut calmer après Varèse.

Busoni a dû être prévu à cet effet. Et puis Strauss, qu'on pourrait, pour cette scène finale de *Salomé*, rattacher à l'art pompier. L'épreuve vocale et orchestrale que l'on sait, néanmoins. Un défi de plus pour le jeune chef, après les *Gurrelieder* de Schoenberg au Châtelet.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 180 F.

Haydn

Sonates pour piano n° 38, 47, 62

Melvin Tan (piano-forte).

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 80 F.

Rachmaninov

Suite n° 1

Mozart

Sonate pour deux pianos

Saint-Saëns

Variantes sur un thème de Beethoven

Dukas

L'Apprenti Sorcier

Ravel

La Valse

Martin Argerich,

Alexander Rabinovitch (piano).

Second volet d'un diptyque commencé la veille. Au programme une pièce de Rabinovitch qui, gageons, décevra encore une fois les passions, des œuvres connues et une rareté à qui ces deux pianistes ébouriffants vont faire prendre l'air : les *Variantes* sur un thème de Beethoven, de Saint-Saëns, sur l'allégoire de la *Septième Symphonie*, une de ces partitions dont Cortot disait qu'elles « pasteurisent les rythmes et stérilisent les harmonies ». La Valse, pour se remettre.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-06-07. De 150 F à 210 F.

Johansen

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 70 F à 250 F.

Vendredi 22

Mozart

Sonate pour violon et piano KV 379

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 2

Debussy

Sonate pour violon et piano

Ravel

Trigone

Augustin Dumey (violin),

Maria José Pires (piano).

Ensemble, ils viennent de publier un disque de sonates de Mozart chez Deutsche Grammophon. Un modèle de conversation en musique. Pour Médécine sans frontières, Pires-Dumey ont puisé dans leur répertoire de quoi concocter un récital qui doit attirer beaucoup de monde.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 150 F à 210 F.

Maderna

Hypérion

Peter Eiche,

Jacques Zoon (basse),

Pénélope Wainwright-Clark (soprano),

Ensemble Asta,

les Jeunes Solistes,

Rachid Sidi (direction).

Le roman de Hölderlin auquel l'œuvre emprunte son nom a donné lieu au plus célèbre *work in progress* du siècle, une représentation de l'affrontement implacable qui oppose la voix du Poète et une réalité froide et hostile interdisant toute aspiration lyrique. On est bien loin de l'opéra, donc, même si le grand Orff a été chargé de la mise en scène : l'auteur a mis à disposition des interprètes

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 150 F à 210 F.

Samedi 23

Schumann

Romance pour piano n° 2

Sonate pour piano n° 1

Clara Schumann

Pièce pour piano

Brahms

Klavierstücke op. 118

André Collard (piano).

Les riches heures d'une pianiste inventive et parfois déconcertante, dans un cadre chargé d'histoire, et un programme lourd de passions réciproques.

Conservatoire d'art dramatique, 18 heures. De 70 F à 110 F.

Moussorgski

Auto sur la Moscova

Rachmaninov

Concerto pour piano et orchestre n° 2

Dvorak

Symphonie n° 8

Edvard Rudy (piano),

Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg,

Yuri Temirkanov (direction).

Tout à une fin ! Evgeny Mravinsky est mort après avoir légué au monde un orchestre forgé d'une main de fer, le plus virtuose, celui dont la sonorité était la plus saine. Et puis le mur est tombé, les frontières se sont ouvertes et de nombreux musiciens ont préféré s'exiler.

Rebaptisé Orchestre de Saint-Petersbourg, la Philharmonie de Leningrad a

Salle Pleyel, 20 heures. Tél. : 45-63-88-73. De 80 F à 150 F.

Samedi 23

Schumann

Romance pour piano n° 2

Sonate pour piano n° 1

Clara Schumann

Pièce pour piano

Brahms

Klavierstücke op. 118

André Collard (piano).

Les riches heures d'une pianiste inventive et parfois déconcertante, dans un cadre chargé d'histoire, et un programme lourd de passions réciproques.

Conservatoire d'art dramatique, 18 heures. De 70 F à 110 F.

Samedi 23

Moussorgski

Auto sur la Moscova

Rachmaninov

Concerto pour piano et orchestre n° 2

Dvorak

Symphonie n° 8

Edvard Rudy (piano),

Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg,

Yuri Temirkanov (direction).

Tout à une fin ! Evgeny Mravinsky est mort après avoir légué au monde un orchestre forgé d'une main de fer, le plus virtuose, celui dont la sonorité était la plus saine. Et puis le mur est tombé, les frontières se sont ouvertes et de nombreux musiciens ont préféré s'exiler.

Rebaptisé Orchestre de Saint-Petersbourg, la Philharmonie de Leningrad a

Salle Pleyel, 20 heures. Tél. : 45-63-88-73. De 80 F à 150 F.

Suite pour violoncelle et piano op. 24

Haendel-Halvorsen

Passepasse pour violon et alto

Grig

Sonate pour violon et piano n° 1

Dances paysannes norvégiennes

pour piano, extraits

Brahms

Quatuor pour piano et cordes n° 3

Hakon Austbo (piano),

Lars Andersson (violin),

Angela Kuhlmann (violin),

Le pianiste Hakon Austbo s'était fait connaître, il y a une quinzaine d'années, par un disque Ravel et un disque Janáček bien Parisien s'était fait bien discret. Il revient en première ligne dans un programme où il associe, en compagnie de quelques amis, des œuvres d'humour nordique.

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-48-48-27. 120 F.

Vendredi 22

Mozart

Sonate pour violon et piano KV 379

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 2

Debussy

Sonate pour violon et piano

Ravel

Trigone

Augustin Dumey (violin),

Maria José Pires (piano).

Ensemble, ils viennent de publier un disque de sonates de Mozart chez Deutsche Grammophon. Un modèle de conversation en musique. Pour Médécine sans frontières, Pires-Dumey ont puisé dans leur répertoire de quoi concocter un récital qui doit attirer beaucoup de monde.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 150 F à 210 F.

Maderna

Hypérion

Peter Eiche,

Jacques Zoon (basse),

Pénélope Wainwright-Clark (soprano),

Ensemble Asta,

les Jeunes Solistes,

Rachid Sidi (direction).

Le roman de Hölderlin auquel l'œuvre emprunte son nom a donné lieu au plus célèbre *work in progress* du siècle, une représentation de l'affrontement implacable qui oppose la voix du Poète et une réalité froide et hostile interdisant toute aspiration lyrique. On est bien loin de l'opéra, donc, même si le grand Orff a été chargé de la mise en scène : l'auteur a mis à disposition des interprètes

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 150 F à 210 F.

Samedi 23

Schumann

Romance pour piano n° 2

Sonate pour piano n° 1

Clara Schumann

Pièce pour piano

Brahms

Klavierstücke op. 118

André Collard (piano).

Les riches heures d'une pianiste inventive et parfois déconcertante, dans un cadre chargé d'histoire, et un programme lourd de passions réciproques.

كلنا من الجاهل

à la Backhaus plutôt qu'à la Brendel. Prokofiev et Chopin pour finir, les très « françaises » visions fugitives du premier, et la *Quatrième Ballade* de Chopin. Tout *Tristan et Isolde* en dix minutes, disait Heinrich Neuhaus.

Le 23. Abbaye royale de Fontevraud, 21 heures. Tél. : 16-41-51-73-52. 100 F.

Metz

Ohana

Llanto por Ignacio Sanchez Mejias
Syllabaire pour Phédo

Ensemble Musicatraz.
Roland Hayrabedian (direction).

Créé en 1950, enregistré une dizaine d'années plus tard, le *Llanto por Ignacio Sanchez Mejias* de Maurice Ohana est vraisemblablement l'une des œuvres contemporaines qui se sont le mieux vendues avant la *Sinfonia* de Berio et la *Messe pour le temps présent*. Œuvre forte, incantatoire, aux harmonies dures, cette cantate met en musique le célèbre poème de Federico Garcia Lorca. Syllabaire pour Phédo est un opéra de chambre qui date de 1968.

Le 24. Arsenal, 18 heures. Tél. : 87-74-16-16. De 115 F à 150 F.

Montpellier

Wagner

Le Vaisseau fantôme

Ekkehard Wlaschka (baryton),
Lubert Balslev (soprano),
Thomas Booth,
Heikki Suolahti (ténor),
Odojbon Tenniford (basse),
Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Montpellier,
Siegfried Kurz (direction),
Tobias Richter (mise en scène).

Distribution « nordique » pour la reprise de cet opéra maritime, coproduit par les Opéras de Lyon et de Montpellier.

Les 22 et 26, 20 heures : le 24, 15 heures. Opéra Berlioz. Corum. Palais des congrès. Tél. : 67-66-00-92. De 115 F à 250 F.

Jazz

Alain Brunet Quartet

On peut être haut fonctionnaire et trompettiste, en vérité. Alain Brunet ne délaisse jamais l'instrument. La musique n'a rien d'un passe-temps, d'un délassement, d'un repos de guerrier administratif : c'est une manière d'être. Son jeu est particulièrement clair, moderne et dynamique.

Le 21. La Coupole, 21 heures. Tél. : 43-20-14-20.

Yves Robert Quartet

Le plus original, le plus technique, le plus dévot, le plus prometteur des jeunes musiciens actuels. Qu'il joue du trombone est assez secondaire, puisqu'il le fait sonner comme à peu près tous les instruments, sauf le trombone. Particulièrement recommandé à ceux qui aiment, dans une dizaine d'années, avoir découvert Yves Robert.

Le 21. Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

Philippe Petit

Philippe Lacarrière

La guitare, c'est aussi cela, cette précision de conférence (Montaigne) que l'air s'effeuille, pique et relance. Six cordes pour Philippe Petit, quatre pour la contrebasse de Philippe Lacarrière, le résultat est une sorte de jazz de chambre sans prétention, sans référence classique, sans autre allusion qu'à l'intimité du



Klaus-Michael Grüber met en scène « Hypérion », de Bruno Maderna, à l'Opéra-Comique.

son. Le répertoire est très reconnaissable, la lecture franchement moderne.

Les 25 et 26. Bar du Potager, 22 heures. Tél. : 40-26-50-95.

Rock

The Inmates

Les Inmates ont tout donné au rythme n°1 blues, qui leur a rendu la mise en kilomètres sur les routes, en nuits blanches, en mésaventures discographiques. C'est pour ça qu'ils n'ont pas dévié d'un pouce, fidèles à la musique de Bo Diddley, des Rolling Stones, des Inmates.

Le 20. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Timbuk 3

Trois concerts pour enregistrer un album live, en compagnie de Timbuk 3, néo-folklores fantasistes, version électrique et déjantée de Peter Paul and Mary.

Du 20 au 23. Espace Orano, 19 h 30.

Lenny Kravitz

La popularité de Lenny Kravitz ne cesse de croître. Le voilà à Bercy, dernière étape avant le Parc des Princes. Espérons que la halte sera longue, assez pour que le surdoué se débarrasse de ses affections, de cette étrange timidité qui lui fait cacher son originalité sous le masque des grands anciens, Marvin Gaye, Jimi Hendrix ou John Lennon.

Le 22. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-60-02. 150 F.

Tournées

Supreme NTM

Le rap qui crie, qui insulte, qui moque et agresse. Et parfois, au-delà de la fureur, émerge une énergie, un appétit communicatifs, irrésistibles.

Le 22 novembre, Nantes. L'Olympie, 20 h 30, 70 F. Le 23, Salernes, salle Geoffroy-Marcel, 22 heures, 65 F. Le 24, Bordeaux, salle Bellegrave à Pessac, 19 heures, 40 F.

Les Objets

Objets de notre considération pour leur intelligence, leur sens mélodique, leur culture discrète, il leur reste à devenir Objets de désir en donnant beaucoup de concerts, en apprenant à se rapprocher du public. Les Objets sont doués, la

tournée est longue, on se rapproche de l'objectif à chaque date.

Le 22 novembre, Nice, le Dynamo, 21 heures. Le 23, Marseille, la Maison haïtée, 22 heures. Le 26, Besançon, l'Underground, 22 h 30. Le 27, Dijon, le Walldi, 22 heures, gratuit. Le 28, Mulhouse, le Calypso-Club, 0 heure.

FFF

La Fédération française de fonce à besoin de vous. En vue des prochains championnats du monde, Marco Prince et sa bande ont l'ambition de faire accéder la France au rang de grande nation du débranchement, un peu comme les Samoa lors de la dernière Coupe du monde de rugby. Si quelqu'un peut y arriver, c'est bien FFF.

Le 22 novembre, Toulouse, le Bldini, 22 h 30, 80 F. Le 23, Angoulême, MJC-Ma campagne, 20 heures, 70 F. Le 24, Nantes, l'Olympie, 18 heures. Le 26, Paris, le Bataclan, 19 h 30, 90 F. Le 28, Nice, le Capitole, 21 heures.

Calvin Russell

Texas qui ressemble au frère caché d'Harry Dean Stanton, Calvin Russell emporte à la semelle de ses bottes pointues la poussière de la plaine, le goudron qui fond au soleil et, sous l'odeur du whiskey, on distingue même le parfum bon marché d'une serviette à chouchoute bloquée.

Le 22 novembre, Toulouse, le Bldini, 22 h 30, 80 F. Le 23, Angoulême, MJC-Ma campagne, 20 heures, 70 F. Le 24, Nantes, l'Olympie, 18 heures. Le 26, Paris, le Bataclan, 19 h 30, 90 F. Le 28, Nice, le Capitole, 21 heures.

Chanson

Charles Aznavour

Liza Minnelli

Charles et Liza, le charme du passé retrouvé, du music-hall de grand charme et de la chanson reine des soirées brillantes.

Les 20, 21, 22, 23 et 26, 20 h 30 : le 24, 16 heures. Palais des congrès. Tél. : 40-08-00-72. Location FNAC. De 150 F à 450 F.

Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre et plein d'humour à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour, de sentiments passagers.

Les 20, 21, 22, 23 et 28. Théâtre de Din-Heures, 20 h 30. Tél. : 48-08-10-17. De 80 F à 100 F.

Jacques Mahieux

Colette Magny

Deux passionnés de jazz décalés vers la chanson. Colette Magny à la voix toujours aussi splendide et Jacques Mahieux, batteur passé à la chanson avec originalité.

Le 22. Bagneux. Théâtre Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 47-35-58-78. Location FNAC, Virgin, 80 F.

Isabelle Aubret

Isabelle Aubret vient de sortir un nouvel album tout en charmes anglo-saxons. Une quinzaine de mélodies puisées dans les standards éllingtoniens ou chez Cole Porter, superbement chantées. Première en scène.

Les 25 et 26. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Tournées

Charlène Couture

Un concert bien mené avant la pose, prédite de longue date, du rockeur-cerveau-critique pensait depuis peu à l'Australie. Retour sur le passé, avec *Un avion sans aile*. *Mentir de métier*, le *Loup dans la bergerie*, nouveautés extraites du dernier album (*Victoria Spirit* chez EMI), tel le caustique *Media Panic* écrit pendant la guerre du Golfe. Avant d'assouvir son rêve d'adolescent, la mise en scène de cinéma, Couture passe en revue ses talents de chanteur (voix, textes, mélodies).

Le 25. Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Festivals

Verdun

Festival des cultures noires de la francophonie

On Verdun revêt et corrige, recentré en ville plantée, le 24, le Sénégalais Lamine Koné, au milieu d'un gentil fouillis africain-antillais.

Les 22, 23 et 24 novembre. Renseignements et réservations, tél. : 23-83-44-22.

Lille

Hispanica

Le groupe Juyango, six artistes noirs et métis de la côte Pacifique, de l'Équateur, pour un concert inconnu au milieu du Festival de Lille, consacré cette année à l'Espagne.

Le 24 novembre, à 17 heures, à Maréchal-Bercy.

Jane Birkin

Frêle, forte, chanteuse de style, actrice à fleur de peau, Jane Birkin, Gainsbourg *for ever*, avec pudeur, délicatesse et savoir-faire.

Le 22 novembre, Joux-la-Tour (près de Tours), Espace André-Malraux, 20 h 30. Le 23, Châteaufort, Hall des expositions de Belle-Ile, 20 h 30. Le 24, Montigny, l'Athénor, 18 heures. Le 26, Saint-Etienne, Palais des sports, 20 h 30, 145 F et 160 F. Le 27, Marseille, Palais des sports, 20 h 30, 165 F. Le 28, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30, 158 F.

Musiques du monde

Africa Fête

Salif Keita, Manu Dibango, Human Spirit, Zao, Donke : belle affiche, classique cependant, pour cette treizième édition d'Africa Fête, à la Cigale. Impérissable, car plus rare, Ramata Kouraté et son mari Dieli Seckou Sacko, grands griots venus de Gambie, l'une avec une voix sans pareille, l'autre avec sa kora magique.

Le 21. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 100 F.

Parveen Sultana

Les pentes vertigineuses du *Myal*, chanté par une des deux grandes voix féminines de l'Inde actuelle (avec Lakshmi Shankar). Le lendemain, à la même heure, Rathi Laya, ensemble de percussions de l'Inde du Sud.

Le 22. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40.

Monica Passos et Les Étoiles

Monica Passos aime les onirances de cantatrices, les excès et les audaces appliqués à la musique populaire brésilienne. Elle raconte sa vie en s'amusant, et nous fait beaucoup rire. Toilettes abusives, voix amplifiée, distorsions mélodiques, ça passe on ça casse. Dans cette minirevue des dix ans du *New Morning*, elle devrait relever un duo tombé dans la caricature, les Étoiles.

Le 22. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Trio Erik Marchand

Quintet clarinettes

Deux spectacles en un : Erik Marchand, d'abord dans le rôle du chanteur, puis dans celui du musicien au sein du Quintet clarinettes. Dans la première version, Erik Marchand, grand praticien du *Kar-ha-dikan* breton, s'est adjoint les services d'un jeune joueur de tabla, Hameed Khan, et d'un musicien traditionnel passé au luth, Thierry Robin. Le résultat est d'une grande subtilité, Marchand chante à merveille et les genres s'imbriquent sans se tuer.

Le Quintet clarinettes dégage la pratique traditionnelle de cet instrument en Centre-Bretagne, en travaillant sur la base de styles différents : la clarinette classique et la clarinette traditionnelle à trois clefs.

Le 25. Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Festivals

Verdun

Festival des cultures noires de la francophonie

On Verdun revêt et corrige, recentré en ville plantée, le 24, le Sénégalais Lamine Koné, au milieu d'un gentil fouillis africain-antillais.

Les 22, 23 et 24 novembre. Renseignements et réservations, tél. : 23-83-44-22.

Lille

Hispanica

Le groupe Juyango, six artistes noirs et métis de la côte Pacifique, de l'Équateur, pour un concert inconnu au milieu du Festival de Lille, consacré cette année à l'Espagne.

Le 24 novembre, à 17 heures, à Maréchal-Bercy.

Frêle, forte, chanteuse de style, actrice à fleur de peau, Jane Birkin, Gainsbourg *for ever*, avec pudeur, délicatesse et savoir-faire.

Le 22 novembre, Joux-la-Tour (près de Tours), Espace André-Malraux, 20 h 30. Le 23, Châteaufort, Hall des expositions de Belle-Ile, 20 h 30. Le 24, Montigny, l'Athénor, 18 heures. Le 26, Saint-Etienne, Palais des sports, 20 h 30, 145 F et 160 F. Le 27, Marseille, Palais des sports, 20 h 30, 165 F. Le 28, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30, 158 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Jerome Robbins

Dances et « Gathering »

En Sol

Glass Pieces

Une soirée Robbins, c'est le festin de danse le plus raffiné qu'on puisse déguster aujourd'hui. Accompagné d'un menu musical pas désséchant non plus : Chopin, Ravel, Phil Glass. *Dances* et *Gathering*, que Robbins chérit particulièrement (l'un aussi), assure un répertoire de Garai avec *Glass Pieces*. En Sol y figurait mais s'y faisait trop rare.

Opéra de Paris-Garai, les 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 novembre et 1^{er} décembre à 19 h 30. Le 24 novembre à 14 h 30, le 20 à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 250 F le 30 novembre en matinée, de 25 F à 220 F.

Jean-Pierre Perreault

Joe
Un chorégraphe à découvrir - c'est l'un des importants de la nouvelle « école montrealaise », une pièce qui a marqué, nous dit-on, l'histoire de la danse canadienne. Aux douze danseurs québécois sont associés dix-huit danseurs franciliens recrutés pour la circonstance par Jean-Pierre Perreault.

Grande Halle de La Villette, du 26 au 30 novembre à 21 heures. Tél. : 40-03-39-03. 120 F.

Dana Reitz

Les Ondes sur l'Evang
Une chorégraphie minimaliste américaine, à laquelle le Festival d'automne est fidèle. Avec la collaboration de Jennifer Tipton, star new-yorkaise de l'éclairage, et du compositeur Hans Peter Kahle (coproducteur de Bob Wilson pour *Damned* et *Desire*).

Centre Georges-Pompidou, du 20 au 23 novembre à 20 h 30. Le 24 à 16 heures. Tél. : 42-96-96-94. 85 F.

Scènes

11- Rendez-vous chorégraphiques
Des rendez-vous à ne pas manquer : avec Hervé Robbe et sa nouvelle création, *En espérant l'éclipse* (le 26) ; avec Daniel Latrieux et ses ravissantes *Gravures* (le 29), puis en décembre avec Nicole Mosconi, Mathilde Monnier et Odile Duboc.

Les *Générations*, du 30 novembre au 19 décembre, 20 h 30. Tél. : 48-61-36-47. 110 F.

Toulouse

Joseph Nadj

Central politesse

Sept Peaux de rhéologues

Comedia Tempio

Voilà une initiative intelligente qui devrait être imitée : au lieu de créer comme tout le monde à la rage d'effiler une création, le Théâtre Garonne permet à son public de mieux connaître l'univers d'un chorégraphe contemporain avec une rétrospective de ses œuvres. *Canard* les 22 et 23, *Sept Peaux* les 26 et 27, *Comedia Tempio* les 2 et 3 décembre.

Théâtre Garonne, du 22 novembre au 3 décembre à 21 heures, le 27 à 19 h 30. Tél. : 61-42-33-95. 100 F.

Canines

7- Festival international de danse
Le Ballet Gulbenkian avec des pièces de Nacho Dúo, Jiri Kylian et Olga Roriz (le 21), le Ballet Cullberg avec l'icône-claude et passionnant *Luc des cygnes* de Mats Ek (le 22), l'Atterballeto avec le *Roméo et Juliette* d'Amadeo Amadeo, dansé par la divine Alexandra Fari (les 23 et 24), Sankai Juku avec *Des anges debout par curiosité* (le 25) et le Teatro de Danza Espanola avec des chorégraphes de Lullillo (le 26). Au menu des « Apéro-midi de danse contemporaine », le jeune Ballet international de Canes, l'Ensemble Sinopia, Nicole Mosconi, Dansemakers et Tandem.

Palais des festivals, du 21 au 28 novembre, 17 h 30 et 20 h 30. Tél. : 92-98-62-77. De 70 F à 250 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nassac.

Le Monde EDITIONS

Voyage avec Colomb

Edwy Plenel

Quel fut hier le monde qui enfanta la découverte ? Quel est aujourd'hui le monde qui en résulte ? Une chronique métissée, à l'instar de son héros, où le présent se dévoile à la lumière du passé.

Le feuillet de l'étré du Monde disponible en livre

AULNAV

28 novembre 91

21h

BARBARA

LOC. 44 61 00 22 31MAC 3615 C de THA

(Publicité)

ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX-AQUITAINE

ALAIN LOMBARD

SAISON 91/92

AU THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

8 décembre à 15 h

ALAIN LOMBARD

VIKTOR TRETIAKOV

PROKOFIEV

L'amour des trois oranges (suite)

Concerto pour violon n° 1

Symphonie n° 5

RENSEIGNEMENTS : 47-27-81-15

Maison des Arts

du 15 nov. au 18 déc.

LES GUERRES MICROCHOLINES

D'APRÈS RABE LAIS

MISE EN SCÈNE PIERRE PRADINAS

LOCATION 49 30 18 88

FNAC Virgin Megastore

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

Distributeur Distique

TGP

DANSES DE SAINT DENIS

Francesca Lattuada

Hilarotragedia

CREATION

20.22.23.24 novembre

42 43 17 17

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Clefs

d'Alain Esnery, mise en scène d'Arlette Bonnard, avec Arlette Bonnard, Mireille Delorain, Alain Esnery et Jean-Claude Girardon. Certains héritages ne tombent pas tout crus dans la bouche des légataires. Pour pénétrer dans son nouveau domaine, un homme doit résoudre une énigme, chercher loin, très loin une solution qui, bien sûr, est à portée de main. Un conte.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 26 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Combat de nègre et de chiens

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Guy Delamotte, avec Robert Oussou, Didier Castello, Véro Dumeau et Pierre Fey. Koltès, que l'on joue beaucoup cette saison, pour cette façon furieuse qu'il avait de dire la solitude, la nuit, le désespoir.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 22 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Contes et Exercices

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Claude Confortis, avec Maurice Rappet, Nathalie Mazzoni, Brigitte Defranco, Sonia Petrovna et Kika Tchénko. Ionesco, toujours, mais dans une œuvre peu connue, avec Kika Tchénko.

Théâtre Paris-Pleins, 13, rue du Général-Gaillard, 15. A partir du 26 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 40-43-01-82. De 50 F à 100 F.

Des siècles de paix

d'Olivier Perrier, mise en scène de l'auteur, avec Abdallah Badis, Georges Blond, Dominique Héran, Frédéric Kuzne, Simon Lapourtière, Florence Limoges, Olivier Perrier et Simon Sadin. Une vie de paysans, paisible et laborieuse de 1800 à aujourd'hui. Une paix qui sera troublée par un voisin inattendu mais très respecté : le cochon.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 20 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Dien grammairien

de Marcel Marguier, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Clévenot. Dissertation et variations sur les mots. Et le retour de Philippe Clévenot est toujours un plaisir.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 26 novembre. Du lundi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-67-42-14. De 55 F à 90 F.

L'Empire ; Ion

de Michel Deutsch, mise en scène de Michel Deutsch, avec Hélène Lapevère, Christiane Millet, François Berleand, Christiane Millet, Jean-Jacques Moreau et Christian Taponard. Concours d'éloquence entre Ion, premier prix, de la poésie d'Homère, et Socrate qui veut mettre à bas certitudes et illusions.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 26 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Du dimanche à 15 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Opéra-bulles

Voyage en quatre actes dans l'univers de la bande dessinée. Est-ce qu'il y aura des puns de Tautou, Astérix, Gaston Lagaffe ou Black et Mortimer ?

Grand Halls de la Villette Salle Boris-Vin, 211, av. Jean-Jaures, 19. A partir du 26 novembre. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 12 heures. Tél. : 42-43-77-22. 90 F et 80 F.

Rémonkeno

d'après Raymond Queneau, mise en scène d'Harold Collin, avec le Théâtre Gobelins. Un spectacle composé de textes de Ray-

mond Queneau : le Chien, Zazie dans le métro, Pierrat mon ami, Loin de Rueil. Une compilation orchestrée par des comédiens du monde entier. De l'université de Queneau.

Amateurs de Paris, 110, rue des Amateurs, 20. A partir du 24 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 70 F et 50 F.

Une envie de tuer sur le bout de la langue

de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Claude Bonifait, Daniel Brique, Claude Desdès, Gilles Legay, Gérard Laroche et Marie-Paule Simon. Comment séduire la femme sur laquelle on a jeté son dévolu lorsque l'on s'est fait jeter de l'unique boîte de nuit de la ville et qu'elle est dedans. Traces et aléas des noctambules par un jeune auteur-metteur en scène dont les mots semblent sortir d'une boîte à malice.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. A partir du 26 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-62-22. 70 F et 100 F.

Y a pas que les chiens qui s'aiment

de Marie Trintignant et François Chazot, avec Marie Trintignant et François Chazot. Tous deux, ils ont écrit et interprètent ce texte sur l'amour. De cet amour qui vous tombe sur la tête comme une enclume, une « catastrophe naturelle », disent Marie Trintignant et François Chazot.

Théâtre national de Chaillet, 1, place du Trocadéro, 16. A partir du 20 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 15. De 100 F à 140 F.

Sélection Paris

Bête de style

de Pier Paolo Pasolini, mise en scène de Stenislav Nordy, avec Laurent Schilling et Stéphanie Schwaerman. Des personnages allégoriques et d'autres, très concrets : c'est Pasolini.

Théâtre Gérard-Philippa, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-58. 100 F.

Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Claude Bouchery, Clotilde de Seynes, François Clavier, Eric Elmosnino, Estienne Lefebvre, Madeleine Marfin, Nicolas Pignat, Patrick Pineau et Philippe Uchan.

La femme porte en elle toutes les ambiguïtés de la jeunesse. Les hommes sont moins complexes : d'un côté le joueur, de l'autre l'idéaliste. Et une éternelle histoire d'amour impossible.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Cent millions qui tombent

de Georges Feydeau, mise en scène de René Luyon, avec Carlos Chelina, Aristide Demontico, Sylvie Faivre, Didier Kerkasert, Jean-François Lapaus, Jean-Philippe Lo Crasto, Anne Marano, Ghislain Morlet, Charles Muret, Michel Raskine, Alain Rimoux, Isabelle Védie et Marie-Aude Weiss.

Le metteur en scène a demandé à trois auteurs de compléter ce vaudeville inachevé de Feydeau, qui aurait sûrement apprécié ce cadavre exquis.

Théâtre 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-83-26-30. 80 F et 110 F.

Cœur ardent

d'Alexandre Ostrovski, mise en scène de Bruno Besançon, avec Annie Aleno, Pascal Bongard, Jean-Noël Brouté et Jean-Charles Forman.

Une satire de la nouvelle bourgeoisie russe, au XIX^e siècle - on s'y croirait vraiment - dans un étrange paysage de formes molles en voie de métamorphose. Impressionnant.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.



Denise Gence et Isabelle Karajan, dans les *Comédies barbares*, mises en scène par Jorge Lavelli au Théâtre de la Colline.

Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blancher, Maria Casarès et Denise Gence.

Dans l'Espagne du XIX^e siècle, la Galice est connue comme une terre aux coutumes médiévales. Le seigneur y possède un pouvoir que seule l'Eglise peut lui disputer. Valle-Inclán invente des personnages picaresques et monstrueux, dans un monde convulsif, où le rire explosé comme une décharge de dynamite.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, 20. Du mercredi au dimanche à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-86-43-80. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Marivaux, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casile, Alain Pailon, Pascal Elie, André Gaudel, Marianne Mayotte, Jean-François Rémi, Jean-Baptiste Malaret, Christophe Liden et Sébastien Demachy.

Une jeune fille se travestit en chevalier pour mettre à l'épreuve l'homme qu'elle doit en principe épouser. Du pur Marivaux, mis en scène et interprété avec la plus troublante des amertumes glacées.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les lundi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Les Guerres picrochollines

d'après Rabelais, mise en scène de Pierre Pradinas, avec Dominique Balzer, Patrick Camboni, Pascal Elie, André Gaudel, Marianne Mayotte, Pit Gaudier, Marianne Groves, Denis Lavant, Alain Langlet, François Morin, Huy Phong Doan, Nao Sena, Michel Vuillemin et Canon Ball.

Le metteur en scène promet : des combats de géants, des grandes bouffes. Des ruses énormes, des jolies personnes. Des prises de châteaux-forts, des stratégies péroles. Le monde de Rabelais qui a dit que le rire est le propre de l'homme.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.

Les Guerriers

de Philippe Minyana, mise en scène de Jacques Nichet, avec Robert Cantarella, avec Jany Gastaldi, Christophe Huyman, Madalène Rogiani et Alain Reibel.

Des guerriers revenant très abîmés de campagne, rencontrent une jeune femme folle, ou rusée. D'eux, elle n'attend qu'une chose : qu'ils s'entre-tuent. Et, naturellement, qu'ils lui vouent un amour éternel.

Théâtre ouvert-jardin d'été, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 18. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-62-69-48. 75 F et 95 F.

Le Haut-de-Forme, Stk-Stk

d'Edoardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichet, avec Jean-Claude Friauf, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Morino, Isabelle Candellier et François Toumanian.

Eduardo de Filippo, enfin reconnu pour son talent d'impitoyable satiriste, arrive progressivement sur nos scènes.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Les Atrides

d'Eschyle, mise en scène d'Artane Mnouchkine.

Du meurtre d'Iphigénie, sacrifiée aux dieux pour que les vents se lèvent et que son père puisse aller faire la guerre aux Troyens, jusqu'au meurtre de Clytemnestre par son fils Oreste... C'est la terrible histoire des Atrides, en musique, en danses, en paroles.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. En alternance. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Les jours se traînent, les nuits aussi

de Leandro-Alain Baker, mise en scène de Gabriel Garin, avec Isach de Bankolé, Nathalie Cerda et Jean-Daniel Laval.

Deux Noirs et un Blanc. « On ne sait pas si l'auteur (congolais) louche du côté de Pasolini (Théorème), de Frank Capra ou de Boris l'An, toujours est-il que le texte est ouvert à une métaphore sur quelques notions fortes comme l'ordre et le désordre », écrit le metteur en scène.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. De 110 F à 200 F.

Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufrillo, Georges Wilson, Paola Lami, Jean-Pierre Dravel, Serge Failland, Jacques Jacquemin et Pierre Val.

Quand un Prix Nobel hors d'âge et mourant s'obstine à ne pas mourir, il met en difficulté son entourage, qui est vaste. Qui devient fou, tout au moins loufoque. Un délice pour les comédiens et les spectateurs.

Enver, 55, rue de Clichy, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. Durée : 2 heures. De 90 F à 250 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de Jean-Claude et Trevor Nunn.

avec Robert Marlen, Patrick Rocca, Louise Pire et Stéphanie Martin. Il n'est plus besoin de présenter les *Misérables*. Il y a eu d'abord la grandeur et le lyrisme achevé de Victor Hugo. Puis les films. Puis Hossain. Puis ce spectacle de légende, l'un des plus gros succès mondiaux, fidèle à sa légende.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-76-04-04. De 100 F à 350 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur. Affrontement d'hommes et de femmes, des chéris et des chevaux. Progressivement apparaît le monde enchanté, le monde barbare et sophistiqué des Centaures, sur lequel règne Bartabas, l'homme en noir.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaures, 93000 Aubervilliers. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Le Temps et la Chambre

de Rolf Strausz, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Samuel Verley, Pascal Gregory, Anouk Grinberg, Marc Betton, Bulle Ogier, Roland Blanche, Jean-Pierre Moulin, Laurence Côté et Marc Côté. Femme-fragile, femme-dévoreuse, femme-errante, femme de tous les temps, Anouk Grinberg, incandescente, est la brûlure de la vie, de la mort. C'est le spectacle le plus littéralement magique de Patrice Chéreau. On en demeure marqué.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul Claudel, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F.

Timon d'Athènes

de William Shakespeare, mise en scène de Dominique Pitoiset, avec Hervé Pierre, Julian Negulesco, Dominique Laidet, Nadia Fabrizio, Damien Dedeau, Mathieu Delmonno, Edmond Vuilloud, Raoul Teuscher, Gilles Fisseau, Daniel Mellier, Jean-Philippe Meyer et Yves Favier. La pièce, qui n'est pas la plus connue de Shakespeare, met en scène la grandeur et la décadence d'un général grec, qui se retire dans le désert. Le modèle d'Alceste, en quelque sorte. Dominique Pitoiset s'intéresse aux misanthropes.

Athénée-Louis Juvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Juvet, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le mardi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 20. De 65 F à 130 F.

Un mari

d'Halo Suavo, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Françoise Selner et Simon Elie. C'est l'étrange histoire d'un avocat qui autrefois, par jalousie, a tué sa femme. Or il doit défendre un homme accusé de crime passionnel, et met en doute la fidélité de sa femme. C'est un portrait pérole de la bourgeoisie tristesse.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-86-43-80. De 110 F à 220 F.

Un prénom d'archiduc

d'après Charles-Ferdinand Ramuz, de Michel Soutter, avec Martine Pascal et Claude Guyonnet. Il a imaginé toutes les vies dans ses romans et ses rêves. Elle a tout compris de la vie. Leurs souvenirs se croisent, leurs mots dansent ensemble. Il y a des rires et de la mélancolie. Il y a la chaleur de la vie.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-58-80-70. Durée : 1 h 30. De 50 F à 150 F.

Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Claude Panchenat, avec Nadine Alari, Jean Alibert et Gilbert Baugnot.

Histoire de couples, "s'ensuivent des déesses, les autres se font at, les pères se marient, les enfants aussi. Un homme s'en va, quitte ses amis. La fête se finit dans les rires et les chansons.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-58-80-70. Durée : 3 heures. De 50 F à 150 F.

Volière Dromesko : dernier chant avant l'envol

Cette volière sous sa coupole translucide abrite un monde étrange, celui des animaux et des hommes qui savent voler non seulement sur les ailes de la poésie, mais sur celles de l'humour. Qui savent traverser les airs, et défont la pesanteur. Un monde ensorcelé.

Parc de la Villette (sous chapiteau translucide), 211, av. Jean-Jaures, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

Régions

Marseille

Les Paravents

de Jean Genet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Dora Doll, Coco Folgerolles, Michèle Grélier, Michèle Marquis, Lucie Mélie et Jean-Paul Bordes.

L'une des pièces les plus fortes de Genet, qui, à travers l'histoire d'une famille rejetée, a certainement su toucher au vif là où on a mal.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Du mardi au samedi à 20 heures, le mercredi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

Villeurbanne

Roberto Zucco

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Bruno Boëlle, avec Hélène Surgère, Judith Henry, Christiane Cohendy, Philippe Faure, Guy Nalgeon, Gilette Barbier, Hubert Gignoux et Myriam Boyer.

C'est Bruno Boëlle qui, en France, a la tâche exaltante de faire vivre le héros suicidaire de Bernard-Marie Koltès qui tue pour s'approcher de la mort. Une pièce étrange, énigmatique, magnifique.

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les mercredi et jeudi à 19 h 30, les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-50. De 90 F à 140 F.

Dernière représentation le 23 novembre.

La sélection « Théâtre » a été établie par Bénédicte Mathieu

VOICI
LA PREMIERE
CASSETTE VIDEO
AVEC UN GRAIN
DE BEAUTE.

LA DISCRETE enfin en cassette
vidéo. En vente partout.



مكتبة من الكتب

هنا من الفن

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Elégances et modes en France au XVIII^e siècle

En quatre-vingts robes, l'histoire du costume féminin de la Régence à la Révolution. Les matériaux sont fastueux, les modèles d'une éblouissante complexité. Ces raretés sont prêtées pour quelques mois par leur propriétaire, l'Institut de la mode de Kyoto.

Musée des arts de la mode, galerie de pierre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Du 22 novembre au 5 janvier 1992. 25 F.

Harcourt oblige

Ecrivains connus, chanteurs de variété, comédiens et acteurs de cinéma, hommes politiques, sportifs, se précipitent au célèbre studio créé en 1934 et, listés par l'éclairage, maquillés, retouchés, offrent une image idéalisée d'eux-mêmes. Un panthéon fameux qui va de Julien Gracq à Arletty, Catherine Deneuve, Yves Montand et Alain Delon jusqu'en.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Du 20 novembre au 1 mars 1992. 25 F (entrée du musée).

L'Art pour l'art, hommage à Mozart

Plus de trois cents objets, lettres, manuscrits, gravures, portraits retracent les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, hélas ! éclairée trop faiblement parfois.

Salle Gaveau, 45, rue la Boétie, Paris 8^e. Tél. : 42-74-18-13. Tous les jours de 9 h 30 à 19 heures. Du 25 novembre au 14 décembre. 30 F.

Les Chefs-d'œuvre de la photographie dans les collections

Cent-vingt photographies originales éclairent d'un jour nouveau l'existence d'une collection peu connue comprenant 70 000 pièces réunies entre 1860 et 1914 à des fins pédagogiques et documentaires. Elles sont prises par des pionniers prestigieux : Atget, Baldus, Marville, Nègre ou les frères Bisson, et complétées par les travaux de seize élèves de l'École des beaux-arts.

École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Du 20 novembre au 5 janvier 1992.

Rops et la Modernité

On connaît Félicien Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits inavouables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaubourg, 127-128, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-28-18. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Du 22 novembre au 23 février 1992. 20 F.

Paris

Photographies de François-Marie Bannier

Un ensemble oscillant entre le « peuple » et le portrait de rue, dont se détachent quelques trouvailles. Eric Rohmer défilant une partition, Horowitz au piano et surtout Samuel Beckett en 1989 à Paris, isolé sur un banc, de profil, figure hiératique et inoubliable, appuyé sur une canne et capté au vol entre deux sorties de l'hopital.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Les musées de Sri-Lanka prêtent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 25 F.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retracent sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et d'esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a puisés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période Art déco, galerie Doris (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des Arts décoratifs qu'est né, grâce à François Mathy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des Arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Les Vandoyers, une dynastie d'architectes

Le portrait richement documenté d'une dynastie d'architectes qui, de 1756 à 1947, pris de deux siècles, aura contribué à assurer la diversité, la tradition, mais aussi l'enrichissement d'une architecture bien française, capable avec autant d'enthousiasme de servir dans la « noblesse » des beaux-arts que de s'engager sur des chemins pionniers.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-43-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures.

Fermé le lundi. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'accès du musée).

Agnès Martin

Au point extrême d'épuration de l'abstrait, aux confins du vide, les œuvres de l'artiste américaine cherchent à tirer de la réflexion sur la peinture une poésie zen.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F).

Nouvelles routes de l'architecture au Venezuela

Venue du musée de Caracas, cette exposition présente les projets d'une quinzaine d'architectes vénézuéliens selon un schéma inhabituel en France. Le tropique du Cancer y apparaît comme une donne susceptible d'influer sur la forme, comme la ville, et comme le paysage. Une exposition-voilage, dans le système arondissement.

Maison de l'architecture, 7, rue Chailot, Paris 16^e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Paris-Haussmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Haussmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Armenie, 21, boulevard Morand, Paris 6^e. Tél. : 42-76-33-87. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eut le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (déjà !), dont certaines n'ont encore jamais été exposées au public.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

Martin Schongauer

Des cent seize gravures connues du « Bean Martin », premier grand maître du burin, le Petit Palais en conserve cent une. Et les expose pour célébrer à son tour, dans la foulée du Musée de Colmar, le cinquantième centenaire de la mort de l'artiste.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 18 février 1992. 30 F.

Un âge d'or des arts décoratifs (1814-1848)

Comment, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, roi, princes et bourgeoisie montante ont comblé leurs demeures de somptuosité : lits et fauteuils en acajou et bronzes dorés, bureaux marquetés, tapisseries des Gobelins, vaisselle en argent ou porcelaine de Sèvres... On n'est pas obligé de tout aimer.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 34 F.

Un certain Derain

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Derain qu'explore Michel Hoog. Il a rassemblé un beau lot de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, parvis des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 42-67-40-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 20 janvier 1992. 25 F, dim. : 13 F.

Louis Visconti, architecte

Deux raisons pour se ruer aux Archives de Paris : le contenant, l'architecture d'Henri Gardin ; et le contenu : la redécouverte richement documentée de Visconti, l'un des acteurs les plus significatifs de la ville pré-haussmannienne.

Archives de Paris, 18, bd Sévigné, Paris 19^e. Tous les jours sauf dimanche, les 25 déc. et 1^{er} jan., de 9 h 30 à 17 heures, lundi de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1992.

Galleries

Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récents. Des grands tableaux nocturnes, lunaires ou sataniques, chargés de pictorialité, émergent des semblants d'êtres hybrides plus ou moins formés. Que les sculptures en terre cuite et fer forgé concrétisent. Garouste n'a pas changé.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 18 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Eugène Leroy

« En peinture, disait volontiers Jacques Villon, ce sont les soixante-dix premières années les plus dures. » La carrière d'Eugène Leroy vérifie cette maxime. Après des décennies d'indifférence, la mode s'est emparée de ses tableaux riches de couleurs et de matières jusqu'à en paraître saturés. Avec Leroy, l'expressionnisme abstrait a trouvé une nouvelle jeunesse.

Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge, Paris 6^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 décembre.

Bernard Rancillac

Avec la galerie Krief et la galerie Thierry Salvador, la galerie 1900-2000 rend hommage à Bernard Rancillac. C'est une bonne idée car voilà longtemps que l'on n'avait vu pareil ensemble de ce peintre qui, depuis les années 60, regarde son époque d'un œil froidement ironique.

Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-25-84-20. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, lundi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 novembre.

Colmar

Martin Schongauer

C'est l'année du cinquantième centenaire de la mort de ce grand maître que l'on situe généralement à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Le musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-88-23. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Visite sur rendez-vous au 89.41.02.29. Jusqu'au 1^{er} décembre. 45 F.

Nîmes

Walker Evans, Edward Steichen

Des débuts pictorialistes de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité prônée par Walker Evans, la confrontation forte des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Caille, Michals, Le Gac, Fagenbaum, Rousse, Boltanski.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-76-70-76. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Reanes

Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Béguin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations inépuisables entre peinture, sculpture, art décoratif, d'une part, et bouddhisme, d'autre part. C'est une leçon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 95-25-55-55. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février 1992.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu de l'Arte Povera, expose à l'Antenne Doune quelque 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, adhésif... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Antenne Doune, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 86-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

Villeneuve-d'Ascq

Victor Burgin

Un Anglais qui depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétique.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59600. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breuerette et Frédéric Edelmann. Photo : Patrick Rogiers.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS	
RIVE DROITE	
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.
RELAIS BELLMAN 77, rue François-I ^{er} , 8 ^e 47-23-54-42 F. sam. dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Glace du jour.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e 48-78-42-99/34-61	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS. CRUSTACÉS. PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la mer » 150 F TTC.
LE CORSAIRE 1, bd Exelmans, 16 ^e 45-20-87-85 et 45-25-53-25	Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de qualité. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F et carte. Fermé samedi.
RIVE GAUCHE	
NOS ANCIENS LES GAILLOIS 46-33-66-07 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e Climatisé	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
LE MAHARAJAH Plus à emporter : moins 30 % 43-54-26-07 42-22-21-36	L'INDO SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 3 ^e , M ^o Maubert, T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., dim. jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Tar. 160 F.
LE SYBARITE 6, rue Dauphine, 6 ^e F. sam. midi et dim. 42-22-21-36	AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI ^e s. Déj. d'affaires, dîners aux chandelles. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 168 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.
YUGARAJ (Salle climatisée) 14, rue Dauphine, 6 ^e 43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les Indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).
RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. so. confor. de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
SOUPEURS APRÈS MINUIT	
ALSACE A PARIS T.L.J. 43-26-39-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e - Salons CHOUCRUTES, grillades, POISSONS DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.	
LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSONS DU MARCHÉ Plus traditionnels. Vins à découvrir. DEJOUR « Bresse de l'azur » JARDIN D'HIVER T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.	

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS - 43-26-99-73

PIERRE LESIEUR

jusqu'au 6 janvier 1992

Actuel Acteurs

FERDY DURKE

Witold Gombrowicz

« L'Homme d'aujourd'hui se voit plus que jamais menacé par la sphère inferieure des sentiers instinctifs indépassés. »

Théâtre du Chaudron
Cartoucherie de Vincennes

12 NOV. - 21 DEC. 43 28 97 04

LA GALERIE LOUISE LEIRIS
à
50 ANS
PICASSO
80 estampes
23 Octobre - 23 Novembre
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

17, 23 et 24 novembre

LEO KATZ
Intégrales
L.C. SIRIACO
Création Avignon 91

LES GEMEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

DANSE

JOËLLE BOUVIER ET RÉGIS OBADIA A L'HEURE DE LA CONSÉCRATION

Amours d'eau et de feu



Deux séquences de « la Lampe », dernier court métrage des deux jeunes chorégraphes et danseurs, devenus apprentis cinéastes.

Onze ans qu'ils dansent. Joëlle Bouvier, Régis Obadia, une compagnie, l'Esquisse, qui leur vaut une reconnaissance internationale et la direction prochaine du Centre national de danse contemporaine d'Angers. En attendant : nouveau spectacle à Rouen et un livre qui les raconte.

Le genou pourrait être le point d'articulation de la danse de Joëlle Bouvier et de Régis Obadia. Saut cambré après élan, et hop, chute sans amorti sur les rotules. « Être sur les genoux » pour eux n'a rien à voir avec la fatigue, mais avec l'énergie. C'est leur position d'attaque. La chute brutale sur les ménisques leur accroche des ailes au dos. Ils aiment aussi courir comme si la forêt brûlait derrière eux. Mais là encore, leur course se dévoue les genoux fléchis, la cuisse quasiment à l'horizontale.

Les créatures inventées par Bouvier et Obadia, à leurs débuts, celles de *Terre battue* et de *Tête close*, hésitent entre l'animal et l'homme, avant que le primate ne se redresse définitivement, bien droit sur ses jambes. Il y a dans ce travail la nostalgie du corps archaïque, intuitivement intelligent. Mais également la nostalgie que les chorégraphes ont de leur propre enfance.

Gestuelle brute, primaire, haillons, terre, argile, pénombre ou lumière blanche accompagnent cette exploration de la mémoire corporelle. Avec *Tête close*, on pense que le sujet de cette archéologie est clos. Fermeture au noir, comme on dit au cinéma. Noir comme le désespoir d'un corps autiste.

Ce n'était qu'un fœtus enchaîné destiné à aborder la dramaturgie. Corps aux abois d'un Velickovic, déformés d'un Francis Bacon, couleur de la chair d'un Dado. La peinture que les chorégraphes ont l'habitude de regarder, le cadre qu'elle suppose, les amènent à planter dans des décors leur sujet favori : « l'homonisation ». Les danseurs ne se fracassent plus dans le *no man's land* du plateau, mais dans des cités imaginaires nées du sable et du

désert. C'est l'époque de *Verte*, du *Royaume minéral*, et du magnifique *Derrière le mur*. Pièces majeures qui assoient leur réputation, et font taire ceux qui voyaient dans leur gestuelle primitive la limite même de leur création. Force est de reconnaître que Joëlle Bouvier et Régis Obadia ont le métier dans le sang. Que leur force — leur innocence ? — est de ne pas intellectualiser le processus chorégraphique, habitude bien française plutôt inhibante. On oublie souvent que, à côté de l'enseignement reçu à l'école des Dupuy, ils ont été formés à l'expression théâtrale chez Jacques Lecoq. Entraînés à puiser en eux-mêmes la matière de leurs productions, ils inventent des gestes inédits, magiques, comme le fameux baiser qu'un couple échange à travers une main (*Verte*, 1984), les femmes accrochées au mur dont les cuisses claquent l'air (*Derrière le mur*, 1986). Après avoir conquis le corps, ils maîtrisent l'espace. Bref, les voilà à la tête du Centre chorégraphique national de Haute-Normandie.

Le Havre, les tankers du port, la reconstruction monotone de la ville bombardée en 1945, la présence du cinéaste Raoul Ruiz qui réalisera un film à partir de *Derrière le mur*, agissent comme des révélateurs : ils quittent les créatures des sables pour l'asphalte des villes et le cinéma. Ils jouent les *Heures défilées* (1987), chorégraphie reçue à l'époque avec une certaine résistance. Décor métallique, noir, gris, ruisselant d'eau dans lequel les évolutions des danseurs ont retrouvé la dureté des débuts. Avec en prime et pour la première fois la projection, au cours du spectacle d'un film en noir et blanc, *l'Étreinte*, qui reprend en images une action dansée sur le plateau, celle où un couple rebondit sans fin, enlacé sur un sofa.

En même temps que *l'Étreinte* qui s'insérât dans une évocation de la modernité des villes et des rapports déshumanisés, Bouvier et Obadia filmaient *la Chambre*, qui apparaît comme leur adieu à ces hommes et à ces femmes, surgis de leur imagination, et qu'ils ont tant aimés. Primés à tous les festivals, ces deux courts-métrages attirent l'œil du show-biz. Le couple réalise le clip de *Casser la voix*,

de Patrick Bruel et de *Heurtache Caravan*, de Dee Dee Bridgewater.

Pour se relaxer, poussés par le désir d'un clin d'œil au mélodrame flamboyant du cinéma américain des années 50, ils créent *Welcome to Paradise*, une histoire d'amour qui renoue avec leurs premiers duos, *Regard perdu* (1980) et *Noces d'argile* (1981); histoire de vérifier les effets du temps qui passe sur les sentiments d'un homme et d'une femme. Succès foudroyant qui draine un public nouveau et néophyte vers la compagnie. L'érotisme soutient l'ensemble de l'œuvre. Certains ont même parlé d'exhibitionnisme. Dans *Noces d'argile*, une séquence dans laquelle l'un et l'autre enfilent des chaussettes ressemblait à un strip-tease inversé. Les corselets moulants, les robes mouillées plaquées sur le corps, la façon qu'ont parfois les danseurs de tomber au bord de l'évanouissement, créent un environnement sensuel qui trouve son

plein épanouissement dans les deux derniers films : *la Lampe* et *la Noce*. Le cinéma permet aux chorégraphes de laisser libre cours à leur goût pour les éléments comme l'eau et le feu. Difficiles à maîtriser sur une scène, ils deviennent les décors de leurs images.

Depuis 1989, année de *Welcome to Paradise* et d'*Un imprudent bonheur*, les chorégraphes ont délaissé la douleur des chutes sur les genoux, sans toutefois les abandonner complètement. On parie qu'elles ne leur ont jamais fait vraiment mal, tant elles leur étaient nécessaires. Elles sont plutôt le symbole du prix qu'il leur fallait payer pour avoir eu l'audace de se dire chorégraphes à dix-neuf ans, sans être passés chez les grands maîtres. Joëlle Bouvier et Régis Obadia viennent d'avoir trente ans.

DOMINIQUE FRÉTARD

La nuit, les corps

UNE femme chaque nuit voyage en grand secret... Ce beau titre, emprunté à Paul Eluard, est celui de la dernière pièce de Joëlle Bouvier et Régis Obadia. Récentement créée, avec l'aide de l'Association française d'action artistique, à Londres puis à La Haye, elle sera donnée en première française au Théâtre des Arts de Rouen les 22 et 23 novembre. Simultanément sort leur second livre, simplement appelé *Esquisse* — le nom de leur compagnie, — magnifique anthologie photographique sur leur travail pour la scène et pour l'écran depuis 1986 (1) : images arrachées au temps et portant les traces vives de cet attachement.

Peu de chorégraphes auront su dire avec autant de force que Bouvier/Obadia, et par la seule vertu de la danse, la fatalité tragique de la passion qui encheîne les êtres. Une femme chaque nuit... ne fait pas exception, où s'affrontent sans répit, pendant une heure, trois garçons et trois filles, possédés, déchirés, enragés de douleur et de jouissance. Les corps se débattent comme s'ils étaient en train de se noyer, roulent sur le sol comme fauchés en pleine course par un coup de feu, se fient, s'empoignent, et nous sommes cloués sur nos fauteuils comme par le plus angoissant des suspenses. Les hommes portent les femmes comme des proies pentelantes ou comme des enfants endormis ; ou bien accrochées comme des oiseaux sur une longue perche descendue des cintres. Une pluie de terre noire fait écho, comme en négatif, aux fantasmagoriques nuages de talc de *Welcome to paradise*. Il y a un baiser, un long baiser de cinéma que les autres danseurs contemplent, immobiles...

« La violence de l'amour flamboie dans toutes vos œuvres. Y pensez-vous toujours lorsque vous entreprenez une nouvelle pièce ? »

— Elle est en effet le moteur profond de nos pièces et de nos films, mais nous partons souvent d'images ou d'éléments tout à fait autres. Par exemple, ici, nous sommes partis de l'idée de blancheur (d'où la toile de fond et le sol blancs), de l'idée de naufrage et aussi de Shakespeare, les *Sociétés de Macbeth* sur la lande... Nous avons utilisé la perche parce qu'elle était là, il y avait aussi des frigos, des postes de TV qui ont disparu. Construire une pièce, c'est savoir reconnaître dans tout ce qui vous entoure ce qu'il vous faut. De même nous ne répétons pas sur la musique qui sera élaborée pour le spectacle : ainsi, pour cette pièce, nous avons beaucoup travaillé sur le *Sacre du printemps* de Stravinski dont il ne reste rien que quelques minutes dans la bande son finale.

— Des quatre films que vous avez réalisés jusqu'ici, le plus long dure onze minutes, le plus court cinq. Pourquoi cette différence avec vos pièces scéniques qui durent autour d'une heure ?

— Parce qu'au cinéma nous débutions ! Et que la durée y est différente. Nous avons appris ces techniques sur le tas, nous nous lançons, sans rien y connaître. Nos courts-métrages sont pour nous de petits poèmes, ou des nouvelles par rapport à des romans. Nous commençons à rêver de développer un scénario sur une plus longue durée, mais il faut avoir sans cesse quelque chose à dire. Le cinéma et la scène sont pour nous deux pratiques qui s'enrichissent mutuellement. Nous ne pourrions pas renoncer à la scène, mais il faut avouer que le film offre un avantage grisant pour des danseurs, c'est qu'on n'a plus besoin de défendre physiquement le spectacle chaque soir comme au théâtre, il vit sans nous, il voyage sans nous...

— Vous avez en projet une création pour 1992 ?

— Oui, faute d'avoir trouvé un titre nous l'appelons pour le moment *Événement 92* : sur le thème de l'Espagne, avec pour la première fois douze danseurs et cinq ou six musiciens « live ». En principe il sera donné uniquement au Festival d'Avignon, à l'Exposition de Séville, à la Biennale de Lyon et à « Octobre en Normandie ». Mais si nous l'aimons nous le garderons peut-être...

— Vous avez déjà réfléchi à ce que vous ferez à Angers ?

— Notre implantation au Havre nous a permis de grandir, mais Angers ajoute à cet avantage la présence d'une école, ce qui est très excitant : nous savons trop, pour l'avoir constaté lors d'auditions, qu'il manque aux danseurs contemporains une formation sur le plan de l'interprétation. Nous envisageons des échanges avec d'autres écoles, par exemple celle d'Essen. Il sera aussi très stimulant pour nous de recevoir des compagnies en résidence, pendant deux ou trois mois, car finalement les créateurs sont très isolés. En tout cas, nous ne voulons pas y faire « du Bouvier/Obadia », mais y développer une direction artistique, un esprit, une philosophie.

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

(1) Édité par leur propre maison de production, les Films Angle d'Ailes. 190 pages. 200 francs.

Réunion des Musées Nationaux

« un certain regard sur l'art... »

Collection Enjeux-culture, 10 ans d'enrichissement dans tous les domaines de la culture. Chaque album, 30x24cm comporte 120 ill. coul., 450p.

Les Musées en chantier, avec un texte de Jean Lacouture, la France et ses nouveaux musées à travers le plus beau des guides.

La Commande publique, avec un texte de Michel Naudouzy, un florilège de tous les aspects de la création contemporaine.

Le Patrimoine écrit, avec un texte de Pierre-Marc de Biasi, manuscrits, cartes, incunables, estampes, 180 documents choisis pour illustrer l'enrichissement de ce domaine.

Titres à paraître en 1992 : La Photographie, Le Patrimoine.

COMMUNE

des siècles de paix

tournicotis pour acteurs bestiaux et musiciens

du 20 au 24 novembre 1991

Aubervilliers 48 34 67 67

هكذا من الأصل

هنا من الحظ

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Rags et Tangos

Œuvres d'Ernesto Nazareth,
James Scott et Joseph Lamb
Joshua Rifkin (piano).

Des rags et des tangos dans la rubrique classique? Il ne faudrait pas être plus dédaigneux que Stravinsky, qui aimait bien le tango, que Darius Milhaud, qui en a « volé » un à Alexandre Levy (*Tango brésilien*) pour en faire le thème du *Bœuf sur le toit*, sans parler de Chopin, des Strauss (voire de Bach!), qui ont composé beaucoup de danses plus ou moins stylisées.

Il faudrait donc être bien sectaire pour refuser d'écouter ces œuvres admirablement jouées par Joshua Rifkin. Un interprète que l'on connaît mieux en Europe comme un relecteur minimal et radical des cantates de Bach (disques de l'Oiseau-Lyre), mais qui aux États-Unis s'est également fait connaître comme accompagnateur de Jean De Gaetani, une sorte de Cathy Berberian à la mode américaine. Et puis, quelle musique inventive, si nostalgique parfois, toujours captivante et entraînante! Une leçon de liberté anti-académisme.

1 CD Decca 425 225-2.

Berlioz

Harold en Italie: Ouverture
de Benvenuto Cellini et Waverley, Grande
Ouverture op.
Gérard Caussé (dir.). Orchestre national
du Théâtre du Capitole de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Il y a quelques années, Gérard Caussé avait enregistré *Harold* avec François-René Duchable dans la transcription pour piano de Franz Liszt (Erato). Un joli disque, hélas! frustrant dans la mesure où la musique de Berlioz sonne au piano avec à peu près autant d'à propos que la musique de Chopin à l'orchestre. Même transcrite par Liszt. Cette fois-ci, l'altiste a eu droit à un orchestre dont on sait qu'il s'est fait une spécialité du répertoire français (cette réputation vient de se voir consacrer par une série d'enregistrements qui paraîtront dans les mois à venir chez Deutsche Grammophon).

Cette œuvre de Berlioz a été abondamment enregistrée. Ces disques sont-ils pour autant réussis? Nobuko Imai et Davis en ont donné une splendide version (Philips), Bashmet et Inbal également (Denon), ainsi que Rudolf Barshai dirigé à Moscou par le violoniste David Oistrakh (Melodyia, introuvable) et Carlton Cooley avec Toscanini (extraordinaires mais son bien précieuse, RCA). Oubliions les autres.

L'Orchestre de Toulouse s'impose par une sonorité transparente, svelte, une individualité de ton, des cordes irréprochables (début de la *Marche des pèlerins*), un lyrisme contagieux et des vents légers et chantants. Un modèle d'orchestre pour le répertoire du dix-neuvième siècle (ce que vient de confirmer un enregistrement de *Faust* de Gounod, le plus abouti sans doute de la discographie, malgré des points de détail contestables). Un orchestre que l'on aimerait entendre dans un programme Mendelssohn.

Caussé et Plasson, personnages hauts en couleur, gentiment narcissiques comme tant d'artistes, réussissent le prodige de faire oublier toutes les longueurs d'une œuvre hybride (mi-concerto, mi-symphonie) qui n'en manque assurément pas (la niaiserie de la « Sérénade »).



Le Sexteto Habanero dans les années 20.

contemporaine: le « remix » avec complications anglaises. Nous voilà donc gratifiés de cinq exercices de style sur un même morceau, *Cool Jazz*, nantis de noms de code: *Louder Mix*, la rencontre miraculeuse avec Dee Nasty, *Judas Mix*, l'abandon de l'acoustique et l'approche d'Alan Cross, *Verdun Mix*, le combat de la nature et de la technologie, etc. Exercices gratuits, sans intérêt majeur. *Cool Jazz*, juxtaposé à d'autres, avait du relief. Répété cinq fois d'affilée, il est simplement lassant, car ce morceau « à texte » ne saurait se laisser traiter comme de la *dance music*. Mais les DJ des clubs sauront y retrouver leurs petits. Et puis Arthur s'est bien amusé et il prépare un nouvel album pour le printemps prochain.

1 CD Polydor 511553.

V. Mo.

Rock

Red Hot Chili Peppers

Blood Sugar Sex Magik

Séance de rattrapage obligatoire pour ce disque sorti il y a quelques semaines. Les piments rouges très forts (natis de Californie et non de Grande-Bretagne, comme on l'a récemment écrit dans ces colonnes) ont en effet franchi les obstacles qui ont empêché leurs collègues en fusion-funk-rock-rap (Urban Dance Squad, Fishbone) de tout à fait réussir leurs récents albums. *Blood Sugar Sex Magik*, aussi bouillonnant, débordant, excessif que les deux disques cités, trouve la diversité et la cohérence qui leur faisaient défaut. La séance est longue (70 minutes, encore une caractéristique du genre), mais les Red Hot Chili Peppers ont su doser exactement *Blood Sugar Sex Magik*. Du coup le risque de migraine (qui peut danser le pogo en hurlant pendant 70 minutes?) est écarté. Le quatuor est capable de jouer aussi vite et fort que n'importe qui mais peut aussi prendre le temps – pour le sucre – de *Breaking the Girl*, ballade romantique et lascive, qui évoque vaguement le *Ruby Tuesday* des Stones ou – pour la magie – le très britannique et psychédélique *Sir Psycho Sexy*. Quant au sexe et au sang, on savait depuis longtemps que l'on pouvait faire confiance aux Red Hot Chili Peppers.

Warner Bros/WEA 7599-26681-2.

Southside Johnny and the Asbury Jukes

Better Days

Un titre dangereux qui se retourne contre son utilisateur. C'est vrai, Southside Johnny (Johnny Lyons, chanteur de rhythm'n'blues natif de Asbury Park, New-Jersey) a connu de meilleurs jours. Pour retrouver la magie de la fin des années 70, au moment où, entraînés dans le sillage de Bruce Springsteen (chanteur de rock important, natif d'Asbury Park, New-Jersey) Southside Johnny et les Jukes étaient presque en haut de la montagne, on a procédé à une réunion d'anciens élèves: Miami Steve Van Zandt (dit Little Steven, guitariste de rock natif d'où vous savez) est revenu prendre le pupitre qu'il occupait aux débuts du groupe et a recruté quelques-uns des musiciens de Springsteen licenciés par le Boss.

Si l'on a un peu suivi la carrière en solo de Van Zandt (qui signe ici la plupart des morceaux), on sait déjà qu'il a un important compte à régler avec Springsteen (en toute pitié filiale, sûrement). Pour *Better Days*, il avait à sa disposition un chanteur superbe (Lyons), des musiciens superbes (le E Street Band de Springsteen, les Jukes première manière, comptent parmi les plus grands groupes du rock américain). Autant d'excellentes raisons pour ne pas essayer de faire l'album de

mieux, à les habiter comme peu d'interprètes ont su le faire. Excellente prise de son, mais, curieusement, le début de la première plage souffle comme si ce disque avait été enregistré en analogique, ce que dément le DDD imprimé sur la pochette.

1 CD EMI CDC 7 54237-2.

A. Lo.

Jazz

Eric Dolphy

The Uppsal Concert
volume 1

Retrouvé par le saxophoniste Thierry Bruneau à Stockholm en 1989, cet enregistrement d'Eric Dolphy (1928-1964) date de 1961. L'histoire en est belle et douloureuse comme celle d'un manuscrit perdu. Il s'agit donc d'un des concerts que Dolphy a donnés en Suède en 1961. Celui-ci fut organisé par le Jazz club d'Uppsala dans une des salles appartenant à l'Université. La section rythmique est composée de Kurt Lindgren à la basse, Ronny Johansson au piano et Rune Carlsson à la batterie. Un micro d'emprunt, ce léger décalage entre la puissance de feu de Dolphy et la discrétion de ses accompagnateurs européens pourtant très présents, une curieuse ouverture sur un thème de Cole Porter (*What is this thing called love?*), la belle interprétation de *Laura*, un *Bag's groove* très inattendu, et les treize minutes d'anthologie où Dolphy développe sa composition 245, treize minutes de pure fusion, font de cette publication un inédit très précieux. En outre c'est un document brut, homogène, sur l'invention en passe de se réaliser en 1961, celle du free jazz.

1 CD Serena SER 03.

Philippe Petit

Guitar Reflections

A force d'être besognée, martelée, pilonnée, n'importe quelle musique devient inaudible et injouable. C'est le cas très constatable des premières notes de *Rollins* assassiné par Pivrot en générique de son « Bouillon de culture ». Manouchisé, *Nuages* de Django Reinhardt court le même risque. Mais la chance du jazz est de ne jamais répéter que dans la différence. De ne jamais répéter donc. L'interprétation de *Nuages* par Philippe Petit dans son *Guitar Reflections* donne la mesure du disque: allusive, volontairement déroute, rôdant sciemment autour des harmonies, en plein cœur du sujet pour le rejoindre. *Nuages* n'est pas joué une fois de plus, mais *Nuages* est remis en jeu, rejoué. Nuance. De *Blues for Wes* à la polka finale, en passant par *Pantoux*, tout est de la même eau.

1 CD EPM 982 262.

F.M.

Musiques du monde

Sexteto Habanero

Son Cubano (1)

Lecuona Cuban Boys

Volume Two (2)

Xavier Cugat

Xavier Cugat and his orchestra, 1940-1942 (3)

Enregistrés entre 1924 et 1927, les quatorze titres de *Son Cubano*, album tout en raretés, mais malheureusement d'une qualité technique à la limite de l'acceptable, retracent la petite enfance d'un des plus célèbres orchestres cubains, le Sexteto Habanero, né à La Havane en 1920. Felipe Nery Cabrera aux maracas chante en duo avec Gerardo Martinez (piano). Antichambre de la salsa, base de départ du chacha, cette musique cubaine a non pied, non cell, avec ses élans de guitare et de tres (plus petite), ses clarinettes en plume fine.

Dans les années 30, les Lecuona Cuban Boys, qu'Ernesto Lecuona, le leader et pianiste, avait déjà abandonnés pour repartir à Cuba, faisaient les belles heures du Sporting Club de Monto-Carlo, sillonnaient l'Europe à travers ses clubs chics et ses grands hôtels. Puis, pendant la guerre, les quatorze musiciens émigrèrent l'Amérique latine, avant de se séparer à New-York en 1946 pour cause de désertion du pivot du groupe, l'excellent pianiste Armando Orefiche, et de son frère Chiquito, le saxophone ténor. Il en reste de brillants moments, du latin jazz avant l'heure, avec une excellente section de cuivre (et la trompette d'Ernesto Jarnco Vasquez). Celle-ci a été puisée chez les collectionneurs sans autre précision de dates.

Bien sûr, Xavier Cugat versa dans la comédie musicale américaine de la pire espèce, kitsch, doré, bêtifiante. Bien sûr, poseur idiot entouré de girls désabillées, le compositeur et chef d'orchestre d'origine espagnole devint le symbole d'un Cuba décadent et vendu aux dollars. Mais il fut aussi un grand musicien, premier violon de l'Orchestre national symphonique cubain à douze ans, ami de Caruso, avant de devenir le chef de file du chacha, de la rumba, du tango, du boléro à la cubaine. Cugat, flûte, ambiance de comédie musicale et orchestrations jazz appuient cette série d'enregistrements réalisés entre 1940 et 1942, qui sont aussi l'occasion d'entendre les très bons chanteurs de l'Orchestre de Cugat à l'époque: Miguelito Valdés, Machito, Tito Rodríguez.

(1) 1 CD Tumbao TCD-001 distribué par Media 7.
(2) 1 CD Harmonia HQ CD 07 distribué par Media 7.
(3) 1 CD Tumbao TCD 002 distribué par Media 7.

V. Mo.

MUSIQUES SACRÉES ET CHANSONS CELTES

Keltia, label breton

1, place au Beurre, à Quimper. C'est dans ce cœur de la Bretagne que Keltia Musique, disquaire, importateur, producteur, a décidé d'installer ses façades. A l'origine de cette entreprise bretonne – un des seuls labels régionaux français à percer sur le marché national –, Hervé Le Meur, joueur de bombarde et de cornemuse, directeur musical, puis président du fameux Bagad Kemper.

L'esprit de groupe et la rigueur des bagadous, ces ensembles de cornemuses, bombardes et percussions si populaires en Bretagne, vont enrichir Keltia dans le riche tissu musical de la province atlantique. Dans les années 60, Hervé Le Meur importe des instruments d'Ecosse pour équiper les sonneurs bretons. En 1975, l'ancien comptable, musicien amateur, devient négociant en instruments et installe le magasin de disques de la place au Beurre. Il importe des musiques de tous les horizons celtiques, d'Irlande, d'Ecosse, de la Galice. Il passe ensuite à l'édition, pour la bonne cause: le Bagad Kemper.

Aujourd'hui, l'entreprise familiale, reprise par le fils, Alain, inscrit plus de cinq cents titres à son catalogue. Au palmarès des ventes Keltia: les quatre volumes du *Bagad Kemper* (30 000 exemplaires vendus), les *Musiques de Bretagne*, vision détaillée de tout ce qui se fait là-bas (30 000), dont un nouveau tome vient de sortir, et la *Harpe celtique*, de Dominique Bouchereau.

A signaler les très belles *Voix légendaires de Bretagne* des sœurs Goadec, le *Bél* de Gabriel Yacoub (ex-Malécot) sorti l'an passé.

La livraison de cet automne, une dizaine de nouveautés, de Gilles Servat au best of du Bagad Kemper, en passant par un double CD consacré aux cornemuses d'Europe enregistré au Festival de Cornouaille de Quimper, est prometteuse. Nous y remarquons *Soni, Musiques sacrées de Bretagne* et *Frontières de sel* du quéméné et chanteur Dan Ar Braz. Le premier est nourri de cantiques bretons recueillis vers 1912. Anne Auffret, née dans une ferme de l'Argoat, les a appris de sa mère. Elle les chante en s'accompagnant à la harpe, d'une voix remarquablement dépouillée, avec une ferveur sous-jacente qui entraîne l'oreille vers cette musique peu usuelle. A ses côtés Jean Baron à la bombarde et à l'ocarina, Michel Ghesquière à l'orgue achèvent de faire de cet album un objet très insolite.

Dan Ar Braz a commencé sa carrière en écoutant Cliff Richard et Dylan. Puis a rencontré Alan Stivell, le héros passé au label parisien Dreyfus. Dix ans de tournées mondiales, avec un détour par le groupe Fairport Convention. Le mélange de *Frontières de sel* est tout à fait heureux. Les chansons sont joliment faites, chantées en breton, en français, en anglais, et le groupe qui entoure Dan Ar Braz n'a pas lésiné sur les richesses harmoniques. On comprend mieux pourquoi les États-Unis en sont friands.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* *Soni, Musiques sacrées de Bretagne*, 1 CD Keltia Musique KMCD 17.

* *Dan Ar Braz, Frontières de sel*, 1 CD Keltia Musique KMCD 23.

VIENT DE
PARAITRE



Léo FERRE / RIMBAUD

"Une saison en enfer"

Disponible en compact, multicassette et album 2 disques 30cm

chez votre disquaire



32 La CEE favorable à un apport de 2 milliards de francs au capital d'Air France

33 Les illusions perdues de la SMN
— Un rapport sur les bénéficiaires du RMI34 Time Warner rachèterait Erato
39 Bourse de Paris

BILLET

La Poste et les pauvres

A force de vouloir devenir une banque comme les autres, la Poste se met à les singler... Elle a décidé de ne plus octroyer de chèques aux classes et aux clients gagnant moins de 4 000 francs par mois. Le tollé provoqué par ce qui est apparu comme une négation du « service public » a été tel qu'elle vient de décider — plusieurs fois — de supprimer cette notion de revenu minimum.

Cette ségrégation par l'argent aurait pu se faire en catimini, puisque cette nouvelle politique était contenue dans un bulletin à usage interne. Tranchant avec la pratique antérieure — l'octroi automatique d'un carnet de 25 chèques — elle permettait aux chefs des bureaux de ne proposer qu'un compte sans chèque (et avec des capacités de retrait en liquide limitées) aux « personnes qui ne sont pas en mesure de justifier de revenus jugés suffisants ».

Même s'il était précisé que cette offre « ne doit pas être systématique », la note fixait à un niveau « de l'ordre de 4 000 francs » le seuil de revenu.

Pris de sa justification sur ce projet, testé à partir du 1^{er} décembre à Dijon et Orléans, la Poste est montrée maladroite : « Il ne s'agit en aucun cas de refuser un chèque aux personnes gagnant moins de 4 000 francs par mois », assure-t-on, laissant aux receveurs la liberté de donner un chèque aux clients plus pauvres mais justifiant de « revenus réguliers ». Une attitude contestable car, d'une part, elle nie l'évidence écrite noir sur blanc et, d'autre part, elle fait porter la responsabilité des dérogations aux niveaux inférieurs.

Le fond de l'affaire est intéressant. L'une des conséquences de l'octroi automatique d'un chèque fait de la Poste un grand pourvoyeur de chèques sans provision : un tiers du total pour 9 millions de comptes. Dans ces conditions, il n'est pas anormal que la Poste aigne sa pratique sur celle des banques qui, elles, ont la prudence de sélectionner leur clientèle sans le dire. « Service public ne veut pas dire qu'il faut donner un chèque à n'importe qui », assure-t-on à la Poste. Cette affaire illustre également l'alternance entre service public et rentabilité auquel les grands établissements publics sont confrontés, qu'il s'agisse des HLM, des grands groupes nationaux et, à la limite, de la Sécurité sociale. Mais rebattez les oreilles avec le « service public » pour défendre ses acquis ou faire avancer sa cause, et la mettre dans sa poche quand c'est commode, cela s'appelle le double langage.

FRANÇOISE VAYSSÉ

La rechute de Wall Street et la baisse des cours au Palais Brongniart

La Maison Blanche s'efforce de corriger l'effet désastreux de la « bataille des cartes de crédit »

En léger progrès la veille après sa forte chute du 15 novembre, le New York Stock Exchange a de nouveau fortement baissé mardi 19 novembre sous le poids des incertitudes économiques, que ne parviennent pas à dissiper les propos rassurants de l'administration. Une réunion des conseillers de la Maison Blanche n'a pas permis de dégager des solutions à la crise de confiance dont pâtit l'économie américaine.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Il y a d'abord eu cette histoire de réduction d'impôts, annoncée un jour par la Maison Blanche, démentie le lendemain, reprise sous une nouvelle forme par le Congrès, et finalement sans doute enterrée.

des allègements fiscaux destinés à la classe moyenne, — sans en retirer aucun.

Des taux de 18 % à 19 %

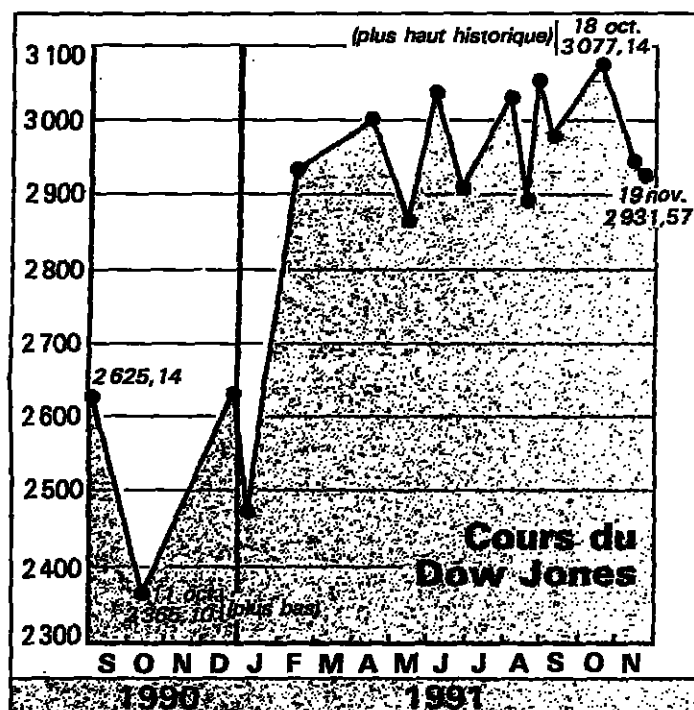
La seule décision du conseil de politique économique a consisté à renforcer l'action de communication du président pour expliquer encore et encore que la bonne santé de l'économie américaine n'est pas un vain mot. Ce que les spécialistes des marchés financiers ont aussitôt interprété comme l'imminence d'une escalade supplémentaire sur ce thème jusqu'à ce que de timides dispositions soient incluses dans le traditionnel « Message sur l'état de l'Union » que prononce le président à la fin du mois de janvier. En attendant, les boursiers escomptaient à plus court terme une éventuelle décision de la Mai-

son commission ad hoc du Sénat était en train d'examiner et aussitôt voté à l'initiative de M. Alfonse D'Amato, sénateur républicain de l'état de New-York et très soucieux de sa réélection, l'année prochaine.

Ce texte fixait autoritairement un plafond de 14 % pour les taux de ces découverts, provoquant un vent de panique dans les banques et chez les organismes émetteurs de cartes de crédits qui, sans attendre, invoquaient le préjudice irréversible porté à leurs comptes d'exploitation et à une industrie qui concerne des dizaines de millions d'Américains.

20 % des bénéfices

Aux Etats-Unis, où chaque portefeuille déborde de plastic money,



Ensuite cette affaire de cartes de crédit qui flaque le marché par terre. A qui faut-il s'attendre la prochaine fois? Comment voulez-vous que Wall Street s'y retrouve dans tout ça? bougonne ce familier du New-York Stock Exchange en contemplant la chute de 1,5 % de l'indice Dow Jones, mardi 19 novembre. « Ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut plus faire confiance à Washington pour s'occuper de l'économie américaine ».

Pourtant, l'administration s'est efforcée de réagir à la situation. Réunis en conseil mardi sous la présidence du secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, les principaux conseillers du président ont passé en revue les éventuelles remèdes à la crise — y compris, à nouveau,

son Blanche sur un dossier brûlant : la polémique à propos des taux d'intérêt applicables aux cartes de crédit, polémique suspectée d'avoir suscité le plongeon de Wall Street.

Sur ce point, le débat reste ouvert, y compris parmi les proches de M. Bush, lequel avait involontairement allumé la mèche le 12 novembre dernier, en faisant remarquer combien il était anormal que les détenteurs de ces cartes se voient imposer des taux de 18 % à 19 % pour leurs découverts alors que, dans le même temps, les banques émettrices appliquent un taux de 7,5 % pour les opérations de crédit accordées à leurs meilleurs clients. On connaît la suite : un amendement sublimement équilibré dès le lendemain dans la loi bancaire que la

plus de 120 millions de cartes sont en circulation, générant un marché de 100 milliards de dollars. Elles représentent moins de 4 % des actifs bancaires mais environ 20 % des bénéfices (quand il y en a). Mais la crise a, là aussi, fait des dégâts. Selon une publication spécialisée, le Nilson Report, le montant des transactions réalisées grâce à ces cartes est actuellement inférieur de moitié à celui de l'année dernière avec la rétention des dépenses de consommation. Dans le même temps, les défauts de paiement ont atteint des niveaux record.

Ce qui n'a pas empêché la profession bancaire de lancer une intense campagne de lobbying et d'acheter des pages entières dans les journaux pour expliquer que la décision du Sénat pourrait « mettre

l'économie américaine K.O. ». Pour sa part, l'American Bankers Association, affirme que 60 millions de porteurs seraient privés de leurs cartes du jour au lendemain si le Congrès persistait, en raison des conditions que seraient contraints de leur appliquer les établissements pour respecter leurs exigences de rentabilité.

Face à cette situation, l'administration a déjà fait savoir M. George Bush opposerait son veto à toute tentative d'instaurer un plafond sur les taux d'intérêt applicables aux cartes de crédit. De son côté, M. Brady, soucieux de préserver ce qui reste de son projet de réforme bancaire, a demandé à réfléchir lors de la réunion du 18 novembre.

Selon lui, un veto présidentiel ferait, mauvaise impression. Tant auprès des parlementaires, soucieux de leurs prérogatives, que des particuliers, lesquels n'ont toujours pas compris pourquoi ils continuent à payer des agios exorbitants tandis que radios et télévisions leur rappellent régulièrement les bienfaits de la baisse des taux.

SERGE MARTI

Le déficit commercial américain a augmenté en septembre. — Le déficit commercial des Etats-Unis a légèrement augmenté en septembre, s'établissant à 6,79 milliards de dollars (38 milliards de francs), contre 6,53 milliards en août. Les exportations ont progressé de 2,9 % (à 35,4 milliards de dollars), et les importations de 3,2 % (à 42,2 milliards). Selon M. Robert Mosbacher, secrétaire américain au commerce, qui présentait ces résultats mardi 19 novembre, cette tendance indique une reprise de l'activité aux Etats-Unis. Mais les marchés financiers ont réagi négativement à l'annonce du creusement du déficit commercial.

La Bourse de Paris au bord des « terres inconnues »

Une fois de plus, les intervenants sont restés sans voix devant leurs écrans en regardant la chute de Wall Street déclenchée le vendredi 15 novembre se propager à l'ensemble des places financières internationales. « Pourquoi Paris tient-elle seulement compte des mauvaises nouvelles américaines et s'interroge-t-elle sur les bonnes? », s'interrogeait mardi 19 novembre un responsable du marché en regardant, attentif, le dégringolade des cours (-5,26 % en deux jours).

Pourtant, lundi, le sentiment était plutôt à la résistance. Pas question de rééditer le coup du mini-crash d'octobre 1989, en se laissant impressionner par la baisse des valeurs américaines. Pour la majorité des boursiers, la baisse était due à un phénomène ponctuel et local lié au plafonnement des taux sur les cartes de crédit. Forte de cette conviction, la place parisienne réagissait par une baisse modérée. Las! la hausse des taux d'intérêt décidée en début d'après-midi par les autorités monétaires pour défendre le franc la prenait à contre-pied. D'où les 2,95 % de baisse en fin de journée. Simultanément, outre-Atlantique, comme pour narguer les marchés et donner raison aux détracteurs de la thèse de l'éphémère nomme américain, le Dow Jones se ressaisissait de 1 %.

L'unanimité de façade s'effritait lors au fil des heures le mardi 9 novembre tandis que les tenants d'une crise beaucoup plus profonde, minoritaires jusque-là, recommençaient à se faire entendre. D'autant que la Bourse new-yorkaise repiquait du nez (-1,41 %) emportant avec elle sa petite sœur parisienne (-2,39 %). Du coup, les bureaux d'études corrigent leurs prévisions de croissance tout en essayant de ne pas tomber dans la « sinistrose ». Selon M. Jérôme Labini, analyste chez Finastion, une correction totale de 7 % à 8 % des cours, « aussi désagréable soit-elle », n'est pas à exclure. Au-delà on entrerait « en terre inconnue ».

DOMINIQUE GALLOIS

Touchant surtout les éleveurs et les viticulteurs

Le revenu agricole devrait baisser de 7,3 % en 1991

Selon des résultats, encore provisoires, fournis par l'INSEE, le revenu brut moyen agricole devrait baisser de 7,3 % en 1991. Cette chute générale cache des évolutions contrastées selon les secteurs. Ainsi, après deux années euphoriques, les viticulteurs voient leurs revenus baisser de 23 % alors que le secteur du maraîchage connaît une progression de 6 %.

Les excédents persistants (en 1991 la récolte de céréales atteindra un record proche du niveau de 1984), les accidents climatiques et la réduction des soutiens communautaires engagés depuis plusieurs années sont à l'origine de cette baisse, notamment pour la viande de bœuf, le lait et les oléagineux (colza, tournesol).

C'est le secteur de l'élevage des gros bovins qui a le plus souffert par les paysans, extrêmement endet-

tés, ont enregistré une chute des cours de la viande de 8,5 % qui s'ajoute à une baisse de 7 % en 1990.

L'INSEE ajoute que, après plusieurs années de hausse, l'excédent commercial agro-alimentaire devrait nettement chuter en 1991. Fin août, il était de 27 milliards de francs contre 35 milliards en 1990 pour la période correspondante.

Les quatre principales organisations professionnelles agricoles indiquent en commentant ces résultats, que « sans une forte décapitalisation en cheptel et en stocks de vins, la baisse du revenu aurait été beaucoup plus importante encore (-18 %) et estimant que « des mesures d'accompagnement nationales et une ferme défense des intérêts agricoles au niveau communautaire s'imposent plus que jamais ».

Les suites de l'affaire de Havilland

Les entreprises publiques européennes contre-attaquent à Bruxelles

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a reçu, le 19 novembre, M. Jacques Fournier, président du Centre européen de l'entreprise publique (CEEP) et de la SNCF, venu plaider la cause de l'économie mixte, au moment où les principes de la libre concurrence monopolisent l'attention des responsables de Bruxelles.

Les entreprises publiques de la CEE ne sont pas satisfaites de la Commission de Bruxelles. Elles qui représentent, dans les secteurs des transports, de l'énergie, des télécommunications et de la banque, 7,4 millions de salariés des Douze et plus de 17 % des investissements de l'économie marchande non agricole de la CEE, commencent à trouver obsessionnelle et, pour tout dire, franchement dangereuse, la recherche

à tout prix de la concurrence et le libéralisme de type britannique défendu par l'un des commissaires européens, Sir Leon Brittan.

En interdisant, en octobre, à deux entreprises publiques — l'italienne Alenia et la française Aero-spaciale — de racheter l'avionneur canadien de Havilland, pour le motif qu'elles auraient détenu alors une position dominante sur le marché des avions de trente à quatre-vingt places, Sir Leon a fait apparaître la nécessité d'une réponse cohérente du secteur public, tenu en suspicion.

M. Jacques Fournier, qui, outre la SNCF, préside le Centre européen de l'entreprise publique (CEEP), rassemblant le secteur public des Douze, à l'exception de celui de la Grande-Bretagne, défend un modèle de développement qui, dans tous les pays d'Europe, a fait coexister, d'une part, l'économie de marché, où la concurrence est la loi et, d'autre part, des politiques nationales tracées par l'intermédiaire d'entre-

prises publiques. « Or, accuse-t-il, nous constatons que la CEE se construit exclusivement sur la notion de concurrence. L'Europe n'est pourtant pas seulement un marché! ».

Ainsi les chemins de fer sont-ils parvenus à faire entendre raison à l'administration bruxelloise. Celle-ci voulait, tout d'abord, obliger à séparer la question du rail de celle de la locomotive. « Nous leur avons démontré que c'était irréalisable du point de vue de la sécurité et peu rationnel, au moment où l'Etat du Texas achète un TGV complet, rail, rames et système d'exploitation compris ». Bruxelles a accepté que la séparation ne soit pas obligatoire.

D'autre part, la direction de la concurrence s'est mis dans l'idée de permettre à plusieurs exploitants — privés ou publics — d'utiliser les mêmes rails. « Nous sommes parvenus à un compromis uniquement sur le plan international, explique M. Fournier : un exploitant ne pourra s'opposer au passage de trains

formés par un regroupement de sociétés de chemins de fer étrangères. Nous avons étendu cette possibilité au transport combiné ».

La question de la compatibilité entre les principes de la concurrence et les nécessités de la coopération constitue une autre pomme de discorde entre la Commission et les entreprises. Elle a surgi à propos de ce transport combiné qui consiste à acheminer des semi-remorques par le rail. Système encore embryonnaire (4 % du transport ferroviaire), peu rémunérateur mais très demandé par un autre commissaire européen — celui des transports, M. Karel Van Miert, désireux de réduire les nuisances routières — le combiné avait besoin d'une organisation protectrice, autrement dit d'un monopole commun à tous les chemins de fer et à leurs filiales intercontinentales. « A la demande du commissaire à la concurrence, M. Leon Brittan, qui nous a envoyé une lettre de grief, nous allons mettre fin à ce mono-

pole », déclare le président de la SNCF. Mais nous ne pouvons pas renoncer à la possibilité de nous organiser pour faire vivre le transport combiné. Même si la direction de la concurrence y est opposée, nous proposons collectivement nos tarifs de façon à ce que le client ait une réponse immédiate et globale, qu'il s'adresse à la Deutsche Bahn ou à la SNCF. Nous nous battons pour préserver ce droit ».

Enfin, le CEEP juge insupportable la suspicion de la Commission, qui, emmenée, une fois encore, par Sir Leon, a adopté, en septembre, une communication sur les aides des Etats aux entreprises publiques, soupçonnant ces entreprises de fausser la concurrence en recevant des aides étatiques. M. Brittan entend contrôler a priori aussi bien les augmentations de capital que l'absence de versements de dividendes par ces entreprises ou les garanties de prêts.

« La Commission s'est résignée à un contrôle a posteriori », souligne

M. Fournier. Nous avons fait valoir que cette suspicion excessive contreditait la spécificité des entreprises publiques et débouchait sur la paralysie et sur le viol de la confidentialité des affaires. Car, si l'Etat peut, sur le papier, avantager ses entreprises, il se révèle le plus souvent mauvais actionnaire, et il leur demande abusivement de prendre des responsabilités sociales ou économiques dont sont dispensées les firmes privées. « Nous souffrons, nous aussi, de distorsions de la concurrence en notre défaveur ».

M. Fournier a conclu : « L'entreprise publique n'est pas un hochet laissé aux Etats membres, qui pourraient avoir ainsi l'illusion de défendre les restes de leur souveraineté. Elle est une forme d'organisation de la production à laquelle il peut être opportun de recourir en fonction de l'intérêt général. » A quand la création d'entreprises publiques communautaires?

ALAIN FAUJAS

سنة ١٩٩١ من الجدل

ÉCONOMIE

SOCIAL

L'avenir de la région caennaise

Les illusions perdues de la Société métallurgique de Normandie

Les illusions des 1 300 salariés de la Société métallurgique de Normandie (SMN) se sont dissipées, jeudi 14 novembre, devant les baies vitrées du siège social parisien d'Usinor-Sacilor. M. Francis Mer, PDG du groupe sidérurgique dont la SMN est une filiale, a en effet officiellement annoncé la fin d'ici à 1994 de l'immense bâtiment rouillé et noirci qui, depuis quatre-vingts ans, domine la vallée de l'Orne. Mais le rideau est tombé pour le moins brutalement sur ce symbole de l'industrie lourde que représente la SMN en Basse-Normandie. Et c'est l'avenir de toute une région qui est, aujourd'hui, en question...

CAEN

de notre envoyée spéciale

Un coup de tonnerre dans le ciel bleu ! L'annonce d'une fermeture vraisemblable de l'usine, que l'usine nouvelle laissait entendre dans un article publié début septembre, a traumatisé les esprits caennais par sa soudaineté. « Quand je pense que nous attendions tous ici, en juillet, l'arrivée de Francis Mer, censé nous annoncer que nous étions sauvés des eaux... », lâche, désabusé, Jean-Pierre Brunet, député CDT de la SMN. De fait, la réaction des sidérurgistes à l'annonce d'une possible fermeture fut à la hauteur de leur désespoir : directeurs séquestrés durant vingt-cinq heures, bureaux de la direction saccagés. Un désespoir qui a aussitôt gagné tous les habitants de la région : 10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Caen le 24 octobre, 15 000 personnes recommencent quinze jours plus tard, et les commerçants ont à chaque fois baissé leurs rideaux. Jamais de mémoire de Caennais on n'avait vu une telle mobilisation. Même pas en 1968, c'est dire...

Tant il est vrai que l'histoire de la SMN appartient viscéralement à l'inconscient collectif local. De par sa situation géographique : l'usine est installée sur le plateau qui domine l'Orne, ses cheminées en briques sont autant de phares, pas toujours esthétiques, pour l'agglomération caennaise. De par son histoire aussi : fondée par Thyssen en 1912, grâce à la proximité du port et de la présence de minerai de fer, la SMN a tenu, durant plus de cinquante ans, l'unique flambeau de l'industrialisation tardive d'une région avant tout agricole. Et si d'autres entreprises (Saviem, Citroën, Moulinex...) sont, dans les années 60, venues s'installer dans le bassin, les champs et le bocage mordent toujours les grilles de l'usine sidérurgique.

Enfin, toute une vie sociale s'était organisée autour de la SMN : les cités ouvrières, les coopératives où s'approvisionnaient les ouvriers, le club de foot, les salles d'animation culturelle. Une petite église orthodoxe a même été construite, destinée à la

communauté slave employée par l'usine. La SMN irriguait aussi, bien sûr, le bassin économique en réalisant 80 % du fret ferroviaire et 40 % des activités portuaires. Sans compter les sous-traitants qui ont progressivement fait leur apparition au fur et à mesure que l'usine, qui vivait jusque-là en totale autarcie, a été obligée de céder ses activités annexes, pour continuer.

Productivité interne

Car ce n'est pas la première fois que la SMN traverse des zones de turbulences. Première crise en 1978, nationalisation en 1981, seconde crise en 1984 - les élus arrachent déjà à Matignon une non-fermeture - mise sous surveillance en 1987 avec la reprise par Usinor-Sacilor. Autant d'étapes, autant de sacrifices parmi le personnel : l'usine comptait 5 579 salariés en 1980, elle n'en compte plus aujourd'hui que 1 300. Mais 1 300 personnes qui étaient persuadées, avant l'été, avoir sauvé leur outil de travail en gagnant la bataille de la productivité. M. Jean-Louis Pierquin n'affirmait-il pas, le 15 mai devant les élus du comité d'entreprise, que les difficultés financières provenaient d'un problème de productivité interne et qu'il n'y avait aucune cause structurelle ?

Les salariés l'ont pris au mot : alors qu'en 1982 chaque homme produisait 107,2 tonnes d'acier par an, il en a produit 352,8 tonnes en 1990. « Nous avons renoncé à toute augmentation générale des salaires pendant trois ans. Le cinquième dégrèvement (qui permet de faire passer le temps de travail hebdomadaire des sidérurgistes de 38 heures à 33 heures 30) n'a été installé chez nous que sept ou huit ans après les autres usines », rappelle encore Jean-Pierre Brunet. Même les responsables d'Usinor ont dû un moment croire à la survie possible de l'usine. Sinon, pourquoi avoir modernisé, en 1989, le haut fourneau et avoir investi dans l'installation de la coulée continue et la fabrication de la fonte hématite ?

Las, en dépit des efforts du personnel et de ces investissements, la SMN aurait dû encore afficher cette année des pertes financières de l'ordre de 200 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard. Et elle n'aurait jamais pu, de toute façon, remédier à son handicap majeur : son éloignement par rapport au triangle sidérurgique Sarre-Luxembourg-Lorraine. « La SMN s'est trompée d'ère », ironise tristement François Geindre, député (PS) et maire d'Hérouville-Saint-Clair, faisant allusion à l'homonyme de la rivière normande qui se jette, elle, dans la Moselle.

« L'imposture » de la SOCADEV

L'annonce de la fermeture de l'usine a aussi pris de court les décideurs locaux. D'autant que, jusqu'à présent, les réductions d'emplois à la SMN étaient effectuées sans douleur : l'essentiel des départs ont été réalisés sous forme de mesures d'âge, d'essaiage ou de « chèques-valise ». Mais la pyramide des âges de la SMN ne se montrera pas, cette fois, aussi accommodante : seuls 250 salariés pourront, si le ministère du travail donne son accord, bénéficier d'un départ en préretraite à l'âge de... cinquante ans.

Les 1 050 travailleurs restants devraient toutefois bénéficier de l'accompagnement social prévu dans la convention nationale signée entre la direction et les syndicats d'Usinor-Sacilor. Cet accompagnement prévoit qu'aucun salarié ne peut quitter l'entreprise sans avoir un emploi stable à la sortie. La procédure de reclassement sera de plus recommencée si,

dans un intervalle de deux ans, le salarié perd ou abandonne ce nouvel emploi. Enfin, le salarié dont le sidérurgiste bénéficierait à la sortie lui sera garanti pendant cinq ans. Cet accompagnement devrait être pris en charge par la SOCADEV, la Société caennaise de développement, installée en Normandie depuis 1984, et qui devrait voir ses moyens quadrupler d'ici au mois de janvier.

Reste que, localement, la crédibilité de la SOCADEV est fortement entamée. M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et ancien député (PS) de la circonscription sur laquelle est installée la SMN, n'hésite pas à la qualifier d'« imposture ». « La SOCADEV est une société de complément de subvention à des emplois créés par d'autres organismes et dont on ne sait rien quant à la pérennité », s'insurge-t-il. Un reproche que ne conteste pas la direction d'Usinor-Sacilor. M. Jacques Peris, responsable du développement régional, reconnaissant que « jusqu'à maintenant, la SOCADEV était en sommeil », dans la mesure où elle n'avait pas de contrainte de reclassement.

D'une façon générale, les élus attendent désormais de l'Etat et d'Usinor-Sacilor qu'ils participent activement à la « réindustrialisation » du bassin d'emploi normand. François Geindre va jusqu'à préconiser la nomination d'un « Monsieur Normandie » à

l'image du « Monsieur Lorraine » qui est sur le point d'être nommé pour accompagner là-bas la restructuration de la sidérurgie. Car le bassin normand cumule les handicaps : enclavement routier et ferroviaire (la ligne Paris-Caen n'est toujours pas électrifiée) ; une industrie fragile (Renault véhicules industriels envisage la délocalisation de son usine de Caen vers le bassin rhodanien) ; un retard historique en matière de main-d'œuvre qualifiée ; un lobby agricole et touristique actif qui tente de freiner l'arrivée d'entreprises susceptibles de faire tâche dans le décor. Sans compter un certain nombre d'élus qui ont eu tendance, ces dernières années, à se laisser vivre en cédant avant tout au « phantasme du terrien » plutôt que de réfléchir aux moyens d'attirer les entreprises industrielles.

Reste à espérer que la fermeture de la SMN constitue l'électrochoc indispensable pour réveiller les énergies d'une région endormie. René Garrec, président (UDF-PR) du conseil régional de Basse-Normandie, vient de faire appel à un cabinet spécialisé en développement local et a annoncé qu'il comptait intensifier son action en matière de formation supérieure. Il est temps en effet.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Selon un rapport du CERC

Un bénéficiaire du RMI sur cinq est sorti du système d'aide

Le revenu minimum d'insertion (RMI) n'est pas encore un instrument d'intégration aussi efficace qu'on pourrait le souhaiter, mais il est en progrès. Le rapport final du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) - réalisé à la demande de la commission nationale d'évaluation du RMI - dont les résultats ont été présentés lundi 18 novembre, fait apparaître que seuls 20 % des 2000 allocataires interrogés sont, entre les mois de mai 1990 et 1991, sortis du dispositif de façon durable. Mais cette sortie ne signifie pas forcément un retour à l'emploi. « Un nombre non négligeable de personnes perçoivent dorénavant une autre allocation, écrit le CERC, allocation de chômage, pension d'invalidité, minimum vieillesse, voire même allocation d'adulte handicapé. » Fin mai, 14 % des allocataires occupaient un emploi. Les autres participaient à des stages d'insertion professionnelle ou bénéficiaient de quasi-emplois (16 %), étaient au chômage (50 %) sans généralement percevoir une indemnisation ou étaient inactifs (20 %).

Analysant les populations concernées par le RMI (450 000 allocataires estimés à la fin 1991), le CERC a mis en évidence trois catégories de personnes, dont les trajectoires au sein du dispositif sont fort dissemblables. Le rapport fait notamment apparaître que pour la majorité des 40 % de RMIstes dits occasionnels, souvent composés d'exclus de la crise qui n'avaient pas au départ de difficultés sociales particulières, les mesures d'insertion professionnelle proposées dans le cadre du RMI

apparaissent en décalage par rapport à leurs attentes. « Les stages de quasi-emploi, indique l'enquête du CERC, ne représentent pas pour eux l'accès à un vrai emploi. » Car tant que le marché du travail restera peu ouvert aux personnes faiblement qualifiées, l'efficacité de ces mesures sera relative.

De fait, les départements où les allocataires sont les plus nombreux à avoir décroché un emploi stable sont ceux où l'environnement économique est le plus favorable, et non pas ceux où la promotion des stages a été la plus active. Ces mesures d'insertion professionnelle ont eu, en revanche, une certaine utilité pour les 15 % de RMIstes qui cumulaient les handicaps. Ces allocataires ont, en effet, pu s'engager dans une certaine « requalification » à travers, notamment, le développement des contrats emploi-solidarité. « Le RMI constitue pour eux une aide essentielle », affirme l'enquête : il leur permet d'atténuer la précarité de leurs conditions d'existence et favorise leur réinsertion sociale.

Enfin, pour 45 % des allocataires, le RMI est avant tout un moyen de préserver les liens sociaux et d'améliorer quelque peu les conditions de vie. Parmi ces personnes, chargées de famille, dans l'attente de la retraite ou souffrant d'un handicap de santé, la proportion d'inscrits dans une démarche de retour à l'emploi est très faible. M. Pierre Vanlerenberghe, président de la commission nationale d'évaluation, doit remettre son rapport d'ici le mois de janvier au premier ministre.

V. D.

SI FRANCE TÉLÉCOM EST NOTÉ TRIPLE "A", CE N'EST PAS PAR HASARD.

Directeur financier d'un grand Investisseur, je recherche aujourd'hui les émissions de FRANCE TELECOM pour les raisons qui me faisaient apprécier, ces dernières années, les emprunts de la CNT. La signature a changé, pas la qualité du papier. L'avance technologique de cet opérateur public, ses succès commerciaux et sa solidité financière sont autant d'atouts pour souscrire en toute tranquillité. Ce n'est donc pas un hasard si Moody's et Standard and Poor's ont attribué à FRANCE TELECOM les meilleures notes : Aaa et AAA. Une valeur d'avenir qui conjugue dynamisme et sécurité.

FRANCE TELECOM

Le Monde

Edité par la SAFL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication Bruno Frippey directeur de la rédaction Jacques Guio directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amblie Thomas Farrenc Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Varner directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

19^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE

VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE (12 h - 19 h) (10 h à 19 h)

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE (10 heures à 15 heures)

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES - BIJOUX PIERRES PRÉCIEUSES

HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES 17, bd Saint-Jacques, 75014 PARIS

هنا من انا

**« Le Bateau ivre »
canular journalistique à 5 centimes**

Y.- M. L.

ALAIN LOMPECH

M6 C'EST 11,7 % DES MÉNAGÈRES DE MOINS DE 50 ANS.

Part d'audience de M6 lundi-dimanche 3h-3h Source M6-télécom

Concentration dans l'édition phonographique

ALAIN LOMPECH

Saint-Martin, 14 h 30, 12, rue de la Grande-Grève-Belles (C. Merle).

« L'orthodoxie orthodoxe », 15 heures, 12, rue Daru (visite limitée à 30 personnes) (Monuments historiques).

« La Manufacture des Gobelins », 14 heures et 15 heures, 42, rue des Gobelins (Monuments historiques).

« Le quartier Bonne-Nouvelle, évocation de la vie des habitants », 14 h 30, 21, bd Bonne-Nouvelle (France pittoresque et insolite).

« Une heure au cimetière Montmartre », 15 heures, entrée du cimetière avenue Rachel (V. de Langlade).

« L'Opéra Garnier et l'exposition des Ballets russes », 11 h 30, hall de l'opéra (P.-Y. Jessier).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, musée du Palais (Ars confédération).

Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE GARDIENNAGE
Implantée en Afrique recherche

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Chargé de la Direction de l'organisation, de l'exploitation et du développement de ses activités dans une grande métropole africaine.

Agé d'environ 40 ans, organisateur, meneur d'hommes exigeant, il doit être capable de s'adapter à un environnement difficile.

Il devra faire la preuve d'une expérience similaire et manifester de réelles qualités relationnelles, sur le plan de la nécessaire collaboration avec les différentes Autorités et Administrations locales.

Il devra en outre pratiquer la langue portugaise.

Contrat de travail en régime 5 mois/1 mois.

Expatriation possible en couple.

Logement de fonction et véhicule de service.

Les personnes intéressées par cette offre peuvent adresser un dossier de candidature complet, comprenant CV, photo, lettre manuscrite, diplôme, certificats et références s/réf. 2181 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST - EUROMESSAGES

Société d'économie mixte
d'aménagement urbain et de construction
sud de Paris, recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H./F.)

Vous possédez une formation supérieure (DECS-DESCF-ESC-Gestion...), une expérience montrant votre ouverture (relations humaines, problèmes juridiques...), la capacité à structurer le fonctionnement d'une équipe en expansion, un intérêt pour le développement local et une connaissance des collectivités territoriales.

Vous souhaitez approfondir votre professionnalité au sein d'un collectif de direction.

Votre mission sera d'asseoir et de développer les fonctionnalités de l'entreprise, en impulsant la gestion financière, maîtrisant l'organisation et le fonctionnement et valorisant les ressources humaines.

Vous aurez à définir et mettre en place des outils de gestion (analyse financière, contrôle de gestion, budgets).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo

et prétentions sous le n° 8429

Le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75902 Paris Cedex 15

L'AGENCE D'URBANISME
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON
recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTUDES RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT IMAGE de formation ARCHITECTE URBANISTE

MISSION :

Encadrer une équipe de douze dessinateurs ou infographes pour produire tous types d'images aptes à traduire des études d'urbanisme et rechercher de nouvelles formes d'expression.

EXPÉRIENCE d'encadrement, d'expression graphique (rendus traditionnels et informatique 2D et 3D) et d'études d'urbanisme.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

NIVEAU DE RÉMUNÉRATION SELON EXPÉRIENCE.

Adresser les candidatures accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo à :

M. le Directeur de l'Agence d'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Lyon
BP3129 - 69402 Lyon Cedex 03

Notre cabinet international, spécialisé dans le conseil en recrutement des postes opérationnels par annonce et approche directe, connaît une progression exceptionnelle grâce à un concept nouveau.

Dans le cadre du renforcement de ses activités, EUROMAN crée un département

COMPTABILITÉ - GESTION - FINANCE

Pour tout complément d'informations, veuillez contacter Mr Jean-François GUENTIN ou (1) 39 49 57 19 ou écrivez à EUROMAN - 7 ter, rue de la Porte de Buc - 78000 Versailles.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE
recherche son

CHEF DE CENTRE DE GESTION DÉCENTRALISÉE situé à BASTIA.

Principales objectifs du poste :

Assurer la responsabilité des domaines fonctionnels décentralisés sur le centre de gestion et notamment la gestion locative et l'entretien des immeubles.

Profil du candidat :

Formation supérieure avec des connaissances spécifiques en gestion immobilière (loyers, maître ouvrage) souhaitées. Age : 40-45 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, photo et détail de disponibilité, sous n° 8427 à :

LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, r. du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris

IMPORTANT
ORGANISME DE RECOUVREMENT
recherche

pour un recrutement au 6 janvier 1992, dans le cadre d'un contrat d'adaptation à durée indéterminée, pour son secteur contentieux.

TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE OU D'UNE LICENCE EN DROIT

Agés de moins de vingt-six ans, dégages des obligations militaires.

Rémunération mensuelle brute de 5 675 F sur 13 mois 3/4 à l'embauche.

Possibilités d'évolution dès le quatrième mois.

Faculté de présenter le concours d'agent de contrôle des employeurs dans le courant de l'année 1992 (salaire annuel brut de 125 000 F à 225 000 F selon ancienneté et expérience).

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et de la copie du diplôme exigé devront être adressées au plus tard le 2 décembre 1991 à :

URSSAF DE PARIS - Direction du Personnel

3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL CEDEX

Pour tous renseignements, téléphonez au :

48-51-22-72 ou 48-51-15-34

La ville de **BEAUVAIS**
Oise - 56.000 habitants

CHARGE DE MISSION PREVENTION DE LA DELINQUANCE (contractuel)

Votre mission : élaborer un diagnostic local, définir et mettre en œuvre un Programme d'Action Prévention, animer et coordonner le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.

Vos meilleurs atouts : une solide expérience dans ce domaine et de fortes capacités de dialogue et d'animation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo à M. le Maire -

Direction des Ressources Humaines - BP 330 - 60021 BEAUVAIS cedex

un chargé de mission

pour un important établissement hospitalier privé, à Grenoble.

Sous l'autorité du Directeur, vous prenez en main des dossiers variés (travaux neufs, gestion et organisation d'un service...), des études à la mise en œuvre des solutions. IEP ou DESS de gestion, organisateur convaincant, négociateur attentif aux autres, utilisateur averti de l'informatique, gestionnaire rigoureux, vous avez une expérience en entreprise ou dans une clinique.

Ecrivez à notre conseil Mme Mai Lan PHAM (réf. 4015 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.

95, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE

LYON - PARIS - STRASBOURG

LIJON - NANTES - TOULOUSE

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT
Val-de-Marne • 54 000 habitants

recherche

au sein de la Direction Générale des Services Techniques : SON RESPONSABLE DE LA DIVISION URBANISME

Partenaire privilégié de la mise en œuvre d'une ZAC opérationnelle de 12 ha.

Formation : INGÉNIEUR ou ARCHITECTE

Salaire brut annuel 150 KF + prime.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :

M. le Maire - Hôtel de Ville

118, av. du Général-de-Gaulle - 94700 Maisons-Alfort

PARFUMERIE, 400 m², en région parisienne,
recherche

RESPONSABLE (homme ou femme)

Animation commerciale • Management équipe 20 personnes

Gestion stocks et budgets

PHARMACIEN

Responsable secteur dermo-cosmétique

CONSEILLÈRES (expérience souhaitée)

Adresser CV + lettre de motivation à :

CLAUDINE FERROUILLAT - Ste-Mandonaud - BP 380 87010 LIMOGES Cedex

SOCIÉTÉ DE PRESSE

recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

Pour assumer le contenu rédactionnel de deux magazines.

Ces deux supports sont entièrement financés par la publicité.

L'un est consacré à l'immobilier, l'autre à la décoration.

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de ces milieux et une bonne plume. Il sera en outre capable de manager une équipe de trois personnes plus quelques pigistes pour assurer 110 pages de rédactionnel par mois.

Adresser votre candidature à :

M. J.-M. GUERIN, 40, rue du Docteur-Roux

75015 PARIS

SOCIÉTÉ EN EXPANSION recherche

POUR PARIS, LIMOGES ET TOULOUSE rédacteur technique (LM/RT/JMA)

De formation électronique niveau Ingénieur, minimum 2 ans d'expérience et ayant été habilité CD.

ingénieur électronicien (LM/IE/JMA)

De formation DUT + Ingénieur, expérience souhaitée en sûreté de fonctionnement.

POUR PARIS

2 ingénieurs fiabilistes (LM/IF/JMA)

Expérience souhaitée.

Envoyer dossier de candidature sous la référence choisie à :

AIF SERVICES - Madame Brachet - BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex.

T R E S U R G E N T

Pour importante Société Aéronautique, nous recherchons

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Formation mécanique Option Matériaux connaissant bien l'informatique

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation électronique analogique. 2 à 3 ans d'expérience industrielle

DUT GÉNIE THERMIQUE DÉBUTANT

Très bon calculateur, connaissant bien la CAO/DAO

Disponibles immédiatement. Anglaise souhaitée

Adresser C.V. et prétent. à T21, 92 rue St Lazare 75009 PARIS ou

téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 85 38 41

L'ÉCOLE DES RELIGIONS

Association loi de 1901

Une école qui propose un enseignement simultané des 5 religions (bouddhisme, christianisme, hindouisme, islam, judaïsme).

cherche son

Directeur général (H/F)

Sa mission :

Assurer le développement de l'école et contrôler la bonne organisation des cours en France.

Adresser candidature (lettre manuscrite + photos + prétentions) à :

Institut Jacques-Benoît

245, rue de Bercy - 75012 PARIS

ASSOCIATION LOI 1901

reconnue d'utilité publique

recherche pour le 1^{er} /3/92

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Poste basé à Paris

Conditions de la C.C. 1986

Bonnes connaissances en gestion et droit du travail.

Poste devant évoluer vers la direction générale.

Les candidatures avec CV, réf. et photo

devront être envoyées au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8430

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

INFORAMA CHANGE DE TÊTE !

Marie-Jeanne CAPDEPUY

prend la direction d'INFORAMA CARRIÈRES, Cabinet de Conseil en recherche de cadres et dirigeants tourné vers les secteurs Informatique, High Tech et Santé.

Marie-Jeanne CAPDEPUY a une double expérience de l'entreprise et du conseil en recrutement.

Tous les consultants sont à votre disposition au : 46 09 95 33.

50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

INFORAMA
carrières
la technologie pour les hommes

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

شركة من الجزائر

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Le Monde • Jeudi 21 novembre 1991 37

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
1^{er} ARRONDISSEMENT			NOISY-LE-ROI			NEUILLY		
3 PIÈCES	7, rue Moïre	9 400	7 PIÈCES	6, rue Nicolas-Coustou	10 811	3 PIÈCES	20 bis, bd du Général-Leclerc	7 900
79 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 041	146 m²	AGIFRANCE - 30-44-01-13	+ 216	64 m², 3 ^e étage	GCI - 40-16-28-68	+ 958
parking	Frais de commission	6 768		Frais de commission	7 550	STUDIO	PUTEAUX	3 803
5^e ARRONDISSEMENT			POISSY			55 m², rez-de-ch.	18, av. Georges-Pompidou	+ 400
3 PIÈCES, IMM. NEUF	4, rue Collégiale	11 000	66 m², 3 ^e étage	1, avenue des Ursulines	+ 947	parking	AGF - 44-86-45-45	2 706
80 m², 2 ^e étage	GERER - 49-42-24-57	+ 720	parking	AGIFRANCE - 49-03-43-27	2 566	4 PIÈCES	SAINT-CLOUD	8 051
Cuis. équipée, park.	Frais de commission	8 000		Frais de commission	5 696	95 m², 2 ^e étage	11, square de l'Hippodrome	+ 960
7^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			2 caves	AGF - 44-86-45-45	5 729
2 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	7 350	74 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 763	parking	SAINT-CLOUD	8 051
53 m², 1 ^{er} étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 083	cave + parking	Frais de commission	4 053	4-5 PIÈCES	SÈVRES	8 050
parking	Frais de commission	5 913			4 204	IMMEUBLE NEUF	11, av. de la Division-Leclerc	+ 1 635
8^e ARRONDISSEMENT			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			110 m², 4 ^e étage	SAGGEL - 46-08-80-36	5 796
7 PIÈCES	118, rue de La Boétie	22 400	49 m², 2 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 580	parking	SURESNES	7 620
228 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 320	cave + parking	Frais de commission	2 991	97 m², 3 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 1 440
	Frais de commission	18 128			7 056	parking	SURESNES	5 422
9^e ARRONDISSEMENT			SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE			2 PIÈCES	SURESNES	3 875
4 PIÈCES	2, square Trudaine	7 900	132 m²	4, rue du Vieux-Puits	9 800	58 m², 2 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 830
109 m², 1 ^{er} étage	GCI - 40-16-28-71	+ 1 997	garage	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 1 422	cave	Frais de commission	2 828
13^e ARRONDISSEMENT			VERSAILLES			STUDIO	SURESNES	3 800
2 PIÈCES, IMM. NEUF	34-38, rue des Poulliers	6 400	109 m²	6, rue du Général-Pershing	8 700	44 m², rez-de-ch.	93, rue de la République	+ 450
57 m², 4 ^e étage	GERER - 49-42-24-57	+ 510	rez-de-chaussée	SAGGEL - 46-08-80-36	+ 1 422	terrasse	CIGIMO - 48-00-89-89	3 006
parking	Frais de commission	3 648	parking	Frais de commission	6 284	parking	Honoraires de location	
15^e ARRONDISSEMENT			VILLEPREUX			6 PIÈCES	VANVES	9 525
4 PIÈCES	15, rue Fizeau	9 200	101 m²	60, av. de la Croix-du-Moyne	5 885	127 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 831
89 m², 7 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 813		AGIFRANCE - 30-44-01-13	4 382	parking	Frais de commission	6 858
1 balcon, 2 parkings	Frais de commission	6 890	91 - ESSONNE			94 - VAL-DE-MARNE		
16^e ARRONDISSEMENT			GIF-SUR-YVETTE			5 PIÈCES DUPLEX		
4 PIÈCES	69, rue Fondary	10 255	76 m², 1 ^{er} étage	Résidence Les Grandes	3 495	111 m², 10-11 ^e ét.	PANTIN	6 384
91 m², 3 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 056	parking	Coudraies	+ 938	parking	31-33, avenue Jean-Louise	+ 1 163
parking	Frais de commission	8 092	92 - HAUTS-DE-SEINE			balcon + terrasse	LOC INTER - 47-45-15-84	4 878
17^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE			3 PIÈCES		
3 PIÈCES	69, rue Fondary	10 385	86 m², 2 ^e étage	197, avenue Gallieni	9 650	75 m², 1 ^{er} étage	NOGENT-SUR-MARNE	4 800
71 m², 7 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 899	balcon	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 650	parking	39, rue du Port	+ 561
parking	Frais de commission	8 174	2 parkings	Frais de commission	7 254		SAGGEL - 47-42-44-44	3 456
18^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE			2 PIÈCES		
4 PIÈCES	21, rue des Cèvennes	8 633	180 m², 4-5 ^e étages	33-37, rue Louis-Pasteur	28 000	53 m², 4 ^e étage	SAINT-MANDÉ	5 206
parking	Frais de commission	6 216	terrasses, cheminée	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 791	terrasse	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 586
19^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE			parking	LOC INTER - 47-45-15-71	4 050
4-5 PIÈCES	4, rue André-Colledebœuf	18 000	82 m², 3 ^e étage	LOC INTER - 47-45-16-09	6 600	2 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	4 388
136 m², 5 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 2 100	balcon	Frais de commission	5 022	51 m², 1 ^{er} étage	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 591
	Frais de commission	12 809	2-3 PIÈCES	BOULOGNE	4 248	parking	LOC INTER - 47-45-16-09	3 438
20^e ARRONDISSEMENT			51 m², 5 ^e étage	CGI - 40-16-28-71	+ 626	3 PIÈCES		
3 PIÈCES	63, avenue Foch	9 600	parking			54 m², 1 ^{er} étage	SAINT-MANDÉ	6 100
68 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 750	4 PIÈCES			terrasse	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 731
parking	Frais de commission	8 531	125 m², 1 ^{er} étage	BOULOGNE	13 348	parking	LOC INTER - 47-45-15-71	4 628
21^e ARRONDISSEMENT			cave	33-35, rue Antea-Jacquin	9 497	5 PIÈCES		
4-5 PIÈCES	8-10, rue Oswald-Cruz	16 400	parking	AGF - 44-86-45-45	+ 2 720	95 m², 1 ^{er} étage	SAINT-MANDÉ	8 590
136 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 457		Frais de commission	4 500	terrasse 17 m²	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 039
	Frais de commission	11 808	3 PIÈCES			2 parkings	LOC INTER - 47-45-16-09	6 462
22^e ARRONDISSEMENT			73 m², 2 ^e étage	COURBOVOIE	3 240	4 PIÈCES		
4-5 PIÈCES	3, square de Tocqueville	14 800	parking	44, rue de l'Alma	7 500	92 m², 3 ^e étage	VINCENNES	7 930
136 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 127		SAGGEL - 47-78-15-85	+ 1 280	cave	5, allée Jacques-Daguerre	+ 900
	Frais de commission	10 656	4 PIÈCES			parking	AGF - 44-86-45-45	5 642
23^e ARRONDISSEMENT			100 m²	COURBOVOIE	5 670	5 PIÈCES		
3 PIÈCES	126-130, rue Compans	7 100	6 ^e étage	33, bd Saint-Denis	5 560	108 m², 2 ^e étage	VINCENNES	9 095
68 m², 1 ^{er} étage	GERER - 49-42-24-57	+ 810	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 700	cave	5, allée Jacques-Daguerre	+ 1 080
parking	Frais de commission	4 047		Frais de commission	4 273	parking	AGF - 44-86-45-45	6 472
24^e ARRONDISSEMENT			GARCHES			94 - VAL-D'OISE		
3 PIÈCES	26, rue Saint-Fargue	5 300	73 m², 2 ^e étage	6, rue du Regard	17 250	3 PIÈCES		
71 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 1 090	parking	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 800	70 m², rez-de-ch.	MONTMORENCY	4 900
parking	Frais de commission	3 816		Frais de commission	12 275	parking	126, av. Charles-de-Gaulle	+ 1 491
							CIGIMO - 48-00-89-89	3 798

Le Monde

CHACQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

AGIFRANCE
GROUPE DES
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GFC

GENERALI

gerer
Le Service Immobilier

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIS

LOC INTER
Transactions Tel. 01 45 10 07

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

ملكو من المصل

ÉCONOMIE

Le collectif budgétaire pour 1991

Déficit de 99,9 milliards de francs et modification du régime fiscal de l'assurance-vie

Déficit budgétaire porté de 80,7 milliards de francs à 99,9 milliards et légère modification du régime fiscal de l'assurance-vie : le « collectif » (1) de 1991, qui devait être examiné par le gouvernement mercredi 20 novembre au cours du conseil des ministres, devrait contenir une modification du régime fiscal de l'assurance-vie.

Cette modification - légère - du régime fiscal de l'assurance-vie constitue une demi-surprise. Actuellement le capital transmis par le défunt aux héritiers par la voie de tels contrats est exonéré des droits de succession. La seule restriction à ce système dont la générosité ne se retrouve dans aucun autre pays industrialisé est que l'exonération est limitée à 100 000 francs si le contrat a été conclu alors que le défunt avait plus de 66 ans et si le montant total des primes versées au cours des quatre premières années du contrat représentait les trois quarts du capital assuré.

Le souci de l'administration est d'éviter que, sous les apparences d'un contrat d'assurance-vie, certains contribuables « avisés » ne transmettent tout ou partie d'un héritage en échappant aux droits de succession. Malgré ces restrictions et grâce à l'ingéniosité des assureurs, beaucoup de contribuables continuent en fait d'échapper aux droits de succession. C'est la raison pour laquelle M. Charasse, participant au congrès des notaires au mois de mai dernier, avait laissé entendre que certains contrats d'assurance-vie souscrits dans des conditions discutables pourraient voir modifié leur régime fiscal. La déclaration du ministre du budget avait créé un tel émoi dans la profession que M. Pierre Bérégovoy avait assuré qu'il n'était pas question de toucher à l'assurance-vie, « celle-ci représentant 150 milliards de francs d'épargne longue ».

Dérive partiellement compensée

La mesure proposée dans le « collectif » budgétaire ne remet pas fondamentalement en question les gros avantages attachés à l'assurance-vie, et en ce sens ne dément pas complètement les propos tenus par M. Bérégovoy il y a six mois, seuls les abus les plus voyants étant concernés. Il est seulement proposé que pour les seuls nouveaux contrats - la précision est importante - les assurances-vie supporteront les droits de succession lorsque le souscripteur aura plus de soixante-dix ans et plus exactement en fonction du montant des primes versées après soixante-dix ans. Une mesure qui ne concerne donc ni les contrats anciens, ni ceux pour lesquels des primes restent à payer.

Pour le reste, le budget de 1991 fait bien apparaître un élargissement du déficit budgétaire.

La production d'additifs pour essence sans plomb

Total projette de racheter Texas Olefins

Le groupe pétrolier Total a décidé de prendre une place importante dans la production mondiale d'additifs pour essence sans plomb. Il vient de signer un accord préliminaire en vue de racheter la compagnie américaine Texas Olefins de Houston, deuxième producteur aux États-Unis, derrière ARCO, de méthyltertio-butyl-ether (MTBE), substance chimique très utilisée aujourd'hui pour relever l'indice d'octane de l'essence. Le prix de cette acquisition, qui ferait de Total un des premiers fabricants mondiaux de MTBE, avec une capacité installée supérieure à 500 000 tonnes/an, est estimé à 750 millions de dollars (4,2 milliards de francs).

Recul des ventes de détail en Grande-Bretagne en octobre. - Les ventes de détail en Grande-Bretagne ont baissé de 0,5 % en octobre, traduisant les difficultés de l'économie britannique à sortir de la récession. D'après l'Office central de statistique du Royaume-Uni, les ventes de détail entre août et octobre ont été inférieures de 0,3 % à celles du trimestre pré-

Celui-ci atteint - dans la présentation officielle - 99,9 milliards de francs au lieu des 80,7 milliards de francs retenus dans la loi de finances initiale pour 1991, telle qu'elle fut votée fin 1990 par le Parlement.

La différence est de 19,2 milliards de francs, mais il n'échappera à personne que le gouvernement a voulu limiter l'effet défavorable d'un dérapage trop important en fixant volontairement - et probablement un peu artificiellement - le déficit à un chiffre inférieur à 100 milliards de francs. Dans la mesure où celui-ci dépend en très grande partie des pertes de recettes fiscales (par rapport à ce qui était attendu), le déficit final, qui ne sera connu avec précision que l'année prochaine, peut très bien atteindre 110 ou 120 milliards de francs.

Pour l'essentiel, le gouvernement aura eu à compenser mois après mois une dérive budgétaire qui - si rien n'avait été fait - aurait atteint une cinquantaine de milliards de francs. Un peu plus de 30 milliards de francs ont été si l'on peut dire « récupérés » : 10 milliards de francs versés par les pays alliés au titre de contribution à la guerre du Golfe; une quinzaine de milliards fin mai (2) au titre d'économies (gel de dépenses, concours aux collectivités locales, modification du 1 % logement, PMU), de fiscalité (TVTA sur l'horticulture et taxe locale sur l'électricité notamment), de prélèvement sur divers organismes publics (la Cacom notamment, qui est la caisse prêteuse du Crédit foncier). Enfin 7 milliards de francs supplémentaires ont été tirés du Fonds de réserve de l'épargne logement.

On retrouve le gonflement du déficit budgétaire tel qu'il est affiché dans le collectif 1991 - une vingtaine de milliards de francs - en faisant la différence entre le dérapage spontané dû aux moindres rentrées fiscales (une cinquantaine de milliards) et la trentaine de milliards de francs récupérés. Ce qui veut dire que les dépenses de dépenses ou plutôt les dépenses nouvelles n'ont pas pesé sur le déficit dans la mesure où elles ont été compensées par des économies.

Les dépenses nouvelles ont tout de même dépassé les 20 milliards de francs : RMI pour 5 milliards, dette publique pour 5 milliards, dépenses de fonctionnement pour 2 milliards, dépenses de fonctionnement pour 1 milliard, défense pour 2 milliards, agriculture pour 800 millions, etc. Elles auront été effacées par une dizaine de milliards de francs d'économies réalisées en mars et encore 9 milliards de francs gagnés dans le collectif budgétaire que MM. Bérégovoy et Charasse viennent de présenter au gouvernement.

ALAIN VERNHOLES

(1) Le collectif budgétaire est une loi de finances rectificative.
(2) Mesures pour la plaignant contenues dans une loi dite DDGF, portant « diverses dispositions d'ordre financier ».

NEW-YORK, 19 novembre

Rechute

L'amélioration observée en début de semaine à New-York n'aura été qu'un déjouement de soleil. Mardi 19 novembre, la grande Bourse américaine a rechuté. Elle n'en a pas moins fait preuve d'une certaine résistance. En baisse de presque 80 points à mi-séance, l'indice Dow-Jones n'enregistrait plus à la clôture qu'une perte de 41,15 points (-1,38 %), pour s'établir à la cote 2 931,57. Le bilan de la journée, lui aussi, a été assez mauvais.

Pas de chance! La fin de la conclusion des professionnels de l'annonce d'une aggravation du déficit commercial pour septembre à 6,78 milliards de dollars, en large partie dû à la montée des importations, est en effet arrivée au plus mauvais moment.

Du coup, l'effet salutaire qu'aurait pu avoir la décision du président Bush de faire obstacle à la décision du Sénat de plafonner les crédits des cartes bancaires, très mal accueilli, d'autant que le chef de la Maison Blanche, à qui l'on prête l'intention de prendre des initiatives pour essayer de relancer la machine économique, s'est hâté de déclarer qu'aucun plan de relance n'était actuellement prévu.

VALEURS	Cours du 18 novembre	Cours du 19 novembre
Alcoa	90	87
Amstar	17 1/2	16 3/4
Bearing	46 5/8	45 5/8
Chrysler	17 1/2	16 3/4
Chrysler	46 5/8	45 5/8
Eastman Kodak	47 7/8	47 3/8
Exxon	58 1/4	58
General Electric	68 5/8	68 1/8
General Motors	32	31 1/2
IBM	97 1/4	96 1/4
ITT	68 1/8	67 1/8
Motor Oil	68 1/8	67 1/8
Pepsi	68 1/8	67 1/8
Schlumberger	82 3/8	81 1/2
Texas	128 3/4	128 1/2
Union Carbide	48 1/2	47 5/8
Westinghouse	18 1/2	18 1/8
Yarn Corp.	82	82

LONDRES, 19 novembre

Nouvel abaissement

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs ont fortement baissé mardi à la Bourse de Londres. À la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 39,4 points, soit 1,6 % à 2 463,1. Le volume des transactions a sensiblement baissé à 500,4 millions de titres contre 502,4 millions lundi. La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britanniques, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'intervention des Banques d'Angleterre et d'Espagne pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'inquiètent du maintien des taux d'intérêt britanniques après les tournures d'un possible relèvement des taux allemands, jeudi 21 novembre, après celui des taux français en début de semaine.

FAITS ET RÉSULTATS

o Hoechst : 22 % de bénéfice en moins. - Les affaires du numéro un mondial de la chimie, le groupe allemand Hoechst, ne s'améliorent pas. Pour les neuf premiers mois de 1991, son président, le professeur Wolfgang Hilger, annonce une baisse de 22,1 % du bénéfice avant impôt (1,9 milliard de deutschemarks, soit près de 6,5 milliards de francs), malgré un chiffre d'affaires accru de 4,8 % à 34,78 milliards de deutschemarks. Ce recul des profits, aussi important que pour le premier semestre, provient des contre-performances des produits de synthèse, de la chimie fine, des caoutchoucs et des textiles. Plus, le professeur Hilger s'est dit inquiet de la situation. Le mois d'octobre, généralement excellent, s'est révélé relativement assez mauvais que les précédents.

o Volvo vend sa fabrique de sièges d'automobile. - Le constructeur automobile suédois Volvo a annoncé mardi 19 novembre la vente de sa fabrique de sièges auto de Lear Seating Sweden, filiale suédoise de la firme américaine. Le montant de l'opération n'a pas été précisé, mais l'usine de Bengtforts fabriquant les sièges de Volvo a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de couronnes suédoises (560 millions de francs). Selon M. Hans-Göran Persson, directeur des achats chez Volvo, cette reprise de l'usine de Bengtforts représente, outre la venue d'un sous-traitant compétent dans le domaine des sièges automobiles, une sécurisation des emplois dans l'usine. Au mois de janvier 1991, l'américain Lear Seating avait déjà racheté l'usine de fabrication des sièges automobiles du constructeur Saab.

o VEV : moins de 5 % du capital dans le public. - À l'issue de l'augmentation de capital lancée par VEV (Vitos Etablissements Vitou) pour restaurer ses fonds propres, moins de 5 % du capital du troisième groupe textile français seront détenus par le public, apprend-on mardi 19 novembre par communiqué de la Société des Bourses françaises (SBF). Le contrôle de VEV, qui a échappé de peu cet été à la faillite, sera assuré par la Financière VEV (à hauteur de 31 %) et par les banques créancières (pour environ 45 %). Ces banques détiennent

PARIS, 19 novembre

Dégradation

La petite reprise constatée à l'ouverture du marché à très vite tourné court mardi 19 novembre à la Bourse de Paris. En hausse de 0,22 % à l'ouverture, dans la foulée de la reprise de la veille enregistrée à Wall Street, l'indice CAC à très vite plongé dans le rouge. À 11 h 45, il cessait la barre des 1 800 points. À 13 heures, il perdait 0,87 %. Plus tard dans la journée, peu après l'ouverture en baisse de la Bourse new-yorkaise, le repli de l'indice s'accroissait rapidement et très sensiblement. Après avoir perdu jusqu'à 3 % au cours de l'après-midi, les valeurs françaises réduisaient leur portée en clôture, n'abandonnant plus que 2,39 %.

La rechute de Wall Street a conforté les investisseurs de leur pessimisme affiché après la hausse surprise des taux d'intérêt. Les opérateurs se disent découragés. Pour eux, l'horizon s'est brusquement assombri, et ils commencent à réviser à la baisse les résultats des entreprises pour 1992. Pour plusieurs analystes, les profits ne devraient augmenter que de 10 % à 12 % au lieu des 15 à 16 % prévus à v. a quelques semaines.

La hausse des taux ne fait que renforcer l'attrait des SICAV monétaires, ardemment les gestionnaires, qui prennent conscience chaque jour d'avantage de la vulnérabilité des marchés. Si les valeurs pétrolières ont retrouvé les faveurs des investisseurs, les banques ont été durement sanctionnées. Selon les boursiers, les souhaits exprimés par M. Pierre Bérégovoy que les banques ne participent pas à la hausse des taux décidée lundi a nettement pesé sur le secteur.

TOKYO, 20 novembre

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse mardi 20 novembre, mais au-dessus de ses plus bas niveaux du jour. L'indice Nikkei a enregistré une baisse de 127 points (-0,54 %) à 23 199,86 points. Le volume des transactions s'est légèrement accru passant de 260 millions mardi à 300 millions mercredi. La Bourse de Tokyo a été une nouvelle fois affectée par Wall Street et le recul de plus de 40 points du Dow Jones en clôture. La nouvelle baisse de la Bourse new-yorkaise a pesé sur l'ouverture, où l'indice a été rétrogradé à 23 199,86 points. Les investisseurs ont été très sensibles aux nouvelles de la baisse de la Bourse new-yorkaise et aux observations au mois de septembre dernier. Des ventes liées aux indices ont pesé sur les cours. Toutefois, les investisseurs ont maintenu au-dessus de 23 000 points grâce à des achats à bon compte.

VALEURS	Cours du 19 novembre	Cours du 20 novembre
Alcoa	1 000	1 000
Amstar	1 000	1 000
Bearing	1 000	1 000
Chrysler	1 000	1 000
Eastman Kodak	1 000	1 000
Exxon	1 000	1 000
General Electric	1 000	1 000
General Motors	1 000	1 000
IBM	1 000	1 000
ITT	1 000	1 000
Motor Oil	1 000	1 000
Pepsi	1 000	1 000
Schlumberger	1 000	1 000
Texas	1 000	1 000
Union Carbide	1 000	1 000
Westinghouse	1 000	1 000
Yarn Corp.	1 000	1 000

PARIS, 19 novembre

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3840	3822	Imtech. Hissler	802	
Amstel Assurances	282	282	Imtech. Computer	154 70	
B.A.C.	105	100 80	I.P.B.M.	58 80	54 10
Banque Paribas	810	798	Loca Invest.	289 50	
Banque Paribas	300	298	Loca Invest.	70	70 50
Banque Paribas	280		Loca Invest.	94 50	90 70
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	850	825	Molten	151	
Cabotage	389	405	Publ. Filippi	387 50	387 50
Café	670	680	Rand	422	
C.E.G.E.P.	138		Rhone-Alp. Eau (Ly.)	319	294
C.F.P.L.	270	277	S.H.N.	175	
C.A.L.M.	904	904	Select Invest (Ly.)	98	90 30
Codanor	280		Serico	385	
Conforama	800		S.M.T. Group	132	
Crestis	174 80	171 10	Supra	263	
Dagblin	385	350 40	T71	347	346 50
Dalmeida	1181		Thermador H. (Ly.)	310	
Danachy Worms Co.	906		Unilog	212	210
Davril	248		Val et Co.	85 80	
Deleval	132	133	Y. St-Laurent Group	840	837
Edisons Belford	238	240			
Europ. Propriété	220	216			
Financ	125				
Frankfurt	105	105			
GFF (group. fon.)	115 20	115			
Grand Livr.	388	387			
Grosvogel	202	201			
Group. Origry	930				
Imtech	941				
I.C.C.	216				
Imtech	124				

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 novembre 1991
Nombre de contrats : 95 633

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier _____	106,98	107,10	107,44
Précédent _____	106,96	107,08	107,32

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
107 _____	0,27	0,96	0,28	0,98

CAC 40 A TERME			
Volume :19 024			
(MATIF)			
COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier _____	1 775	1 785,5	1 854
Précédent _____	1 828	1 834,5	1 849

CHANGES

Dollar : 5,47 ↓

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New-York. À Paris, la monnaie américaine s'échouait à 5,47 francs contre 5,4832 mardi au fixing de Paris, et 5,44 francs au plus bas à New-York.

FRANCFORT 19 novembre 20 novembre
Dollar (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638
Dollars (en DM) 1,646 1,638

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (20 novembre) 9 1/2 - 9 5/8
New-York (19 novembre) 4 3/4

Le dollar s'inscrit en légère baisse, mercredi 20 novembre, par rapport aux cotations de la veille en Europe, mais remonte par rapport aux plus bas touchés à New

BOURSE DU 20 NOVEMBRE

[illegible]

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
				Frans int.			Frans int.			Frans int.	
Etrangères											
AEG	85		A.A.A.	1023.04	958.09	Fruit-Groceries	32.81	31.81	Reichs.	130.04	126.56
Albi Sion	330		Acilia	211.84	205.17	Fructifera	860.86	838.67	Rosa Oculorum	20761.75	20741.01
Alcan Aluminium	110.70		Agropar	791.81	767.17	Fectum	27.40	26.73	Rosa Galt	62428.17	62428.17
Alcan Potash	155.80	150	Algeria	7088.38	7088.38	Fruit Products	1113.62	1050.56	Pravda Oil	11013.36	11002.36
Alcan Brandy	223		Anglo	2533.61	2533.61	Fruit	5154.55	5120.75	Pravda, Control	114.04	112.81
Arab	605		Angloph	633.13	614.69	Fructifera	1361.90	1328.68	Pravda Petroleum	2887.38	2887.38
Argentine Mines	130		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	14652.46	14652.46	Pravda, Control	120.17	120.17
Asahi Paper Exp.	53.0		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	199.50	190.74	Quart.	123.87	125.25
Asahi Paper Exp.	220.00		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	1215.84	1180.23	Rakhar	834	817.91
Asahi Paper Exp.	54.40		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	13226.51	13226.51	Rakhar	180.28	157.91
Asahi Paper Exp.	98.70		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	103129.29	107106.11	Rakhar Trust	5299.77	5347.20
Asahi Paper Exp.	9.80		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	13457.80	13153.73	Rakhar Trust	1142.35	1125.47
Asahi Paper Exp.	86.00		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	527.50	517.19	St. Honoré Bio-Alim.	937.54	895.03
De Bary (Ind.)	137		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	157.16	157.16	St. Honoré Bio-Alim.	1070.31	1064.07
Dow Chemical	276.70		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	157.16	157.16	St. Honoré Bio-Alim.	22.81	22.81
East	21.10		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	229.27	229.27	St. Honoré Bio-Alim.	746.88	712.06
Est. (Low Land)	530		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	298.32	298.32	St. Honoré Bio-Alim.	571.19	545.29
Est. (Low Land)	970		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	512.47	498.23
East Holdings Ltd.	157		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	14240.26	14183.62
Goodway Inc.	261		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	473.10	454.80
Goodway Inc.	213.50		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1665.88	1665.88
Goodway Inc.	257		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	13374.07	13111.83
Goodway Inc.	85.50		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1325.70	1325.70
Goodway Inc.	136		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	706.45	690.01
Goodway Inc.	29.30		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1762.26	1759.61
Goodway Inc.	310		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
Goodway Inc.	21.30		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
Goodway Inc.	9.40		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
Goodway Inc.	373.30		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
Procter Gamble	472	469.90	Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
Reichs.	130.04		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
Rosa Oculorum	20761.75		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
Rosa Galt	62428.17		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
Pravda Oil	11013.36		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
Pravda, Control	114.04		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
Quart.	123.87		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
Rakhar	834		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
Rakhar	180.28		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
Rakhar Trust	5299.77		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
Rakhar Trust	1142.35		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	937.54		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	1070.31		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	22.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	746.88		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	571.19		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	512.47		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	14240.26		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	473.10		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1665.88		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	13374.07		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	1325.70		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	706.45		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	1762.26		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	214.43	210.22
St. Honoré Bio-Alim.	1408.84		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	859.81	839.72
St. Honoré Bio-Alim.	658.15		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1065.24	1065.24
St. Honoré Bio-Alim.	400.83		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	1408.84	1348.17
St. Honoré Bio-Alim.	214.43		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	658.15	640.54
St. Honoré Bio-Alim.	859.81		Angloph	1148.51	1148.51	Fructifera	226.28	226.28	St. Honoré Bio-Alim.	400.83	397.80
St. Honoré Bio-Alim.	1065.24		Angloph	1148.51							

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/11
			achat	vente			
Base-Uns (1 unit.)	5 483	...	...	...
Esc.	9 698	...	...	...
Allemagne (100 dm.)	341 540	...	...	...	Or fin (dolo en barre)	63950	...
Belgique (100 f.)	341 550	...	...	...	Or fin (en lingot)	63950	...
France-Bas (100 f.)	303 110	...	...	...	Napoléon (200)	368	...
Italie (100 lire)	5 522	...	...	...	Pièce Fr (10 f.)	380	...
Grèce (100 dr.)	9 831	...	...	...	Pièce Suisse (20 f.)	371	...
Gde-Bretagne (1 £)	9 831	...	...	...	Pièce Latine (20 f.)	368	...
Belges (100 francs)	3 008	...	...	...	Souverain	48	...
Esc. (100 s.)	3 008	...	...	...	Pièce 20 dollars	2090	...
Schwe (100 fr.)	35 370	...	...	...	Pièce 10 dollars	1022 50	...
Norvège (100 kr.)	96 890	...	...	...	Pièce 5 dollars	605	...
Autriche (100 sch.)	46 122	...	...	...	Pièce 50 pesos	2390	...
Espagne (100 pes.)	5 408	...	...	...	Pièce 10 florins	381	...
Portugal (100 esc.)	5 514	...	...	...
Canada (5 c.)	5 881	...	...	...
Japon (100 yens)	4 237	...	...	...

Marché libre de l'or

1410	.....	France-3	13671 08	13671 08	Orléans	6557 94	9429 36	Univers	1725 19	2556 71
1524	.....	France-3	9712 15	9508 81	Paris Capital	1424 52	1402 47	Univers Action	1158 96	1169 72
1694	.....	France Inter	270 18	289 04	Parisien Espérance	18875 31	19717 57	Univers	1827 93	1780 35
1700	.....	France Inter Slow	1180	104 73	Parisien Opportunités	126 34	123 30	Viking	1261 84	1955 08
1845	.....	France Invest	345 31	324 94	Parisien Patrimoine	577 98	564 42	Vitalité	5012 80	50897 56+
1910	.....	France 3	477 83	473 10	Parisien Santé	84 82	83 88	Vitalité	77470 05	27443 36
2010	.....	France 3	446 53	432 65	Parisienne Retraite	215 75	209 50			
2110	.....	France Plans	107 33	104 20	Parisien	636 72	632 25			
2210	.....	France Regions	1204 79	1169 70	Plaisance A	1331 43	1306 32+			
2310	.....	France Capit	35 70	33 75	Plaisance J	9860 72	9866 99+			
2410	.....	S.P.A. ex. H.	380	30 20	Plaisance M	65546 77	65419 52+			
2510	.....	France 3	136157 25	1357 35	Plaisance Nord	863 29	862 29			
2610	.....	France 3	236 02	222 83	Plaisance	112 82	109 51			

c : coupon détaché - o : offert - t : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché connu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédem. - ■ : marché continu

هذه هي الام

CULTURE

MUSIQUES

Le mutant permanent

« Dangerous », le nouvel album de Michael Jackson en jeu industriel et objet d'art

La sortie mondiale de *Dangerous*, le nouvel album de Michael Jackson, est une opération industrielle de grande envergure. Le 15 novembre, aux États-Unis, quatre réseaux nationaux (Fox, MTV et Black Entertainment Channel) présentent au même moment la vidéo de *Black or White*, première chanson extraite de l'album. Jeudi 21, *Dangerous* - quatorze chansons, une heure vingt de musique sur deux albums vinyle, un CD ou une cassette - sera disponible chez les disquaires. En France, par le seul jeu des précommandes, *Dangerous* est déjà disque de platine, soit plus de 500 000 exemplaires vendus. Pour ne pas décevoir, il faudra faire aussi bien que *Bud* (1987), le précédent album vendu à environ 25 millions d'exemplaires dans le monde, un peu plus de la moitié du chiffre atteint par *Thriller* (1982) : détenteur du record mondial des ventes avec, à ce jour, 42 millions d'exemplaires.

Enfin, *Dangerous* s'inscrit dans un itinéraire, dans une œuvre dont le premier fleuron est Michael Jackson lui-même, mutant permanent, mais aussi compositeur de classiques populaires (entre Cole Porter pour la perversité innocente et les compositeurs du label Motown pour la simplicité lumineuse), chanteur protéiforme, danseur naturel. Pour la première fois depuis son accession à la semi-divinité, Michael Jackson s'est passé des services du producteur Quincy Jones. Cette absence explique sûrement l'impression de désordre, d'errance suractive que donne *Dangerous*. Mais tous les saisissons de relaxation du monde ne pourront empêcher Michael Jackson de respirer l'air du temps, d'en faire des chansons, des images.

Tour du monde en 80 secondes

En mars dernier, Michael Jackson renouvelait son contrat avec Sony Software. En rachetant CBS disques et sa filiale Epic - pour laquelle Jackson enregistre depuis 1979 - la multinationale japonaise rachetait aussi Michael Jackson. Renoué au printemps, le contrat entre l'artiste et Sony Software ressemblait plus à un joint-venture entre deux géants industriels qu'à un classique contrat d'artiste. À sa conclusion, les parties firent savoir que l'accord pourrait générer jusqu'à 1 milliard de dollars de revenus. Vente de disques, bien sûr, mais aussi droits audiovisuels, droits dérivés, production de films, de jeux électroniques, l'accord couvrait de manière exhaustive tous les domaines de l'entertainment business.

Aux États-Unis, le premier engagement de la campagne de lancement s'est conclu sur un semis-fiasco. Réalisée par John Landis, la vidéo de *Black or White* commence sur un plagiat d'un clip du groupe de hard rock Twisted Sister. On y voit Macaulay Culkin (le héros de *Maman, j'ai raté l'école*) expédier son père dans l'espace d'un coup de gène électrique. Commence alors la chanson proprement dite : sur un motif de guitare poliment emprunté aux Rolling Stones, Michael Jackson chante qu'il importe peu que l'on soit blanc ou noir. C'est l'exact contrepied du discours des rappeurs militants, et pour mieux faire passer sa démonstration, Jackson, les cheveux raides, la peau d'un rose écarlate, les yeux vaguement brouillés, danse avec quelques stéréotypes sortis d'une publicité pour laings italiens, sauvages africains, Indiens emplumés, Slaves entoués.

Ce tour du monde en 80 secondes se termine sur une succession de fondus-enchâssés de visages d'une perfection technique stupéfiante, même si l'idée avait déjà été utilisée par les musiciens vidéo britanniques Godley et Creme il y a une dizaine d'années.

o Mort du producteur Jacques Morali. - Le producteur français Jacques Morali, qui fut à l'origine du succès de plusieurs artistes disco, dont le groupe Village People, est mort à Paris des suites du sida. Il avait quarante-quatre ans. Associé à Henri Bolo il avait « inventé » en 1978, le groupe Village People composé de figures emblématiques de la communauté gay. *YMCA*, *In The Navy*, *Macho Man*, les principaux succès du groupe, se sont vendus à des millions d'exemplaires aux États-Unis et en Europe. Jacques Morali avait également produit le groupe Ritchie Family et la chanteuse Eartha Kitt.

Après un bref rap mimé par Culin, la chanson proprement dite se termine. Une panthère noire sort du plateau, se transforme en Michael Jackson qui, au fond d'une rue sans joie entame alors une chorégraphie répétitive et violente : il casse une vitrine, s'acharne à coups de barre de fer sur une voiture, se malaxe furieusement l'entrejambe. Dès le lendemain de la diffusion de la vidéo à la télévision américaine, après l'obligatoire déluge de coups de téléphones indignés, Jackson faisait publier ses excuses et annonçait la suppression de ce coda sulfureux. Qu'il soit délibéré (c'était l'avis de John Pareless, le chroniqueur rock du *New York Times*) ou improvisé, cet aller et retour entre scandale et contrition relève du marketing le plus raffiné.

L'incident permettait en tous cas de parler de *Dangerous*, de donner à cet album hybride une personnalité (après la fête sensuelle de *Thriller*, la violence funky de *Bud*) que sa seule écoute ne permet pas de dégager immédiatement. Sept titres (en général les meilleurs) sont coproduits par Teddy Riley, étoile montante de la jeune musique noire américaine. Riley a fait ses débuts en produisant des rappers de la côte Ouest, Heavy D. & the Boyz ou Kool Moe Dee, pour passer ensuite à la variété dansante. C'est un virtuose de la programmation, capable de faire sortir de ses ordinateurs des rythmes énormes, des basses ronflantes.

Quand cette science croise les mélodies de Jackson (qui se rapprochent de plus en plus de la manière de Stevie Wonder), le résultat est époustouflant : c'est *Dangerous*, *In the Closet*, en général les meilleurs moments de l'album avec *Who Is It* remanié par Michael Jackson, aussi mystérieux et paranoïaque que l'original.

Ailleurs, le chanteur s'ouvre à toutes les influences. Sur des arpegges de Slash, le guitariste de Guns n' Roses, *Give In To Me* est un pastiche des ballades de hard-rock qui partagent en ce moment avec le rap la couche supérieure des hit-parades américains. *Heal the World* est une version solo de *We Are the World*, le tube humanitaire que Jackson avait coécrit avec Lionel Richie, c'est aussi le nadir d'un album en montages russes, qui suffira sans doute à maintenir le statut de son créateur sans y ajouter quoi que ce soit.

THOMAS SOTINEL

► Dangerous : 2 LPs, 1 CD, 1 K7 Epic EPC 465 802 1/2/4.

AUTOMOBILE

A quoi rêvent les ministres...

Hôte d'un cercle de journalistes (CIA) préoccupés tout particulièrement de l'avenir du paysage automobile dans les années 2000, M. Georges Sarre s'est risqué l'autre jour à esquisser à grands traits un portrait quelque peu inattendu du conducteur français de demain. Le secrétaire d'État aux transports (routiers et fluviaux), l'œil perdu sur des horizons qui peuvent à l'heure actuelle échapper au commun des mortels, décrivait le chauffeur des temps modernes comme un homme calme et serein, s'installant au volant (presque inutile) de sa voiture, prenant sur son ordinateur des nouvelles de la météo, de la fluidité du trafic, sélectionnant les itinéraires recommandés pour parvenir à destination, branchant l'assistance à la conduite qui lui évitera collisions et autres feux rouges brûlés... Le ministre, emporté par son discours, envisageait, enfin, un système automatique capable d'opérer sur un véhicule, par intervention de l'ordinateur commandé éventuellement à distance, - un ralentissement ou une accélération du régime moteur...

Rien de ce que décrivait M. Sarre l'autre jour n'est, dans la réalité, aussi farfelu que d'aucuns pourraient l'imaginer, et certaines applications - en formule 1 par exemple - sont déjà en usage.

Financé par la CEE et les grands constructeurs automobiles le programme européen

Prométhée suit en effet son chemin et si l'objectif final - l'amélioration de la sécurité automobile à l'horizon 2000 - reste primordial, son aboutissement passe par les études indispensables qui accompagnent le projet. Les unes concernent le véhicule lui-même, les autres la gestion de plusieurs voitures engagées en même temps sur un itinéraire, les troisièmes sur la gestion du trafic dans son ensemble. Les progrès dans ces domaines sont considérables.

Actuellement, deux Renault Espace sont en circulation, bourrées d'appareils mis au point par Matra. L'une a embarqué un projecteur infrarouge et une caméra sensible au rayonnement émis. Sur un écran apparaissent, de nuit comme par temps de brouillard, tous les obstacles qui peuvent se trouver sur la route dans un rayon de 200 mètres. L'autre possède à bord un autre type de caméra qui permet de détecter la position angulaire du véhicule, précise Matra, par rapport aux voies de roulement et de situer précisément les autres voitures, de même que leur vitesse...

Reste à savoir si le conducteur d'aujourd'hui saura s'adapter, dans quelques années à peine, à cette nouvelle façon de « conduire », qui peut, on le comprend, faire rêver un ministre chargé des transports.

C. L.

CARNET DU Monde

Naissances

- Michel RAFFOUL et Leila de COMARMOND

sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Hugo, Patrice, Elie,

le 1^{er} novembre.

31, rue d'Avron, 75020 Paris.

Mariages

- M^{me} Fanny LEJWI, M. et M^{me} Edmond KNOLL, M. et M^{me} André TIMSIT,

ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants

Laurence et Georges.

Ils vous invitent à participer ou à vous unir d'intention à la bénédiction nuptiale, qui sera célébrée le dimanche 24 novembre 1991, à 15 heures, en la synagogue de l'École rabbinique Vauquelin, 9, rue Vauquelin, Paris-5.

93, boulevard Raspail, 75006 Paris.
179, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.
204, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Décès

- Philippe et Josette Bos, Brigitte, Stéphane et Raphaël Gautier, Roger Guillaume, et ses enfants, Jean et Marie-Louise Guillaume et leurs enfants, Yanick et Anne Baraton et leurs enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite BOS,

survenue le 16 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

On se réunira à l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15^e, le vendredi 22 novembre, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Millemont (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Adressez vos dons à l'ARC, BP 3, 94801 Villejuif Cedex.

- M^{me} Jean Brille, Ses neveux et nièces, Ses amis Morel, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRILLE,

survenue le 17 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

5, avenue André-Morizot, 92600 Boulogne.

- Le secrétaire perpétuel, Le bureau et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont le regret de faire part du décès, survenu le lundi 18 novembre 1991, de

M. Claude CAHEN, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ancien élève

de l'École normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, président honoraire de la Société asiatique, membre d'honneur de la Société turque d'histoire, membre associé étranger de l'Académie des Lincei, chevalier de la Légion d'honneur.

(Le Monde du 20 novembre)

- M^{me} Jacques Charon, son épouse, M^{me} André Charon, sa mère, Marc, Marie-Pierre, François, Alice, Thierry, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses gendres, Et sa belle-fille,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 novembre 1991, de

Jacques CHARON, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Une messe sera célébrée le jeudi 21 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Denis de Vauvray.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

140, boulevard de la République, 92420 Vauvray.

- M^{me} Marie-Hélène Levallois, son épouse, M. et M^{me} Bernard Levallois, ses parents, M. et M^{me} Etienne Delaporte, ses beaux-parents, Anne-Marie et Chantal Levallois, Marie-Noëlle et Marc Nouaille et leurs enfants, Véronique et Bruno Lussiez et leurs enfants, Claire et Patrice Enfer et leurs enfants, Stéphane et Philippe Legris et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François LEVALLOIS,

survenu à l'âge de quatre-vingt ans, le 16 novembre 1991, et vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le vendredi 22 novembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6.

L'inhumation aura lieu le jour même, à Grolles (Yonne).

- Les familles Martin, Armand, Maguel, ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. André MARTIN,

ingénieur des Arts et Manufactures, ingénieur en chef du corps des Mines (R), officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 13 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 19 novembre, au temple réformé de Neuilly-sur-Seine.

3, rue Anceille, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Les familles Risse, Misséque, Tringault, Dubé, Wertheimer et Braendlin, ont part du décès, survenu à Lyon, de leur tante,

M^{me} Mathieu RAISS,

née Marie-Louise Misséque.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 29 octobre 1991.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

- M. et M^{me} Henri de Rocca-Serra, et leur fils Patrice, M. et M^{me} Bernard Perard, et leurs fils Bruno et Patrick, M. Paul Conde, et ses enfants Henri, Marie-Pierre, Jacques, François, Yves, Marie-Noëlle et Claire,

Ses vingt-trois arrière-petits-enfants, Et ses trois arrière-arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part, à tous ceux qui l'ont connue et aimée, du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère et arrière-arrière-grand-mère,

M^{me} Jeanne de ROCCA-SERRA, née Pietri,

survenue dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Neuilly-sur-Seine, le 13 novembre 1991,

et vous demandent d'unir dans vos pensées et vos prières

Pierre,

son époux,

leur fille

Marie, épouse Camé,

leur fils

Jacques,

leur neveu

Valère de Perard Della Rocca.

La messe sera dite en l'église Sainte-Marie, à Suresne (Corse), le vendredi 22 novembre, à 14 h 30, et sera suivie de l'inhumation dans la chapelle familiale.

- Le professeur Charles Sebban, son épouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Duchêne et leurs enfants Caroline, Morgan, Maeva, M. et M^{me} Pierre Sebban et leurs enfants Florent, Raphaële, Le docteur et M^{me} Gilbert Guenoun et leurs enfants,

ont la grande douleur de faire part du décès, après une longue maladie, de leur très chère, très regrettée et bien-aimée

M^{me} Charles SEBBAN,

née Anne Guenoun.

L'inhumation provisoire a eu lieu le 12 novembre 1991, dans l'intimité familiale.

31, rue Camille-Mouquet, 94220 Charenton-le-Pont.

- On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Jeanne TONNELAT,

professeur honoraire,

survenue à Paris, le 4 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de

M^{me} Pierre Lucas, née Françoise Tonnelat,

M. Jacques Tonnelat, professeur honoraire des Universités, et M^{me}, née Nicole Bègue, Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces Lucas-Salaises, Tonnelat, Briot et Schaubberger, M^{me} Fernand Bègue, ses enfants et petits-enfants.

Jeanne Tonnelat s'était consacrée depuis vingt ans à la prévention des accidents lors de l'enseignement des sciences expérimentales dans les lycées et collèges.

115, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

Messes anniversaires

- A la mémoire de

Ludovic CHANCEL,

ambassadeur de France,

décédé le 22 novembre 1971,

et du

capitaine Michel CORRE,

décédé le 23 novembre 1944,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris-5^e, le vendredi 22 novembre 1991, à 18 h 45.

- Le 16 novembre 1989, disparais-

sait pour toujours le

docteur Henri KUNTZIGER,

néphrologue.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré le samedi 23 novembre 1991, à 19 heures, à Saint-Jean-de-Dieu, 19, rue Oudinot, Paris-7^e.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

75014 Paris.

هنا من الحظ

42 • Jeudi 21 novembre 1991 •

Le Monde

Les prix littéraires

L'Interallié à Sébastien Japrisot

Le prix Interallié 1991 a été attribué, mardi 19 novembre, à Sébastien Japrisot pour *Un long dimanche de fiançailles* (Denoël) au septième tour de scrutin, par six voix contre quatre à Paula Jacques pour *Deborah et les anges dissipés* (Mercure de France).

On le donnait favori pour l'un des prix littéraires de cet automne, mais plutôt le Femina. Sébastien Japrisot - pseudonyme anagramme de Jean-Baptiste Rossi, fils d'immigrés italiens venus chercher fortune à Marseille - est un écrivain au talent multiforme. Romanier - *les Mal Partis* (premier roman écrit à dix-sept ans et prix de l'Unanimité 1966), *l'Été meurtrier* (prix des Deux Magots 1978), *la Passion des femmes* - auteur de romans policiers - *Compartment tueur*, *Piège pour Cendrillon* (Grand Prix de littérature policière), *la Dame dans l'auto avec des lunettes et un fusil* - scénariste et metteur en scène - *Adieu l'ami*, *le Passager de la pluie*, *la Course du lièvre à travers les champs*, *juillet en septembre* - ce touche-à-tout doué qui, plus jeune, voulait devenir « raconteur d'histoires », s'est adressé en vingt-cinq ans à tous les publics.

En couronnant *Un long dimanche de fiançailles*, une grande histoire d'amour sur fond de première guerre mondiale, le jury Interallié récompense un livre où Sébastien Japrisot conjugue avec bonheur tous ses talents, un creuset où se mêlent remarquablement trois techniques d'écriture : le roman, le policier et le cinéma (le *Monde* du 25 octobre).

Fl. N.

Décès de Jean Cauchon ancien sénateur

Jean Cauchon, ancien sénateur centriste d'Eure-et-Loir, est décédé le 16 novembre.

[Né le 21 novembre 1913 à Verneuil-sur-Avre (Eure), négociant, Jean Cauchon fut en 1931 président départemental de la JOC, Maire de Dreux de 1965 à 1977, conseiller général de Dreux-Est de 1973 à 1982, date à laquelle il ne s'était pas représenté. Jean Cauchon avait été élu sénateur centriste d'Eure-et-Loir en 1971. Réélu en 1980, il ne s'était pas représenté en 1989. Jean Cauchon avait été questeur du Sénat de 1975 à 1983.]

Après la libération des otages

La presse britannique s'interroge sur les liens éventuels de M. Terry Waite avec la CIA

LONDRES

de notre correspondant

Alors que MM. Terry Waite et Thomas Sutherland ont retrouvé, mardi 19 novembre, leurs familles le premier en Grande-Bretagne, le second à Wiesbaden, en Allemagne, le secrétaire général des Nations unies a confirmé qu'un « accord de principe » avec les ravisseurs prévoit la libération, avant Noël, des six derniers otages détenus au Liban.

A son arrivée sur la base aérienne de Lyneham, dans le sud-ouest de l'Angleterre, M. Terry Waite a fait une déclaration émouvante et passionnée d'une trentaine de minutes, dans laquelle il s'est dit convaincu que le Hezbollah « honore ses engagements » de libérer les derniers otages. Assurant que l'Eglise et lui-même ne prendront pas de repos avant que tous soient libérés, le représentant de l'archevêque de Cantorbéry a dénoncé les prises d'otage, indiquant notamment : « Il est mal de détenir des gens de cette façon. C'est contre-productif et ceux qui le font s'abaissent à des comportements non-civilisés, quels qu'ils soient, quelle que soit leur nationalité ou l'organisation à laquelle ils appartiennent. »

Avec la libération de M. Terry Waite, les rumeurs concernant les liens qui auraient existé entre l'envoyé spécial au Liban du primat de l'Eglise d'Angleterre et les services secrets américains reprennent de plus belle. Interrogé mardi, à Washington par le correspondant de la chaîne de télévision britannique Channel 4, le colonel Oliver North, l'homme qui fut au centre de l'affaire de l'« Irangate » (la livraison clandestine de missiles américains par Israël à l'Iran, en échange de la libération d'otages américains détenus à Beyrouth), a affirmé que la CIA n'avait pas « utilisé » M. Terry Waite, sans nier pour autant que les contacts privilégiés que celui-ci entretenait au Liban étaient utiles aux services secrets américains.

Opération « noire »

« Il était l'un de ceux avec qui j'étais en contact, a-t-il ajouté, pour aider à obtenir la libération des otages. Mais vraiment, il n'a jamais été dans nos intentions de faire de Terry Waite un agent du gouvernement américain. Il ne l'était pas. » Selon l'émission « Panorama » de la BBC, le colonel North aurait rencontré au moins à deux reprises M. Terry Waite. C'est au cours de

l'un de ces entretiens qu'il lui aurait remis un poste de radio, lequel était transformé en gadget électronique destiné à révéler l'endroit où se cachaient les ravisseurs, et donc les otages américains. La décision d'utiliser M. Waite comme « couverture » d'une opération « noire » de la CIA aurait été prise au printemps de 1985, selon « Panorama », dont les auteurs ont précisé qu'ils avaient eu accès aux « notes » du colonel North.

Ces affirmations ont été relayées par la chaîne de télévision américaine CBS, pour qui « Waite travaillait secrètement avec Oliver North ». Aucune de ces accusations n'emporte cependant la conviction, faute de preuves, et peut-être aussi parce que beaucoup de rumeurs ont circulé au Liban depuis cinq ans pour discréditer M. Terry Waite et justifier son enlèvement.

Pendant longtemps, il a été ainsi affirmé que l'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry dissimulait un micro électronique dans l'un de ses bras. Jusqu'au moment où il fut prouvé qu'il s'agissait en réalité d'une tige de métal destinée à consolider un os du bras, implantée à la suite d'un grave accident de voiture survenu à M. Terry Waite en 1982.

LAURENT ZECCHINI

A la demande de la CNIL

M. Henri Caillavet instruit le dossier du fichier des juifs

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a désigné, mardi 19 novembre, M. Henri Caillavet pour qu'il instruisse le dossier du fichier des juifs de la préfecture de police de Paris établi en octobre 1940. Ce fichier a été « découvert » par M. Serge Klarsfeld dans les archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants alors que le ministre, interrogé par une mission de la CNIL en 1980, avait démenti le posséder (le *Monde* du 13 novembre).

Dans un premier temps, M. Caillavet, ancien sénateur et membre de la CNIL, devra « identifier » et « vérifier » la présence du fichier dans les archives du secrétariat d'Etat. Le commissaire devra ensuite élucider pourquoi le ministère avait répondu négative-

ment à la mission en 1980. Enfin, saisie le 12 novembre par M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la CNIL se prononcera sur sa compétence.

Si la commission répond positivement, elle rendra un avis sur le sort futur du fichier en fondant sa réflexion sur l'article 31 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés qui prévoit, d'une part, qu'il « est interdit de mettre ou conserver en mémoire informatisée, sauf accord exprès de l'intéressé, des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes », et, d'autre part, que « pour des motifs d'intérêt public, il peut aussi être fait exception à l'interdiction ci-dessus sur proposition ou avis conforme de la commission par décret en Conseil d'Etat ».

La CNIL indique que M. Mexandeau lui a adressé un projet de décret « portant précisément dérogation à l'article 31 ».

Manifestations de soutien au président Havel en Tchécoslovaquie

Quelque 20 000 personnes se sont rassemblées, mardi 19 novembre, dans le calme, place Venceslas à Prague, pour soutenir les propositions du président Vaclav Havel dans la crise politique qui oppose Tchécoslovaquie et Slovaquie sur la future organisation de l'Etat. M. Havel avait réclame, dimanche, à la suite de l'échec des négociations interrégionales et du blocage parlementaire qu'il avait, des pouvoirs accrus lui permettant d'organiser une consultation populaire sur l'avenir du pays, de dissoudre l'Assemblée nationale et de légiférer par décret en attendant la tenue d'élections anticipées.

Dès janvier 92 étudiez USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Délocalisez-vous de là !

Dis, mon Mini, tu crois pas que ce serait une bonne idée de les déplacer, pardon de les délocaliser, tes centres au sommet ? Parce que le SETA, le CNET ou l'ADA. Nous, les Parisiens déjà immobilisés, piégés, jour après jour, par des dizaines de milliers de manifestants venus des quatre coins du pays, on en ferait volontiers cadeau, juste retour, à Liffe, Grenoble, Strasbourg ou Bordeaux.

Tol, ça te passe complètement au-dessus de la tête, forcément, mais on devient fou, là, en ce moment, rapport aux cortèges officiels, limousines, motards, fanions, sirènes qui nous cornent aux oreilles, entre deux barrages de flics, pour laisser passer, désinvoltes, poussez-vous de là que je m'y mette, tes copains des pays francophones.

On a froidement enlevé les bagnoles parkées du côté de l'avenue Kléber au sabot de Denver, sans même songer à prévenir les propriétaires. Et dans les embouteillages, aux coups de sifflet impérieux coupant les avenues et interdisant les ponts, répondent les coups de klaxon furieux des automobilistes qui

voient rouge aux feux verts bloqués par des bâtons blancs.

S'ils étaient pas bien à La Baule, les chefs d'Etat, s'ils étaient incommodés par le bruit des vagues au lieu de les recevoir au palais de Chaillet, l'avaient qu'à les inviter au château de Rambouillet. Ou même plus loin, tiens, au cœur d'une de ces belles régions françaises à qui ta Cresson va expédier quelques maîtres ingénieurs agronomes, listiers des Gobelins et autres ingénieurs des Télécom. C'est quand même beaucoup moins reluisant qu'un Gorby, un Havel, un Senghor ou un prince héritier du Japon.

Je te demande pas, je pourrais, de te transporter définitivement avec toute ta cour à Blois ou à Orléans sur les traces de nos rois, mais bon, une fois de temps en temps, tu devrais donner l'exemple de la décentralisation, en emmenant dans tes valises un peu de beau linge à étendre au balcon d'une préfecture de la Creuse ou de la Lozère.

Question symbole, ce serait super ! Infinitement plus classe que d'obliger l'ENA à faire classe en Alsace.

La réunion des Douze à Bruxelles

Les ministres de l'Agriculture sont prêts à réduire les exportations subventionnées de céréales

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le débat que les ministres de l'Agriculture des Douze ont consacré aux céréales, les 18 et 19 novembre à Bruxelles, a montré le lien étroit entre l'Uruguay Round et la réforme de la politique agricole commune (PAC). Les ministres sont prêts à stabiliser leur production et même à réduire leurs exportations subventionnées, objectifs centraux de la réforme et des négociations du GATT. Mais, soucieux de ne pas mettre en péril un des plus beaux fleurons de l'agriculture communautaire (et en particulier française), ils ne s'engageront dans cette voie que si une perspective raisonnable de reconquête - partielle - le marché intérieur de la CEE, sub-

mergé par le gluten de maïs et autres produits de substitution des céréales (PSC), leur est offerte : autrement dit, de vendre dans la Communauté ce qu'ils ne vendront plus à l'étranger. Cette reconquête suppose que les céréales communautaires deviennent suffisamment compétitives.

Une baisse des prix substantielle (de l'ordre de 35 %) sera nécessaire pour se rapprocher des cours mondiaux. Les agriculteurs ont-ils des raisons valables de s'y opposer, dès lors qu'ils obtiennent des garanties satisfaisantes sur le versement de subventions directes de compensation ? Ce dispositif devra être complété, sur le plan international, par la négociation d'un droit reconnu à la CEE de taxer (à un niveau raisonnable) ses importations de PSC.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Delors critique le projet de traité sur l'union politique

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a critiqué mercredi 20 novembre, à Strasbourg, le projet de traité sur l'union politique, à trois semaines du sommet européen de Maastricht (Pays-Bas). M. Delors a affirmé devant le Parlement européen que le projet de traité n'était pas assez « dynamique » pour « absorber convenablement les futurs élargissements » de la CEE à de nouveaux pays. Il a ajouté que le texte « ne maintenait pas le cap vers la Communauté européenne telle que l'ont voulu les pères du Traité de Rome ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 novembre

Résistante

La Bourse de Paris faisait preuve de résistance reprise mercredi matin 20 novembre après plus de 5% de pertes en deux séances. Dès les premières transactions, les valeurs françaises s'appréciaient de 1%. Mais le mouvement fut de courte durée. Une demi-heure plus tard elles abandonnaient 0,18%. Toutefois, aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 reprit un peu de hauteur et s'inscrivait en hausse de 0,35%. A la même heure, le montant des transactions atteignait 600 millions de francs.

5 JOURS EXCEPTIONNELS :
Jeudi, Vendredi, Samedi, Dimanche

LE BON CÔTÉ DE LA CRISE

DES PRIX, JUSQU'À INIMAGINABLES EN HAUT-DE-GARME

COSTUME SUPER 100 1790F

VESTE PUR CACHEMIRE 2990F

MANTEAU CACHEMIRE / LAINES 1990F

PULL 100% CACHEMIRE 1990F LES DEUX 3500F

POUR ELLE LA MODE A MOINS DE 1000F

ET DES HOMMES DE 60 à 70% SUR DES VÊTEMENTS DE LUXE

DAVID SHIFF

Club des Dix

PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE - de 10h à 18h

60 BIS RUE DE PARIS 75000 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 5 RUE DES ARCHES LYON 2

DÉBATS	
Un appel de onze écrivains pour la Yougoslavie : « Juifs-Arabs », par Daniel Sibony	2
ÉTRANGER	
La guerre civile en Yougoslavie : la chute de Vukovar	3
Les élections législatives en Belgique : M. Martens, candidat à Bruxelles	3
Le retour de M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie soviétique	4
Le sommet de la francophonie à Paris	5
Le prince Sihanouk reconnu comme chef de l'Etat cambodgien	6
Etats-Unis : le refoulement des réfugiés haïtiens est suspendu	6
POLITIQUE	
L'opposition prépare sa réponse aux propositions de réforme des institutions de M. Mitterrand	9
Les travaux de l'Assemblée nationale	10
M. Léotard en campagne	10
L'ouverture de la discussion budgétaire au Sénat	11
Le transfert de l'ENA : un point de vue de M. Bernard Stasi	11
SOCIÉTÉ	
Accord politique minimal sur l'Europe spatiale à la conférence européenne de Munich	12
Un rapport du Sénat réclame la relance du projet de missile nucléaire S45	12
La réforme de la procédure pénale au conseil des ministres	13
L'ancien PDG de L'Oréal est inculpé de faux et de discrimination raciale	14
EDUCATION • CAMPUS	
• Sauve qui peut les profs	
ARTS • SPECTACLES	
• Rencontre avec Henri Cartier-Bresson • Les voies nouvelles du cinéma iranien • Danse : Joëlle Souviret et Régis Obadia à l'heure de la consécration	19 à 30
ÉCONOMIE	
La recrudescence de Wall Street et la baisse des cours au palais Brongniart	31
La CEE prête à avaliser un apport en capital de 2 milliards de francs à Air France	32
Les illusions perdues de la Société métallurgique de Normandie	33
Un rapport du CERC sur les bénéfices du FMI	33
La Collectif budgétaire pour 1991	38
COMMUNICATION	
Le groupe Time Warner rachèterait Ertel	34
Services	
Abonnements	34
Annonces classées	35 à 37
Marchés financiers	38
Automobile	40
Carnet	40
Mots croisés	40
Météorologie	41
Radio-télévision	41
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 20 novembre 1991 a été tiré à 504 501 exemplaires.	

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

Le repas du guerrier, devant un capoccino discussion fortissimo en terrasse sur la place

send hic : je ne sais pas l'Italien... alors on parle avec les mains !

ROME 990 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64